

L'OPEP est nue

Née il y a tout juste vingt-cinq ans du rêve d'un petit groupe de pays du tiers-monde de s'affranchir de la tutelle occidentale, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a fait la loi pendant sept ans. Bénéficiant de l'impérialisme des pays développés, elle a utilisé son poids exceptionnel sur le marché mondial pour faire d'une manière première comme les autres l'« or noir ».

De sa puissance passée, que reste-t-il ? Elle a perdu la maîtrise de la production du pétrole, et par conséquent le contrôle de son prix. Frappée en pleine euphorie par un recul dramatique de ses recettes financières, elle n'a cessé depuis cinq ans d'écorner ses réserves. Du même coup, elle a réduit son poids en tant que fournisseur majeur du marché mondial des capitaux.

Certains de ses membres sont en quasi-faillite. Les autres, bien qu'encore riches, n'en sont pas moins devenus financièrement et politiquement très fragiles. Le week-end dernier, à Genève, l'OPEP a franchi une étape supplémentaire. Affirmant tout haut qu'elle ne pouvait plus désormais assumer seule le poids de soutien des prix, elle a renoncé officiellement à sacrifier sa production pour équilibrer offre et demande, enterrant de ce fait la notion même de prix officiel. Ce qui aboutit à remettre en cause sa propre raison d'être.

Se lancer dans une guerre des parts de marché restait non seulement à l'OPEP, mais aussi à passer du « tout pour un » au « chacun pour soi ».

« Combien de temps les représentants de l'OPEP pourront-ils trouver un apparent consensus qui justifie l'existence de cette organisation ? », écrivait récemment la banque Paribas. Le consensus demeure toujours, nourri par la panique de voir s'écrouler, avec les prix du brut, l'économie des structures politiques des treize pays membres. Mais il n'a plus guère d'objet que l'espoir vague d'éviter le pire au dernier moment.

Un effondrement des prix du pétrole ne signifierait pas seulement la fin de l'OPEP. Il mettrait gravement en danger l'ensemble du monde occidental. Inutile d'insister sur les dommages que subiraient les compagnies pétrolières, qui sont les plus grandes sociétés privées du monde.

Le système bancaire serait tout aussi touché. Il a déjà grand-peine à s'accommoder du renversement de situation créé depuis quatre ans par la diminution du poids des pays producteurs de pétrole : la crise financière du Mexique a failli provoquer une catastrophe. Les pays consommateurs eux-mêmes risquent de pâtir de ces multiples « chocs ».

Est-il excessif dans ces conditions d'imaginer, comme le fait l'OPEP, qu'un consensus mondial puisse se réaliser pour tenter de stabiliser enfin les prix du pétrole ? Il devrait impliquer non seulement tous les pays producteurs de brut, qu'ils soient ou non membres de l'Organisation, mais aussi les compagnies, les banques et bon nombre de grands États consommateurs. Il est vrai que ce consensus n'a de chances d'être obtenu que si les prix du brut ne descendent pas trop ni trop vite. Mais, en fin de compte, tous les pays ont intérêt, comme l'OPEP, à ce que l'on ne tarde pas.

(Lire nos informations page 36.)

ANCIENS MEMBRES DES JUNTAS

Cinq officiers généraux condamnés en Argentine

Presque deux ans, jour pour jour, après le début de la procédure engagée par le président Alfonsín, le tribunal fédéral de Buenos-Aires a rendu son verdict, le lundi 9 décembre, dans le procès des neuf commandants des trois juntas militaires qui se sont succédé au pouvoir en Argentine entre 1976 et 1982. Cinq des accusés ont été condamnés à des peines de prison, dont deux - le général Videla et l'amiral Massera - à perpétuité. Ce verdict a déjà soulevé diverses protestations pour sa « trop grande clémence ». (Lire page 3.)



Tempête autour d'un Nobel de la paix

De Kingston à Walesa, le choix des sages du comité Nobel a été bien souvent contesté. Il l'est particulièrement ce mardi 10 décembre et l'on manifestera à Oslo contre le trop grand honneur fait à Evgheni Tchazov et le trop grand plaisir fait à l'Union soviétique. A Stockholm cependant, Claude Simon recevra le prix Nobel de littérature. (Lire page 40 l'article de Nicole Zand.)

De notre envoyé spécial

Oslo. — Les cérémonies de remise du prix Nobel de la paix à l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire devaient être marquées ce mardi 10 décembre par diverses manifestations. Le concert des protestations n'a en effet pas cessé de s'amplifier depuis l'annonce, le 11 octobre, du choix du comité.

Certes, chacun en Norvège est prêt à partager les idéaux de cette « Internationale » contre la guerre nucléaire qui compte 135 000 membres dans quarante-six pays. Et le choix est a priori entièrement conforme au fameux testament d'Alfred Nobel indi-

quant que le prix doit récompenser « l'homme qui a contribué à la paix ou à la fraternité des peuples ». Mais ce qui gêne, révolté ou scandalise, y compris parmi les pacifistes, est que le comité ait invité, ce mardi 10 décembre, le docteur Evgheni Tchazov, cofondateur avec son collègue américain, Bernard Lown, de l'Internationale des médecins, à venir recevoir le prix à Oslo, alors qu'André Sakharov, dix ans plus tôt, n'avait pas été autorisé à quitter l'URSS.

Le docteur Tchazov est membre du comité central du Parti communiste soviétique et du Soviet suprême. Il a obtenu le prix Lénine en 1982. Il est vice-ministre de la Santé publique et membre de l'Académie des sciences. En 1973, il a signé avec vingt-quatre collègues un texte condamnant Sakharov et qui a donné le coup d'envoi de la campagne menée depuis contre le physicien. Ce n'est donc pas la lutte contre l'atome mais la personnalité et le passé de l'un des lauréats qui suscitent tant de discussions en Norvège et ailleurs.

Vingt-cinq personnalités norvégiennes ont annoncé qu'elles dé-

LES ÉLECTIONS ET L'APRÈS-MARS 86

M. François Mitterrand : « Je me bats pour gagner »

Interrogé, le lundi 9 décembre sur Europe 1 par Jean-Pierre Elkabbach dans l'émission « Découvertes », M. Mitterrand a présenté deux visages. Celui du « combattant » qui « se battra » dans les trois prochains mois pour la victoire de l'actuelle majorité aux élections législatives ; celui d'un chef d'État qui entend bien conserver, au-delà de cette échéance, un pouvoir de décision qui est par nature « solitaire » et « inaltérable ». Il a illustré cette prérogative par la réception du général Jaruzelski, avant de clore le différend qui l'avait séparé de M. Fabius.

Les deux profils

M. Mitterrand offre aux Français deux profils à la fois : l'un de combattant à la petite semaine - les quatorze semaines qui nous séparent des élections législatives de mars 1986 - l'autre de « combattant suprême » qui conduit la France vers ce qu'il croit bon pour elle. On ne sait trop lequel de ces deux profils est le meilleur.

Si le second est un peu plus saillant, plus affirmé, c'est parce que l'actualité lui présente un miroir grand comme la Pologne. Accepter de recevoir à Paris le général Jaruzelski ne relève, dit-il, que de lui et de personne d'autre. Il comprend que cette initiative

ait pu provoquer quelque « hésitation » dans son entourage, et même que son premier ministre en ait « sincèrement souffert ».

A la limite, il l'admet puisqu'il revendique pour lui seul la charge de décider ce qui, dans ce domaine, est bon pour la France, la Pologne, les droits de l'homme et « la réconciliation des deux parts de l'Europe ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8 ainsi que l'article de JACQUES AMALRIC : « Normaliser, certes, mais pourquoi au sommet ? »)

Le Tchad et le sommet franco-africain

M. Hissène Habré s'attend à une offensive libyenne.

PAGE 6

La modernisation de l'Etat

M. Barret-Kriegel a remis son rapport au président de la République.

PAGE 10

M. Dumas en Israël

Un rappel des positions de la France au Proche-Orient.

PAGE 4

Les Français et les télévisions

Les téléspectateurs veulent moins de concurrence et plus de choix.

PAGE 16

Corée du Sud : les nouveaux défis

Au pays du matin calme, une stratégie commerciale en pleine mutation.

PAGES 33 à 35

Le Monde SCIENCES

Une forêt dans l'éprouvette
Les robots du troisième type

Pages 17 et 18

Débats : Solidarité (2)
• Etranger (3 à 6) • Politique (7 à 10) • Société (11 et 12)
• Culture (13) • Communication (16) • Économie (36 à 39)

Programmes des spectacles (14 et 15) • Radio-télévision (16)
• Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (32) • Carnet (32)
• Annonces classées (20 à 31)

UNE FONDATION SUR LES MÉDECINES DOUCES

L'ivraie et le bon grain

M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a annoncé, ce mardi 10 décembre, une série d'initiatives pour accélérer le processus d'officialisation de certaines médecines parallèles ou alternatives. Une fondation pour l'évaluation de ces pratiques sera créée.

La gauche au pouvoir et les médecines parallèles - régulièrement plébiscitées par une large fraction de la population - ont déjà une longue histoire. Début 1982, M. Jack Ralite, ministre communiste de la Santé, confiait au docteur Niboyet, spécialiste d'acupuncture, une mission « sur les techniques de soins ne faisant pas l'objet d'un enseignement au niveau national ».

Un rapport était rendu public début 1984. Il établissait pour la première fois un constat national et chiffré du phénomène : plus de 10 % de tous les médecins libéraux exerçant aujourd'hui en France, estimaient notamment le docteur Niboyet, ont plus ou moins recours à ces techniques thérapeutiques.

Entre-temps - fin 1982 et début 1983 - à l'occasion de la consultation nationale sur le cancer mise en œuvre par M. Ralite, des négociations avaient été engagées entre certains adeptes des thérapies parallèles du cancer et la firme pharmaceutique nationale SANOFI (filiale d'ELF-Aquitaine) pour établir un protocole d'expérimentation de produits - comme les phytothéons Solomides - jugés le plus souvent inefficaces, voire toxiques, par

les spécialistes hospitalo-universitaires.

Ni le rapport Niboyet, auquel personne ne semblait soucieux de donner suite, ni les promesses de la concertation nationale sur le cancer ne semblaient devoir être suivis d'effets. Mieux : les services de M^{me} Georgina Dufoux décidaient, le 15 janvier dernier, de faire procéder à la fermeture de l'Institut Solomides de Soeurs, après que le Laboratoire national de la Santé eut conclu à la toxicité des produits fabriqués par cet établissement.

En mars enfin, M. Mitterrand s'adressait par écrit à M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCH.
(Lire la suite page 12.)

En lui offrant un bijou pour Noël, vous ne pouvez pas vous tromper. Parmi tous les bijoux de la création Fred, nous trouverons le sien. Celui qu'elle-même aurait choisi parce qu'il lui ressemble. Et si vous songez à d'autres cadeaux : sacs, pendules, objets précieux, vous les trouverez tous au 6 Royale de Fred. Notre catalogue vous sera adressé sur simple demande.

FRED
JAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65 • Le Carillon, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mérienne, Paris.
Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croix-Blanche, Cannes • Hôtel Ivoire, Nova-Côte.
25, rue du Marais, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

صباحنا من الامم

débats

Pour une Afrique verte

Afin que les pluies qui sont tombées sur le Sahel soient durablement fécondes, il faut une autre forme de coopération internationale

par CHARLES CONDOMINES (*)

Il est souvent très long le délai qui sépare la décision d'octroyer une aide alimentaire et l'arrivée des denrées dans le port de débarquement : pas moins de 419 jours, en moyenne selon un récent rapport de la Cour des comptes de la CEE. Elle était à l'origine, les affamés mourant en le temps de traverser... Et si elle coïncide avec une récolte satisfaisante, l'arrivée du blé venu du Nord risque fort de déstructurer gravement le marché local. Ce fut notamment le cas au Togo en 1984. Trop d'aide arrivée trop tard fit chuter les cours et baisser de 30 % les superficies ensemencées. Cette situation risque fort de se reproduire cette année dans de nombreux pays du Sahel : globalement, la production est supérieure de moitié à celle de l'année dernière. Mais le blé ou le riz cadeau continueront d'engorger les ports et de paralyser les installations de stockage. Ici ou là, les cours du blé commencent à chuter.

Comment pourrions-nous vendre notre blé si les habitants de nos villes consomment votre blé ? nous demandent de nombreux paysans de la région.

L'aide alimentaire est une aide en nature et représente des volumes financiers considérables (environ 4 milliards de dollars par an). Pour l'essentiel, elle est gérée par les États. Ils prennent des engagements pluriannuels dans le cadre de la convention d'aide alimentaire. Celle-ci est en cours de renégociation. Elle constitue une annexe de l'accord international sur le blé.

Bien sûr, il y a les catastrophes, et, dans ces cas-là, il est indispensable que les secours appropriés soient acheminés avec toute l'urgence qui s'impose. Mais ce type de secours ne représente qu'une très faible part de ce qu'il est convenu d'appeler l'aide alimentaire.

Le plus souvent, il s'agit d'une aide chronique ou structurelle, et les denrées reçues sont vendues à bas prix par le gouvernement bénéficiaire. Ce ne sont donc pas toujours les plus nécessaires qui en profitent. Longueur des délais de livraison, découragement des producteurs locaux, encouragement au trafic d'influence et au clientélisme politi-

que, moyen de pression dans les négociations internationales, développement d'une mentalité d'assisté... Elle est aujourd'hui mieux connue, la liste des méfaits trop souvent provoqués par cette forme de coopération.

Faut-il donc supprimer les budgets d'aide alimentaire ? Certes pas. Mais il vaudrait mieux les utiliser pour améliorer la capacité des paysans africains à nourrir les Africains. S'il s'agit de favoriser l'émergence d'une Afrique verte, d'importants moyens financiers sont nécessaires. On le sait, la politique agricole commune coûte cher. Mais il faut aussi que les paysans aient la parole et des organisations assez fortes pour faire prévaloir leurs intérêts. Dans cette affaire, ils sont, on le voit, devant être en première ligne.

Bien sûr, la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a. Et nous avons des excédents. Mais s'il s'agit de vaincre la faim au Sahel, ce sont les paysans sahéliens

qui doivent bénéficier de prix garantis et rémunérateurs, de circuits de commercialisation efficaces et d'un marché équilibré et protégé.

Même dans cette région, tout n'est pas que pénurie et rien que famine. La situation peut beaucoup varier d'une année à l'autre et d'une région à l'autre. Au Sénégal, par exemple, les premiers du Sine-Saloum peuvent être encore pleins tandis qu'au Nord, près du fleuve, on meurt littéralement de faim. Pourquoi ne pas épuiser toutes les ressources localement disponibles avant d'aller en chercher à des dizaines de milliers de kilomètres ?

D'autres « camions de l'espoir »

Au mois de mars 1985, 85 000 tonnes de blé ont ainsi été achetées et acheminées de l'est au nord du Sénégal pour un coût total d'environ 2 millions de francs. Des « camions de l'espoir » d'un autre genre : conduits par des Sénégalais et chargés de blé sénégalais. Cette année, les pluies vont permettre de multiplier ce genre d'opérations dites « triangulaires ». Telle est en tout cas l'ambition des associations de coopération internationale qui lancent la campagne « Afrique verte » (1). La partie proposée se joue à quatre :

— Les associations paysannes africaines : pour qu'elles augmentent leur pouvoir social, économique et politique ;

— Les gouvernements bénéficiaires : pour qu'ils demandent juste ce qu'il faut pour qu'ils aient les moyens de compter sur leurs propres forces et d'intensifier les échanges Sud-Sud. On l'oublie trop souvent : en vingt-cinq ans, les importations de céréales par les divers pays du Sahel ont été multipliées par dix, et l'année dernière chaque Sahélien a « reçu » quelque 40 kilos de céréales cadeau. Il est grand temps de renverser cette tendance ;

— Les gouvernements donateurs : pour qu'ils aident l'Afrique à se nourrir ;

— Les contribuables et citoyens que nous sommes : pour que nous soyons plus activement responsables de ce qui se fait en notre nom ou en tout cas avec notre argent.

Un peu partout, à Dakar, Bruxelles, Paris et ailleurs, des infélicités sont constatées. Mais il faut aller plus loin et plus vite. Alors, oui, les pluies sur le Sahel auront été une bénédiction.

(1) CCP - Afrique verte - 75115 Paris Cedex 15.

SOLIDARITÉ

Le sommet franco-africain s'ouvre mercredi, et cette semaine à Milan se réunit le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel. Charles Condomines explique les raisons de la campagne que lancent Frères des hommes, Terre des hommes et Peuples solidaires. Dans l'Hexagone, Pierre-André Périssol explique à quelles conditions peut se développer une autre forme de solidarité.

Une nouvelle cohésion sociale

La société française apparaît repliée sur elle-même, mais il faudrait peu de chose pour revaloriser les communautés où l'homme s'épanouit naturellement.

par PIERRE-ANDRÉ PÉRISSOL (*)

La solidarité est aujourd'hui dévaluée. Cette constatation n'est pas extraite d'un discours politique mais c'est la conclusion de l'enquête annuelle du très officiel CREDOC (1). Il est vrai que la crise et les désillusions engendrées par les promesses de la gauche ont exacerbé les égoïsmes catégoriels et aggravé l'inégalité. Or il n'y aura pas de redressement - y compris économique - sans une nouvelle cohésion sociale.

La capacité d'une société à évoluer, à progresser, dépend de la qualité des relations entre les individus, de la vitalité des groupes sociaux, de la solidarité du tissu social, et cela, les Français le sentent bien : partisans du libéralisme en économie, ils restent très attachés à l'acquis social.

On oublie trop souvent que le social ne se réduit pas aux seules protections matérielles contre la maladie, la vieillesse ou le chômage. Il concerne aussi tout ce qui aide l'homme à bien se sentir dans son environnement social, à s'ouvrir sur les autres, à être confiant en lui, parce qu'il accroit ainsi son sentiment de sécurité, ses capacités d'autonomie et de liberté. Il s'agit aujourd'hui de mobiliser les Français autour d'un certain nombre de valeurs comme la responsabilité, l'initiative, le sens des autres, l'effort.

Mais comment retrouver concrètement le chemin de ces valeurs ? Comment reconstruire ces références sociales sans lesquelles l'individu se sent isolé dans la société et éprouve alors le besoin d'un excès d'assistance collective ?

La famille, l'entreprise, ainsi que les associations et la cité sont les cellules vivantes du tissu social. De leur vitalité, de leurs

interactions, de l'éclosion de projets communs, dépendent la vigueur et la solidité de notre société. Leur revalorisation constitue une des clés de la solidarité. Elle est indissociable d'une large décentralisation des niveaux de décision en matière sociale : c'est à l'échelon de l'entreprise, par exemple, que peuvent le mieux s'ajuster les aspirations sociales aux capacités économiques.

En France, l'Etat et les grandes centrales, syndicales ou patronales, détiennent un monopole social de fait. C'est un des facteurs de rigidité et d'uniformité comme l'ont montré, par exemple, les négociations sur la flexibilité de l'emploi. Le développement de la politique contractuelle au niveau de l'entreprise pourra seul introduire ce degré de liberté indispensable pour préserver l'acquis social dans son ensemble.

Ainsi la famille, l'entreprise, les associations, la cité, apparaissent-elles désormais comme le meilleur moyen de rééquilibrer les pouvoirs vis-à-vis de l'Etat et de renforcer la cohésion de la société. Ne privilégions pas l'aspect pessimiste. S'il est vrai que la cohésion sociale est aujourd'hui entamée, nous pouvons réévaluer la solidarité en partant sur le sens de la responsabilité des Français, un pari fondé sur une véritable décentralisation.

En conciliant libéralisme et ambition sociale, l'opposition peut jouer un rôle privilégié dans la modernisation de nos rapports sociaux, ce qui suppose une réelle innovation.

(*) Conseiller UDF-CDS de Paris.

(1) Centre de recherche et de documentation (Le Monde du 20 juillet 1985).

COURRIER DES LECTEURS

CGT et PC

J'ai lu l'article très documenté et très fouillé de J. Kerroux sur le recul des effectifs de la CGT (Le Monde du 13 novembre 1985). Je pense que toutes les causes retenues sont vraies pour une part, mais qu'on devrait approfondir une cause, essentielle, et qui n'a pas été citée : il s'agit du déclin de l'influence électorale et idéologique du Parti communiste.

Dans les départements que je connais, les courbes de baisse des suffrages obtenus dans les divers scrutins sont depuis plusieurs années parallèles.

JEAN FAYET, président du Comité électoral et social de Bourgogne.

Les Français oubliés en URSS

Dans le courrier des lecteurs du 28 novembre, M. Didier Renaud parle de tous les dissidents inconnus qui sont dans des camps en URSS. Il a raison, mais il y a une catégorie dont on ne parle jamais, ce sont les Français prisonniers de guerre « malgré nous », déportés, qui, « dé-livrés » par les Soviétiques en 1945 et emmenés dans des camps en URSS, ne sont jamais revenus. Mon frère est dans ce cas. Ils sont com-

plètement oubliés de la grande partie de la population.

A. DUBOIS, 17740 Vert-Saint-Denis.

Le cas des « Turengs »

La puissance étrangère qui met ses installations portuaires à la disposition de ceux qui veulent porter atteinte à la souveraineté française se rend solidement responsable au premier chef des offenses ainsi perpétrées. Tel est le cas de la Nouvelle Zélande.

ANDRÉ BIANCHERI (Nice)

Un cri d'alarme

J'ai lu dans le Monde du 20 novembre page 21 l'article « Ça en imite le cri du goi ». Cet article a trait à l'effacement des « Turengs » par le cri du goi (sur bande magnétique), pratique déjà largement répandue. (...) Le goi est loin d'être un « pourfendeur d'écrou-neux ». Si l'on utilise son cri, ce n'est certainement pas parce que celui qui le pousse est un prédateur carnivore (à l'image des rapaces par exemple), mais bien parce que son cri est un cri d'alarme. Qui n'a pas entendu, au moins une fois dans sa vie, en forêt (à ce titre, on peut dire que l'auteur de cet article y ait

déjà mis les pieds) un goi pousser son « cri dur », à son approche, tout simplement pour avertir les autres oiseaux (et ses congénères) que l'intrus peut constituer une menace ?

ERWAN LECORNEC (Nantes)

Des leurreurs ?

Greenpeace, cinquième chaîne canul des mandats, comme si l'aventure de notre pays ne posait pas de questions plus importantes pour les citoyens qui vont voter. Par exemple : que faire pour rattrapper notre retard dans la compétition mondiale industrielle, technologique, commerciale et bancaire ? comment débloquer rapidement les freins qui empêchent la réalisation d'une vraie communauté européenne ? comment réduire le désespoir d'un pourcentage énorme de jeunes au chômage qui se sentent inutiles et marginalisés ; que faire pour éviter à d'autres Français d'être victimes de terroristes ?

A moins que ces leurreurs ne soient liés à dessein, pour détourner l'attention des futurs électeurs de l'absence de discussions des politiques sur les vrais problèmes qui se posent et pour lesquels ils attendent des solutions.

BERNARD SAUVAIRE (Boulogne)



LA FRANCE, PAYS NEUF

Par Pierre Ledoux.

Tenir tête à la compétition mondiale, envisager la construction progressive d'un pays neuf : le moment est venu de tracer de nouvelles routes. Voici celles que nous propose Pierre Ledoux, l'homme qui a fait de la BNP la première banque européenne.

Collection « Politique d'aujourd'hui »

224 pages - 78 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

« LA CRISE EST POLITIQUE, LA POLITIQUE EST EN CRISE », de Gérard Mendel

Comment changer le travail ?

Pour Gérard Mendel, la nécessaire approfondissement de la démocratie passe par une réflexion sur les relations entre le travail et la personnalité ou, plus concrètement, sur la façon dont le contenu du travail peut ou non favoriser le développement de la personnalité. De ces deux termes, l'un - le travail - relève plutôt de l'organisation sociale, l'autre - la personnalité - de la psychologie individuelle, d'où recours à la « sociopsychanalyse », dont l'auteur s'est fait depuis près de vingt ans tout à la fois le principal théoricien et - avec ses collaborateurs du groupe Desgenettes - le plus actif praticien.

La seconde partie de son dernier livre (recueil d'articles déjà parus et de textes inédits, notamment sur Marx) indique la voie à suivre en mettant en évidence la passage « de l'autorité traditionnelle à l'autorité gestionnaire ». Le concept d'« acte-pouvoir », que ce livre tente de préciser, est au centre de la recherche entreprise par Gérard Mendel : il désigne en effet le pouvoir du travailleur sur l'acte individuel ou collectif - qu'il accomplit, et dans un deuxième temps, sur les effets de cet acte. Pour Gérard Mendel, ce pouvoir est la clé de la lutte contre « l'aliénation au travail ».

Dans une enquête sur les OS (dont une version abrégée a paru dans Le Monde), l'auteur montre par exemple que l'insatisfaction de ces ouvriers provient moins de leurs bas salaires ou de leurs

difficiles conditions de travail - même si ces questions sont au premier plan de leurs revendications - que de l'absence de leur travail, c'est-à-dire, en particulier, de leur « non-pouvoir sur l'acte de travail ». A l'inverse, l'observation d'une petite entreprise en partie autogérée indique que l'attribution aux travailleurs de certains pouvoirs de décision renforce leur motivation au travail.

Ces exemples ne font, bien sûr, qu'ébaucher le sujet, que Gérard Mendel développe longuement à partir des découvertes fondamentales de Freud et de Marx, dont il prolonge les analyses avec beaucoup de rigueur et une grande clarté d'expression. Sa conclusion est que, pour échapper à la contradiction apparue chez Marx entre la nécessité de la division du travail et son caractère mutilant, il convient d'agir au niveau des équipes de travail dans l'entreprise, afin que ceux qui les composent prennent conscience de leur rôle.

En attendant que des études de cas viennent compléter l'exposé des principes, les thèses de Gérard Mendel ouvrent d'intéressantes perspectives au moment où la gauche est en quête de nouvelles idées : l'auteur, qui fut - il le révèle ici - l'un des rédacteurs du projet socialiste, entend bien participer à cette recherche.

THOMAS FERENCZI

Payot, 242 F, 79 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Dans de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS

RP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS			
PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par mandat)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG			
399 F	762 F	1 069 F	1 380 F
PAYS-BAS			
IL - SUISSE, TUNISIE			
594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Chaque abonné doit adresser au service des abonnements (dans les semaines ou plus) ses abonnements sont livrés à l'adresse indiquée sur la carte d'abonnement. Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la bande d'envoi à tous correspondants.

Veuillez adresser vos communications et vos lettres aux abonnés de l'abonnement.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-97-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 306 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$; G.-B., 56 p. ; Grèce, 90 dr. ; Inde, 85 p. ; Italie, 700 L. ; Liban, 300 F L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

AMÉRIQUES

VERDICT EN ARGENTINE

Le général Videla et l'amiral Massera condamnés à la réclusion à perpétuité

Peines de prison pour trois autres membres des junte militaires

De notre correspondant

Buenos-Aires. — Après avoir appris la levée de l'état de siège en vigueur depuis quarante-cinq jours, les Argentins ont pu suivre en direct à la télévision, lundi 9 décembre, la condamnation de cinq des neuf chefs militaires accusés d'avoir gravement attenté aux droits de l'homme entre 1976 et 1982. Les sentences ont été prononcées par le tribunal fédéral de Buenos Aires, qui a jugé les généraux Jorge Rafael Videla, principal auteur du coup d'Etat de 1976, et pour l'amiral Eduardo Massera. Les six autres jugés ont été condamnés à la prison à perpétuité. Le tribunal fédéral de Buenos Aires ne s'est pas prononcé sur la culpabilité des autres membres de la dernière junte militaire, mais a condamné les autres chefs de zones ou de subdivisions militaires, qui ont appliqué ou fait appliquer ces ordres.

Le tribunal fédéral de Buenos Aires ne s'est pas prononcé sur la culpabilité des autres membres de la dernière junte militaire, mais a condamné les autres chefs de zones ou de subdivisions militaires, qui ont appliqué ou fait appliquer ces ordres.

Les trois membres de la troisième junte — venue au pouvoir alors que la « subversion terroriste » avait déjà été pratiquement éliminée — le général Leopoldo Galtieri (président), l'amiral Jorge Anaya et le général d'aviation Basilio Lami Dozo, ont été acquittés, ainsi que le général d'aviation Omar Graña (deuxième junte). Seul ce dernier — qui comparait en prévention libérale — était présent à l'audience. Les huit autres, qui étaient en détention préventive, devaient, selon le code de justice militaire, « avoir connaissance de la sentence sur le lieu de leur détention ». Le vieux général,

Guatemala

M. CEREZO A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT AVEC PLUS DES DEUX TIERS DES VOIX

Guatemala (AFP). — Le tribunal suprême électoral a proclamé officiellement, lundi 9 décembre, comme nouveau président élu du Guatemala, M. Vicio Cerezo Arevalo, candidat de la démocratie chrétienne.

Après dépouillement de la totalité des bulletins de vote des 5142 urnes déposées dans 330 municipalités, les résultats des élections de dimanche sont les suivants, selon les chiffres communiqués par le tribunal : M. Vicio Cerezo (démocratie chrétienne) obtient 68,37 % des suffrages et M. Jorge Carpio (Union du centre national) 31,63 %.

Le taux d'abstention a atteint 34,63 % parmi les 2,7 millions d'électeurs. Selon le tribunal électoral, mais ce chiffre est contesté à 132 492. M. Cerezo Arevalo, quarante-trois ans, prendra ses fonctions le 14 janvier prochain (Le Monde du 10 décembre).

Etats-Unis

LE FBI ET LES DÉPLACEMENTS DES RESSORTISANTS DE PAYS DE L'EST

New-York (AFP). — Les citoyens est-allemands, polonais, tchécoslovaques et bulgares devront désormais soumettre au département d'Etat leurs éventuels plans de voyage aux Etats-Unis, cela afin d'enrayer l'espionnage à grande échelle par des pays du bloc de l'Est, rapporte le New York Times dimanche 8 décembre. Citant des sources du département d'Etat, le journal indique que cette mesure devrait permettre au FBI d'être au courant des déplacements des citoyens des pays alliés de l'URSS, mais qu'elle n'entravera pas leurs déplacements.

La Roumanie et la Hongrie ont également été prévenues, mais leurs citoyens n'ont pas à soumettre leurs plans de voyage. Le New York Times rapporte, enfin, que le département d'Etat a décrété d'autres mesures non précises à l'encontre des diplomates cubains, libyens, iraniens, vietnamiens et cambodgiens, ainsi que de certains représentants de l'O.L.P.

entouré de ses quatre avocats, est resté de marbre pendant toute la durée de l'audience, ne réagissant même pas à l'annonce de son acquittement.

Méthode criminelle

Le tribunal a considéré que les condamnés avaient appliqué une « méthode criminelle » que l'existence d'un état de « guerre révolutionnaire » ne justifiait pas, puisqu'ils disposaient de « tous les instruments du pouvoir » pour combattre la « subversion terroriste ». Il les a tenus pour « responsables des crimes commis sous leurs ordres par leurs subordonnés », mais il a néanmoins ordonné au conseil supérieur des forces armées d'engager des poursuites contre les officiers, chefs de zones ou de subdivisions militaires, qui ont appliqué ou fait appliquer ces ordres.

Selon les juges, cette « méthode criminelle » avait été mise en œuvre pour la « subversion terroriste », la plus souvent sur la « disparition physique de suspects ». Des centaines étaient totalement « étrangers » à la « subversion ».

Le tribunal n'a pas accepté, en revanche, l'accusation selon laquelle cette méthode était le résultat d'une politique concertée entre les membres des trois armées représentées dans chacune des junte. Ce refus explique que l'armée de l'air, arme la moins impliquée dans le régime militaire, s'en soit sortie avec les « honneurs » relatifs (deux acquittés et un condamné à quatre ans et demi de prison).

Point final ?

L'audience a duré quarante-cinq minutes. Elle s'est déroulée en présence d'environ trois cents personnes, avocats, journalistes, policiers et invités spéciaux (le public n'était pas admis), qui s'entassaient dans une chaleur suffoquante. Le seul incident enregistré a été provoqué par la présidente des débats de la place de Mai, M^{me} Hebe de Bonafini. Volontairement — comme elle l'avait déjà fait lors de la première audience, le 22 avril dernier — le règlement qui interdit le port de tout signe distinctif dans la salle du tribunal, elle était arrivée coiffée du foulard blanc, symbole de son organisation sur l'intervention du procureur Strassera, elle avait consenti à l'ôter, mais, comme pour protester contre la sentence, l'avait remis quelques minutes avant la fin de l'audience. Le président du tribunal, M. Leon Arslanian, lui a immédiatement

ment demandé de l'enlever ou de quitter la salle. Elle est sortie.

Si l'on n'a pas fait d'écarter, le procureur n'a pas non plus caché sa réprobation. « Je ne suis pas d'accord avec la sentence, je ferai certainement appel », confia-t-il aux dizaines de journalistes qui se pressaient autour de lui à la sortie de la salle. Il se réjouissait toutefois que les juges aient pas, selon lui, mis un « point final » à l'action de la justice contre les auteurs de la répression en ordonnant des poursuites contre les officiers titulaires d'un poste de commandement.

Cet avis s'était partagé par les défenseurs des droits de l'homme. Ceux-ci s'attachaient surtout au fait que le tribunal avait tenu les condamnés pour « responsables des crimes commis sous leurs ordres par leurs subordonnés ». Pour eux, cela signifiait que ces derniers pourraient désormais se retrancher derrière le devoir d'obéissance pour échapper à la justice. « Ils veulent mettre un point final mais nous ne le permettrons pas », a affirmé M^{me} Hebe de Bonafini. Entourée de deux mille partisans, elle a pris la tête d'une « protesta » spontanée qui a bloqué la circulation pendant plusieurs heures dans le centre-ville dès la fin de l'audience.

« Ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour rendre la liberté », criaient les manifestants. « C'est une fraude », affirmait la présidente des « amères », et un discours pour le gouvernement. Cela prouve que la justice n'est pas indépendante. « Plusieurs organisations des droits de l'homme ont d'ores et déjà prévu d'appeler la population à manifester mercredi son mécontentement. Un débat que le gouvernement du président Raúl Alfonsín attend sans crainte excessive, persuadé que la majorité des Argentins ne partageront pas le point de vue des « mères ».

Le chef de l'Etat sait que beaucoup lui sauront gré d'avoir, au terme de deux années, de procédure judiciaire, tenu la promesse faite le 13 décembre 1983, au lendemain de sa prise de fonction officielle, de juger les anciens chefs militaires. La sentence va être étudiée à la loupe au cours des prochaines semaines par les juristes de tous bords. Ils ont du pain sur la planche car si, lundi, le président du tribunal n'a lu que les trente feuillets portant les conclusions de la cour, l'ensemble de la sentence comporte plus de mille pages dactylographiées. C'est l'intégralité de ce texte que les défenseurs des condamnés ainsi que le procureur devront examiner avant de décider s'ils font appel ou non devant la cour suprême. Ils ont jusqu'au 20 décembre pour cela.

CATHERINE DERIVERY.

EUROPE

Tempête autour d'un Nobel de la paix

(Suite de la première page.)

Le docteur Tchazov a cependant accepté de raconter ce mardi : Journée mondiale des droits de l'homme, la section norvégienne d'Amnesty International, qui désire discuter de la situation d'Anatoli Koryaguine (1) ainsi que des « hôpitaux psychiatriques » en URSS.

Pour Bernard Lown, « les armes nucléaires ne sont pas des armes mais des instruments de génocide », et le lauréat américain est venu, volontairement, plusieurs fois à la rescousse de son collègue soviétique sur les sujets plus « politiques » et embarrassants. Il veut faire une distinction entre l'objectif de l'organisation — prévenir un conflit atomique, qui est la tâche prioritaire des médecins dans le monde entier — et les droits de l'homme : « Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais nous ne discutons pas des questions qui nous divisent. Un médecin, lorsqu'il soigne un malade avec un collègue, pense d'abord au patient et non aux idées politiques de son collègue ».

Les deux spécialistes des maladies cardiaques et de la « mort subite » ne se donnaient pas alors que quelques minutes plus tard, ils allaient probablement sauver la vie d'un reporter de la télévision soviétique, fondroyé en pleine conférence de presse par une attaque. Tous deux ont immédiatement tombé la veste et se sont relayés pour donner les premiers secours. Lundi soir, le journaliste était toujours dans un état grave mais stationnaire. « Lorsque la crise survient, les cardiologues soviétiques et américains coopèrent », conclut Bernard Lown,

an bord des larmes, comme il l'est souvent.

Henry Kissinger et Le Duc Tho en 1973, Eisaku Sato en 1974, Anwar el Sadate et Menahem Begin en 1978, Andreï Sakharov en 1975 et Lech Walsia en 1983, la liste est longue des lauréats contestés, tant par les pays communistes, tant par les Occidentaux, ou encore par les deux camps. Les Norvégiens sont maintenant habitués à ce type de réactions, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne souhaiteraient pas voir le choix de leur comité Nobel faire plus souvent l'unanimité.

Le fruit d'un compromis

Les cinq « sages », élus par le Parlement, qui le composent ne pourraient-ils pas se renseigner davantage avant de trancher et mesurer mieux les conséquences de leurs décisions ? Pour éviter les controverses et préserver le prestige du prix, le directeur de l'Institut de politique étrangère à Oslo, M. Johan Jørgen Holst, suggère d'ailleurs qu'à l'avenir les sages fassent appel à des experts internationaux pour « évaluer » les candidats au Nobel qui sont chaque année toujours plus nombreux (99 en 1985). « On ne peut pas demander, dit-il, à cinq personnes de tout savoir... »

Lorsqu'il y a désaccord au sein du comité, le choix se porte souvent sur une organisation qui ne risque pas de soulever de tempêtes. Si Amnesty International, en 1977, a fait grincer des dents dans maints États de dictature, qui peut reprocher à l'UNICEF, du

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, de la Croix-Rouge ou du Bureau international du travail ?

Le choix, cette année, de l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire est précisément le résultat d'un compromis. L'organisation ne figurait pas parmi les favoris. L'Israélien Elin Wiesel, sur la liste des « nobélisables » depuis longtemps, devait, pensait-on, être enfin couronné. Mais deux des membres du comité s'y seraient durement opposés — MM. Francis Sejersted, professeur d'économie à l'Université d'Oslo, et Gunnar Staalsen, secrétaire général de la Fédération luthérienne mondiale. Le jury ne prévoyait pas que ces médecins allaient susciter autant de controverses...

ALAIN DEBOVE.

(1) Psychiatre soviétique condamné à sept ans de camp en URSS pour avoir dénoncé les internements psychiatriques « politiques ».

● Le professeur Milliez démissionne de l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire. — A la suite des révélations au sujet des fonctions occupées par le docteur Tchazov en URSS, le professeur Milliez a décidé de démissionner de l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire, branche française de l'Association internationale du même nom. « Je refuse de figurer dans une association qui comprend en son sein des tortionnaires, nous a-t-il déclaré. Pour autant, je n'en demeure pas moins un adversaire déclaré de la guerre nucléaire ».

SAKHAROV, LES FILMS SOVIÉTIQUES ET LA PRESSE OCCIDENTALE

Indécence

Pour la quatrième fois en l'espace de dix-huit mois, le quotidien ouest-allemand Bild Zeitung reçoit, par des voies qui sont tout sauf mystérieuses, un film vidéo consacré à la vie du couple Sakharov à Gorki. Le jour même où le Bild se vantait de cette remarquable « exclusivité », l'agence Tass publiait une dépêche « à propos de la santé de Sakharov » (le fait est que Sakharov s'est fait soigner à l'âge du « patient »), et un officiel soviétique rappelait que le physicien n'était nullement « exilé » à Gorki, mais, ce qui est tout différent, objet d'une « décision spéciale des autorités supérieures de l'Etat ». Mesure d'autant plus justifiée que Sakharov s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur de la guerre. Ce qui est, évidemment, une contre-vérité flagrante, mais au point où on est, quelle importance ?

Le film remis à la Bild Zeitung dure vingt-trois minutes et, selon le quotidien, il montre un Sakharov « en pleine forme ». On le voit porter les valises de sa femme, converser aimablement avec un médecin, y compris sur la politique étrangère américaine et de l'IDS, et on voit M^{me} Bonnar, dans le bureau local de l'office des visas, se plaindre de la presse occidentale, expliquer qu'en Occident elle « devra dresser des barrières pour empêcher les journalistes de faire pression sur elle ».

La leçon du film est simple. Toutes les informations corporelles sur l'état de santé alarmant de Sakharov, son existence de proscrit, ses trois graves de la faim, ne sont que balivernes. Il vit une vie confortable, et même une vie de privilégié, comme ne manquent pas de le souligner à chaque occasion les officiels soviétiques. Quant à M^{me} Bonnar — qui se trouve actuellement aux Etats-Unis après un court séjour en Italie — elle trompe son monde en faisant croire qu'elle a dû s'engager à ne rien dire à la presse occidentale, et vraisemblablement elle trompe donc aussi son monde sur tout le reste.

Il y a pourtant une autre manière de voir ce même film, dont des extraits ont été diffusés lundi soir par Antenne 2. A chaque moment de leur existence — dans la rue, dans un compartiment de train, dans le bureau d'une administration, les Sakharov sont épies, filmés à leur insu. Chaque moment de leur existence est ainsi susceptible d'être utilisé, monté et vendu. Leur vie devient la propriété de ceux qui les surveillent et est transformée en matériau de propagande et en source de profit pour les intermédiaires serviles — et bien connus à Moscou où ils mènent

une existence princière. A tout moment, les petites habiletés, les petites ruses qui sont la lot obligée de ces dissidents qui doivent « faire semblant » de jouer le jeu avec un « pouvoir » tout-puissant peuvent être retournées contre eux. C'est le cas pour les propos de M^{me} Bonnar sur la presse occidentale. Et il n'est nul besoin d'être grand expert en cinéma pour savoir que avec un montage approprié, on peut démontrer n'importe quoi — y compris, pendant la dernière guerre, que les camps allemands étaient les plus douilletés du monde. Quant à la « forme étonnante » sur laquelle insiste la Bild Zeitung, ceux qui ont connu Sakharov juste avant sa réintégration à Gorki peuvent témoigner que cet homme au visage émacié, au regard terne et à la paupière tombante, semblait à présent marqué par bien autre chose que le poids de six années supplémentaires.

C'est aussi vrai que Sakharov n'est que l'arbre qui cache la forêt : un arbre bien équilibré, et une forêt à présent bien clairsemée, sous les coups successifs des bûcherons Brejnev, Andropov, Tchernenko et Gorbatchev. Mais il se trouve que Sakharov est devenu un symbole, et qu'il a choisi d'assumer ce rôle, infiniment ingrat, au point qu'à la fin des années 70 il songeait parfois, les jours de déprime, à passer la main, mais se ressaisissait toujours.

Ce rôle, il ne peut à présent l'assumer que grâce à la presse occidentale sans laquelle, rien ne sert de le dissimuler, il n'existerait plus. Est-il nécessaire pour autant que certains représentants de cette presse acceptent de jouer le jeu indécemment qu'on leur offre sur un plateau ? Pour un homme de la trempe de Sakharov, qui s'est toujours voulu un sujet libre de son choix, il n'est pas de pire injure que d'être traité en objet, que ce soit de compassion, de dérision ou de manipulation.

JAN KRAUZE.

August Strindberg

Destins et visages

Novelles

Flammarion

Ces nouvelles inédites en français, ont été écrites durant une période qui va de 1882 à 1889. On peut à travers elles suivre l'évolution de Strindberg.

Préface de C.G. Bjurström. 115 F.

Per Olov Enquist

STRINDBERG, UNE VIE

Flammarion

P.O. Enquist, l'un des plus grands romanciers suédois contemporains, nous communique sa fascination pour un écrivain qui puise dans la substance même de sa vie, étonnamment riche et tourmentée, une œuvre littéraire unique. 110 F.

Traduits du suédois par Marc de Gouvenain et Lena Grumbach.

Flammarion

سكتا من الامم

صوتنا من الداخل

PROCHE-ORIENT

La presse de Téhéran
déploie l'« indifférence » de Paris
à l'égard de l'Iran

Téhéran (AFP). — Dans un éditorial intitulé « L'horizon est sombre », le quotidien de Téhéran *Ettelaat* commente les relations franco-iraniennes, abordant, selon lui, par le « soutien » de Paris à l'Irak, les « profits économiques » recherchés par la France dans le Golfe et l'« indifférence » de Paris à l'égard de l'Iran. Dans son édition de lundi, le journal insiste en particulier sur « l'aide militaire, économique et politique » apportée par la France à l'Irak, qui « pèsera longtemps encore » sur les rapports franco-iraniens.

Le commentateur passe en revue également, en soulignant qu'elles n'ont pas changé, les trois conditions mises par Téhéran à un rapprochement avec Paris : la fin de l'appui économique et militaire français à l'Irak dans la guerre avec l'Iran, la fin du soutien accordé aux opposants iraniens en France que le journal qualifie de « terroristes », et le règlement des différends d'ordre financier, en particulier le paiement à l'Iran de la dette Eurodif de 1 milliard de dollars, plus les intérêts.

Le journal poursuit en prévoyant qu'il n'y aura aucune « amélioration » dans les relations entre les deux pays tant que le gouvernement socialiste sera au pouvoir en France à cause de « son engagement aux côtés de Bagdad ».

Mais l'« échec prévisible » du Parti socialiste aux prochaines élections législatives et l'arrivée au pouvoir de « la droite » ne devraient « rien changer, parce qu'elle (la droite) a été l'architecte de la politique de soutien à l'Irak dans les années 75-80 », écrit encore *Ettelaat*.

L'avenir des rapports entre les deux pays est donc « bouché » et ne peut dépendre que de « l'échec politique et militaire du régime baasiste (au pouvoir à Bagdad), estime

l'éditorialiste du quotidien, pour lequel « seul l'étrouffement du Baas irakien peut forcer la France, qu'elle soit gauchiste ou socialiste, à s'asseoir à la table des négociations ».

Mais ces perspectives « sombres » ne doivent pas empêcher « le dialogue » entre la France et l'Iran « qui doit permettre d'éclaircir la position des deux pays » et peut-être « déboucher sur le paiement par la France de ses dettes envers l'Iran », conclut le quotidien.

Nouvelles concentrations de troupes

Les importantes concentrations de troupes iraniennes et les menaces et mises en garde échangées aux plus hauts niveaux entre Téhéran et Bagdad depuis une semaine conduisent certains experts militaires étrangers à Téhéran à prendre en considération l'éventualité d'une prochaine offensive iranienne au sud du front. Depuis plus d'un mois, les responsables politiques et militaires iraniens, relayés par la presse, font état d'une vague d'engagements volontaires et du départ vers le front de « dizaines de milliers de combattants de l'Islam ».

Cette mobilisation, dont les images ouvrent chaque soir le journal de la télévision, concerne le corps des Basidjis, volontaires de tous âges venus essentiellement des campagnes, dont l'entraînement rudimentaire est compensé par un enthousiasme religieux soigneusement entretenu par un encadrement rigoureux.

Le front est figé depuis la dernière opération iranienne ponctuelle, Achoura-4, lancée à la fin du mois d'octobre dans les marais de Khowzistan, à 100 kilomètres à l'ouest d'Ahvaz (Khouzistan, sud de l'Iran), qui a permis, selon Téhéran, de conquérir 50 kilomètres carrés de territoire irakien. Selon des indications de sources occidentales dans la capitale iranienne, la mobilisation de masse de ces dernières semaines a permis de réunir de trois cent mille à cinq cent mille nouveaux combattants sur l'ensemble du front, avec une forte concentration dans la région de Fakh, au nord de Khowzistan, qui sont venus s'ajouter aux troupes déjà sur place.

AU COURS DE SA PREMIÈRE VISITE À JÉRUSALEM

M. Dumas a réaffirmé les positions traditionnelles de la France

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, a pu mesurer, lundi 9 décembre à Jérusalem, la déception que suscite en Israël l'état actuel des relations égypto-israéliennes. A l'occasion de cette première journée d'une visite officielle de quarante-huit heures, M. Dumas a entendu successivement le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, puis le premier ministre, M. Pèrès, évoquer « longuement et non sans amertume », indique-t-on de source française, la dégradation de ces relations, alors que précèdent les négociations sur l'enclave de Tabà et que les responsables israéliens assurent qu'ils attendent toujours des explications satisfaisantes du Caire à la suite du drame du Sinai du 5 octobre dernier.

Cette question et celle des efforts en cours pour relancer le processus de paix ont dominé les conversations de M. Dumas à Jérusalem, que chacun s'accorde par ailleurs à qualifier « amicales et chaleureuses ». Sans charger la France d'une mission formelle, les Israéliens ont souhaité

qu'elle utilise ses bons offices pour convaincre la Jordanie de l'importance d'engager des négociations directes avec Israël, a souligné un porte-parole de M. Shamir. Ce dernier a encore fait part à M. Dumas de l'« inquiétude » ressentie en Israël face au récent rapprochement syro-jordanien et à celui qui a lieu entre l'Égypte et l'OLP.

M. Dumas, dont c'était la première visite en Israël en tant que ministre des relations extérieures, a rappelé les positions traditionnelles de la France au Proche-Orient, y compris « sur les droits légitimes des Palestiniens ». « La France n'a pas changé de cap », a déclaré M. Dumas, alors qu'on l'interrogeait sur une éventuelle « réévaluation » de la position de Paris à l'égard de l'OLP à la suite des récentes opérations terroristes qui ont eu lieu dans la région.

Le ministre français n'en a pas moins fait part de son « inquiétude » devant la recrudescence du terrorisme. « Je ne veux citer que deux noms, liés à deux drames récents : Léon Klinghofer et Nissim Mendelson », a dit le ministre, évoquant dans un toast au cours d'un déjeuner avec M. Shamir la mort d'un passager du Boeing-El Al et d'un passager du Boeing-El Al et d'un passager du Boeing-El Al.

ALAIN FRACHON.

HUIT SOLDATS ISRAÏEENS « PORTÉS MANQUANTS » A LA SUITE D'UN « INCENDIE »

Huit soldats israéliens ont été « portés manquants » et sept autres blessés, à la suite d'un incendie survenu dans des circonstances non élucidées dans une base militaire israélienne du nord de la Cisjordanie occupée, a annoncé ce lundi 9 décembre un porte-parole militaire israélien. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'incendie a éclaté dans des baraquements où étaient cantonnés les militaires israéliens et où il n'y avait pourtant ni électricité ni radiateur à huile ou à pétrole.

Un correspondant anonyme se réclamant de la Force 17 de l'OLP (la garde personnelle de M. Arafat) a téléphoné lundi matin à l'AFP pour revendiquer cette « action militaire ».

Israël

Le Likoud est éclaboussé par un scandale foncier en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Les progrès de l'enquête policière sur un gros scandale foncier mis au jour en août dernier jettent une lumière peu flatteuse sur la manière dont certains entrepreneurs israéliens ont acquis, depuis quelques années, des terres arabes en Cisjordanie. Cette affaire de droit commun a pris une dimension politique avec l'arrestation de l'ancien collaborateur d'un ministre adjoint du Likoud, M. Michael Dekel.

Les achats frauduleux de terres ont débuté en 1979 après que le gouvernement Begin, soucieux d'encourager le peuplement juif en Cisjordanie, eut autorisé les Israéliens à acquérir des parcelles destinées à la construction. Jusqu'alors, seul l'Etat pouvait conclure des transactions foncières. Environ soixante-dix compagnies se livrent aujourd'hui à de telles activités en Cisjordanie. Certaines d'entre elles firent des affaires juteuses en achetant des terres à des hommes de paille arabes qui les avaient acquises abusivement.

La loi jordanienne interdit aux Palestiniens de vendre leurs terres à des étrangers. Elle oblige donc les investisseurs israéliens à recourir aux services d'intermédiaires locaux, faciles à corrompre. D'où des combines en tous genres. Exemple : un entrepreneur arabe imite la signature d'un propriétaire dont il vend la terre, documents à l'appui, à un agent immobilier israélien. Le véritable propriétaire ne découvre la supercherie que le jour où les bulldozers arrivent dans son champ.

La « mafia des terres »

Dans son dernier rapport annuel, le contrôleur de l'Etat avait dénoncé le fait que des « implantations ont été établies en Judée-Samarie (Cisjordanie) sans respecter les procédures légales ». Deux unités de la police chargées de surveiller les transactions foncières, furent créées, la première il y a deux ans et demi, la seconde, l'été dernier. Elles ont reçu des dizaines de plaintes déposées par des Palestiniens affirmant avoir été victimes d'escroqueries foncières.

En août, plusieurs dirigeants du Mouvement des droits civiques (opposition de gauche), dont les députés Yossi Sarid et Mordechai Bar-On, portèrent l'affaire sur la place publique. Selon eux, au moins douze implantations de Cisjordanie furent construites sur des terres acquises frauduleusement. La police arrêta deux avocats israéliens et plusieurs entrepreneurs arabes, dont des moultzars (chefs de village) et un riche propriétaire, Ahmed Ouda, qui vivait près de Kalkiya dans une villa fortement gardée et roulait en Mercedes blindée.

Les Palestiniens grugés par la « mafia des terres » n'ont pas été les seules victimes des escrocs. Plusieurs centaines d'Israéliens désirent s'installer en Cisjordanie furent floués à partir d'avril 1983 par les frères Gindi. Ces agents immobiliers

vireux vendirent au prix fort des terrains à bâtir en faisant croire aux clients que ces lots se trouvaient sur l'emplacement d'une future implantation juive, Kramim, qui n'existait que dans leur imagination.

Les « fibustiers » réussirent leur « coup » sans trop éveiller les soupçons en montrant à leur clientèle une lettre officielle en tête du ministre de l'Agriculture, compétent en la matière, qui attestait faussement la création prochaine de Kramim. Le signataire de cette lettre mensongère était M. Avi Tsur, un proche collaborateur du vice-ministre de l'Agriculture de l'époque, M. Dekel. M. Tsur a été placé en garde à vue, M. Avram Gindi aussi. Les deux frères de ce dernier ont quitté Israël avant d'être démasqués.

L'affaire s'est politisée pour plusieurs raisons. D'abord, la police soupçonne Avi Tsur d'avoir reversé une partie des pots-de-vin perçus lors des ventes frauduleuses — on parle de plusieurs dizaines de milliers de dollars — sur un compte ayant servi à financer la campagne électorale du Likoud en juillet 1984. Ensuite, par une mauvaise coïncidence, M. Dekel, qui n'appartenait pas au gouvernement d'union nationale, vient d'être nommé vice-ministre de la Défense. Sa désignation avait été ajournée pendant plus d'un an du fait de dissensions internes au Likoud.

La promotion d'un homme dont le rôle exact dans le scandale foncier est loin d'avoir été éclairci ne produit évidemment pas le meilleur effet. D'autant que son nouveau poste lui réserve des fonctions assez proches de celles qu'il occupait jusqu'en 1984. M. Dekel n'a-t-il pas péché par imprudence en s'abstenant de mettre un terme à des pratiques qui pouvaient difficilement ne pas subordonner ? Le Mouvement des droits civiques affirme détenir des documents prouvant que plusieurs hauts fonctionnaires avaient attiré l'attention de M. Dekel sur les activités illégales « couvertes » par son ministère.

Le Likoud, éclaboussé par ce scandale, est monté au créneau. Deux députés proches de M. Shamir, MM. Haim Kaufman et Ronnie Milo, ont carrément mis en cause l'impartialité de la police, en l'accusant d'être au service des travaillistes. Le ministre — travailliste — de la police, M. Haim Bar-Lev, et le commissaire David Kraus, chef de la police, ont vivement réfuté ces graves accusations. Ce dernier a annoncé dimanche 8 décembre que plusieurs nouvelles inculpations seraient lancées dans les prochains jours.

J.-P. LANGELLIER.

LE MONDE diplomatique

du mois de décembre
EST PARU

Au sommaire :

- Vers un réagranisme à la française ? par Claude Julien.
- La Tunisie dans la tempête néolibérale.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

MAXIMILIEN
93-95, Champs Elysées Paris 8^e

AVANT TRAVAUX
LIQUIDATION
TOTALE

(par autorisation préfectorale, du 10/11/85, n° 12/11/85)

des Collections de Prêt à Porter de Luxe

pour Hommes

GRIPPES

VALENTINO - NINO CERRUTI - HUGO BOSS

YVES SAINT LAURENT - FRANCESCO SMALTO - LANVIN

BRIONI - LA SQUADRA - FACONNABLE - ENRICO COVERI

MAC DOUGLAS, ETC...

A DES PRIX SACRIFIÉS

OUVERT DE 10 HEURES A 19 HEURES 30

L'informatique à l'école, une fantastique révolution française qui met des millions d'écoliers face aux micro-ordinateurs. Pour que ce face-à-face réussisse, voici Théorème, le magazine de l'informatique à l'école. Avec Théorème, les enseignants trouveront une source d'information, d'aide et d'expérience indispensable pour utiliser au mieux les outils mis à leur disposition. Et pour les enfants, de nombreux conseils et des programmes éducatifs pour prolonger l'enseignement dispensé à l'école. Enfin, grâce à Théorème, les parents vont aider réellement leurs enfants à tirer le meilleur parti de l'informatique... et sans doute s'y intéresser eux-mêmes. L'informatique à l'école, c'est un fabuleux pari sur l'avenir des enfants. Théorème apporte les solutions pour le gagner.

N° 1 CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX.

L'INFORMATIQUE EST A L'ECOLE.
Les solutions
sont dans Théorème.



ASIE

Chine

La contestation estudiantine désamorcée

De notre correspondant

Pékin. — Le lundi 9 décembre s'est déroulé dans le plus grand calme dans la capitale chinoise. Les manifestations antipolitiques de 1985 ont été célébrées par des cérémonies officielles, mais rien ne s'est passé dans les campus, où la récente effervescence estudiantine pouvait faire craindre de nouvelles manifestations (le Monde du 6 décembre). A l'université de Pékin, Boïda Rep Boïda, les étudiants travaillaient comme un jour ordinaire.

Les autorités avaient tellement bien fait les choses, envoyant responsable après responsable chasser la jeunesse estudiantine, et recueillant ses doléances, arrêtaient aussi quelques meneurs, que les risques de débordements étaient pratiquement nuls. Le gouvernement a également été servi par la chance : un vent glacial souffle sur Pékin, tandis que, depuis plusieurs semaines, les conducteurs de bus se livrent à des grèves périodiques qui perturbent gravement les transports. Et comme il faut actuellement près de deux heures pour aller au quartier des universités à la place Tiananmen...

L'utilisation subtile de la carotte et du bâton a donc fait rentrer dans

le rang des étudiants qui avaient fait, depuis le début de l'année, preuve de plus en plus d'audace. Les autorités ont décidé d'annuler les manifestations de retour à la jeunesse de Pékin et de ses environs. On a même fait appel aux « sciences sociales » en republiant un texte oublié de Mao Zedong, encore bien utile, en dernier ressort, pour rappeler que les mouvements estudiantins ne peuvent réussir que sous la houlette du PC.

C'est également ce que M. Li Peng, membre du Politburo, vice-premier ministre et responsable de l'éducation, est allé dire dimanche aux étudiants sagement rassemblés dans la grande salle de l'Assemblée nationale. Après un joyeux caquillage de chants révolutionnaires et de slogans braillés à contre-temps, M. Li a reconnu qu'il existait des difficultés causées par l'actuelle politique de réforme économique, mais « on est en train de les corriger ». « Les étudiants ont aussi leurs faiblesses », a-t-il ajouté, « les connaissances livresques ne peuvent pas résoudre les problèmes complexes de la vie ». Étudiez et apprenez bien le marxisme-léninisme, leur a-t-il conseillé.

PATRICIE DE BEER.

Philippines

Le général Ver bientôt à la retraite

Manille (AFP). — Le président Ferdinand Marcos a déclaré, lundi 9 décembre, dans une interview à une télévision japonaise, que le général Fabian Ver et plus de trente autres officiers supérieurs qui ont dépassé la limite d'âge seraient bientôt mis à la retraite. Ces départs se feront dans le cadre d'une refonte de l'armée, vivement réclamée par les Etats-Unis. Le président philippin avait rétabli son chef d'état-major dans ses fonctions, le 2 décembre, immédiatement après son acquiescement dans le procès relatif à l'assassinat du leader de l'opposition, Benigno Aquino. Cette décision avait été vivement critiquée, à Manille, par l'opposition et à Washington.

[C'est un baroud d'honneur que M. Marcos a offert à son loyal secrétaire, le général Ver, en le réintégrant dans ses fonctions de patron des forces armées pour une période limitée. Et cela avec les avantages et les honneurs réservés qu'un pareil geste — pour ne pas dire une parole provocante — pouvait présenter. En effet, les Américains y étaient résolument opposés. D'une part, cela ne pouvait manquer de faire le plus mauvais effet sur l'opinion publique et sur le Congrès. D'autre part, le général Ver devenait le symbole le plus évident de ce dont les Etats-Unis souhaitent démanteler les forces armées des Philippines pour leur rendre crédibilité et efficacité face à la guerrille communiste : une hiérarchie politisée et corrompue.

Avant de céder une nouvelle fois aux pressions de ses alliés, le président Marcos s'est offert le luxe de leur faire un pied de nez. Non seulement il a réintégré son général favori dans ses fonctions — ce qui n'est pas sans importance à la veille de l'élection pré-

sidentielle de février, — mais encore il l'a nommé responsable du bureau chargé de la réforme de la hiérarchie de l'armée. Même preuve pour une courte durée, la preuve à l'arrière d'un communiste.

— R.P.P.J.

A TRAVERS LE MONDE

GRÈCE

Le fils d'Andropov perd son poste d'ambassadeur

Athènes. — M. Igor Andropov, le fils de Iouri Andropov, va être remplacé comme ambassadeur de l'Union soviétique à Athènes par M. Victor Fyodorovitch Stoukalin. M. Igor Andropov avait été rappelé à Moscou en juin dernier après la défection du premier secrétaire de l'ambassade, Sergueï Bokhane, passé aux Etats-Unis. Les révélations faites par Sergueï Bokhane à la CIA ont conduit à l'arrestation de trois Grecs soupçonnés de travailler pour les services de renseignement soviétiques. Selon les milieux diplomatiques américains, Bokhane aurait livré de nombreuses autres informations sur les services soviétiques de renseignement militaires dont il était responsable dans la capitale grecque. Selon des rumeurs qui n'ont pas été démenties par les Soviétiques, Moscou aurait décidé de rappeler M. Igor Andropov en raison aussi de scandales touchant à sa vie privée. Le couple Andropov, très en vue, était devenu l'un des sujets de prédilection de la presse populaire grecque, et la femme d'Igor, Tatiana, une élégante blonde, était l'invitée d'honneur de tous les dîners de mode à Athènes. — (UPL)

PAKISTAN

L'armée aurait maté la rébellion de Kyber

Dacca. — L'armée pakistanaise a écarté la rébellion tribale dans la région de Kyber, à la frontière pakistano-afghane, a affirmé, lundi 9 décembre à Dacca, le général Zia Ul Haq. Les forces armées pakistanaises sont entrées en action la semaine dernière contre des groupements tribaux soutenus par l'Afghanistan et impliqués dans des trafics de drogue et d'armes, a souligné le président pakistanais (le Monde du 5 décembre). Il a par ailleurs indiqué que le Pakistan s'attendait à une recrudescence des opérations militaires soviéto-afghanes le long de la frontière pakistanaise, là où opèrent les mouvements de la résistance au régime de Kaboul. — (Reuters)

LA CRISE DE L'UNESCO

Le personnel de l'organisation est en effervescence

L'inquiétude et l'amertume du personnel de l'UNESCO ne cessent de croître, depuis le retrait de la Grande-Bretagne, devant la façon dont s'effectuent les licenciements. Au point que le président de la principale association qui le représente, M. Bruno de Padirac, a annoncé son intention de commencer une grève de la faim ce mardi 10 décembre à midi.

La décision de Londres, faisant suite à celle de Washington l'an dernier, a en effet porté à quelque 30 % la part de ressources dont va se trouver amoindri le budget de l'organisation, et les suppressions d'emplois s'annoncent encore plus massives que prévu. D'autant plus que le recrutement de nouveaux collaborateurs s'est poursuivi sur un rythme soutenu depuis le dépôt du préavis américain : environ trois cent dix personnes ont été engagées ces deux dernières années.

Lundi, une première assemblée générale du personnel a rassemblé plusieurs centaines de membres du secrétariat parisien de l'UNESCO, dans une atmosphère à laquelle, pour le moins, les organisations internationales ne sont guère habituées. Le directeur du personnel y a été sifflé et hué, et M. de Padirac, au contraire, y a reçu une longue ovation, qui pouvait difficilement ne pas passer pour une manifestation d'hostilité à la politique suivie jusqu'à présent en la matière par le directeur général, M. M'bow.

M. de Padirac a estimé qu'il fallait « lutter pour le droit et l'équité dans la réduction des effectifs de l'UNESCO », et faire en sorte que « les principes fondamentaux et les idéaux de l'organisation soient respectés ». Par son geste, il entend « protester contre l'arbitraire et l'inconséquence régissant depuis plusieurs années, et en particulier :

depuis 1984, le recrutement et la gestion du personnel ». Mais il souhaite aussi « obtenir du directeur général la création d'un comité paritaire spécial », qui pourrait donner son avis sur les licenciements. Ce comité comprendrait un président nommé par M. M'bow et un nombre égal de membres représentant la direction et le personnel, ainsi qu'un observateur de chaque association.

Le personnel, dans l'ensemble, reconnaît la douloureuse nécessité de licencier, puisque les ressources de l'organisation s'effondrent. Mais M. M'bow a opposé, jusqu'à présent, une fin de non-recevoir aux revendications de M. de Padirac. Ce dernier a toutefois indiqué qu'il suspendrait sa grève de la faim si le directeur général acceptait la création d'un tel comité paritaire, ou encore si une majorité du personnel prenait le relais de sa propre action en se mettant en grève. M. M'bow, de son côté, envisagerait de s'adresser au personnel mercredi après-midi.

L'activité du secrétariat est, ces derniers jours, largement compromise par l'effervescence et l'inquiétude qui régne. En principe, seule la façon dont est géré le personnel est officiellement en cause. Mais ce dernier se montre aussi de plus en plus critique à l'égard d'une politique qui a conduit au départ de deux Etats membres, dont le plus gros « cotisant », et donc à la dramatique situation budgétaire actuelle.

BERNARD BRIGOLEUX.

« L'ONU condamne toutes les formes de terrorisme ». L'Assemblée générale des Nations unies s'est prononcée lundi 9 décembre sans équivoque contre le terrorisme dans le monde, en adoptant, à l'unanimité, une résolution dénonçant ces actes « criminels », où qu'ils se produisent, et quels qu'en soient les auteurs. Le même texte avait déjà été approuvé massivement la semaine précédente par la commission juridique de l'Assemblée. Seul Cuba avait voté contre en estimant que la résolution n'allait pas assez loin dans sa condamnation du « terrorisme d'Etat ». L'ambassadeur cubain auprès des Nations unies, M. Ormas Oliva, a jugé, « incomplet et honteux » le texte soumis lundi à l'Assemblée, mais a accepté de le rallier à la procédure de consensus qui avait été demandée. — (AFP)

« Le Parlement européen et le cas Tortora ». L'Assemblée de Strasbourg a refusé, lundi 9 décembre, au terme d'un débat parfois houleux, de lever l'immunité parlementaire du député européen italien, Enzo Tortora (radical), contrairement à ce que demandait la justice de son pays. M. Tortora est accusé d'avoir commis un outrage à magistrat lors de son procès pour association avec la Camorra (la branche napolitaine de la Mafia) et pour trafic de drogue. Il a récemment indiqué qu'il comptait, de toute façon, démissionner prochainement de l'Assemblée européenne. Cello-ci a également refusé de lever l'immunité de M. Hans-Jürgen Zahorka (démocrate-chrétien, RFA), accusé d'avoir dérobé des passeports allemands pour aider des Tchéques à fuir leur pays, et de M. Marco Pannella (radical, Italie), accusé, une nouvelle fois, d'outrage à magistrat dans son pays. — (AFP)

« Reprise des contacts France-Nouvelle-Zélande à l'ONU ». Les pourparlers sur les suites de l'affaire Greenpeace entre les missions diplomatiques française et néo-zélandaise auprès des Nations unies devaient reprendre ce mardi 10 décembre, à New-York, a-t-on appris après des deux délégations. Aucune précision n'a toutefois été donnée sur le contenu précis de ces conversations. — (AFP)

« M. Alain Rouquié, ambassadeur de France à Belize ». M. Alain Rouquié, ambassadeur de France au Salvador, a été nommé ambassadeur à Belize, avec résidence à San-Salvador. Le Monde daté 21-22 avril 1985 avait publié la biographie de M. Rouquié.

DIPLOMATIE

Cinq pays européens dont la France retirent leur plainte contre la Turquie pour violation des droits de l'homme

Strasbourg (AFP). — La Commission européenne des droits de l'homme n'a pas exposé dans le détail les raisons qui ont poussé cinq pays européens (Danemark, France, Norvège, Pays-Bas et Suède) à retirer la plainte qu'ils avaient déposée devant cette instance en 1982 contre la Turquie.

Le rapport présenté par la Commission, lundi 9 décembre, se borne à indiquer que le gouvernement d'Ankara s'est engagé à lever progressivement l'état de siège dans toutes les provinces d'Ici la fin de l'année 1986, et à « faciliter l'octroi d'une amnistie, de grâces ou de mesures de clémence similaires ».

Cette question doit faire l'objet de débats au parlement turc dans les prochains mois. Un « dialogue à caractère confidentiel » sera maintenu avec Ankara qui présentera dans le courant de l'année prochaine trois rapports sur l'évolution des droits de l'homme en Turquie, concernant notamment l'interdiction de la torture et les conditions de détention.

Le ministre des affaires étrangères turc s'est félicité de ce règlement à l'amiable : « Ce résultat prouve que nous partageons les mêmes valeurs que les autres démocraties européennes », a-t-il déclaré.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » (20/20) par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. : 42-33-44-85 +

LORSQUE LA MEDECINE EST MALADE, IL FAUT DIRE LA VERITE AUX FRANÇAIS

ALEXANDRE MINKOWSKI

Sauver la santé

- L'inégalité des soins...
- Comment fonctionne la médecine en France...
- Pourquoi la médecine française se dégrade...

Chez Jean-Claude Lottès, les documents qui dérangent.

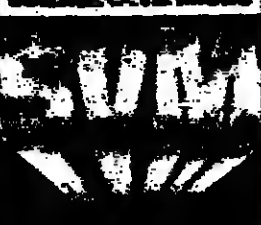
PROMOTION NOEL

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES sur tous les instruments en stock du samedi 16 Novembre au samedi 14 Décembre.



135-139 rue de Rennes Paris 6°. Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité.

SCIENCE & TECHNIQUE



DECEMBRE 85

LE SAVOIR VIVRE MICRO

Toute l'actualité de la micro-informatique, les bancs d'essai des nouveaux matériels et logiciels, des programmes inédits, des informations pratiques sur tout ce qui communique, c'est chaque mois dans SVM.

18 F EN VENTE PARTOUT

Chaque jeudi à 15 h 30 le Comité de solidarité avec les juifs d'URSS lance un

S.O.S. juifs d'URSS

sur RADIO J-SHALOM 93,90 FM Informations - témoignages INTERVIEWS DE PERSONNALITÉS

ITALIEN
Elysées Paris
NATIONALE
SACRIFIES

صوتنا من الامم

AFRIQUE

A LA VEILLE DU SOMMET FRANCO-AFRICAIN

M. Hissène Habré s'attend à une prochaine offensive libyenne au Tchad

Plus d'un an après l'accord franco-libyen sur le retrait concomitant de leurs troupes au Tchad, l'accord respecté unilatéralement par la France, le Tchad sera encore ou « menu » du sommet franco-africain qui s'ouvrira officiellement en séance plénière jeudi 12 décembre au Centre de conférences internationales, avenue Kléber. Recevant, lundi 9 décembre, quelques journalistes dans son ambassade à Paris, le président Hissène Habré a affirmé qu'il s'attendait à une prochaine offensive libyenne au Tchad.

Le président tchadien a justifié sa préoccupation par les importants mouvements d'hommes et de matériel, correspondant à un renforcement de la présence libyenne, constaté « depuis trois semaines » au nord du Tchad.

M. Hissène Habré, qui estime cette force libyenne à sept mille hommes, trois cents engins blindés, une soixantaine d'avions (MiG, Mirage, Tupolev) et des hélicoptères de fabrication soviétique Mi-8 et Mi-24, a notamment indiqué que le front de Chicha, petite oasis du nord de Koro-Toro, ligne avancée de l'armée tchadienne, avait été renforcé par trois bataillons. Le colonel Rifi, qui remplace depuis un mois environ le colonel Messaoud, qui avait été envoyé en mai-juin derniers au Tchad pour remettre de l'ordre dans la force libyenne, serait venu, en compagnie de M. Adou Yacoub, « ministre des affaires étrangères » du GUNT, inspecter lui-même la position de Chicha, selon M. Hissène Habré, des réserves de carburants ont été installées à Fada, Ogui, Bimarsara et Chicha-Gouro.

Ce renforcement des troupes libyennes est confirmé de source officielle à Paris, où l'on parle de transports importants de carburants et de l'augmentation « significative » de matériels blindés de progression rapide.

C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles M. Mitterrand, à deux reprises en quinze jours, a adressé de nets avertissements au colonel Kadhafi. Au cours du dîner de gala offert en l'honneur du président Diori, le 25 novembre dernier, M. Mitterrand avait consacré un long passage de son toast à la situation créée par l'affaire du Tchad, déclarant notamment : « Toute tentative de relance des opérations militaires se heurterait par nécessité à une réplique déterminée. » Dimanche dernier, interrogé sur l'IF1, le chef d'Etat répétait : « La France n'est pas le gendarme de l'Afrique » ajoutant toutefois à l'intention du colonel Kadhafi qu'« il ferait bien de rester à l'intérieur de ses frontières ».

« Nos amis français sont très conscients de la situation », a déclaré le président Hissène Habré, qui a estimé que les relations franco-tchadiennes étaient « plus confiantes qu'il y a un an ». Il a toutefois regretté que l'aide militaire - 50 millions de francs, reliquat de ce qui avait été promis par M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, en mars 1984 - n'ait toujours pas été remise.

Lors de son voyage à N'Djamena en octobre dernier, M. Guy Remy, conseiller pour les affaires africaines à l'Elysée, avait bien annoncé le déblocage de fonds, mais le maté-

riel AML VLRA, canons anti-libyens de 20 mm et missiles anti-chars - n'a pas encore atteint N'Djamena. Au cours des entretiens qu'il va avoir avec les responsables français et notamment M. Mitterrand, le président tchadien va insister sur « l'urgence et la nécessité » de cette aide. « Nous ne pouvons tenir que quelques jours face à une attaque libyenne », a affirmé le président Hissène Habré dont le pays manque encore de tout moyen de défense anti-aérienne.

Le président tchadien, qui a affirmé que le colonel Kadhafi « avait renoncé à aucun de ses objectifs et à aucune de ses ambitions au Tchad, a estimé que le dirigeant libyen pourrait profiter de la période électorale en France pour tenter une opération militaire. Un calcul à double tranchant car on peut tout aussi bien estimer, et quelques-uns parmi les proches du pouvoir ne se privent pas de le dire, qu'au contraire M. Mitterrand aurait tout intérêt alors à montrer que la France respecte ses engagements et ne se laisse pas, une deuxième fois, il est vrai, « rouler dans la farine » par la Libye. Après tout - affirment certains - les opérations de la Grenade ou des Malouines se sont révélées « payantes » sur le plan intérieur pour M. Reagan et M. Thatcher.

On en veut pas là, mais il s'agit pas si courant dans un passé encore récent que Paris soit d'accord avec les appréciations portées par le président Hissène Habré. N'accusant-on pas alors de crier au loup ? Il est vrai que les responsables français sentent le danger, car ils savent qu'il n'y a pas de solution de remplacement. Le président Hissène Habré a d'année en année considérablement renforcé son pouvoir et les critiques émises par Paris il y a moins d'un an sur la situation dans le sud du Tchad ne sont plus de mise. Le président Hissène Habré, qui, après de trop longs mois d'obscuration, a effectué une longue tournée dans le sud de son pays, a réussi à se rallier la plupart des « codos », ces bandes armées, le plus souvent payées et équipées par Tripoli, qui y faisaient sécher la terreur, car elles étaient réelles répliques des troupes de N'Djamena à l'égard de la population : 30 000 « codos » auraient aujourd'hui rejoint l'armée tchadienne. Une charge financière très lourde, à laquelle Paris a participé, selon le chef de l'Etat tchadien, puisqu'il faut les intégrer, les équiper, les payer.

Sur le plan politique, des accords ont été signés avec le CAC-CDR de M. Mohamed Senoussi, des discussions sont menées avec le Front démocratique tchadien du général Djigo, qui pourrait lui aussi se rallier. Les difficultés du GUNT, qui

devait tenir ce mardi à Bardai une grande réunion, ne sont plus un secret pour personne, et les affrontements qui ont eu lieu entre les forces du GUNT et l'armée libyenne en septembre dernier semblent montrer que rien ne va plus entre alliés.

Pour sa part, le président Hissène Habré s'est déclaré prêt à rencontrer le colonel Kadhafi « n'importe où, sauf à Tripoli ». Toutefois, la médiation marocaine qui avait semblé pouvoir parvenir en septembre à une rencontre Kadhafi-Habré ne semble plus de circonstance. Ce n'est pas la proposition du colonel Kadhafi de transformer les troupes libyennes en force d'interposition africaine qui pourrait faire avancer les choses. D'autre part, la mort du colonel Iskhaf (assassiné, affirme-t-on de bonne source), qui avait œuvré pour un désengagement de la Libye au Tchad, n'est pas non plus de bon augure.

Quoi qu'il en soit, le président Hissène Habré, une fois de plus, exposera à ses pairs la situation de son pays qui demeure, seize mois après l'accord franco-libyen, coupé en deux à hauteur du 16° parallèle. Une situation dont on se satisfait à Paris et sans doute dans bien des capitales africaines dans la mesure où l'avance libyenne a été stoppée, mais qui ne peut faire oublier que le colonel Kadhafi a joué gagnant face à Paris.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

LE RETOUR D'ETHIOPIE DE MEDECINS SANS FRONTIERES

Des témoignages accablants sur les transferts forcés de populations

Les voilà donc, ces vingt-deux médecins, infirmiers et logisticiens de Médecins sans frontières, renommés par le gouvernement éthiopien « les petits Turan de Rony Braumann » (le président de l'organisation). Expulsés par Addis-Abeba, qui les accuse de consacrer plus de temps à la politique qu'à leur action humanitaire (le Monde du 4 décembre), ils sont arrivés lundi 9 décembre à Paris.

A peine débarqués de l'avion, un sac en toile pour unique bagage, ils ont reçu la presse pour leur livrer des récits sobres d'une expulsion sans douceur (le Monde du 7 décembre), mais surtout pour révéler leurs accusations : le gouvernement éthiopien détourne l'aide alimentaire et continue ses transferts massifs de populations sous la contrainte « et dans des conditions inhumaines. Le but de l'opération consiste à réinstaller dans le sud des habitants du nord affectés par la famine.

MSF ne désire pas prendre position sur ce choix, a expliqué, lundi, M. Rony Braumann, mais elle ne peut pas fermer les yeux sur la façon dont celui-ci est appliqué... Aujourd'hui, les déplacements de populations représentent la première

cause de mortalité en Ethiopie. Plusieurs des personnes qui étaient sur le terrain disent avoir été témoins de scènes de grande violence, que ce soit à Korem, à Kola ou à Sekola. Parmi eux, Philippe Labaline, un aide-anesthésiste arrivé le 19 juillet en Ethiopie et affecté au camp de Sekola.

Les incidents qu'il relate remontent à fin novembre. Un jour, les infirmières découvrent qu'un grand nombre de personnes campant en permanence près du centre de distribution d'aide alimentaire ont disparu. Parmi elles, semble-t-il, des enfants et des femmes suivies par MSF. Ces disparitions auraient pu rester sans explications si le hasard n'avait voulu que Philippe Labaline décide de marcher à une nouvelle infirmerie une petite église italienne désaffectée qui se trouve un peu à l'écart.

A peine arrivés, ils constatent que cinq gardes entourent le bâtiment. De l'intérieur, leur parviennent des voix, des pleurs, lottigés, Philippe Labaline défait les cordes qui ferment les grandes portes. « Il y avait là plus de deux cents personnes entassées les unes sur les autres, sans place pour s'allonger, et pénétrant dans leurs excréments, dit-il. Elles ont immédiatement voulu sortir, mais les gardes ont tiré en l'air avertissant la police et les responsables du parti. » Ceux-ci ont immédiatement accusé Philippe Labaline d'espionnage.

Pendant d'interminables tractations, des membres de MSF et de la Croix-Rouge internationale ont eu le temps de constater que se trouvaient bien là des gens soignés par leurs organisations. Une des femmes était agonisante. « Le CICR a obtenu que ceux qui figuraient sur la liste de leur centre soient immédiatement libérés en liberté. Ceux que nous suivions sont également revenus. Par la suite, on a appris que tous avaient été libérés et que les camions prévus pour leurs transports dans d'autres régions étaient repartis vides ».

Urgent de parler

Ce récit en rappelle étrangement d'autres qui eurent pour théâtre un autre continent. Même si Philippe Labaline ne prononce pas le mot Cambodge, tout, dans ce qu'il raconte, évoque : des familles déchirées, déplacées contre leur volonté, des gens presque mourants transportés dans des conditions effroyables vers des destinations où rien n'est encore prêt pour les accueillir... Mais, dans ce cas, pourquoi le silence des autres organisations ?

« Alléluia », reconnaît Philippe Labaline, on n'aime pas le spectacle, on préfère maintenir à tout prix une présence dans le pays. Cela ne veut pas dire accepter, mais les pressions et les différends en discutant directement avec les autorités. Nous, nous pensons qu'il est urgent de parler. Nous ne pouvons pas faire notre travail correctement. Je considère que mes actes humanitaires n'ont aucune valeur si je laisse faire de tels débordements.

Pas de regrets donc sur la façon dont MSF a abordé le problème éthiopien. Mais ces hommes et femmes du terrain éprouvent une grande amertume en songeant à ces centres qu'ils ont laissés et qui seront probablement fermés, sauf si, qui sera repris par une organisation non gouvernementale.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

République sud-africaine

La Cour suprême de Pieter-Maritzburg retire l'inculpation de haute trahison contre douze membres du Front démocratique uni

De notre correspondant

Johannesburg. — Après un mois et demi d'audience, la Cour suprême de Pieter-Maritzburg a décidé, lundi 9 décembre, de retirer les inculpations de haute trahison, d'infraction à la législation sur la sécurité intérieure contre douze des seize accusés du procès visant des membres du Front démocratique uni (UDF). Un revirement tout à fait inattendu qui est intervenu après qu'un témoin principal de l'accusation se fut rétracté sur « l'aspect révolutionnaire » des discours ou des réunions présentés comme pièces à conviction.

Au fil des audiences, il apparaissait de plus en plus évident que l'accusation de conspiration pour renverser le gouvernement par la violence « soutenue par le ministre public » était sans fondement. Son représentant n'a donc décidé de retirer toutes les charges et a été suivi dans ses réquisitions par la Cour. Cependant, quatre autres prévenus, tous syndicalistes, restent inculpés.

La décision de la Cour suprême a été saluée comme une victoire politique par les organisations anti-apartheid et, bien sûr, par l'UDF. Elle prouve, selon elles, qu'il s'agit d'un accord pour intervenir dans les jours qui viennent, permettant à M. Mandela d'être à Paris pour Noël. « Ces informations sont dénuées de tout fondement », a déclaré un porte-parole du ministère des relations extérieures. « La France, a-t-il poursuivi, ne négocie d'aucune manière [sur cette question] avec l'Afrique du Sud. » Il va de soi que M. Nelson Mandela était libre, si se posait la question de son départ d'Afrique du Sud, et s'il exprimait son désir de se rendre en France, le gouvernement français serait, bien sûr, prêt à l'accueillir », a conclu le porte-parole du Quai d'Orsay.

Un élément du Quai d'Orsay. Le Quai d'Orsay a émis, lundi 9 décembre, les informations en provenance d'Afrique du Sud selon lesquelles la France s'apprête à accorder l'asile politique au dirigeant sud-africain Nelson Mandela, emprisonné depuis vingt-trois ans à Pretoria acceptant de le libérer. Le quotidien sud-africain The Star avait affirmé lundi, citant des « sources diplomatiques sud-africaines non identifiées », que le plan français serait très avancé et qu'un accord pourrait intervenir dans les jours qui viennent, permettant à M. Mandela d'être à Paris pour Noël.

« Ces informations sont dénuées de tout fondement », a déclaré un porte-parole du ministère des relations extérieures. « La France, a-t-il poursuivi, ne négocie d'aucune manière [sur cette question] avec l'Afrique du Sud. » Il va de soi que M. Nelson Mandela était libre, si se posait la question de son départ d'Afrique du Sud, et s'il exprimait son désir de se rendre en France, le gouvernement français serait, bien sûr, prêt à l'accueillir », a conclu le porte-parole du Quai d'Orsay.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A LA « TABLE RONDE » DE GENÈVE

450 millions de dollars ont été promis à N'Djamena

De notre correspondante

Genève. — Les résultats de la « table ronde » sur le Tchad, réunies avec l'aide logistique du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui s'est ouverte le 4 décembre au Palais des Nations (le Monde du 5 décembre), ont dépassé tous les espoirs : 424 millions de dollars pour assurer le développement - on s'en est tenu à dire la survie - de ce pays avaient été demandés. Or les engagements pris par les différents donateurs pour les trois années à venir ont dépassé 450 millions de dollars.

La Banque mondiale s'est déclarée prête à contribuer pour 100 millions de dollars. La Communauté européenne pour 75 millions et la Banque africaine

de développement pour 50 millions. Les sommes promises par divers pays n'ont pas été rendues publiques, mais on croit savoir de bonne source que la contribution française ne serait pas loin de 100 millions de dollars.

On explique à Genève ce succès par l'excellente préparation de la réunion et par la franchise du dialogue mais aussi par la situation tragique du Tchad, que les Occidentaux avaient tout intérêt à soutenir afin que cet Etat ne soit pas une proie trop facile pour la Libye.

Un programme a été mis sur pied et des réunions prévues afin que donateurs et bénéficiaires soient constamment tenus au courant des progrès réalisés.

L.V.

Maurice

• Succès du MMH aux élections municipales. — Le mouvement militant mauricien (MMH), dirigé par M. Paul Bérenger, a conservé la majorité dans les cinq villes du pays à l'issue des élections municipales organisées dimanche 8 décembre. Le Parti travailliste n'a obtenu aucun siège mais a réussi à jouer les trouble-fête en gênant le Parti de l'alliance du premier ministre Anco-

rood Jugnauth dans certains arrondissements. La moitié de l'électorat du pays était appelé à choisir cent vingt-six conseillers municipaux. Le taux de participation a dépassé la barre des 60 %. Les deux principaux partis mauriciens s'étaient engagés à fond dans la campagne pour ces élections qui constituaient un test important pour le gouvernement de M. Jugnauth à mi-chemin de son mandat actuel. — (AFP.)

MERCREDI 11 DÉCEMBRE A 18 h 40

50 JEUNES FACE A 6 MINISTRES DONT LE PREMIER.

Laurent FABUS, mais aussi Georges DUFOIX, Alain CALMAT, Jean-Pierre CHEVENEMENT, Michel DELEBARRE et Jack LANG sont invités par FRANCE INTER à participer à un grand débat avec 50 jeunes, venus de tous les coins de France et de tous les horizons socio-culturels. Jean-Pierre FARKAS et William LEYMERGIE animeront cette rencontre au cours de laquelle tous les sujets qui passionnent les jeunes pourront être abordés.

France Inter entre les oreilles.

Mural N° 1 c'est Artirec + Moq. Coordinées

TISSUS MURAUX sur papier, 6 F le m² (au même prix que le papier peint) • Imitat. Daim, 10 F le m² • Paille Chinoise, le rouleau 72,50 m • Toile lin ou cot. (x 2,60 m) : 29,50 le m. lin. • Id. gaze large, sur mesure, 33 F le m². • Artirec : Spécialiste tissu sans couture, colté-tendu • Miroirs collants, 8 à 11 F l'élément 15x30 cm • Liège, 10 à 64 F le m² • Rideaux • Volages • Moquettes Laine Woolmark : synthétique ; anti-taches ; anti-odeur ; anti-bruit ; anti-décoloration... Tous accessoires pose, shampooing, etc. • Tout à prix « défilants » dit Marg. S. de Neuilly, avec choix aidé, conseils déco. gratuits • Artirec, 4, bd Bassille, 12° (43.40.72.72). Citer ce journal, svp.

allô G.V.S ? J'ai mal à mon CV

Vous avez eu une vie professionnelle oisive, Vous cherchez un nouveau job, Vous ne savez plus par quel bout prendre votre CV... Retrouvez vous sur CURRICULUM VITAE SERVICES. Auteurs de CV différents que de jobs possibles pour vous, une présentation unique (mélange de texte et d'images). En option, votre photo en photocopie couleur. Et bientôt le DISQUE. (types dactylo, graphisme, etc.) Nous voulons TOUT TOUT TOUT pour vous ! Dans l'urgence le dimanche 190 FHC pour 10 F d'infos (c'est fini). 11 bis, rue Ste Anne, 45000 ORELEANS. Pour en savoir plus : 38 53 66 66

APRÈS NEW YORK... LA TANZANIE... ENCORE UN VOYAGE A PRIX ASSOCIATIF !

DÉPARTS 20 DÉC - 3 et 22 JANV. 86

PARIS KILIMANDJARO

A partir de 2960 F

A LA PORTE DU KENYA

Safaris photos. Raids aventure. Ascension du Kilimandjaro. Les grands lacs et les plages de l'Océan Indien.

54, rue des Ecoles, Paris 5°. Tél. : (1) 46.34.21.17. 2, place Wagram, Paris 17°. Tél. : (1) 47.63.22.58.

le point MULHOUSE

politique

INVITÉ DE L'ÉMISSION « DÉCOUVERTES » SUR EUROPE 1

M. Mitterrand : « j'ai la conscience tranquille »

M. François Mitterrand a répondu, le lundi 9 décembre, entre 18 et 20 heures, aux questions de Jean-Pierre Elkabbach, qui l'avait invité à son émission « Découvertes » sur Europe 1. Malgré les questions serrées et habiles de son interlocuteur, le chef de l'État s'est montré très à l'aise, décontracté, comme si le micro et le téle-tête lui convenaient mieux que les caméras et la foule des téléspéc-tateurs.

L'émission s'est déroulée en deux temps, correspondant aux deux volets des propos de M. Mitterrand : le premier a été celui d'un président sûr de son bon droit, ayant « la conscience tranquille », insis-

tant sur le caractère « incommunicable » de la décision à son niveau. « C'est comme une pointe de diamant, c'est insaisissable, a-t-il expliqué ; que penserait le Français d'un président qui n'aurait pas fait son devoir ? »

Pas plus que dans la dernière conférence de presse, le président de la République n'a accepté de se placer dans l'hypothèse d'une cohabitation avec une majorité de droite, indiquant simplement qu'il s'inclinerait devant le verdict des électeurs et que « son hypothèse favorite » reste celle de la victoire de l'actuelle majorité.

Le second volet était précisément celui qui concerne la véritable campagne que compte mener M. Mitterrand lui-même pour « créer les conditions politiques de cette victoire ». « Je ne suis pas pour gagner et j'espère que mes amis agissent de même », a-t-il lancé. Parmi ces derniers figure l'actuel premier ministre, qui est, selon M. Mitterrand, « un homme sincère ». L'Élysée Matignon a aussitôt fait savoir que cette mise au point est le gage de la « complicité » qui existe entre les deux hommes.

Reconnaissant que le niveau actuel du chômage constitue pour lui un échec, M. Mitterrand a expliqué que la gauche n'a pas à rougir de son bilan. Au

contraire, aux acquis sociaux s'ajoute le fait que la gestion ayant été « bonne ». Il devrait être possible aux socialistes de retrouver rapidement le pouvoir si jamais ils devaient le perdre, selon les règles d'une démocratie « solide et saine » telle qu'elle fonctionne en Angleterre ou en Allemagne fédérale.

Après avoir indiqué que face à une politique dénationalisatrice se poserait à lui « un problème de conscience qu'il résoudrait le moment venu », et que la politique étrangère est « un domaine partagé entre lui-même et le gouvernement », M. Mitterrand a annoncé d'autres prises de parole. « Je vais intervenir avec souvent, a-t-il dit, j'ai envie de communiquer avec le pays. »

La visite à Paris du général Jaruzelski : « si j'avais à recommencer, je recommencerais »

Interrogé sur la visite à Paris du général Jaruzelski et sur les réactions qu'elle a provoquées, M. Mitterrand répond : « Les Français savent que le chef de l'État doit voir les principaux responsables de la politique, spécialement en Europe, dès lors que ces chefs d'État, quelle que soit leur physionomie ou leur réputation, se situent dans un monde, généralement un monde clos qui se ressemble beaucoup, je veux dire l'Europe de l'Est, une certaine partie de l'Europe centrale. Par conséquent, il y a bien longtemps, pendant la dernière guerre mondiale, que j'ai décidé une sorte de partage d'influence entre l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique. »

« Cette situation-là, elle existe, ce n'est pas moi qui l'ai créée. Le général de Gaulle a dû en tenir compte en 1944-1945. Il était même à Moscou au moment où la Pologne est allée à la dérive, c'est-à-dire où il a fallu, en somme, renoncer à un système démocratique. Depuis, les relations ont été constantes entre la France et la Pologne. »

« Est-ce que vous croyez que le système communiste en Pologne, avant le général Jaruzelski, était plus tendre pour les ouvriers notamment ? Au contraire, il était plus dur. Plus, c'est difficile à dire, je ne peux pas apprécier la différence avec Gierk. En tout cas, il n'était pas mieux accepté par la classe ouvrière, qui, en se révoltant, a provoqué la chute du régime, ou plutôt du président précédent, du leader communiste précédent. Et cependant, personne n'a engagé de campagne contre les rencontres successives des différents chefs d'État français et des différents leaders communistes polonais (...). »

« Le destin a fixé pour longtemps la domination et l'influence soviétique dans cette partie de l'Europe. Pour longtemps. Et tous ceux qui font comme si, par leur action, ils

pourraient faire échapper la Pologne à cette influence se trompent et trompent l'opinion (...). L'Europe de l'Est ne va pas changer demain matin. » Le général de Gaulle s'en est accommodé. M. Pompidou s'en est accommodé. M. Giscard d'Estaing s'en est accommodé, ajoute-t-il.

M. Mitterrand indique que, lorsqu'il a reçu la demande de M. Jaruzelski, il s'est posé quatre questions : « Est-ce que j'aurais les Polonais en recevant leur chef d'État ? Est-ce que je servirais les intérêts français ? Est-ce que je pourrais, aussi peu que ce soit, défendre les droits de l'homme, qui sont indiscutablement atteints en Pologne ? Et la quatrième question, qui est plutôt une vue d'avenir par rapport à ce que je pense de la situation de l'Europe aujourd'hui, c'est : il faut absolument se fier en perspective la future réconciliation des deux parts de l'Europe (...). Il ne faut pas couper les ponts. Il faut que ces peuples-là — roumain, bulgare, polonais, tchèque, hongrois, etc. — puissent retrouver un dialogue avec les peuples d'Occident. »

« J'ai répondu à ces quatre questions de telle façon que j'ai accepté. J'ai pensé et je continue de penser que je peux aider les Polonais. J'ai pensé que je pourrais servir de réels intérêts français. J'ai pensé que je pourrais défendre autant qu'il m'est possible les droits de l'homme et je pense que je servirais le dialogue européen. »

« L'État ajoute : « J'ai reçu le général Jaruzelski après avoir accepté de la recevoir sur sa demande. Je suis totalement responsable de cette acceptation, je l'estime utile et je ne

reculerai pas d'un pouce, pas même d'un millimètre, devant les attaques multiples qui se sont opposées à cette décision depuis lors. Je reconnais, c'est ma décision, et si j'avais à recommencer, je recommencerais. »

« Chacun a sa conception et mon rôle, à moi, il est incommunicable. Je le fais parce que je crois que c'est l'intérêt de la France. Alors que cela soit clair, et je n'ai pas cherché à le dissimuler (...). Je n'ai pas du tout honte. Je n'ai pas du tout à m'excuser d'avoir reçu le général Jaruzelski. Je l'ai fait en pleine conscience. Qu'est-ce que vous croyez ? Je vais me cacher sous la table parce que j'agis ainsi ? Il y a des responsabilités qui incombent au président de la République et, devant tous les Français, je fais hautement ce que je dois faire. Cela dit, Lech Walesa sera le bienvenu s'il vient en France. Et je crois bien que je serai peut-être en mesure de lui faciliter son voyage. Mais je n'ai rien à vous dire à ce sujet pour l'instant. »

« A propos de son action pour la défense des droits de l'homme, M. Mitterrand affirme : « Je n'ai pas à donner de preuve d'un choix que j'ai fait. Il y a plus de quarante ans. Je n'ai pas à me défendre de cela. Personne n'entre dans cette discussion, surtout quand je vois bien souvent la tête des gens qui me font ces reproches. »

Interrogé sur son attitude à l'égard de l'Afrique du Sud et du Chili, il déclare : « M. Rosta souhaitait me rencontrer, en tout cas son premier ministre, et je ne l'ai pas reçu. Le rythme suivi, actuellement, dans l'aggravation de l'apartheid, ne laisse malheureusement pas d'espoir immédiat. Et quand on dit, à l'instar de M. Rosta, que quel point par une sorte de massacre nous avons été froidement exécutés, je ne vois pas ce que l'on pourrait obtenir. »

M. Fabius, « un homme sincère »

A propos du « trouble » dont M. Fabius a fait part aux Français, il remarque qu'une « sensibilité un peu froissée » par la visite du général Jaruzelski, « cela peut se comprendre ». Mais il ajoute : « Est-ce qu'on aurait demandé à M. Debré ce qu'il pensait des accords du général de Gaulle avec l'Algérie ? Qu'est-ce que pensait M. Pompidou alors que le général de Gaulle était à Baden-Baden et que lui ne le savait pas ? Alors, il a dû avoir un choc un peu plus rude que M. Fabius l'a dit. Je crois bien qu'il l'a dit. Enfin, peu importe. Disons que M. Fabius a été plus franc. »

Il estime que la réaction du premier ministre n'est pas « une gaffe ». M. Fabius, dit-il, est « un homme sincère ». Il peut y avoir « hérésie », ajoute-t-il, « fasse dans [son] entourage le plus proche » mais sa décision « finalement extrême le courait ». « Depuis quatre ans et demi, ceux qui m'ont fait confiance et qui m'aiment et ceux qui savent que j'ai fait mon devoir, ceux-là, ils ont vu, mais finalement assez vite, mon comportement. M. Mitterrand cite ce chapitre en affirmant que « à aucun moment M. Fabius n'a démissionné. »

Après avoir souligné qu'à trois mois des élections, « il a... la conscience tranquille », M. Mitterrand évoque de nouveau la solitude qu'il éprouve « sur le plan de la décision », avant de souligner qu'à ses yeux il n'a pas « à se reconstruire » avec le premier ministre. Il précise : « Je sais aussi qu'il ne doute ni de mes propres sentiments, à son égard, ni sur un plan beaucoup plus vaste, de mon engagement pour la défense des droits de l'homme ; engagement qui a représenté pour moi, je crois, pouvoir le dire sans vouloir m'en flatter ou m'enfermer derrière des catégories morales, une constante de ma vie personnelle et de ma vie politique. Donc, on n'a pas à se reconstruire, simplement la décision c'est la mienne. »

M. Mitterrand indique ensuite qu'il s'apprête à intervenir « assez

souvent ». « Devant tous les procès qui sont faits, quelquefois de faux procès, et puis l'ampleur du sujet, j'ai envie de dire ce que je pense de ce qui a été fait sous mon autorité (...). Pour la politique intérieure, je suis combattant et je réajuste de mes victoires politiques. Au mois de novembre 1980, les sondages donnaient à M. Giscard d'Estaing : 60, à M. Mitterrand : 40. Et cela a été 52-48. Alors ? Je ne suis pas pour gagner et j'espère que mes amis agissent de même. Nous avons pas exactement le même type de combat mais nous avons une œuvre commune à défendre et à proposer et il vaudrait mieux la poursuivre que de la voir s'interrompre au bénéfice de responsables de l'opposition qui ont une autre expérience à défendre, celle qui les a menés à l'échec de 1981. »

L'hypothèse favorite

Interrogé sur le discours prononcé par M. Giscard d'Estaing avant les élections législatives de 1978, à Verdun-sur-le-Doubs, « le bon choix », M. Mitterrand répond : « Ma préférence, je ne l'ai jamais dissimulée. Ma préférence va à la majorité qui a soutenu tous mes efforts, qui a été parfaitement loyale. Il ne me manquerait plus que cela, que je n'aie pas de préférence pour elle. Quel est le Français qui en doute ? Vous savez que à Verdun-sur-le-Doubs, il y a une spécialité culinaire formidable, qui s'appelle « la pouchoise », qui est une sorte de bouillabaisse avec des poissons de rivière. Je vous la recommande. Ce n'était pas pour cela que M. Giscard d'Estaing avait été là-bas. C'était pour parler du bon choix. (...) Moi, je me place dans ce que j'ai appelé mon hypothèse favorite : la victoire de la majorité actuelle. »

Il explique ensuite qu'à l'occasion des élections législatives quand « le peuple s'exprime », le président « doit s'incliner devant la volonté des Français ». Il ajoute : « Le président de la République, lui, n'est

pas en question quand on vote pour des maires, des conseillers municipaux, des conseillers généraux, des députés, des sénateurs, que sais-je encore... Il n'est pas du tout en cause quand on vote pour élire le président du Chili, vous savez à quel point par une sorte de massacre nous avons été froidement exécutés, je ne vois pas ce que l'on pourrait obtenir. »

M. Mitterrand évoque ensuite le chômage, « principal échec » de son action et indique que « là où on a travaillé considérablement, c'est précisément dans la modernisation de l'industrie ». Il ajoute : « Nous sommes dans ce passage entre le moment où l'instrument ancien est dépassé, définitivement, et le moment où on dispose d'un instrument nouveau ; nous, on ne s'y est pas pris assez tôt, quand je dis nous, je veux dire la France, je ne veux pas jeter la pierre à celui-ci et à celui-là mais si je disais que depuis vingt ans, on aurait dû agir autrement, ce serait une notion à peu près exacte. »

La gauche gère bien

Concernant les dénationalisations, M. Mitterrand précise : « C'est évident que, s'il y a une autre majorité, elle dénationaliserait certaines choses, moins qu'elle ne le dit, elle parle même de dénationaliser ce qu'a fait le général de Gaulle (...). Toute dilapidation du patrimoine national devrait être dénoncée, et le seul fait de dénationaliser représente un risque pour le patrimoine national. Je ne serais pas satisfait du tout, président de la République, simple citoyen, de voir la propriété nationale, Renault par exemple, passer dans les mains de l'étranger, je n'aimerais pas cela du tout, je parle de Renault parce que ce n'est pas moi qui ai nationalisé Renault, c'est de Gaulle (...) voyez, je ne m'attribue pas le mérite (...) Vous me remplacez toujours dans cette situation d'un changement de la majorité, et si cette hypothèse était retenue, et que le patrimoine national soit dilapidé, j'aurais un problème de conscience que je résoudrais le jour venu. (D'ailleurs) c'est vendre à l'étranger, c'est vendre à des intérêts privés qui se remplissent les poches avec le travail, avec la réussite des travailleurs... »

M. Mitterrand indique enfin : « On vit sur une réputation qui était entretenue par ceux qui ont gouverné la plupart du temps, c'est-à-dire les partis conservateurs, qui ont fait cette réputation de la gauche. La gauche a parfois mérité

cette réputation, mais aujourd'hui la preuve est faite que la gauche sait gérer, qu'elle gère bien. Alors, je pense que cette vérité fait de plus en plus de progrès dans la conscience publique, ce qui permettra, un jour l'alternance : c'est une chose très importante, parmi les choses auxquelles je tiens le plus. »

« L'alternance entre la gauche et la droite était très rare dans l'histoire de la République, trois ou quatre fois seulement. Et on peut imaginer qu'un jour, naturellement, puisque l'alternance c'est la loi de la démocratie, on peut imaginer que les partis conservateurs reprendront le pouvoir, je ne sais pas quand. Mais ce qui a été accompli cette fois-ci par la gauche fera qu'il paraîtra normal, à l'opinion publique, de rendre le pouvoir à la gauche peu après. Un peu comme cela se passe en Allemagne et en Angleterre où tous les cinq, six, dix ans, il y a un changement. Nous aurions créé les conditions d'une démocratie solide et saine. »

Revenant à la politique intérieure, M. Mitterrand souligne, pour l'après-mars 1986 : « Si ceux qui se réclament d'une sorte de privilège du fils aîné, le droit d'aînesse sur la Constitution parce qu'ils l'ont votée, s'acharnent à la détruire, cela va compliquer les choses. » « Tout ce que je sais là, précise-t-il, il n'y a pas de risque de retour à la IV^e République ou de création d'une V^e. »

Il évoque ce qu'il regrette de n'avoir pas encore fait : « La politique de modernisation d'est pas allée assez vite ; celle de formation a démarré trop tard, parce que c'était plus grave qu'on ne le croyait. Donc, le redressement industriel a été plus lent bien qu'il ait été nécessaire. Je pense à la politique de la famille. J'aurais voulu rassembler, si j'en avais eu les moyens, c'est-à-dire les crédits, l'argent, à la fois faire la politique du premier enfant, puis la politique du deuxième, et la politique du troisième. Alors qu'il a fallu un peu choisir. »

« L'un des grands secrets de l'avenir — ce n'est même pas un secret, c'est tellement évident, — c'est une politique qui fasse que la famille soit davantage à l'abri de l'angoisse qui fait qu'un foyer a peu d'enfants. Et puis, il faut les moyens de vivre, il faut le logement. Là, il faut une politique encore plus ambitieuse que celle que nous avons eue. Je regrette de n'avoir pu encore avoir la politique familiale que je souhaitais. »

M. Mitterrand évoque sa situation dans six mois à l'Élysée, et affirme : « Vous ne me verrez jamais m'enfermer dans une forteresse. J'aurai ma liberté de mouvement, quoi qu'il advienne. »

Lire nos commentaires page 8.

Pour tous les âges et toutes les professions

LA 25^e BRADERIE DE PARIS

vous proposez
DU 6 AU 15 DÉCEMBRE

un choix incroyable
de produits neufs
à des prix braderie

- CONFORT DE LA MAISON : meubles, tapis, luminaires, cristallerie, orfèvrerie, électro-ménager, radio, TV, Hi-Fi, linge de maison...
- PRET A PORTER : cuirs, peaux, maroquinerie, accessoires de mode, sports, loisirs... sans oublier LE COIN BOUTIQUE.
- LIVRES, JEUX ET JOUETS : pour vos cadeaux de Noël.
- VILLAGE DES ARTISANS D'ART
- ALIMENTATION

et toujours une animation permanente
avec FRANCE-SOIR, la SNCF, la SEALINK et le LOTO.

PORTE DE VERSAILLES - PALAIS SUD - Tous les jours 11 h - 21 h. Mardi et Vendredi jusqu'à 22 h.

Un grand roman sur la tragédie du peuple arménien

LE SEUL DE LA VENGEANCE

ROMAN

240 pages

79F

Stock

PARIS
MANDJARI
2960

صكرا من الاله

صوتنا من الامم

POLITIQUE

LES DÉCLARATIONS DE M. MITTERRAND SUR EUROPE 1

Normaliser les relations, certes, mais pourquoi au sommet ?

« Je n'ai pas du tout honte, je n'ai pas du tout à m'excuser d'avoir reçu le général Jaruzelski. » Bref, comme le chantait Edith Piaf, M. Mitterrand ne regrette rien. Même pas de n'avoir pas pris la peine d'informer à l'avance les Français de son initiative ? C'est dommage que la question ne lui ait pas été posée, car l'affaire Jaruzelski est née, non pas tant de la normalisation des relations franco-polonaises (elle était, après tout, inévitable à plus ou moins long terme), que du mystère dont le président de la République a voulu entourer ces retrouvailles entre Varsovie et Paris. C'est ce secret, rompu par une fuite en provenance de Pologne, qui a créé l'impression que le président de la République agissait soit avec déshonneur, soit avec provocation à l'égard de l'opinion publique.

M. Mitterrand en est bien conscient, sinon pourquoi se serait-il justifié pendant près de la moitié de l'émission ? Les explications données n'ont rien de très original, mais certaines sont discutables. Mettre sur le même pied la visite du pape en Pologne et celle du général Jaruzelski à Paris n'est guère conforme aux faits : les auto-

rités de Varsovie ont dû se résigner à ce voyage du pape, qui a été manifestement ressenti comme une bouffée d'air frais par la population. On ne peut manifestement pas dire le même chose de la venue à Paris du général Jaruzelski.

Certes, M. Giscard d'Estaing entretenait d'excellentes relations personnelles avec le prédécesseur du général Jaruzelski, M. Edward Gierek, mais ce dernier était arrivé au pouvoir, porté par un indécrottable courant populaire, après que Gomulka eut été chassé par les émeutes ouvrières de Gdansk et de Gdynia ; et si son régime s'est terminé en déconfiture, notamment à cause d'une politique économique aberrante, il n'a pas incarné la répression systématique de tous les espoirs, comme c'est le cas de celui que précède le général aux luttes noires ; ce sont au contraire les faiblesses de M. Gierek, si l'on peut dire, qui ont permis la montée en puissance du mouvement Solidarnosc. Tout cela n'excuse pas le naïveté — à moins que ce ne soit de la vanité — de M. Giscard d'Estaing, qui s'est fait beaucoup d'illusions sur l'importance de liens personnels avec des dirigeants

communistes, mais n'autorise guère à invoquer ses rapports avec M. Gierek pour justifier la réception réservée au général Jaruzelski.

Mais fallait-il recevoir le général ? La question restera posée. Car toute l'argumentation développée par M. Mitterrand, qui peut se résumer pour l'essentiel par : « Peut-on refuser de reconnaître éternellement une réalité, même si cette réalité est désagréable ? », ne prouve qu'une chose : il fallait une normalisation des relations franco-polonaises. Mais pourquoi commencer cette normalisation par une rencontre au plus haut niveau ? Pourquoi ne pas l'avoir négociée au mieux de nos intérêts et de ceux des Polonais emprisonnés.

Rumeurs

Là encore, le mystère demeure. Il est vrai que, pour M. Mitterrand, le rôle du président de la République est « incommunicable ». Ou'est-ce à dire ? Existe-t-il donc une explication secrète à la venue du général Jaruzelski à Paris ? M. Mitterrand a affirmé que ni M. Gorbatchev ni le pape ne lui avaient demandé de faire un tel

geste et que la décision était arbitrairement émise. La précision est importante au moment où, selon certaines rumeurs, le voyage du numéro un polonais s'expliquerait par un vaste marchandage entre Moscou, Washington, Paris et Jérusalem. L'idée de base serait celle-ci : M. Shimon Pérès serait prêt, après le rétablissement des relations diplomatiques avec Moscou, à accepter le principe d'une conférence internationale sur le problème israélo-arabe, à laquelle participerait l'URSS, à condition que Moscou fasse un geste significatif à l'égard des juifs soviétiques. M. Gorbatchev y consentirait à condition d'avoir la garantie que les quinze mille juifs qu'il voudrait bien laisser partir n'iraient pas aux États-Unis mais bien en Israël. Ils seraient donc transférés : non à Vienne, mais à Varsovie d'où ils seraient transportés par des appareils français jusqu'en Israël.

M. Mitterrand n'a rien dit, lundi, qui puisse accréditer ces rumeurs. Dans son entourage, on affirmait le même jour qu'il n'avait absolument pas été question de juifs soviétiques pendant l'entretien avec le général Jaruzelski.

JACQUES AMALRIC.

Les deux profils

(Suite de la première page.)

Les autres ne peuvent être que troublés puisqu'ils ne disposent pas de toutes les données d'une décision qui ne leur appartient pas.

Dès lors que son rôle, sa responsabilité unique sont « incommunicables » et sa décision « inaltérable », il est inutile d'en débattre. Il faut adhérer à François Mitterrand ou le rejeter.

Cette attitude serait insupportable si elle n'allait pas de pair avec une grande tolérance, à la fois envers ceux qui « l'aiment » et

qui de toute façon suivront, et envers les autres, qui en penseront ce qu'il leur verra. « L'histoire me rendra justice », aime à dire le chef de l'Etat, qui n'exige de personne une foi immédiate en son infailibilité. Incompris depuis qu'est passé l'état de grâce, M. Mitterrand se contenterait, faute de mieux, de ce jugement lointain. Cela lui donne un air dégagé des contingences et lui va bien au teint. La suite des événements — la victoire électorale de l'opposition aux élections législatives — impose qu'il prenne du champ et qu'il affirme, jusqu'à

l'outrance peut-être, l'autorité que lui accordent son passé — chef de file du socialisme contemporain, défenseur des droits de l'homme et des libertés — et les institutions.

Faute de mieux car, à y regarder de près, l'autre profil, celui du « combattant » de la politique intérieure et de la bataille électorale, n'est certainement pas là pour la frim. M. Mitterrand n'a pas besoin de forcer le trait pour qu'il soit avantageux. Il sait que les socialistes le tiennent pour leur atout principal, dont l'importance

s'affirme à mesure qu'approche l'échéance législative. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter les réactions des militants socialistes à la simple évocation du nom de M. Mitterrand et — depuis l'incident d'aujourd'hui officiellement clos avec M. Fabius — de ses convictions. Il convient aussi de prêter attention à sa lente remontée au baromètre SOFRES-Figaro Magazine qui le situe à un niveau de confiance de 43 % au mois de décembre, niveau qu'il n'avait plus atteint depuis le mois d'avril 1984.

M. Mitterrand sait bien qu'il est toujours considéré par les militants du PS comme la valeur sûre du socialisme et il ne manquera pas de les satisfaire en « intervenant assez souvent » d'ici à mars prochain. Il a « envie de dire ce qu'il pense ». A savoir qu'il convient, conformément à ce qu'il avait indiqué lors de sa conférence de presse du 21 novembre, de défendre les « acquis » sociaux et les acquis de libertés mis en place par la gauche au pouvoir. Comment mieux les défendre qu'en assurant au chef de l'Etat, décidé à rester à sa place, au mieux un champ d'action parlementaire, aussi largement socialiste que possible ou, au pire, une solide base de résistance.

Quoi qu'il arrive, M. Mitterrand n'aura pas perdu son temps. S'il a déjà obtenu des socialistes une victoire sur eux-mêmes, c'est celle qui consiste à faire comprendre aux Français que la gauche sait compter : « Un et un font deux ». Bien que M. Rocard ait porté naguère ce défi plus haut — « deux et deux font quatre », disait-il — ce n'est déjà pas si mal. Il y a longtemps que les dirigeants socialistes ont en tête la démonstration essentielle selon laquelle la gauche est capable de durer, de gérer, en un mot de gouverner, afin de rendre possible dans les murs de la V^e République l'entrée de l'alternance démocratique. Si l'histoire, un jour, rend justice à M. Mitterrand, ce sera peut-être au nom de ce mérite-là.

JEAN-YVES LHOMEAU.

DE L'ALGÉRIE A BADEN-BADEN

Les secrets du « château »

Pour justifier que M. Fabius n'ait pas été mis dans la confidence de la visite à Paris du général Jaruzelski, M. Mitterrand a évoqué deux présidents où, selon lui, le président de la République n'aurait pas informé son premier ministre de ses initiatives. Ils ne sont toutefois pas exactement comparables : ne serait-ce qu'en raison du caractère dramatique des deux événements passés auxquels M. Mitterrand a fait allusion.

● Lorsque le général de Gaulle a décidé de quitter Paris, le mercredi 29 mai 1968, il en a prévenu son premier ministre, Georges Pompidou, en lui disant qu'il se rendait à Colombey-les-Deux-Églises en hélicoptère. On sait maintenant que c'est en cours de vol que de Gaulle a décidé de mettre le cap sur Baden-Baden et de rester quelques heures auprès du général Massu, commandant des troupes françaises d'Algérie. De cette modification, il n'avait pas tenu le premier ministre informé.

Georges Pompidou a lui-même raconté que le général, ayant reporté la réunion du conseil des ministres au jeudi, lui avait dit au téléphone, le mercredi matin, qu'il voulait se reposer à Colombey, ajoutant, toutefois à la grande surprise de son interlocuteur : « Je suis vieux, vous êtes jeune. C'est vous qui êtes l'avenir. Au revoir, je vous embrasse. » Ce n'est qu'à 18 h 30, le même jour, que de la Boissière, à Colombey, de Gaulle appela Pompidou pour lui confirmer la tenue du conseil des ministres le lendemain.

Le premier ministre écrit dans ses Mémoires posthumes : « Pour établir une vérité : je ne savais pas l'objet de son voyage à Baden-Baden. Mais je trouvais peu admissible que le chef de l'Etat non seulement se déplaçât mais quittât le territoire national sans en informer le premier ministre. Certes ce départ avait été une réussite (...) Mais je n'en avais pas moins été traité avec ce qui m'apparaissait à ce

moment-là comme une singulière déshonneur. »

Georges Pompidou a alors rédigé une lettre de démission et l'a remise au général le jeudi 30 mai, avant le conseil des ministres. De Gaulle lui a répondu : « Vous restez. Je parle au pays. Voilà ce que je lui dis. » Il lui lut alors le texte de son allocution. Pompidou ajouta : « Mon général, vous me demandez de rester. Je vous demande la dissolution. » Ce qui lui fut accordé.

● La démission de M. Michel Debré de son poste de premier ministre le 14 avril 1962, qu'il occupa depuis le 9 janvier 1959, a été plutôt due à l'absence d'un homme qui avait été particulièrement éprouvé par la conduite de l'affaire algérienne. C'est tout au moins ce que de Gaulle lui-même laissait entendre. Elle est intervenue au lendemain du référendum du 8 avril portant approbation des accords d'Évian sur le cessez-le-feu en Algérie, qui mettait ainsi un terme au conflit qui avait éclaté le 1^{er} novembre 1954.

Le premier ministre, partisan du maintien de l'Algérie dans l'ensemble français, avait néanmoins mis en œuvre la politique défendue par de Gaulle, ainsi que l'attestent les lettres, notes et carnets du général relatifs à cette période. C'est ainsi que M. Debré lui-même avait défendu à la tribune de l'Assemblée nationale le 21 mars les accords d'Évian.

Cela n'empêchait pas le premier ministre de rédiger à l'intention du général de Gaulle de nombreuses notes qu'il transmettait toujours prises en compte dans les décisions gouvernementales, comme confirme notamment le discours du général le 5 janvier 1962 sur l'Algérie algérienne. M. Debré soulignait aussi que des élections législatives anticipées soient organisées aussitôt après le référendum du 8 avril, ce que le général avait refusé. Elles eurent lieu en novembre 1962, après la dissolution consécutive à la chute du gouvernement Pompidou.

ANDRÉ PASSERON.

L'art de la table n'est pas nécessairement celui de la réconciliation

M. Mitterrand a déclaré : « En effet, j'ai dîné avec Laurent Fabius et avec François — c'est sa femme — ce sont des amis de longue date et j'ai beaucoup de plaisir à les voir. Nous n'avons pas à nous réconcilier. »

Au moins depuis Jésus-Christ (le Christ) la table est le théâtre de la réconciliation, pour peu que les convives n'y soient pas trop nombreux et qu'un Jude ne se cache pas parmi eux. A l'époque moderne et en nos temps politiques, les repas de retrouvailles et de pardon sont plus intimes. Mais leur publicité est tout autant organisée, pour mieux souligner leur symbolisme ou leur exemplarité.

C'est chez Lipp, boulevard Saint-Germain, que Georges Pompidou (qui a prévenu un photographe) et Valéry Giscard d'Estaing se retrouvent le 7 septembre 1985 pour afficher publiquement leur bonne entente. Celle-ci avait en effet bien besoin d'être démontrée car nul n'ignorait que le premier ministre était particulièrement irrité par le comportement de son ministre des finances qui, fréquemment, demandait l'arbitrage du général de Gaulle et couronnait Matignon pour faire prévaloir contre Georges Pompidou ses vues économiques. En janvier 1986, M. Giscard d'Estaing ne fut pas reconduit rue de Rivoli. Malgré la réconciliation de chez Lipp, le temps des « cactus » commençait.

C'est à l'Élysée, en mars 1986, que de Gaulle invite à dîner son ancien premier ministre et M^{me} Pompidou, en présence du ministre des affaires étrangères et de M^{me} Debré, pour montrer qu'il considère les soupçons liés à l'affaire Markovic comme de vaines colportages, et qu'il ne tient pas rancune au départ du Canal de ses déclarations de Rome annonçant son éventuelle candidature à l'Élysée. L'atmosphère est lourde, la conversation banale, les silences

poignants. Ce sera la dernière fois que Pompidou verra de Gaulle.

C'est au fort de Brégançon, à la pentecôte de 1976, que M. Giscard d'Estaing invite, dans la résidence vacancière du chef de l'Etat, son premier ministre, M. Jacques Chirac et son épouse. Le chef de l'Etat a démenti avoir été le seul assis sur un fauteuil autour de la table du déjeuner alors que des convives n'auraient eu que de simples chaises. L'ambiance y fut particulièrement compassée, les désaccords étant sensibles entre les deux hommes. La rupture aura d'ailleurs lieu quelques semaines plus tard avec la démission du premier ministre, remise fin juillet et acceptée fin août.


C'est chez Drouant, place Gaillon à Paris, que le 24 novembre 1982 MM. Giscard d'Estaing et Chirac se retrouvent grâce aux bons offices de M. Pierre de Bénouville (qui a convié un photographe). Le maire de Paris avait pour la dernière fois vu le chef de l'Etat à l'Élysée le 24 janvier 1980 pour un déjeuner où les épouses des deux hommes avaient été conviées. L'ancien président pouvait alors confirmer qu'il avait « jeté la rancune à la rivière », ainsi qu'il l'avait dit au téléphone à M. Chirac en décembre 1981, et qu'il l'avait fait savoir.

On peut relever aussi — en raison de leur rareté — un déjeuner entre MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre le 18 mai 1983 et un autre — mais plus discret — entre M. Chirac et son successeur à l'hôtel Matignon le 10 juillet de la même année. Bien d'autres repas ont lieu ainsi chaque jour à Paris, parfois entre d'autres ennemis politiques entourés de plus ou moins d'ostentation. Pour ceux qui se veulent les plus voyants, l'effet recherché est presque toujours éphémère.

A. P.

L'ARDEUR NOUVELLE

Patriote sans complexe, libéral sans faiblesse, gaulliste avant tout, Charles Pasqua attaque 86 avec une solide envie de remettre la France à sa place et le socialisme à la sienne.



Albin Michel

L'ARDEUR NOUVELLE CHARLES PASQUA

CHARLES PASQUA

L'ARDEUR NOUVELLE

MATELAS • SOMMERS • ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS



Exposition et centre d'essai

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37, av. de la République, Paris (11^e)
M^{me} Parnetier, M^l : 357.46.35

SITUATIONS 86

EURE-ET-LOIR : le président du conseil général est exclu du RPR

De notre correspondant

Chartres. - M. Martial Teagourdeau (RPR), candidat aux législatives, en tête de la liste constituée avec M. Maurice Dousset (UDF), président du conseil régional et député sortant, a été exclu du mouvement chartreais.

Deux listes d'opposition se présenteront donc : celle du secrétaire général du CNIP, et médiateur de la ville de Paris, M. Michel Junot, investi comme tête de liste du RPR, qui se cherche encore des co-listiers ; l'équipe « union » Teagourdeau-Dousset formée dès la première heure. Ce dernier devrait déser-

mais reprendre la première place qu'il avait abandonnée à son second dans l'espoir de contraindre la venue de M. Junot. C'était méconnaître la détermination de M. Chirac.

La situation du chef de l'UDF départementale serait simple s'il n'était pas contesté au sein de sa propre formation. Sa majorité (CDS) l'a mis en difficulté lors du dernier conseil départemental du parti. Les centristes, qui comptent parmi eux l'influent sénateur drouais, M. Jean Cauchon, n'apprécient pas le strapontin qui leur est offert sur la liste, et menacent de rejoindre M. Junot.

A. B.

LOT : la fédération du MRG passe outre à l'accord avec le PS

La fédération départementale du Lot du MRG a décidé à l'unanimité moins deux voix - dont celle de M. Maurice Faure - ni une abstention, de soutenir deux listes (une pour les législatives et une pour les régionales) en mars prochain. Ces deux listes auraient pour chef de file, M. Bernard Charrier, député sortant, qui n'acceptait pas les conditions de l'accord national passé entre son parti et le PS. Cet accord proposait comme tête de liste, pour les législatives, M. Martin Malvy (PS), secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, et, pour les régionales, M. Charrier.

La fédération a estimé que cette combinaison était inacceptable dans la mesure où elle aboutit à ce que le MRG ne pouvait, pendant cette campagne, défendre sa spécificité. La décision de présenter deux listes (dont l'intitulé devrait être « rassemblement pour le Lot ») a conduit M. Maurice Faure à se démettre de ses fonctions de président de la fédération départementale. Pour M. François Dubois, président du parti, le vote émis par les militants lotois est « totalement irrecevable » dans la mesure où une telle attitude est « incompatible avec les intérêts et les options politiques du MRG (...) et notamment de son engagement à gauche ».

Le PC bloque les travaux de l'Assemblée nationale

Les socialistes voient... rouge

De points en points, les communistes sont, peut-être, en train de remporter la victoire. Pour faire face à leur obstruction à l'Assemblée nationale dans la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, le gouvernement n'a plus que deux possibilités : utiliser l'arme absolue de l'engagement de responsabilité ou accepter un échec du débat parlementaire qui empêcherait l'adoption définitive d'autres textes auxquels tiennent les socialistes à la veille de la campagne électorale.

Dans la matinée du lundi 9 décembre, la majorité pouvait espérer voir le bout du tunnel : il ne restait plus que quelques amendements à examiner. C'était compter sans l'ingénuité des communistes. Au dernier amendement non encore discuté de la commission, ils déposaient cent seize amendements prévoyant des conditions, aussi diverses que variées, à la mise en application de la flexibilité du temps de travail.

Les socialistes ne pouvaient plus espérer une clôture rapide de la discussion, ils ont vu rouge. Au cours d'une conférence de presse, M. André Billardon accusait les communistes d'« alliance objective » avec la droite et de « terrorisme » par l'utilisation d'« une procédure dévoyée ». En séance, M. Claude Evit (PS, Loire-Atlantique) le président de la commission des affaires culturelles, expliquait que le PC « porterait seul la responsabilité » de la non-adoption de textes attendus par « des milliers de salariés » sur le statut des agents des hôpitaux ou le droit d'expression dans l'entreprise. M. Gérard Colomb (PS, Rhône), le

rapporteur, lui reprochait de « dévoyer l'institution parlementaire », ce qui l'empêcherait de s'opposer à ceux qui demain « tenteront de porter atteinte au Parlement et à la démocratie ».

M. Michel Delebarre s'interrogeait sur la philosophie qui sous-tend certains amendements communistes : mise en cause du la présomption de représentativité des cinq confédérations de salariés, possibilité pour les syndicats majoritaires dans une entreprise de s'opposer à un accord de branche, pouvoir donné à un comité d'entreprise de s'opposer à une convention collective étendue. Pour le ministre du travail, il y a là « défiance envers le mouvement syndical » et « parenté d'inspiration étroite et troublante avec les thèses prônées par les partis de droite ». La tension était alors à son comble ; M. Parfait Jans accusait le ministre d'avoir « baissé son caleçon devant la droite ».

Pour venir à bout de cette discussion, la majorité n'a guère le choix et dans un tel climat le gouvernement

étudie la possibilité d'engager sa responsabilité. Mais l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui mettrait fin au débat, ne peut être décidée que par le conseil des ministres de mercredi matin.

Mais, outre que cette décision donnerait une nouvelle victoire aux communistes, elle ferait de la droite l'arbitre de la situation. Certes M. Jacques Blanc (UDF, Loire), au cours d'un passage éclair dans l'hémicycle, a expliqué que son organisation ne voulait pas participer à ce « véritable règlement de comptes entre communistes et socialistes », même si elle n'approuve pas ce projet. Mais s'il y a engagement de responsabilité, le PC n'a pas assez de députés pour déposer une motion de censure. Si la droite le fait, le PS pourra dire qu'elle est l'alliée du PC. Si elle ne le fait pas, c'est le PC qui pourra affirmer qu'elle est dans le même camp que le PS. Le choix du RPR et celui de l'UDF permettront à l'un ou à l'autre des camps de gauche d'asseoir ses affirmations.


THIERRY BRÉMER.

● PRECISIONS. - Dans nos éditions du mardi 10 septembre, plusieurs erreurs ont rendu incorrecte la liste UDF de Paris pour les législatives. Nous en publions à nouveau ci-dessous la composition :

MM. Jacques Dominati, dép. sort., PR, m. du IIP arrondissement; Georges Mesmin, dép. sort., CDS, m. du XVI; Gilbert Gantier, dép. sort., PR, cons. de Paris, XVI; Paul Perrin, dép. sort., CDS, m. du XII; Jean-Pierre Fierro-Bloch, cons. de Paris, XVIII; anc. dép. (rad.), M. Nicole Fontaine, dép. européen; MM. Alain Dumais, PR, m. du II; Alain Destremau, cons. de Paris, XV; PR; M. Amick Boudreau, cons. de Paris, XIX; PR; MM. Jacques Miguel, cons. de Paris, XIII; CDS; Jean-Louis Bergat, cons. de Paris, XX (rad.); Philippe Mithunard, cons. de Paris, VII; CDS; M. Michel Pignatelli, MM. Adrien Bodeux, cons. d'arrondissement (rad.); Xavier de La Fournière, cons. de Paris, XVII; clubs Perspectives et Réalités; M. Alain Ait Ouarab, cons. d'arrond. (rad.); MM. Yvan de Calan, cons. d'arrond.; CDS; Justin Saint-Cyry, cons. d'arrond.; M. Sylvie Dumaine, cons. d'arrond. (adhérent direct de l'UDF); collaboratrice de M. Barre; MM. Jean Loygne, cons. de Paris, PR; Lucien Finel, cons. de Paris, PR. Suppléants : MM. Dominique Pado, sénateur de Paris, cons. de Paris, CDS; Pierre-Christien Taittinger, sén. de Paris, cons. de Paris, PR.

● EURE - Le comité central du RPR du 7 décembre a officiellement constitué sa liste séparée pour le département de l'Eure. Conduite par M. Jean-Louis Debré, magistrat et fils de l'ancien premier ministre, elle comprend, dans l'ordre, M. Bernard Tomassini, conseiller général, fils de l'ancien ministre, M. François Chaperonier, maire de Damville, conseiller général, M. Pascal Chevalier, M. Anne-Marie Leturcq et MM. Pierre Francaer et Arnaud Péridelle.

SCIENCE & TECHNIQUE



DECEMBRE 85

DOSSIER NOËL 85

Pour tous ceux qui ne comprennent rien à l'informatique mais veulent quand même s'en servir, SVM propose son GUIDE DU BÉOTIEN. Indispensable... et amusant.

18 F EN VENTE PARTOUT

Au Sénat

LA FIN DU MONOLOGUE DE L'OPPOSITION

Socialistes et communistes ont repris le chemin de l'hémicycle du Palais du Luxembourg, lundi 2 décembre, pour l'examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1986. Depuis le 26 novembre, ils s'étaient abstenus de prendre part à la discussion générale que la majorité sénatoriale, favorable à l'opposition nationale, avait décidé d'organiser par thèmes, avant de se prononcer sur la partie recettes du projet de budget. Son intention étant de le rejeter - ce qui la prive de l'examen de la seconde partie relative aux dépenses, - elle s'est réservée, par cette longue discussion sectorielle, la possibilité de dresser un bilan particulièrement critique de l'action menée par la gauche depuis 1981.

Une fois de plus, les socialistes, par la voix de M. Gérard Delfau (Hérault), ont dénoncé la procédure retenue, n'y voyant que des « désavantages » et jugeant qu'elle constitue « un terrible faux pas politique ».

Quand à l'examen lui-même des vingt-cinq premiers articles du projet de loi (le vingt-sixième, dit article d'équilibre ne sera mis aux voix que ce mardi 10 décembre), il n'a guère réservé de surprise. Les sénateurs communistes ont défendu en vain une trentaine d'amendements dont ceux traditionnels, pour le PCF, visant à une réduction dégressive des tranches de l'impôt sur le revenu et la création d'une tranche supplémentaire, d'un taux de 70 %, pour les très hauts revenus, ou encore à la suppression d'avantages consentis aux entreprises. La commission des finances, quant à elle, a fait approuver par la seule majorité sénatoriale quatre amendements de suppression à l'encontre de la reconduction du prélèvement exceptionnel sur les entreprises de production pétrolière, de l'actualisation des semis du barème de l'impôt sur les grandes fortunes et sur la majoration conjoncturelle de 8 % applicable aux sommes dues au titre de l'IGF.

A. Ch.

Sous la direction de Fernand BRAUDEL

Le Monde de Jacques Cartier

L'aventure au XVI^e siècle

25 x 30 cm - 320 p.

368 illustrations dont 158 en couleurs

Éditions BERGER-LEVRULT

fondation saint-simon

LE CATHOLICISME DANS LA CULTURE FRANÇAISE EN 1985

séminaire animé par

Olivier Mongin, rédacteur en chef de la revue Esprit.

Jean-Louis Schlegel, rédacteur en chef de la revue Projet

13 séances hebdomadaires de 2 h, à partir du 9/01/86

Tél. 42.22.38.52 ou écrire 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

LA COMETE DE HALLEY

L'ouvrage le plus historique.

L'Express

Ce livre est sans aucun doute le plus exhaustif paru sur le sujet.

Le Quotidien de Paris



Paolo Maffei

La comète de Halley

Une révolution scientifique

Fayard le temps des sciences

504 pages 189 F

Le temps des sciences FAYARD

Cette semaine dans Le Point

Une grande enquête : les francs-maçons.

Depuis des années, on n'avait pas publié sur la franc-maçonnerie une enquête aussi fouillée, bourrée de faits et de précisions, et qui situe les courants maçonniques français dans leur véritable perspective.

EN 1981, avec la gauche, un grand nombre de maçons sont arrivés au pouvoir. Aujourd'hui, certains d'entre eux multiplient les contacts avec les hommes politiques de tous bords. Favoriser les rencontres, c'est un but traditionnel de la franc-maçonnerie. Mais cela prend un sens très particulier quelques mois avant les législatives et alors que se profile l'hypothèse dite de la « cohabitation ». Voici à peine une quinzaine, le Grand Orient de France réunissait, pour débattre de la crise, des gens aussi différents que Marie-France Garaud, Lionel Jospin, Jacques Toubon, Philippe Herzog et l'universitaire Jean-Claude Casanova, conseiller de Raymond Barre.

La franc-maçonnerie n'est pas unie, mais beaucoup de maçons souhaitent lui voir jouer un rôle décisif dans la société française. Qui sont-ils, dans quelles professions se trouvent-ils, que se passe-t-il dans les loges, comment envisagent-ils leur rôle et leur avenir, qu'est-ce qui les rapproche et qu'est-ce qui les unit, quelle est leur importance dans la vie nationale et régionale ? Le Point répond.



Le Point

LA BROUILLÉE FÉDÉRATION NATHANIELLE ENQUÊTE LES FRANCS-MAÇONS

صلى الله عليه وآله

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

DANS SON RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mme Barret-Kriegel propose la création d'un commissariat général à la modernisation de l'Etat

Mme Blandine Barret-Kriegel, chercheur au CNRS, a remis au président de la République, le lundi 9 décembre, son rapport sur la mission d'étude sur la modernisation de l'Etat, qu'il lui avait confiée le 21 décembre 1984 (la décision

avait été rendue publique trois mois plus tard). L'enquête conduite par Mme Barret-Kriegel doit déboucher, les 16 et 17 décembre, au centre Georges-Pompidou à Paris, sur un colloque

auquel assistera M. Mitterrand. Le travail de Mme Barret-Kriegel et de ses collaborateurs - universitaires, fonctionnaires et acteurs de l'entreprise (voir le *Monde* daté 23-29 avril) - a abouti à une analyse de l'Etat de droit en France.

de l'intervention de l'Etat en matière économique et sociale, et du service public, assortie de plusieurs propositions, dont celle de créer un commissariat général à la modernisation de l'Etat.

Dans le rapport qu'elle a remis au président de la République, Mme Blandine Barret-Kriegel se livre à une critique de l'anti-étatisme aujourd'hui en vogue, non parce qu'il ne correspondrait pas à une contestation légitime de certains blocages, mais parce qu'il y répond mal. L'auteur estime, en premier lieu, que la mise en cause des missions économiques et sociales de l'Etat méconnaît que le rôle de l'Etat dans ces domaines est une des bases de la paix sociale et qu'il ne pourrait être réduit sans que cette paix doive être assurée autrement. Elle observe, en second lieu, que le rejet de l'Etat n'a rien d'une innovation et que la vaine répétition des

mêmes reproches depuis deux siècles incite à douter de leur pertinence.

En troisième lieu, Mme Barret-Kriegel se refuse à admettre l'invocation du libéralisme à l'appui de cet anti-étatisme. Elle rappelle que les libéraux ont été, aux Etats-Unis puis en Grande-Bretagne, à la tête du progrès démocratique et social autant qu'économique, tandis que la tradition libérale française, constamment combattue et déformée par le parti du mouvement, correspond à un anti-galitarisme conservateur par nature.

Pour autant, l'auteur ne récusé pas le ou les programmes de ceux

qui préconisent une « cure d'amalgamisme » de l'Etat. Elle se propose de faire, d'abord, un bilan des diverses fonctions de l'Etat, que ces critiques proposent de réduire ou de supprimer sans, estime-t-elle, les avoir soumises à une évaluation objective.

Mme Barret-Kriegel et les « intellectuels » dont elle s'est entourée ont travaillé en liaison avec des fonctionnaires membres, notamment, de la section du rapport du Conseil d'Etat, que préside M. Guy Braibant. En outre, sept colloques thématiques leur ont permis de réunir d'autres universitaires et fonctionnaires, ainsi que des chefs d'entreprise et des syndicalistes. Ils ont, aussi, procédé à des consultations individuelles et

invité les citoyens, grâce à une boîte postale et à un service de Minutal, à faire connaître leurs avis et suggestions.

Conformément à la demande du chef de l'Etat, Mme Barret-Kriegel s'est employée à recenser et à analyser les différentes fonctions de l'Etat. Historiquement, elle estime que l'Etat a d'abord été, en France, l'Etat de justice, les prérogatives royales s'étendant, en cette matière, au détriment des justices seigneuriales et ecclésiastiques.

Mais la vénéralité des offices a créé une caste de magistrats attachée à la défense de ses seuls intérêts.

L'Etat de finance a supplanté l'Etat de justice, tandis qu'apparaît,

au dix-huitième siècle l'Etat de police, qui recouvre à la fois la réglementation économique, la sécurité et l'hygiène publiques. Cette dernière figure de l'Etat, selon Mme Barret-Kriegel, imprime sa marque au dix-neuvième siècle et donne lieu à un débat, par conséquent ancien, entre deux conceptions judiciaires : l'une, sécuritaire, selon laquelle la justice pénale a pour fonction de punir et de retrancher les criminels de la société, l'autre, humaniste, qui lui donne pour but leur amendement. L'effacement de l'Etat de justice et l'importance prise par l'Etat de police expliquent, d'autre part, selon l'auteur, la séparation du droit pénal, du droit civil et du droit public.

C'est à la fin du dix-neuvième siècle que naît, fruit d'un compromis entre les élites dirigeantes et les élites populaires, l'Etat-providence, qui, pour Mme Barret-Kriegel, a fourni à la puissance publique son assise sociale en France.

Invitée par M. Mitterrand à dresser un bilan de l'Etat de droit après les réformes accomplies depuis 1981, Mme Barret-Kriegel estime que l'abolition de la peine de mort a « constitué définitivement le droit à la liberté ». Elle rend hommage à l'action du ministre de la Justice, tout en observant que, saluée comme un grand pas en avant pour les libertés, cette action est discutée. L'auteur fait une large place, d'autre part, à la loi de modernisation de la police, qui, jugée-t-elle, associe la défense des libertés constitutionnelles et la protection des individus, la sûreté et la sécurité. Elle place, enfin, au rang des progrès de l'Etat de droit la législation relative à la communication audiovisuelle et à la presse, ainsi que les nouveaux droits des salariés (lois Auroux) et les textes relatifs à la lutte contre le racisme et contre les discriminations fondées sur le sexe. Elle estime que trois « catégories » d'individus devraient bénéficier, à l'avenir, d'une amélioration de la législation les concernant : les immigrés, les mineurs et les aliénés.

Plus généralement, Mme Barret-Kriegel propose l'élaboration d'un code de citoyenneté et la création d'une Haute Autorité des libertés publiques, qui serait chargée d'harmoniser le droit civil français avec la Convention européenne des droits de l'homme.

Le deuxième grand chapitre de la mission confiée à Mme Barret-Kriegel est celui de l'intervention de l'Etat dans l'entreprise. L'auteur

souligne, au sujet de la baisse des prélèvements obligatoires, les risques économiques qu'elle comporte (pour la consommation des ménages et pour l'emploi dans le secteur de la protection sociale, notamment) et l'impossibilité de fixer à ces prélèvements une limite autre que psychologique, le souci étant de préserver la stabilité de la part des impôts par rapport à celle des cotisations sociales. Aussi, plutôt que pour une baisse importante de ces prélèvements, se prononce-t-elle pour un réajustement qualitatif et quantitatif de leur répartition.

Quant aux aides publiques, Mme Barret-Kriegel estime que certaines d'entre elles devraient être régionalisées et rendues plus accessibles aux petites et moyennes entreprises, qu'elles devraient être, globalement, simplifiées et que leur attribution devrait se faire, de manière contractuelle, au travers d'organismes de concertation. Elle suggère, d'autre part, une réforme de la fiscalité des mutations à titre onéreux pour les entreprises, dont le rapport financier, selon elle, ne justifie pas le maintien en l'état.

Mme Barret-Kriegel étudie, enfin, les mesures propres à « restaurer l'idée fondamentale de service public, dans le sens de rapport sélectif entre l'Etat et la démocratie », comme le lui avait demandé le président de la République. Elle insiste, à ce sujet, sur les méfaits du corporatisme dans la fonction publique - dont elle souligne qu'il n'est pas imputable aux seuls fonctionnaires, mais à la société française dans son ensemble, et que ce problème n'a pas de solution immédiate - et sur l'accroissement des tutelles, tendance à laquelle la décentralisation apporte un fort contrepoids.

L'auteur propose la création d'un commissariat général à la modernisation de l'Etat qui permettrait une concertation permanente, analogue à celle qu'assume le commissariat au Plan. Elle suggère d'élargir aux responsables d'entreprises la troisième voie d'accès à l'ENA et de créer une deuxième école d'administration, concurrente de celle de la rue des Saints-Pères. Elle suggère, enfin, pour ce qui est des relations entre l'administration et les usagers, que les actes administratifs soient systématiquement motivés, les circulaires accessibles au public, et qu'une charte des usagers ou un code de procédure non contentieuse soient établis.

PATRICK JARREAU.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente Palais de Justice de NANTERRE après liquidation de biens le JEUDI 19 DÉCEMBRE 1985 à 14 h. En 1 LOT
UN TERRAIN LIBRE
cadastre section Q, n° 39 pour 1 are 57 ca. sis commune de **MONTROUGE (Hauts-de-Seine)**
62, rue de la Vierge
MISE A PRIX : 30 000 F
S'adresser pour tous renseignements :
M^{re} GUILBERTAU, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, domicilié à NANTERRE, « La Vallée », 38, avenue de la Brèche-aux-Loups (tél. 42-60-20-49).
M^{re} OUIZILLE, syndic, 72, avenue Georges-Clemenceau à NANTERRE (92000).
Au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE, Palais de Justice, 179/191, avenue Joliot-Curie, où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ÉVRY (91), rue des Maréchaux, le **Mardi 17 décembre 1985 à 14 h.**
UNE MAISON
cadastre pr 14 44 ca. (sect n° 27) 41, GRANDE-RUE à **SAINTY-S/SEINE (91)**
MISE A PRIX : 60 000 F
Cons. préalable indiv. et indiv. indiv.
Rens. SCP AROUN & TRUKILLO, avocats à ÉVRY (91), 4, boulevard de l'Europe, Tél. 60-79-39-45.

Vente sur Saisie Pal. Just. Paris 16 décembre 1985 à 14 h. En deux lots
CHAMBRE à PARIS-9^e - LIBRE
14, RUE BOCHARD-DE-SARON - 1^{er} ÉTAGE - Mise à prix 18 000 F
2^e APPARTEMENT à SAINT-MAUR (94160) - LIBRE
3 pièces, cave, 1^{er} et 2^e étages. A. 14-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1

JUSTICE

LES FUITES LORS DE L'AFFAIRE GREENPEACE

Les défenseurs des militaires soupçonnés s'en prennent au ministre de la défense

Quatre avocats, M^{rs} Ludovic Bourdieu, Bernard Gisserot, Bernard Prévost et Francis Supplé, défenseurs des quatre militaires soupçonnés de fuites au profit de la presse à propos de Greenpeace - le colonel Joseph Fourrier, le capitaine Paul Barri, le capitaine Alain Borras et l'adjudant Richard Caillat - viennent de publier le communiqué suivant :

« Sur une pseudo-dénonciation de leur ministre, quatre soldats français ont été incriminés le 26 septembre. Cette désignation de prétendus coupables ne reposait sur aucun élément défini et ne visait aucun agissement déterminé (voir notre encadré). Depuis cette date, aucune sorte d'indice ou de précision n'est venue étayer ni même compléter, les « révélations » ministérielles. Aujourd'hui, ces militaires continuent de tout ignorer des charges formelles qui sont retenues contre eux et des griefs exacts qui leur sont reprochés. »

« Parce qu'elle a méprisé les règles essentielles de la procédure pénale, l'accusation pérorait dans le vide de son dossier ; elle alléguait au lieu de démontrer ; elle insinua au lieu de prouver. »

« L'information judiciaire bâtie à la hâte est à ce point incohérente qu'à ce jour ces officiers et ce sous-officier n'ont eu à répondre à aucun interrogatoire sérieux. Elle viole en conséquence la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. »

« Avocats, il ne nous appartient pas de rechercher ou d'apprécier les motifs politiques qui ont pu conduire le ministre de la défense à engager le prestige de sa fonction dans cette délicate opération. En revanche, nous ne pouvons accepter que l'honneur de nos clients continue d'être bafoué par la prolongation artificielle d'une procédure factice. La justice n'a pas pour vocation d'être l'instrument d'un pouvoir en quête éventuelle de dissimulation ou de manipulation. »

« Balayant la présomption d'innocence et le secret de l'instruction, M. Paul Quilès n'a pas craint lors d'une récente émission télévisée de renouveler ses accusations. Il aurait été assurément mieux inspiré de réserver aux magistrats les explications sans lesquelles la dénonciation légitime risque de sombrer dans la salomonie pure et simple. »

« Nous mettons donc publiquement M. Paul Quilès, ministre de la défense, en demeure soit de faire enfin connaître au magistrat instructeur les faits qui l'ont amené à saisir la justice, soit de reconnaître que c'est à tort qu'il a alerté le procureur de la République. »

« La loi en fait le garant de l'honneur de tous ceux qui composent l'armée française. Cela exclut toute dérobade. »

« A la suite de ce communiqué, M. Michel Jéol, procureur de la République de Paris, a précisé, lundi 10 décembre, qu'une « information avait été ouverte au vu de la dénonciation et des pièces adressées par le ministre de la défense au parquet de Paris ». « Les inculpés laissés en liberté sous contrôle judiciaire ont reçu notification des charges et ont été interrogés conformément aux règles du code de procédure pénale, par le juge d'instruction », précise M. Jéol, qui conclut : « D'autres investigations sont en cours, notamment par voie de commission rogatoire. »

« A l'émission télévisée « Questions à domicile », le ministre de la défense, M. Paul Quilès, avait déclaré le 28 novembre dernier : « La DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) à cette époque - rappelez-vous l'atmosphère en France - était dans une quasi-impossibilité d'agir. Elle était presque paralysée. Par quel ? Par, d'abord, un certain nombre d'officiers - l'affaire est en justice d'ailleurs - qui ont parlé, qui n'avaient pas à parler. Ils ont même parlé en disant, qu'ils le faisaient parce qu'ils n'avaient pas confiance dans leurs supérieurs. Cela a été dit, et c'est très grave. Et, d'autre part, par toute cette campagne médiatique - je n'inscris pas du tout les médias, qui ont fait leur travail et qui ont contribué à l'apparition de la vérité. Mais, objectivement, encore une fois, sur la place publique, les noms des agents, leur mission actuelle, leur mission passée, le fonctionnement de la DGSE, il ne se passe pas un jour qu'un journaliste n'apporte un élément nouveau sur la DGSE sur la table. Et cela, c'était très grave parce que cela paralysait le fonctionnement de nos services secrets. »

L'affaire Papon

L'ANCIEN MINISTRE INCULPÉ DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ OBTIENT L'INCULPATION D'UN DE SES ACCUSATEURS

M. Roland Daguette, juge d'instruction à Bordeaux, a notifié, lundi 9 décembre, une inculpation de dénonciation calomnieuse à M. Michel Sittinsky, actuellement partie civile dans l'information ouverte au tribunal de cette ville contre M. Maurice Papon, inculpé lui-même de crimes contre l'humanité depuis le 19 janvier 1983, par un autre juge d'instruction de Bordeaux, M. Jean-Claude Nicod.

L'inculpation de M. Sittinsky est la conséquence de plusieurs plaintes avec constitution de partie civile déposées par M. Papon en avril 1983 puis en novembre 1984 en application de l'article 85 du code de procédure pénale (1) et visant la dénonciation calomnieuse.

Cet épisode juridique de l'affaire Papon s'inscrit dans la contre-attaque menée depuis bientôt trois ans par l'ancien ministre du budget du dernier gouvernement de M. Raymond Barre qui, de 1942 à 1944, avait été secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Il lui est reproché à ce titre d'avoir concouru à la déportation de juifs internés à l'époque au camp de Mérignac (Gironde).

M. Papon avait déjà intenté plusieurs procès, notamment à M. Sittinsky rescapé des camps, auteur d'une livre intitulé « L'affaire Papon, dont il avait demandé la saisie sans succès (le Monde des 8 mai et 24 juin 1983).

Quant à M. Sittinsky, M. Papon visait dans sa plainte trente autres personnes parties civiles contre lui qui pourraient être inculpées prochainement.

Pour les avocats de ces personnes, l'inculpation de dénonciation calomnieuse est « un acte grave de la part d'un magistrat qui ignore tout du dossier instruit contre M. Papon par un autre magistrat ».

(1) « Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit peut, en portant plainte, se constituer partie civile devant le juge d'instruction compétent. »

FAITS DIVERS

LE QUADRUPLE CRIME DE LA TOUR TOKYO

Le propriétaire de la carabine a été inculpé de complicité volontaire

M. Li Vuong Huu, pharmacien à Boulogne-Billancourt, a été inculpé vendredi 6 décembre par M. Yves Cornetoup, juge d'instruction, de complicité d'homicide volontaire après le meurtre de quatre Cambodgiens le 4 mars 1975 à la tour Tokyo dans le treizième arrondissement de Paris. Depuis, M. Li Vuong Huu, âgé de soixante-cinq ans, français d'origine vietnamienne, père de deux fils médecins et d'une fille pianiste lauréate du premier prix du conservatoire de Paris, est incarcéré à Fresnes.

M. Li Vuong Huu a reconnu être le propriétaire de la carabine « 22 long rifle » utilisée parmi d'autres armes pour le meurtre commis le 4 mars dernier. Mais a-t-il participé volontairement à ce crime ? Le pharmacien de Boulogne nie, sans pour autant révéler à qui il a prêté sa carabine. L'a-t-il même prêtée ?

Les mobiles du meurtre de Try Meng Huot et de trois autres Cambodgiens restent mystérieux. M. Try avait été, en 1975, directeur adjoint d'un camp de rééducation au Cambodge sous Pol Pot, mais l'hypothèse d'un règlement de comptes politique entre Cambodgiens n'a pas en de suite. Aujourd'hui, on songe plutôt à une exécution commanditée par des Vietnamiens. Try Meng Huot serait en fait d'origine chinoise et son nom

chinois serait Yang Ming Phat. « Europe Journal », un des quotidiens publiés à Paris en langue chinoise, avance l'hypothèse d'un règlement de comptes à propos d'un trafic de produits pharmaceutiques avec le Vietnam.

Les exilés d'origine vietnamienne envoient des médicaments à leurs familles restées au pays. Ces médicaments, dès leur arrivée, sont revendus au prix fort. Les exilés préfèrent opérer ainsi plutôt que d'envoyer de l'argent changé sur place à un taux dérisoire et les autorités vietnamiennes ne s'opposent pas à ces envois pharmaceutiques. Ce circuit s'appuierait sur des pharmaciens installés en Europe, dont certains, comme M. Li Vuong Huu, faisaient partie de la Croix-Rouge internationale.

De plus, M. Li Vuong Huu est parent du général Tran Van Dong qui fut vice-premier ministre de la République du Sud-Vietnam et ministre de la défense du général Thieu. Try Meng Huot a-t-il voulu détourner une partie de ce trafic pharmaceutique ? La question peut être posée. Dans l'appartement du meurtre, tour Tokyo, les enquêteurs découvrirent, le 4 mars 1975, un monceau de médicaments.

DANIELLE ROUARD.

SCIENCE & VIE NOUVEAU



DECEMBRE 85

ESSAI COMPLET

Le Commodore 128, un micro-ordinateur familial gonflé, en attendant une machine révolutionnaire : le futur Amiga.

18 F EN VENTE PARTOUT



Qui a dit petit Papa Noël!

L'Apple IIc.



Un Apple IIc + un moniteur + une souris + un sac de transport + 3 logiciels pour 9990 F TTC* (prix conseillé)

et d'importantes réductions sur l'achat de 17 logiciels. Apple et la Sovac vous proposent une formule de crédit 12 mois au taux de 12 %*.

Chez votre concessionnaire agréé Apple.



Apple

*Tous droits réservés. Les données sont données par Sovac. Les données Apple IIc, prix 9990 F TTC (prix conseillé), représentent cependant 1 690 F. Le Commodore 128 est en 12 mensualités de 795,21 F. Le total du crédit 962,62 F TTC 12%.

صوتنا من الامم

MÉDECINE

Une fondation sur les médecines douces

(Suite de la première page.)

Evocant le rapport Niboyet, le président de la République annonçait la création d'associations de compétence en acupuncture et en médecine manuelle. M. Mitterrand indiquait aussi la prochaine mise en place d'un groupe de réflexion réunissant de façon paritaire des scientifiques et des membres du collectif de défense des médecines alternatives.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'intervention de Mme Georgina Dufoux. Celle-ci, précise-t-on dans son entourage, « n'a tenu ni à s'exprimer personnellement sur ces questions », au point, peut-on noter, de ne pas associer à sa démarche le secrétariat d'Etat à la Santé. La Fondation pour l'évaluation des thérapies alternatives, dont le mode de financement n'est pas encore connu, sera rattachée à la Fondation de France et présidée par le docteur Jean-Pierre Muiyard.

Agé de quarante-cinq ans, psychiatre, psychanalyste, licencié en sociologie, ancien collaborateur des professeurs Laborit et Guillemin, créateur d'un institut de recherches sur les rythmes biologiques et d'une clinique du sommeil dans les Cévennes, le docteur Muiyard devra progressivement mettre en place des procédures d'évaluation des médecines alternatives, en leur accordant, le cas échéant, des labels d'efficacité.

En ce qui concerne l'homéopathie, des études en double aveugle vont être faites selon le protocole d'expérimentation mis au point par le professeur Daniel Schwartz (INSERM). Les résultats des premiers essais cliniques, ainsi que le

protocole du professeur Schwartz, seront publiés dans une revue scientifique d'audience internationale. Ces études concernent des domaines aussi divers que la chirurgie digestive, la dermatologie ou la pédiatrie. Un essai clinique a d'ores et déjà débuté, avec l'agrément du Comité national d'éthique et celui de l'Académie de médecine. Une commission spécifique d'autorisation de mise sur le marché sera aussi instituée pour les médicaments homéopathiques.

« Reconnaissance institutionnelle »

L'affiliation de l'enseignement de l'acupuncture et de l'homéopathie à l'Université se fera par l'intermédiaire de deux commissions : « de reconnaissance institutionnelle ». Il s'agira pour ces commissions d'établir un programme

d'enseignement de ces deux disciplines et de créer un diplôme universitaire devant déboucher sur l'obtention d'une compétence. Cette démarche, annonce-t-on, est déjà bien avancée pour l'acupuncture : une concertation a déjà eu lieu entre, d'une part, la commission et, d'autre part, l'Ordre des médecins et le ministère de l'Éducation nationale.

Ce dispositif sans précédent ne concerne donc dans l'immédiat que deux pratiques — l'homéopathie et l'acupuncture — qui, pour des raisons diverses, ont déjà acquis une reconnaissance quasi officielle. (Des diplômes universitaires d'acupuncture sont déjà délivrés par les facultés de Lille, Marseille, Bordeaux et Montpellier. L'an prochain, les facultés de Lyon, Angers, Nice et Nantes feront de même). Il ne préjuge donc en rien l'évolution du phénomène — complexe — des médecines parallèles en France. Les difficultés rencontrées par les mem-

bres de la commission : « cancer et thérapies parallèles » pour parvenir à un consensus illustrent, par exemple, le véritable fossé qui, bien souvent, continue de séparer « marginaux » et « officiels ».

On notera aussi le caractère quelque peu contradictoire d'une démarche visant dans le même temps à établir le fondement national d'une pratique thérapeutique et à favoriser sa reconnaissance officielle.

Réussira-t-on ainsi, comme le souhaite Mme Dufoux dans l'introduction qu'elle nous a accordée, à séparer le bon grain thérapeutique de l'ivraie du charlatanisme ? Ou, de manière tout à fait paradoxale, ne perdrait-on pas une part des effets des médecines douces à vouloir ainsi officialiser ce qui relève en grande partie de l'irrationnel ?

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCH

Mme Georgina Dufoux : séparer les charlatans de ceux qui ne le sont pas

« Pourquoi officialiser aujourd'hui des pratiques médicales jusqu'ici qualifiées de parallèles ?

— Le but que je poursuis est de mettre à la disposition de nos concitoyens les meilleures méthodes pour rester en bonne santé. Or je constate qu'au cours de son histoire la médecine dite officielle s'est souvent enrichie de pratiques dites

parallèles. Mon ambition n'est pas d'officialiser, mais d'évaluer ces pratiques, de préciser les modalités d'enseignement, les modes d'exercice, la reconnaissance de la compétence.

— Avez-vous eu personnellement recours aux médecines alternatives ? Estimez-vous que la guérison a une réponse spécifique à un tel phénomène ?

— 49 % des Français ont eu recours aux médecines alternatives. Depuis le début de 1985, je fais partie de ces 49 %. Je constate que depuis de nombreux mois le public demande au gouvernement de s'intéresser à ce type de problème et que c'est la première fois qu'une réponse positive est donnée. Mais il n'est pas indifférent de constater que cette capacité à prendre en compte un phénomène médical et social — sans avoir mis dans la plus grande exigence... — est, celle d'un gouvernement de gauche.

— De quelle manière pensez-vous prévenir les personnes concernées contre une forme de charlatanisme ?

— Notre ambition est d'être capable d'identifier les pratiques efficaces de celles qui ne le sont pas. Pour séparer les charlatans de ceux qui ne le sont pas, il est nécessaire d'avoir de bons outils d'analyse. C'est ce que nous mettons aujourd'hui en place.

— Ne craignez-vous pas de heurter une partie du corps médical français en officialisant ces pratiques ? L'Ordre des médecins a-t-il été associé à votre démarche ?

— Le corps médical français est de grande qualité. Il sait que la médecine est quelque chose de vivant, c'est-à-dire qu'il s'enrichit régulièrement de nouvelles méthodes. Nous suivons une

démarche scientifique. Dans ces conditions, le corps médical ne peut, à l'exception de quelques esprits sectaires, y voir d'obstacle. L'Ordre des médecins se rallie également à toutes démarches scientifiques. Des représentants de l'Ordre des médecins participent à différentes commissions, et je les en remercie.

— Avez-vous pour objectif d'interdire à des non-médecins des actions diagnostiques ou thérapeutiques ?

— Actuellement, seul le titre de docteur en médecine garantit une formation sanctionnée par des examens de près de dix ans. C'est une garantie fondamentale, et tous les médecins s'y retrouvent. Je connais des praticiens non-docteurs en médecine qui ont travaillé pendant plus de dix ans et dont la qualité est grande. Mais je n'envisage pas pour le moment d'autoriser les non-médecins à poser des diagnostics et à prescrire des thérapeutiques.

— Faut-il, selon vous, limiter, voire supprimer le remboursement des médicaments qui n'ont pas fait la preuve de leur efficacité ? Plus généralement, est-il concevable de rembourser un médicament placebo ?

— Notre objectif est d'abord de prouver scientifiquement l'efficacité ou le non-efficacité de ces pratiques. Pour beaucoup de thérapeutiques dites classiques, il serait intéressant d'avoir des exigences comparables. Pour ce qui est du remboursement, je rappelle que les médicaments homéopathiques sont remboursés depuis de longues années, bien avant que ces expériences aient été lancées.

SPORTS

● **AUTOMOBILISME** : De Angelis et Patrese chez Brabham. — Pour la prochaine saison de Formule 1, l'écurie britannique Brabham a engagé les pilotes italiens Elio De Angelis (Alfa Romeo) et Riccardo Patrese (Lotus) en remplacement du Brésilien Nelson Piquet, qui rejoint l'équipe Williams, et du Suisse Marc Surer, encore sans employeur.

● **TENNIS** : Ivan Lendl suspendu. — Numéro un du tennis mondial, le Tchécoslovaque Ivan Lendl a été suspendu pour quarante-deux jours pour infractions au code de conduite du Conseil international du

ÉDUCATION

DEUX INITIATIVES DE MM. CURIEN ET CHEVÈNEMENT

● Réorganisation de la recherche en éducation

MM. Hubert Currien et Jean-Pierre Chevènement ont présenté, lundi 9 décembre à la presse, les dispositions prises pour réorganiser la recherche en éducation, conformément à ce qui avait été décidé au colloque organisé à la Sorbonne les 23 et 24 septembre.

Il avait été souhaité, lors de cette rencontre, que la recherche tiennne davantage compte de la « demande sociale », qu'elle soit étendue à tous les aspects de la formation (professionnelle, scolaire, sociale, personnelle...) et qu'elle coordonne l'ensemble des équipes et des institutions — actuellement fort éparpillées — qui y participent. Le rapporteur de ce colloque, M. Jacques Perriault, est chargé de constituer un groupement d'intérêt public qui étudiera la création d'un institut de recherche ayant statut d'établissement public scientifique et technique et qui se substituera à l'Institut

national de la recherche pédagogique.

Ce GIP réunira les laboratoires du CNRS et les équipes universitaires travaillant sur l'éducation, ainsi que l'INRP, le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), le Conservatoire national des arts et métiers, l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (ADEP), ainsi que, avec l'accord du ministre du travail, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREP) et le Centre d'études sur l'emploi.

En attendant cette création, les statuts de l'INRP seront réformés. La composition des conseils scientifique et d'administration sera élargie et une instance interne d'évaluation sera constituée. Il prendra le nom d'institut pour la recherche en éducation et pour la formation.

● Création d'une agence d'information scientifique

D'autre part, les deux ministres ont annoncé la création, pour le 1^{er} janvier, de l'Agence nationale d'information scientifique et technique (ANIST), destinée à restructurer l'ensemble du dispositif d'accès à l'information des laboratoires de recherche dépendant des deux ministères. En mars dernier, MM. Currien et Chevènement avaient demandé à M. François Jakobiak, chef du service information du Centre de recherche Rhône-Alpes d'Anschoten, de réfléchir, d'un point de vue technique, budgétaire et juridique, à ce que pourrait être une telle agence.

De son rapport, remis en octobre, il ressort que l'ANIST doit jouer « un rôle de fédérateur et d'animateur » pour un ensemble d'organismes publics d'information dont la liste complète reste à préciser, mais qui « inclura à l'évidence » : le Centre de documentation scientifique et technique

(CDST) et le Centre de documentation des sciences humaines du CNRS, le Service universitaire national pour l'information scientifique et technique (SUNIST) et le Catalogue collectif national des périodiques, qui, tous deux, relèvent de l'éducation nationale (le Monde du 16 juillet). L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et la Bibliothèque nationale y participeraient sous une forme précise.

Trois groupes d'experts étudieront le statut juridique et l'organisation générale de l'ANIST ; l'impact des nouvelles technologies de stockage et de diffusion de l'information ; les moyens à mettre en œuvre pour éviter que le transfert du CDST en Lorraine ne perturbe le fonctionnement de ses deux bases de données Pascal et Francis. Ces trois groupes devraient remettre leurs conclusions avant le 1^{er} janvier 1986.

TERRORISME

LES ATTENTATS AU PRINTEMPS ET AUX GALERIES LAFAYETTE

Trois des blessés graves sont dans un état préoccupant

Après les attentats commis entre 17 h 30 et 18 heures, samedi 7 décembre, aux Galeries Lafayette et au Printemps, trois des douze blessés graves, brûlés à 40 %, sont toujours dans un état préoccupant.

Mme Renée Fournier, MM. Gymanche et Assouan, qui se trouvaient au Printemps, ont été hospitalisés à l'hôpital militaire de Percy à Clamart (Hauts-de-Seine). Les médecins ne se prononceraient pas sur leur état avant une huitaine de jours.

Pour ce qui concerne l'indemnisation des victimes, la direction du Printemps a précisé que le magasin est envervé contre les risques d'attentat et que toute personne ayant subi un préjudice — employé ou client — pourra être indemniée.

« Nous sommes en discussion avec nos assureurs, l'UAP et les AGF, pour décider de ce que nous pourrions proposer aux victimes », indiquait-on aux Galeries Lafayette.

En outre, les blessés peuvent s'adresser immédiatement à la commission d'indemnisation du tribunal de grande instance de leur domicile. Selon la loi entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984, les victimes peuvent saisir cette commission si elles bénéficient d'un arrêt de travail de plus de trente jours ou d'une invalidité permanente. Si l'auteur de l'infraction ou de l'attentat n'a pas été identifié, les victimes peuvent demander une indemnisation — d'un maximum de 250 000 francs — à l'Etat.

Le préfet de police, M. Guy Fougier, a réuni lundi 9 décembre les dirigeants des principaux grands magasins parisiens, où les mesures de sécurité ont été renforcées. M. Alain Marsaud, juge d'instruction à Paris, a été chargé de diriger l'enquête. Une information contre X... a été ouverte par le parquet pour « tentatives d'assassinat, destruction d'objets mobiliers ou de biens immobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive ou incendiaire ayant entraîné des infirmités ».

ENVIRONNEMENT

Les non-chasseurs se rebiffent

Deux maires de l'Aisne, le président d'une société de chasse et une vingtaine d'autres personnes ont été surpris par les gendarmes en train de braconner dans le parc naturel du Vercors, le samedi 7 décembre. Ce groupe était équipé de fusils à cinq coups tirant des chevrotines et de postes de radio portatifs.

D'autre part, un jeune professeur de Vendée, M. Jacques Peinot, vient de fonder l'Association pour le droit à la sécurité des citoyens en milieu rural. Les membres de cette association demandent que l'on revienne au périmètre de sécurité de 150 mètres autour des habitations dans lequel le tir était naguère interdit. Or une circulaire d'octobre 1982 signée du ministère de l'Intérieur a supprimé ce rayon de sécurité pour lui substituer une simple interdiction de tirer « en direction » des maisons, routes et chemins quand ces derniers sont à portée de fusil. M. Peinot remarque que la chasse fait chaque année, en France trente morts et deux cent cinquante blessés, et que les conflits entre chasseurs et non-chasseurs se multiplient.

PARIS

Les taxis en grève contre l'insécurité

Les taxis parisiens seront de nouveau rares ce mardi 10 décembre entre 13 heures et 18 heures. L'ensemble des organisations syndicales appellent en effet à un nouvel arrêt de travail à la suite du décès la semaine dernière, de M. José Franco, quarante-huit ans, de nationalité portugaise, dû à une agression. Elles demandent également aux chauffeurs de taxi de « participer massivement aux obèques » de M. Franco en se rassemblant à 14 heures devant l'Institut médico-légal, quai de la Rapée. Vendredi 14 décembre, près de six cents taxis avaient accompagné jusqu'au cimetière de Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) le fourgon mortuaire transportant le corps de leur collègue Jean Laprétre, retrouvé assassiné au début de la semaine dernière.

IMMIGRATION

Un nouveau sondage

Selon un sondage SOFRES, publié mardi 10 décembre dans le Figaro, 25 % des Français estimeraient qu'il est préférable d'envoyer un grand nombre de travailleurs immigrés dans leurs pays. Pour 68 %, il faut simplement empêcher l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés, alors que 5 % voudraient que les frontières de la France soient ouvertes. Ce sondage a été réalisé du 22 au 28 novembre, à partir d'un échantillon national représentatif de mille Français âgés de dix-huit ans et plus. Il indique, d'autre part, que pour 71 % des personnes interrogées, il faut renvoyer tous les immigrés clandestins dans leurs pays ; que 55 % sont opposés au droit de vote des étrangers aux élections municipales mais que 90 % trouvent normal que les immigrés qui cotisent perçoivent les allocations de chômage et les allocations familiales. Enfin, 51 % des Français estimeraient possible l'intégration des étrangers, alors que 42 % jugeraient ceux-ci « trop différents » pour pouvoir s'intégrer.

DÉFENSE

M. Hernu : je reprends la charrue

« Cela fait vingt-cinq ans que je trace le sillon sur les problèmes de défense, et, aujourd'hui, je reprends la charrue », a expliqué l'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, en présentant, le lundi 9 décembre à Paris, le Groupe d'études et de réflexion militaires et stratégiques (GERMES) qu'il a créé et qui réunit, à ce jour, deux milliers d'adhérents. « Je ne suis pas à la retraite et je n'ai pas une mentalité d'ancien combattant », a ajouté M. Hernu, qui veut « travailler pour l'après-1986 ».

Le groupe d'études n'est pas ouvert aux militaires d'active et « la présence n'est pas souhaitée », a indiqué l'ancien ministre, qui ne veut pas gêner l'action de son successeur. Le GERMES est aussi animé par M. Pierre Schwab, ancien président de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) ; M. Pierre Guillaud de Bénouville, député (app. RPR) de Paris et administrateur de la société Dassault-Breguet, et par le général (cadre de réserve) Roland Giovany ancien administrateur de Dassault. Le GERMES publiera régulièrement ses travaux.

★ GERMES, 7, rue Jules-Guesde, 75014 Paris. Tél. : 43-35-30-91.

Editions L'HERMÈS

« Ce livre répond au besoin qu'a le public d'être informé de l'état des connaissances de la médecine moderne sur le cancer »

352 p., ill. couleur et noir, 120 F

L'HERMÈS

31 r. Pasteur LYON 7
23 r. de Départ PARIS 14

Pour lui
des idées de cadeaux
signés...

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 LE PARADOXE DE LA NOUVELLE

Le milieu littéraire a des scies qui ne varient pas. Durant ce dernier quart de siècle, il aurait été difficile pour un témoin même attentif de vous dire laquelle de ces deux rengaines avait obtenu le plus grand succès : celle concernant la profonde solitude de l'auteur de nouvelles ou celle concernant la disparition progressive mais, hélas ! inéluctable des revues ?

Prenez prétexte de la sortie d'un recueil de nouvelles d'un auteur déjà assez connu, le speaker de service s'enflamme en ces termes : « On ne peut que louer X ou Y (Daniel Boulanger est parfait dans le rôle, qui pond des nouvelles de qualité comme une poule un œuf) de s'être risqué dans cet art difficile qui ne supporte pas la médiocrité et de s'en être tiré avec brio ». En France, ce genre n'a pas l'audience qu'il mériterait, ce qui est paradoxal si l'on songe à tous ces écrivains fameux qui l'ont illustré et ont fondé leur réputation dessus — Mérimée, Maupassant, Morand, Marcel Aymé, et tant d'autres. On regrettera que le grand public par paresse préfère des best-sellers informés à des hagiographies de haute précision aux romans minutieux. La critique, avouons-le, n'est pas à l'abri des reproches et doit battre sa coulpe, elle qui trop souvent, par un parisianisme mal fondé, néglige ces petites merveilles du goût français au profit du je-m'as-tu-vu du plus mauvais effet. On ne peut que louer l'académie Goncourt d'avoir voulu ramener à ce triste état de choses en décrétant chaque année un Grand Prix du court récit. Souhaitons que cet exemple soit compris et suivi. C'est dans la nouvelle, en effet, que s'exprime peut-être le mieux le génie de notre langue : clarté, rapidité du trait, économie des moyens, élégance de la forme.

J'ai cru remarquer que les éditeurs qui osaient encore publier des recueils de nouvelles étaient considérés comme des gens d'un courage presque anormal. Il en était de même des critiques qui n'hésitaient pas à en parler et des lecteurs qui avaient l'audace de les acheter. Forcément, cet héroïsme n'épargnait pas les écrivains qui étaient à l'origine de cet exploit. Je me demande s'il ne faut pas chercher dans cette atmosphère survoilée l'une des causes de la méfiance que l'on éprouverait à dégoter ces bonnes choses. Oui, si ces prix de vertu décernés à ce qui touche de près ou de loin la nouvelle n'ont pas fini par nous en dégoûter. Si, pour lire une histoire, on doit s'armer de courage, devenir un preux chevalier, on laissera cette épreuve à d'autres ! J'ai remarqué, d'autre part, que, dans mon quotidien favori, si j'avais le choix entre un bravo feuilleton et une nouvelle exceptionnelle, je m'attachais au feuilleton, qui ne demandait rien à personne, que l'on pouvait prendre ou laisser. Sans avoir l'air de rien, la nouvelle est souvent une béchaine qui ne vous regarde pas : à force, on finit par lui rendre son respect. Le paradoxe de la nouvelle, c'est qu'elle demande du temps pour faire connaissance, trop d'attention pour un lecteur pressé ! Maintenant que j'ai dissipé vos appréhensions au sujet de la nouvelle, plus rien ne doit vous empêcher de lire *Sourires*, ne bougez plus, de Gabrielle Robin (chez Flammarion), vous lirez de surprise en plaisant.

2 LA MULTIPLICATION DES REVUES

Et de même que l'on n'a jamais autant édité de recueils de nouvelles, de même, ces derniers mois — et qui s'en plaindraient ? — les revues se sont multipliées. Un même titre peut donner lieu à deux publications, escalmer. Ainsi des *Nouvelles littéraires*, qui ont fini par devenir *L'autre Journal* de Michel Butel, dont la réputation n'est plus à faire, et ce, moi-même, à nouveau, les *Nouvelles littéraires* de Buhler et Baroin. Il est vrai que pour le moment ces deux journaux sont mensuels, d'hebdomadaires qu'ils étaient à l'origine. La question que l'on pourrait se poser, et d'autant plus qu'elle vaudrait pour d'autres publications sorties en novembre, comme *Globe*, de Benhamou et *Paris*, de *Magazine*, c'est si cette périodicité est voulue ou subie. Autrement dit, si ces revues ne sont pas de fausses revues, et si elles ne sont pas mensuelles faute de moyens. Si cette mensualisation n'est pas un pis-aller en attendant la gloire. Une robe prétexte et vertueuse que l'on troquerait volontiers contre une tenue plus agaçante quand la saison de faire ce qui vous plaît serait venue. Face aux grandes surfaces, aux

déploiements culturels, touristiques et gastronomiques si impressionnants des trois « news » (*L'Express*, *le Nouvel Observateur*, *le Point*), face aux suppléments des quotidiens, il semble qu'il soit difficile d'installer sa modeste échoppe, si l'on ne prend pas le temps du recul. Dans de nombreux cas, la mensualisation n'est apparue plus comme un geste de conciliation, un signal de soumission, une façon de murmurer : « Laissez-nous vivre et nous acceptons les règles de votre jeu », que comme une idée originale. Trop de journaux se sont mensualisés comme on se signe, comme on met une main devant le visage pour éviter les coups.

Ce qu'il y a de moins bon dans le numéro des *Nouvelles littéraires*, c'est de vouloir couvrir l'actualité après que tout le monde l'a pléinée. On se dit : « Les pauvres, les vendanges sont terminées, les meilleurs vins déjà réservés à de riches étrangers, il ne va plus leur rester à déguster que des petits crus ! ». Les livres, ça doit se goûter aux arômes, ou comme s'ils étaient déjà très loin, dans l'imaginaire. Dans ce numéro de décembre, ce qu'il y a de plus littéraire, ce ne sont pas les prix ou les livres déjà fanés du jour, mais un article de Sadi de Gortor (écrivain, poète, ministre plénipotentiaire des Pays-Bas, premier directeur de l'Institut néerlandais de Paris, ancien délégué permanent de l'UNESCO), qui relate dans la rubrique

« Voyage » le séjour éclair que fit Camus du 6 au 7 octobre 1954 à Amsterdam, et dont il va se servir magistralement dans *La Chute*, publiée en mai 1956. Pour ce seul article, vivant et documenté, les *Nouvelles littéraires* mériteraient d'être achetées. « Tout est vrai dans le souvenir de Camus, dit Sadi de Gortor (et il le montre), à la condition de prendre pour argent comptant un avertissement de Clémence : il est bien difficile de démêler le vrai du faux dans ce genre de récit ». Que Sadi de Gortor et Jeanne Rolly (que les lecteurs du *Mailin* ont longtemps pu apprécier) y soient chroniqueurs nous rassure sur l'avenir de ce journal-revue. Du reste, cette difficulté à appréhender d'une façon satisfaisante l'actualité n'est pas le propre des *Nouvelles*. Elle nous concerne tous. Ce n'est pas toujours pour des questions de sons que certains journaux choisissent la carte de la pauvreté. Mais pour mieux retenir, piquer la curiosité de leur lecteur.

Le Point, qui est un journal « riche », a pu « littéraire » alléger. Et les livres retenus ne sont pas forcément les meilleurs ni les plus connus. Dans cette négligence, si l'on met de côté les questions de personnes et d'intendance qui doivent avoir leur rôle, je vois comme un choix. Les lecteurs de journaux sont des personnes gavées d'adresses. Dix vies pleines et olives, un argent fou, leur seraient nécessaires pour regarder, lire et entendre tout ce qui leur est proposé. En n'offrant à leurs désirs que quelques rares sujets de conversation, certains journaux tentent de suggérer à leurs lecteurs qu'ils sont chez ces grands bijoutiers où il n'y a presque rien dans les vitrines ni même dans les salons, tant les choses belles sont rares. Les portions congrues d'Alain Stander et de tant de nos chefs illustres n'ont pas d'autre objet : ce que vous digérez est exigu puisque c'est très cher et minuscule. Et après tout, ce peut l'être, et c'est si bon pour la santé ! Si rien ne vient nous distraire, nous pourrions notre promenade dans cette presse fraternelle, où nos propres comédies se reflètent. Ce n'est pas tout d'ouvrir les portes d'un journal, encore faut-il montrer vraiment ce qu'il y a derrière et dedans !

3 CASSANDRE

CHEZ Skira, avec trois cent quatre-vingt-dix illustrations dont quatre-vingt-dix en couleurs, vient de paraître un somptueux *Cassandre* par son fils l'architecte Henri Moirou. J'aimais bien Cassandre. Nous avons vécu autour des années 60 sous le même toit hospitalier, dans la grande maison que possédait François Michel sur les hauteurs de Bugey, près d'Artemare. C'est d'après les plans de Cassandre qu'avait été construite la table octogonale où nous étions nombreux à boire de la rousette et les vins rouges de mondouze qui sont délicieux avec les cardons à la moelle. Qu'est devenue cette table où nous jouions au cœur, ce jeu de cartes réinventé par Paulhan ? Nous étions heureux alors quand un vent aigre ouvrait brusquement une fenêtre mal fermée, provoquant les sarcasmes de Cassandre avec sa voix à la Jovet.

■ LITTÉRATURE MUSICALE. — Le troisième Grand Prix de l'Édition musicale de l'Académie Charles-Cros a été décerné, pour la section classique, au numéro spécial de *la Revue musicale* : Lucien Bériot. Chantier en musique, réalisé par Ivanka Stokanova pour les variétés, à Claude Nougaro, l'homme aux secrets de swing, par Christian Laborde (éd. Eyrolles). Une mention « extrême » a été attribuée à l'étude de Claude Noiset de Crouzet sur les Cavalli-Coll, la fameuse dynastie de facteurs d'orgues (éd. de la Flûte de Pan).

■ LES PRIX DE L'ACADÉMIE DU JAZZ. — L'Académie du jazz a rendu publiques ses vingt récompenses de l'année. Le prix Django Reinhardt est allé au pianiste Zool Feincher, et le prix Bechet à Gilbert Laverne et François Roubert.

■ CINÉMA ITALIEN 1930-1945. — L'Espace de référence du Centre Georges-Pompidou organise une rencontre sur le cinéma italien des années 1930-1945 (longs métrages et actualités).

CINÉMA

« L'EFFRONTÉE », de Claude Miller

Une radieuse enfant

Quelque part en France, dans le Dauphiné, près d'un lac, un pavillon de meulière plutôt moche où se chamaille et se débrouille comme elle peut une petite famille. Un père, son grand fils, sa cadette, Charlotte. Le père est ailleurs, on ne sait où, au ciel ou à Paris. En revanche, la bonne Léone est là, qui fait un peu plus que le ménage ; et Lulu, une petite camarade de Charlotte, bincarde, malade et dodue, totalement amoureuse de sa grande asperge de copain qui passe difficilement le cap des treize ans, comme d'autres les 40 rouspéteurs du cap Horn.

Elle en a après tout et tout le monde. Elle engueule la terre entière, à commencer par son bonhomme de père (Raoul Billerey), épuisé dès le matin : « Tu sais bien que je ne peux pas te répondre avant d'avoir pris trois bols de café, ma cocotte ». En passant par Léone (Bernadette Lafont, complice et dévouée, parfaite) et jusqu'à Lulu toujours invitée à dormir avec Charlotte, qui ne le ménage pas : « Tu puez, ma vieille, tu sens les moules ».

Elle déteste ce milieu médiocre, banal, où tout est prévu, le lycée comme le bal du samedi au « Roule-Roule », autant que son visage, son corps qu'elle n'aime pas, elle rêve d'une autre vie. Et un jour passe dans la ville, comme une soucoupe volante, une petite marionnette blonde, une pianiste prodige, treize ans, elle aussi, qui lui laisse entrevoir un instant le couleur du paradis : une maison immense, abstrait, des robes, des domestiques, des canots faisant la course sur l'ur gris du lac...

Sur ce scénario, entre le cliché (la jeune fille ingrate en visite chez les riches insouciantes) et le conte de fées revu et corrigé (Cendrillon, séduite et abandonnée), Claude Miller a réussi un film absolument

magique, aérien, bouleversant. Et drôle. Un film très français, léger comme une musique de chambre, sans grosse machine ni gros sous, et qui promet d'être plus têtue dans nos mémoires que tous les *Rambos*.

Les dialogues (Luc Béraud, Bernard Stora, Miller et sa femme Annie) sont d'une verdeur et d'une tendresse rares, aussi bien entre les enfants, qu'entre ceux-ci et les adultes, l'interprétation est étonnante, de l'adorable Lulu (Julie Gliaz) dans son premier rôle d'enquiquineuse éperdue, à Jean (Jean-Philippe Ecoffey), étrange mécano qui résiste mal, on le com-

prend, à la tentation acide d'une adolescente déjà trop mûre pour les garçons de son âge, encore trop verte pour les hommes. Quant à Charlotte Gainsbourg, elle a reçu de ses parents le plus bel héritage : un talent et un charme ravageurs, le naturel et le culot. On est loin de l'exquise esquisse chantée par son père, et la petite est devenue une radieuse enfant, pour le moins. Tout cela, d'autres metteurs en scène ont disposé sans succès. Il faut croire que Claude Miller, dès qu'il touche à l'adolescence, comme dans *la Meilleure façon de marcher*, entre en état de grâce. Qu'il y reste.

MICHEL BRAUDEAU.



LE FESTIVAL DU CIRQUE DE MONTE-CARLO

Triomphe du chat La Flèche

Le onzième Festival international du cirque s'est tenu dans le principauté de Monaco du 5 au 9 décembre, sous le grand chapiteau italien de Togli.

Créé pour promouvoir le cirque et conserver sous sa forme traditionnelle toute sa valeur humaine et artistique d'un genre de spectacle qui disparaît inexorablement, du moins dans nos pays industrialisés, le Festival a présenté quatre cents numéros en onze années. Et à travers ceux-ci, il a permis de redécouvrir l'originalité, la générosité des gens de la piste, et aussi le sens du spectacle collectif, le souci presque maniaque du détail, l'insolence dans le risque, la volonté toujours de dépasser la possible, enfin une forme de poésie que l'on pensait ne plus rencontrer, quelque chose de pur et de merveilleux suspendu dans le vide, parmi les silences et les lumières, entre l'inquiétude et le moment de vérité.

Soutenu par le principauté, le Festival (coût : 3,5 millions de francs, rentrée : 1,7 million) cherche aujourd'hui des numéros originaux dans les pays de l'Est et en Extrême-Orient. C'est à dire là où le cirque (d'Etat) est florissant. Deux attractions françaises seulement ont été à l'affiche de ce onzième festival : les Swing Brothers, des cascadeurs burlesques une fois de plus sortis d'un film de Mack Sennett et Joseph Bouglione Junior, fil-de-fériste en frac blanc qui a conçu un spectacle autant pour le cabaret que pour le chapiteau. Joseph Bouglione Junior, dernier héritier d'une longue dynastie française de la piste, n'est pas le seul à avoir adapté son travail aux circonstances : ainsi les Zolowski, des Polonais éblouissants au trampoline élastique qui, depuis six ans, se produisent à Rome, à Hambourg, partout en Europe occidentale.

Les artistes des cirques d'Etat ont dominé le onzième Festival par le nombre et par la qualité. Particulièrement, les Chinois de Zengzhou avec une incroyable pagode de chaises, les Coréens de la troupe de Pyonyang dans un bouquet d'exploits avec un mât et les Soviétiques (les Dovelko) du Cirque de Moscou dans un numéro de beaule avec échasses, unique au monde, et dont le clou est un triple saut périlleux sur une seule échasse. Ici, la folle témérité s'allie à la virtuosité, à l'invention constante, à la sophistication poussée à l'extrême.

Quelques attractions en provenance de l'Est relevaient cependant du mauvais goût, notamment les Petrovi, des amateurs à bascule bul-

gares déguisées en Romains, fascinés par les « péplums » des années 50 et se lançant à tout propos des « Ave Caesar »...

Du Mexique sont venues deux frères, Arturo et Sabu Alegria. Le premier est un jongleur d'une rapidité si foudroyante qu'il a paré débouché parfois sur la précipitation ; le deuxième a repris le flambeau d'acrobatie aérien de son grand-père et prend tous les risques. Du Danemark sont arrivés des chiens footballeurs, et d'Allemagne, l'inattendu : un groupe de vaches curieusement dressées à la manière des éléphants.

Enfin, il y a eu Yuri Kuklatchev et ses chats. Kuklatchev est né clown ou presque. Comme Oleg Popov, Youri Nikoulina et tous ses autres confrères, il est passé par l'école du cirque de Moscou. Il a appris la jonglerie, l'acrobatie, la musique, il s'est exorcisé à rire et à pleurer, à construire des sketches à partir de choses vues dans la vie, à dessiner son propre

masque de clown. Il a longtemps cherché un partenaire avec lequel il pourrait former pour longtemps un couple de piste. Un soir, il y eut quinze ans, il a rencontré dans une rue de Moscou un chat, perdu, abandonné. Il l'a emmené dans sa maison. Il l'a observé, l'a aimé. Une nuit, Kuklatchev et La Flèche (c'est le nom du chat) ont commencé à travailler ensemble. Sans que l'un se soumette à l'autre. Ils continuent encore aujourd'hui puisque tous les deux se sont retrouvés sous le chapiteau du festival. Dès son entrée, Kuklatchev sautait la public par sa grâce et son extravagance, sa part de fantastique et de poésie. Par son cœur et son innocence.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Les Clowns d'or du onzième Festival ont été attribués aux Dovelko, du cirque d'Etat de Moscou, et à la troupe du cirque de Pyonyang. Youri Kouklatchev et son chat ont reçu un Clown d'argent.

NOTES

MUSIQUE

New Order à l'Eldorado

New Order est né des cendres de Joy Division, lorsque son chanteur et leader Ian Curtis s'est suicidé. Tension urbaine, électricité survoltée, guitares trépidantes, synthétiseurs glacés, poésie tourmentée, Curtis avait jeté les bases de la vague froide (*cold-wave* britannique). Ses partenaires en ont perpétré l'esprit selon un ordre moins désespéré et plus attentif à la mélodie, à la mise en forme des chansons. La musique a gagné sur le drame, et la température s'est légèrement réchauffée dans la foulée. Privé de la personnalité charismatique du défunt chanteur, l'anonymat est désormais de rigueur chez New Order : les pochettes de disque dépersonnalisées n'indiquent jamais les noms des musiciens et rarement les titres des chansons.

A. W.

★ Ce mardi 10 décembre, à 20 heures, à l'Eldorado ; le 11 à Rennes ; le 12 à Rome ; le 13 à Orléans.

Soirée pour Florencie

Un homme massif comme un bûcheron montait sur scène. Quelques accords de guitare, puis une chanson, A Saint-Lazare, d'Aristide Bruant. La voix chaude s'affirmait, fuyant l'effet grandiloquent... Jacques Florencie, sur ses propres arrangements, chantait Bruant, Baudelaire, Verlaine, Apollinaire, mais surtout Gaston Courty, un poète né en 1890 dans le Benue. Ce pays était aussi celui du chanteur. La musique de Florencie collait au mots de Courty. C'étaient ceux, simples, du patois qui chante la mémoire de chacun. A l'abri des modes, en France, en Espagne, aux Etats-Unis, Jacques Florencie composait des œuvres, chantait, faisait vivre les racines profondes qui font la force de l'homme. Jacques Florencie est mort, un petit matin d'août, le 9, à Strasbourg. Paco Ibanez, son coéquipier de toujours, ses proches et tous ses amis organisent mercredi 11 décembre à 22 heures, au café de la Gare, à Paris, une soirée d'hommage. Musique et chants, pour tous ceux qui ont aimé Florencie, son talent, sa musique et sa chaleur (41, rue du temple, 75003 Paris).

صكنا من الامل

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

L'Afrique à contre-courant

A quoi sert l'argent que les immigrants gagnent en France ? On a vu hier un journal de 20 heures, sur Antenne 2, trois minutes d'images qui vont à contre-courant des habitudes. L'habitude, c'est de montrer, concernant l'Afrique, toujours les mêmes scènes : des enfants aux yeux agrandis par la faim, des mères aux seins séchés, des mains tendues... il faut donner. On ne voit pas ce qui se passe à côté, l'action répétée, obscure, souterraine, des individus qui essaient de sortir leur pays du sous-développement.

Aussi était-ce une surprise de découvrir quelques-uns de ces Africains qu'on rencontre tous les jours dans le métro, des Mauriziens : ils sont une trentaine à travailler à Boulogne-Billancourt ; depuis des années ils envoient régulièrement de l'argent à leur famille, mais depuis deux ans, plutôt que de continuer à favoriser chacun les « siens », ils ont décidé d'envoyer 500 F par mois à la collectivité du village. Ils veulent rentrer mais ils ne veulent pas laisser l'argent à la collectivité. Images du métro ici, images des réunions sous l'arbre, des puits, de l'eau, les salades... là-bas.

La série se poursuivra toute la semaine, chaque jour, dans les deux journaux de 12 h 45 et de 20 heures. « On est parti, non sur une catastrophe, mais sur ce qui se passe au jour le jour », explique Philippe Gassot, qui a coordonné le travail de l'équipe. Daniel Lecomte, Jean-François Renoux, Gérard Hinet, Yves Barbe, Gilbert Uzan, sont allés sur les rives du

fleuve Sénégal, en Mauritanie, au Burkina, ils ont regardé toutes les formes de petits projets auxquels les grands organismes internationaux reviennent aujourd'hui, puits et jardins collectifs, coopératives agricoles, grands travaux à la charrue... « On a voulu montrer qu'en dehors des grandes périodes de crise - de famine - l'aide gratuite en nourriture peut être dangereuse car elle démolit la production locale. Les Africains ont davantage besoin de coupe de pouce, de transfert de technologie pour mener eux-mêmes des projets de développement. Il faut que les gens sachent que l'on peut arriver à l'autosuffisance. »

CATHERINE HUMBLLOT.

★ « L'Afrique verte », journaux télévisés d'Antenne 2, du 9 au 15 décembre.

Mardi 10 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Au plaisir de Dieu.
- D'après le roman de J. d'Ormesson, réal. R. Mazoyer, avec J. Duménil, F. Lambert, L. Barjon, U. d'Alesio.
- La famille du duc de Saxe-Cobourg-Gotha continue d'évoluer avec le siècle, après la mort de trois de ses fils à la guerre. Le dernier, Paul, devient industriel. Ce troisième épisode d'une série sur la relation de la famille pour fêter le vingt-cinquième anniversaire de mariage de Paul, devenu député.
- 22 h 5 Série : Le plus grand musée du monde.
- Réal. J.-M. Leveau. La Méditerranée romaine.
- La quatrième émission est consacrée surtout aux Étrusques, peuple étranger qui a laissé de nombreux monuments et des sculptures, ainsi que ses premiers rois, à l'antique Rome. Ce sont Isabelle Huppert et Jean-Claude Braly qui nous font visiter les antiquités romaines du Louvre.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 20 C'est à lire.
- 23 h 35 Thy.
- Magazine de l'Informatique.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- Cette émission est diffusée avec DES SOUS-TITRES ANTIOPE
- 20 h 35 Cinéma : Pain et chocolat.
- Film italien de Franco Brusati (1974), avec N. Manfredi, A. Karim, J. Dorelli, P. Turco, U. d'Alesio.
- Les mémoires et les difficultés d'un homme italien, berrigé en Suisse, où il s'achève à travers du travail. La mise en scène porte de l'observation réaliste pour aboutir à l'humour noir et à une sorte de fantasmagorie de l'existence. Nino Manfredi devient, en quelque sorte, le « Charlie » de nos temps modernes.
- 22 h 35 Cinéma.
- Avec B. Lafont, C. Laure, J.-C. Braly.
- 23 h 35 Journal.
- 0 h 5 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Cinéma : Le Shérif aux poings nus.

FILM AMÉRICAIN DE H. WILLIAMS (1966), avec B. Darin, E. Banks, L. Nielsen, D. Rhodes, D. Galloway.

- Abylène, au lendemain de la guerre de Sécession, les éleveurs de bétail font la loi et le nouveau shérif les soutient. Ce western de série à n'a pas le moindre intérêt.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 30 Émissions régionales.
- Chaque station régionale compose son propre programme. La région de Bordeaux diffuse « Mardi politique », avec Y. Guéna, J. Barrière, H. Envaux, J. François-Poncet ; Marseille-Nice-Corse propose une rencontre avec la presse régionale ; Rouen-Caen retransmet un concert, etc.
- 23 h 30 Prêt-à-la nuit.
- Sonate pour hautbois et piano, de Saint-Saëns, par M. Bourque, hautbois, et C. Kling, piano.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h, La révolte des Hadoles ; 17 h 15, Dymatic ; 18 h, Effraction ; 18 h 50, La Panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

- 20 h 35 Les Cavaliers de l'épée, film de G. Vergez ; 22 h 20, Le Léopard, film de J.-C. Sautet ; 23 h 50, La Rapetuse, film de C. Chabrol ; 1 h 58, Série : Mike Hammer ; 2 h 35, Supercars.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le journal du corps.
- 21 h 30 Diagonales ; portrait de F. Balthus ; Y. Dautin et « Filles aux trésors ».
- 22 h 30 Nuits magiques.
- 0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct du studio 104) : Quatuor à cordes en mi majeur, de Vachon ; Quatuor à cordes en si mineur, de Hiller ; Trio à cordes, de Debussy ; Quatuor à cordes n° 1 en la majeur, de Beethoven ; les 110 cordes de Paris, C. Fry et E. Pops, violons, M. Michelakakis, alto, J. Gruet, violoncelle ; à 22 h 30 en direct du grand auditorium : récitals G. Pfundmarcher, au piano, œuvres de Chopin et Schubert.
- 0 h Les soirées de France-Musique : chanteurs de demain.

Mercredi 11 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 19 h 55 Football : FC Nantes - Spartak Moscou.
- Coupe d'Europe, match retour (à 20 h 45 tirage du Lot).
- 21 h 45 Série : Le Louvre, le plus grand musée du monde.
- Réal. C. Viladéro.
- Du royaume de Dieu au royaume des hommes.
- Le temps des cathédrales. L'Occident chrétien exprime sa foi à travers les pierres de ses constructions médiévales : églises, abbayes et surtout cathédrales, d'abord romanes puis gothiques. L'art médiéval - c'est le début de la peinture en France - sera présenté au Louvre, par Deborah Kerr et Jean Rochefort.
- 22 h 40 Performances.
- Magazine d'actualités culturelles de M. Cardozo.
- Invité : Georges Lemaître, directeur du centre d'art dramatique de Grenoble. Reportage : Système D. Portrait d'un Nobel. Les cent ans de Maurice : Sous le signe du business.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Téléfilm : Voyage autour du monde.
- D'A. Rakoff. Avec L. Olivier, A. Bates, J. Asher.
- Une chronique familiale anglaise. Un homme marié, père de deux enfants, raconte comment son enfance a été bouleversée par un drame : son père, devenu aveugle à la suite d'un accident, persiste à ne rien changer à sa vie d'adulte et tyrannise sa famille. Que veut ce téléfilm, interprété par deux « grands » acteurs - Laurence Olivier et Alan Bates - et primé par la télévision américaine ? On ne sait pas, tant le doublage abîme, esquinté, la subtilité des états d'âme et des dialogues filmés dans des scènes bucoliques.
- 22 h 5 Magazine : Les jours de notre vie.
- Émission de D. Thibault, réal. D. Martin.
- Deux chercheurs américains, Brown et Goldstein, ont reçu cette année le prix Nobel pour avoir découvert l'anomalie génétique responsable de l'hypercholestérolémie.
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 20 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 5 Au nom de l'amour : le SIDA.
- Magazine de Pierre Bellemare.
- Line Renaud a fondé - à l'instar de Liz Taylor aux

Etats-Unis - une association des artistes contre le SIDA.

- De nombreux artistes, mûs par leur collaboration le docteur Escoffier-Lambotte, ont accepté l'invitation de Pierre Bellemare pour sensibiliser le grand public sur un sujet encore tabou (à 22 h 55).
- 0 h 40 Thalassa.
- Magazine de la mer de G. Pernoud. Le Togo deviendra plus petit, de R. Guizot et G. Nevers.
- La construction en 1963 d'un barrage hydroélectrique sur la rivière Volta.
- 22 h 25 Journal.
- 23 h 18 Prêt-à-la nuit.
- La Méduse, de Smetana, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Sir Georg Solti.

CANAL PLUS

- 7 h, Gym à gym ; 7 h 13, Top 50 (et à 12 h 7, 20 h) ; 7 h 30, Cabot Cadin (et à 9 h 50, 14 h) ; 8 h, Rue Carnot ; 9 h 40, Volez-vous un bébé Nobel, film de R. Pour ; 11 h 10, Série : Mike Hammer ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Direct ; 16 h 10, Au royaume des aigles ; 16 h 55, Série : Winchester à louer ; 17 h 45, 4 C+ ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Mésalliance (et à 19 h 50) ; 19 h 3, Zézé ; 19 h 40 Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 21 h, Mitchell, film d'A. V. McLaglen ; 22 h 40, Gloria, film de J. Cassavetes ; 0 h 40, Vigilance, film de W. Lustig ; 2 h, Tôt ou tard, Saint-Tropez.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Pour ainsi dire : Jérôme Lindon, éditeur ; portrait : Antonin Artaud ; reportage : Jean-Baptiste Para.
- 21 h 30 Paléontologie : le groupe Nyssa-Musique.
- 22 h 30 Nuits magiques.
- 0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (journées de musique ancienne de Hertz 1984) : Concerto pour luth, deux violons, alto et basse continue, de Krumpholtz ; Adagio et fugue pour luth, de J.S. Bach ; Partita n° 4 pour deux violons d'amour et basse continue et Bartolomeo ; Concerto pour luth, cordes et basse continue, de Fash, par la Musica antiqua de Cologne.
- 22 h Les soirées de France-Musique : cycle acoustique ; à 23 h 5 Jazz-club en direct de Suresne.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 7 décembre).

COMMUNICATION

LA POLÉMIQUE SUR LA CINQUIÈME CHAÎNE

Les opposants ne désarment pas

Le bel optimisme affiché dimanche soir à « Sept sur sept » par M. Jérôme Seydoux, PDG des Châssés réus et principal actionnaire de la future cinquième chaîne, est mis à rude épreuve. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et le Bureau de l'audiovisuel de la Communauté (BLIC) viennent de déposer leurs recours au Conseil d'Etat contre la « concession de service public » accordée par le gouvernement.

M. Alain Madelin, député UDF d'Ile-et-Vilaine, demande à ce sujet la création d'une commission d'enquête parlementaire, alors que vingt et un sénateurs sont déjà candidats pour celle créée récemment par la Chambre haute.

Le monde des professionnels ne désarme pas. La Mutualité était pleine à craquer, lundi soir 9 décembre, pour faire entendre la colère et l'indignation des créateurs (une forte délégation du PCF était présente). Négocié ? C'est le vrai état d'esprit par le ministre de la culture (le Monde du 10 décembre). Mais le BLIC rappelle que c'est à l'Etat, signataire de la concession, de négocier. Il « souhaite vivement » que les déclarations de M. Jack Lang « soient suivies dans les faits » et que la « 5 » s'allie, pour la diffusion des films, sur le service public.

Le président de la République - qui a, seul, fait aboutir le projet Seydoux-Berlusconi - a lui-même engagé les parties à trouver un accord vivant, lors de son intervention sur Europe 1.

LES FRANÇAIS ET LES NOUVELLES TÉLÉVISIONS

Moins de concurrence et plus de choix

Le débat sur les nouvelles télévisions est essentiellement politique. Mais personne ne semble se demander si les produits qu'on se prépare à lancer sur le marché correspondent vraiment à l'attente des téléspectateurs français.

Chacun sait pourtant que ces derniers seront les véritables arbitres. Trois études réalisées tout récemment par IPSOS permettent déjà de cerner les réactions des Français. Elles ont été effectuées entre le 18 octobre et le 25 novembre pour les magazines Télé 7 jours et Télé poche ainsi que pour le projet de télévision « Hit TV ».

Première constat : les Français sont relativement insensibles à la concurrence politique autour de la télévision. Bons consommateurs, ils veulent des chaînes en plus mais dans un environnement audiovisuel qui conserve ses grands équilibres. Ils sont ainsi 47 % (contre 30 %) à approuver la coexistence d'une cinquième chaîne même s'il se décide à quelques mois des élections. Certes, ils contestent le choix de MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi (44 %) et seraient plutôt RTL (63 %). Mais ils sont 45 % (contre 28 %) à donner tort à l'opposition quand celle-ci parle d'apporter la concurrence aux chaînes existantes. 74 % d'entre eux refusent la privatisation d'une chaîne publique.

C'est l'une des surprises de ces sondages. Fortement contesté depuis des années, le service public de télévision retrouve toute sa légitimité à l'arrivée de chaînes privées ; 40 % des personnes interrogées estiment que la concurrence aura des effets positifs sur les programmes de TF1, d'A2 ou de FR3.

A y regarder de plus près, l'analyse doit se nuancer. On trouve 58 % de personnes pour vouloir remplacer la redevance par davantage d'écrans publicitaires. Mais elles ne sont plus que 22 % si la chaîne doit couper les programmes et 70 % des Français préfèrent alors payer plutôt que de voir « n'importe quoi ». Les émissions des chaînes publiques. Cette coupure des programmes par les spots pose problème, même lorsqu'il s'agit d'une chaîne privée. Pour 49 %, cette interruption les détournera de la cinquième chaîne.

Les Français semblent se défier des deux modèles classiques de télévision : celui du service public entièrement financé par la redevance et celui des chaînes commerciales où les programmes sont payés par la publicité. On peut en conclure qu'ils préfèrent le système actuel, où redevance et publicité se marient pour respecter l'intégrité des programmes. Mais il faut remarquer que, selon IPSOS, l'arrivée d'une cinquième chaîne gratuite n'a pas modifié pour 60 % des Français l'envie de s'abonner à Canal Plus. La « pédagogie du péage », selon le mot du rapport Bredin, a donc porté ses fruits. Et le paiement des programmes à la consommation rend possible par le câble est peut-être la voie la plus raisonnable de développement.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Des grilles complémentaires

Qu'attendent-ils de cette concurrence ? Avant tout des programmes français ; 54 % des personnes interrogées estiment insuffisant le quota de 30 % de production nationale imposée à la « 5 » pour ses premières années. Mais les études d'IPSOS vont plus loin : alors qu'il y a dix ans, les Français ne pouvaient imaginer de nouvelles télévisions que conformes au modèle qu'ils connaissent déjà, une forte majorité semble aujourd'hui intéressée par une programmation radicalement différente.

Des films et des séries après 22 h 30, des variétés et de la fiction entre 19 heures et 20 h 30. Les téléspectateurs contestent le principe de la redevance à l'arrivée de chaînes privées. Attitude peu cohérente, semble-t-il, avec le maintien exigé de la totalité du service public.

(1) « La redevance TV », étude IPSOS/TF1 poche sur un échantillon de 900 personnes entre le 18 et le 22 octobre. « Les Français et la cinquième chaîne », étude IPSOS/TF1 poche sur un échantillon représentatif de 900 personnes les 22 et 23 novembre.

Quelle TV privée pour les Français ? étude IPSOS/Hit TV sur un échantillon représentatif de 900 personnes entre le 3 et le 7 octobre.

La redevance contestée

Il faudra bien que le système audiovisuel français revienne à plus de réalisme économique en se tenant plus près des attentes des téléspectateurs. D'autant que les études d'IPSOS apportent de précieuses indications sur le délicat problème du financement. 65 % des personnes interrogées contestent le principe de la redevance à l'arrivée de chaînes privées. Attitude peu cohérente, semble-t-il, avec le maintien exigé de la totalité du service public.

A LA MUTUALITÉ

Le désarroi et la colère

A l'entrée, on distribue Révolution. A l'intérieur, on fait applaudir le nom de M. Henri Kravitski et siffler celui de M. Laurent Fabius. Pourtant, contrairement aux apparences, ce n'est pas le Parti communiste qui remplit, ce lundi 9 décembre, la grande salle de la Mutualité. Certes, on y remarque MM. Pierre Juquin, Jack Ralite, Charles Fierman. Mais l'assistance houleuse, passionnée, est composée de techniciens, acteurs, réalisateurs et scénaristes du cinéma et de la télévision, mobilisés contre la cinquième chaîne. Les vedettes sont là : Costa Gavras, Bertrand Tavernier, Bulle Ogier... Des créateurs, sympathisants pour la plupart du Parti socialiste, et qui, désemparés, cherchent aujourd'hui de nouveaux alliés. « On se sentait menacés par les fascistes, soupçonnés de collaboration, mais on n'attendait pas ces fascistes-là. »

Sur le constat, tout le monde est d'accord. « Arrêtons les soldes », s'écrit Henri Virlojeux. « C'est notre civilisation qui risque d'être mutilée », renchérit Claude Santelli. « C'est un contrat stupide et intolérable », dénonce Michel Piccoli. « Une télévision beautiful pour accompagner des programmes sau-

ciennés », ajoute Michel Mitrani. On s'oppose à la coupure des émissions par la publicité. On demande un quota de 50 % d'émissions françaises et le respect du cahier des charges des chaînes publiques. On va même jusqu'à refuser l'idée de télévision commerciale. Certains, comme Daniel Toccia du Plantier, tentent d'imposer une vision plus réaliste, d'inciter à la négociation. Mais ils se taisent très vite sous les huées.

Sur les formes de résistance, l'unité est plus difficile à trouver. Les organisateurs, un collectif de personnalités de l'audiovisuel, proposent un télégramme au président de la République, un sondage auprès du public, une interpellation des leaders politiques. D'autres, plus radicaux, veulent la grève générale, la marche vers le domicile de François Mitterrand, rue de Bièvre, à deux pas, ou exigent « comme Le Pen » l'accès à la télévision.

La colère s'épuise devant le vaine sentiment d'impuissance. Pour couper court au désarroi, les organisateurs, en vieux routiers des débats, se font mandater par applaudissements pour continuer le combat.

J.-F.L.

M. MITTERRAND RECOMMANDE UNE NEGOCIATION AVEC LA PROFESSION

M. François Mitterrand, interrogé lundi 9 décembre sur Europe 1, à l'émission de Jean-Pierre Elkabbach « Découvertes », a commenté ses récentes déclarations sur l'audiovisuel.

« RADIOS PÉRIPHÉRIQUES. - Le président a confirmé son souhait de voir l'Etat abandonner sa participation dans les stations périphériques. « Si la puissance publique a des moyens d'expression, qu'on le sache, et qu'elle le dise. Si c'est privé, si c'est un ensemble de journalistes, d'intérêts, de capitaux indépendants de l'Etat, qu'on le sache. Il faut que chacun s'avance à visage découvert. »

Avant mars 1986 ? « Il ne faudrait pas que cela prenne un sens exactement contraire, parce qu'une liberté qui ne chercherait qu'à nuire à ceux qui gouvernent ne serait plus une liberté. »

« CINQUIÈME CHAÎNE. - « L'iniquité (des créateurs) c'est celle de la qualité d'abord. Ils craignent que la qualité des futures chaînes commerciales, avec des spots publicitaires qui interrompent le film ou le rythme d'une œuvre, ne vulgaire l'audiovisuel (...). Dans ce cas-là, les téléspectateurs retourneront, ce qui sera une excellente chose, vers TF1, A2, FR3 (...). Leur deuxième inquiétude, c'est celle qui touche à la production. (...) Il faut absolument que les réalisateurs, les producteurs, les créateurs discutent avec les propriétaires, non pas simplement de la cinquième chaîne, mais aussi de la future sixième, etc. pour qu'ils trouvent un mode vivant. Moi je suis pour qu'il y ait le maximum d'œuvres françaises produites et diffusées. Comment pourrais-je penser autrement ? Je suis nourri de cela. » Le cahier des charges « va se discuter entre les chaînes en question et les producteurs, les réalisateurs, les créateurs. Ils vont s'arranger. Je le leur recommande vivement. »

Le Monde SCIENCES

Une forêt dans l'éprouvette

On peut semer des forêts entières sans utiliser la graine de l'arbre. Les chercheurs mettent actuellement au point les techniques du clonage en série qui donnent les « arbrisseaux-épiprouvette ».

LES forestiers français ne veulent plus se contenter d'entretenir et d'exploiter les massifs existants, de gérer le patrimoine. Ils ne se satisfont plus même de reboiser avec des essences nouvelles. Ils ont l'ambition de « produire des arbres », exactement comme l'éleveur produit des veaux ou le cultivateur des betteraves. Donc de mettre sur le marché des produits à haut rendement, sélectionnés, adaptés à la demande. L'industrie papetière veut-elle du bois, beaucoup de bois ? On va lui en donner. C'est à quel prix ? L'Association forêt-cellulose (AFOCEL), dont les laboratoires et stations de recherche, à travers la France, s'activent depuis une douzaine d'années autour d'un projet — on peut même dire une idée fixe : trouver le moyen de reproduire

rapidement et en grande quantité des plants d'arbres sélectionnés.

Autant dire tout de suite que, s'agissant de reproduction d'arbres, il faut court-circuiter la nature. Plus question d'utiliser les graines, dont la production est trop lente — un arbre met des années à devenir adulte — et dont les résultats sont trop aléatoires. Nul ne sait, en effet, ce que donnera réellement une graine d'arbre, dont le patrimoine génétique recèle des caractères « individuels ». Les nouveaux forestiers ne veulent plus d'individus différents, ils exigent des produits « standards », homogènes, reproductibles à l'identique de sujets répétés pour leurs qualités.

D'où le recours aux fameuses « manipulations génétiques », qui, grâce aux techniques de multipli-

cation *in vitro*, permettent de fabriquer des clones d'arbres en quantité industrielle. A la station centrale de l'AFOCEL, à Echouvalain (Seine-et-Marne), voici comment on procède : sur un sujet adulte soigneusement choisi, on prélève un bourgeon ou quelque brin de tissu végétal pris ailleurs sur l'arbre — le choix est grand. Ce minuscule extrait végétal, appelé « méristème », ne fait pas plus d'un dixième de millimètre. On le place aussitôt dans une boîte de Pétri stérilisée, sur une goutte de gélatine nutritive nommée « agar ».

La boîte, contenant plusieurs méristèmes, est ensuite rangée en rayon où elle sera maintenue à température (24° ou 25°) et humidité constante, avec seize heures de lumière (artificielle) par jour. Et l'on attend l'organogénèse, c'est-à-dire la production d'organes différenciés comme tige et racine. Un petit miracle, si l'on songe que le méristème n'est qu'un agrégat de cellules très peu différenciées, sans lien aucun avec la graine ou le système reproducteur sexué. C'est, en petit, le miracle quotidien de la bouture, ce rameau planté en terre qui prend racine. Mais le rameau

bouturé est déjà un produit différencié, avec des cellules cloisonnées et spécialisées. Le méristème, lui, est encore indéterminé, donc manipulable.

La « totipotence du cal »

Si tout va bien, c'est-à-dire si la boîte est restée étanche et n'a pas été envahie par quelque moisissure, on obtiendra au bout de deux mois un « cal », une sorte de conglomérat végétal issu de la division et de la prolifération anarchique des cellules. C'est alors que commence véritablement le travail du chercheur. « Ce que nous voulons », explique Denis Destreum, directeur des recherches de l'AFOCEL, « c'est que le cal soit « totipotent », c'est-à-dire qu'il détermine toutes les possibilités de développement des cellules différenciées ». Ensuite, mais ensuite seulement, on va l'orienter vers le développement par tige ou racine, au terme de manipulations très délicates. Pour que le cal devienne organogène, il lui faut subir des chocs. On peut, selon les cas, le soumettre à la lumière, au froid, voire à un choc hormonal déclenché par quelque

torture chimique (y compris le terrible 2, 4, 5 T à la dioxine !). « Pour que le cal puisse exprimer sa totipotence », ajoute Denis Destreum, « il nous faut casser les émetteurs et déprogrammer le centre récepteur ».

Le chercheur dispose alors d'un arsenal d'intervention étendu, qu'il choisit en fonction du résultat déjà obtenu — selon par exemple que le cal est brun ou vert au terme de la période d'incubation — et de ce qu'il souhaite obtenir. Mais c'est toujours le hasard et la nécessité : « Sur les quatre mille combinaisons à notre disposition, nous devons en retenir une certaine », observe Michel Boulay, docteur de troisième cycle, ingénieur responsable du laboratoire de micropropagation. Notre travail, finalement, c'est un peu d'histologie et beaucoup de chance ».

C'est aussi beaucoup de patience. Car les cal organogènes sont à leur tour divisés et repiqués en tube stérilisé. Au bout de trois semaines, en moyenne, ils s'enracinent dans l'agar. Deux mois plus tard, on recommence l'opération de division — car l'embryon foisonne — puis on repique encore. Au fil des mois, on obtient donc des stocks de jeunes plants cultivés *in vitro*, soigneusement étiquetés et attentivement suivis. Une véritable banque de gènes. « Ici, on fabrique des étiquettes », dit en manière de boutade M. Jean Touzet, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, détaché à la direction de l'AFOCEL. « Nous en faisons à peu près deux millions par an. Nous avons un véritable problème de gestion des populations ».

Cette génétique quantitative, en effet, doit permettre d'isoler des familles à haute hérédité, garantissant un faible taux de variance. Mais, en même temps, il faut multiplier les combinaisons pour obtenir une gamme de clones suffisamment large. « On doit proscrire la culture monoclonale », précise M. Touzet. « Pour chaque arbre intéressant, on doit prévoir une trentaine de clones différents. Ne serait-ce que pour préserver l'avenir ».

« Marier » les séquoias

Quels arbres, justement, répondent à ces exigences ? Les conifères et, parmi les angiospermes, les essences à croissance rapide comme le peuplier ou l'eucalyptus. Mais tous ne se prêtent pas aussi bien aux manipulations de la culture *in vitro* et de la micropropagation.

Pour contourner les résistances de la nature et marier les essences qui, à l'état sauvage, ne se croisent pas, on a recours aujourd'hui à une nouvelle technique de manipulation : l'embryogénèse somatique. Cette technique est déjà utilisée en agriculture, et elle a

permis de mettre sur le marché des graines de betterave artificielles qui ne sont plus « multi-gènes », c'est-à-dire qui ne donnent plus naissance à des pieds foisonnants exigeant cette intervention délicate qu'on appelle « démarrage ». Pour les arbres, l'embryogénèse somatique est toute récente et, semble-t-il, plus difficile à réaliser.

Comment procéder pour l'hybridation par embryogénèse somatique ? Comme pour la micropropagation, on va « torturer » le cal. Grâce à des substances « désépérialisantes », comme les cytokinines, on va désorganiser la cellule végétale. On peut aussi « écraser » les protoplastes par traitement électrique, de sorte que les enzymes partiellement plasmolysées dévorent la paroi cellulosique. Les chercheurs de l'AFOCEL en sont aux débuts de l'expérimentation.

Bientôt

le clone miracle

Mais ils espèrent découvrir bientôt le clone miracle, par exemple l'eucalyptus résistant à un froid de -30 degrés ou le séquoia hybride « *gigantivirens* ». Ils se contenteraient même de l'embryon somatique de pin maritime, qui permettrait de semer des gélules à produit garanti, au lieu de semer des graines naturelles — donc imprévisibles — ou même de planter. L'économie, serait la plantation, serait déjà considérable : dans la forêt des Landes, le reboisement par plant revient à 9 000 francs l'hectare, contre seulement 6 000 francs pour l'hectare semé. Si, en plus, l'arbre semé est garanti résistant, volumineux et à croissance rapide... Seulement, il faut le répéter : il ne s'agit plus dès lors de forêt au sens où on l'entend habituellement, mais de sylviculture, c'est-à-dire de champs d'arbres, ou même de champs de bois.

Un désastre écologique en perspective ? M. Touzet s'en défend : « Donner-moi seulement un dixième de la forêt française, dit-il avec gourmandise, et je vous fais pousser de bois avec que tout ce qu'elle produit actuellement. » Même sans embryogénèse somatique : avec seulement 1 million et demi d'hectares (sur un total français de 14 millions) plantés en douglas — ce résineux américain qui produit en moyenne 20 mètres cubes de bois par hectare et par an — on obtiendrait le volume de bois actuellement récolté en France. « Avec certaines boutures », insiste M. Touzet, « on peut même faire du chêne à croissance rapide ». A l'AFOCEL, on est résolu pour la forêt à deux vitesses. Mais la recherche, elle, prend du temps.

ROGER CANS.

Les robots du troisième type

De nouveaux automates capables d'agir, de voir, de planifier leur travail, attendent à la porte des laboratoires.

LES robots, du fait de leur niveau technologique, sont jusqu'à présent restés cantonnés à l'industrie. L'évolution de la technique et l'arrivée d'une troisième génération, rendent aujourd'hui possibles des applications plus « grand public » de la robotique. Des robots domestiques existent déjà, il est vrai, outre-Atlantique, mais d'une conception beaucoup plus simple, et surtout destinés à l'enseignement (1).

Le champ d'intervention des robots de la troisième génération est vaste. Outre des secteurs comme l'aide aux tâches domestiques, la surveillance et la sécurité des locaux, le guidage des visiteurs, ils peuvent équiper les laboratoires, intéresser le secteur médical — celui de l'assistance au chirurgien notamment — venir en aide aux handicapés, faciliter l'enseignement, « donner un coup de main » dans l'agriculture, participer enfin à la défense et à l'intervention militaire.

Au cours des journées qui se sont tenues au CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées) (2) à la fin du mois d'octobre, M. Roland Prajoux — directeur de recherche au CNRS et responsable au LAAS (Laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes), à Toulouse, du groupe intelligence artificielle et robotique — a dressé le « portrait-robot » d'un robot mobile multifonctions de la troisième génération accessible au grand public.

Le geste à la parole

De quoi sera-t-il capable ?

● **D'action.** au moyen de toute modification physique de l'univers de travail, y compris le déplacement de l'engin. Il faut donc doter ou non le robot de bras, et le munir du système de locomotion le plus adapté à sa fonction (les roues, pratiques dans un appartement, posent pourtant problème pour descendre un escalier...). Il lui faut aussi un système d'énergie embarqué (moteurs pas à pas, à aimant permanent, asynchrones ou triphasés).

● **De perception.** C'est-à-dire qu'il devra pouvoir recueillir des informations sur son univers de travail au moyen de capteurs de distance, de position, tactiles, ou de détecteurs de bruit, de fumée,

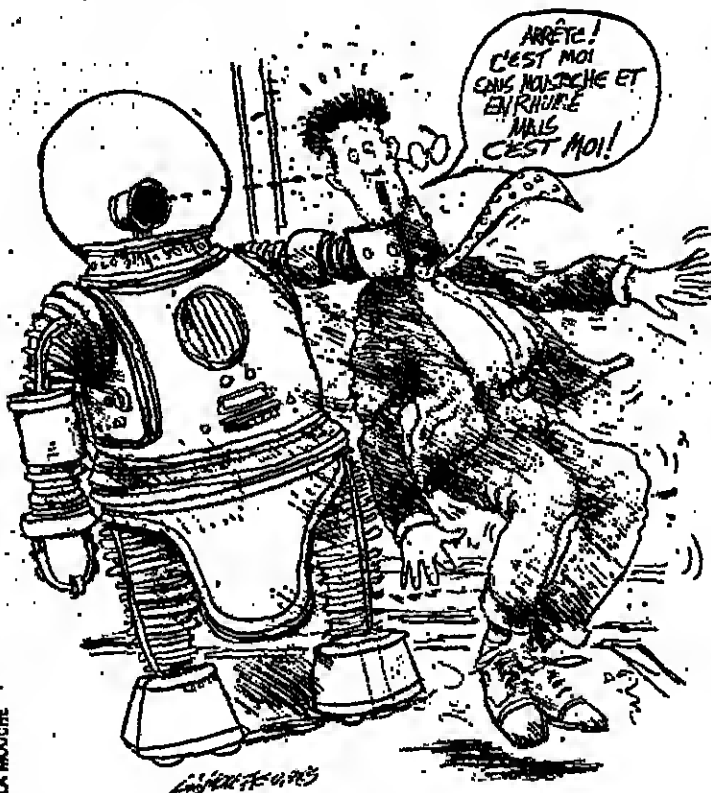
de gaz. Les capteurs sont à infrarouges, à ultrasons, à fibres optiques. On commence d'ailleurs à utiliser des caméras CCD (Charge Coupled Device) miniaturisées pour une « vision » encore très rudimentaire des robots.

● **De décision et de planification.** Le robot doit atteindre le but donné en utilisant ses facultés de perception et d'action. Cette fonction demande « beaucoup d'information », ajoute M. Prajoux, « des logiciels très performants, qui n'existent pas, et des programmes d'intelligence artificielle. Or, les programmes d'intelligence artificielle acceptables actuellement sont de très gros programmes, type systèmes-experts ». Tout cela reste à développer. Actuellement ce contrôle informatique d'un robot domestique est réalisé par des microprocesseurs 8 bits et 16 bits, qui regroupent sur une puce une unité centrale, des mémoires vives, des mémoires mortes et des circuits d'interface.

Les microprocesseurs 32 bits, qui commencent à être utilisés sur certains micro-ordinateurs, pourraient profondément modifier le domaine de la robotique domestique par l'étendue des performances offertes, notamment en ce qui concerne l'intelligence artificielle. Ils pourraient aussi permettre la liaison du robot à des réseaux et à des banques de données.

● **De communication.** La communication vocale semble nécessaire en matière de robotique grand public, et déjà plusieurs robots sont dotés d'une synthèse vocale limitée. La reconnaissance vocale est, en revanche, moins avancée, car il n'existe pas à l'heure actuelle de systèmes fiables susceptibles de reconnaître des phrases prononcées par des locuteurs différents.

Il faut enfin que ce robot mobile puisse se repérer. Repérage qui peut être soit absolu, par calcul de triangulation, avec utilisation de balises passives (réflecteurs de signaux) et actives (générateurs de signaux), ou par détection et analyse des mouvements des roues du robot. Ce dernier système devant être combiné avec une autre forme de repérage, une plate-forme inertielle, par exemple. On fait actuellement des recherches, un peu partout dans le monde, pour réaliser des plates-



formes inertielles moins chères pour des produits grand public.

Avant d'en arriver à concevoir un robot mobile taillable et corvéable à merci, à un prix accessible au grand public, bien des efforts restent à fournir. C'est ce à quoi s'emploie notamment le projet français RAM (robots autonomes multiservices), qui fait partie du programme international de robotique avancée — piloté par la France et le Japon — lancé en juin 1982 au sommet de Versailles.

Ce projet, né en avril 1984, animé par le CESTA, en relation avec le ministère de la recherche, celui de l'industrie et l'Agence de l'informatique, définit cinq domaines d'action devant donner lieu, d'ici cinq à dix ans, à des robots destinés à être mis sur le marché. Ces domaines concernent : l'agriculture (cueillette des fruits et bras robotisés d'égoutage forestier) ; le nettoyage industriel (robots de nettoyage pour véhicules de transport en commun et locaux industriels) ; les mines (automatisation d'une havense) ; l'industrie nucléaire (robot d'intervention en centrale) ; le service d'atelier (robots autonomes d'atelier, pour l'entretien, le nettoyage et le stockage). Chacun de ces secteurs associe des industriels et des laboratoires de recherche.

Vingt-cinq millions de francs ont été consacrés à ce projet en 1985, et 45 millions de francs devraient l'être en 1986. C'est bien, mais moins que les Japonais, qui ont, de leur côté, lancé le programme ART (Advanced Robots Technology), pour lequel ils ont prévu d'investir, de 1983 à 1990, 740 millions de francs (dont 70 millions en 1985 et 81 millions en 1986). Leur effort porte surtout sur les robots d'intervention nucléaire, où ils sont déjà bien avancés, et sur l'application de robots à l'océanographie et à la lutte contre les sinistres (incendies et tremblements de terre).

Ainsi, les robots humanoïdes d'Isaac Asimov ne sont pas pour demain. Copier la nature n'est pas si simple. M. Joe Engelberger, fondateur de la société américaine Unimation, qui installe le premier site robotique aux États-Unis en 1962, en est bien conscient, lui qui proclame : « Lorsque l'on est roboticien depuis vingt-cinq ans, on a beaucoup de respect pour ce que Dieu a créé ».

CHRISTIANE GALUS.

(1) « Robotique domestique aux États-Unis », Étude du Centre de prospective et d'évaluation.
(2) À l'occasion de cette manifestation a été inaugurée la Robotique du CESTA — 1, rue Descartes, 75003 Paris — ouverte au public les mercredis et vendredis sur rendez-vous téléphonique (46-34-37-34).

La sécurité informatique
Approche méthodologique
Jean-Marc LAMÈRE

• Une étude très documentée
• Une méthode éprouvée d'analyse et de prévention des risques informatiques.

DINOD
190 F

صحنه من الامل

SECTEURS DE POINTE

15 000 cercles de qualité en France

La formule inventée au Japon et rodée aux Etats-Unis a pénétré en force dans l'Hexagone depuis 1980.

150 000 salariés trouvent, par ce biais, un moyen de « ne plus laisser leur intelligence au vestiaire ».

AL'HOPITAL Charles-Nicolas de Rosen, en Seine-Maritime, la pancarte « gynécologie-obstétrique » sera remplacée par l'indication « maternité » : les couleurs des portes seront revues et corrigées afin de permettre aux malades de mieux se repérer ; des symboles indiquant les toilettes ou la radio tiendront lieu de panneaux indicateurs.

Telles sont les premières propositions d'un cercle de qualité qui fonctionne dans ce CHRU (centre hospitalier régional universitaire) depuis le mois de février.

A l'hôpital de Béziers, dans l'Hérault, où les cercles se réunissent depuis trois ans, Catherine Paquet, responsable de l'expérience, affirme qu'ils ont même élaboré une « charte du malade » et amélioré les conditions d'accueil.

Les cercles de qualité, aussi appelés « groupes de progrès », ont été importés du Japon, où ils se sont développés à partir de 1960. L'idée a été reprise outre-Atlantique (à partir des années 1970), où elle a fait son chemin, avant d'être introduite en France au début des années 1980 : on en compte 100 cette année-là, ils sont aujourd'hui 15 000. 150 000 salariés et 2 000 entreprises participent à l'expérience. Mais le Japon a de l'avance : un million de cercles y fonctionnent déjà. La formule avait fait ses preuves, elle a donc été appliquée sans beaucoup de retouches : un cercle est la réunion de 8 à 10 personnes d'un même service qui étudie et résout un problème sélectionné par lui : dysfonctionnement d'une activité, mauvaises conditions de travail, économie possible dans un atelier et, surtout, défaut de qualité.

Le Japon et les Etats-Unis ont, par ce moyen, amélioré leurs productions dans des secteurs direc-

ment concurrents des sociétés françaises, et ce n'est pas un hasard si ces groupes se développent dans la métallurgie, l'automobile, l'informatique. « Les rebuts des entreprises françaises peuvent encore être évalués à 270 milliards de francs par an », constate Gilbert Raveau, de l'Association française des cercles de qualité (AFCEQ) (1). « Améliorer notre production est aujourd'hui un enjeu national. Chez Bull, par exemple, 20 % du matériel est encore non conforme », affirme le responsable des groupes de progrès qui leur a donné une devise : « Zéro défaut ».

Une affaire de la direction

Les cercles restent une affaire de la direction, qui les contrôle à chaque étape. C'est elle qui informe les salariés, c'est un « comité pilote » (regroupant les représentants des services) qui sélectionne en dernier ressort les sujets étudiés. C'est un « facilitateur » (soit cadre) qui forme les animateurs. En outre, les salariés volontaires sont regroupés pour les stages de quatre à six jours durant lesquels on leur enseigne dans ses moindres détails la méthode à employer pour analyser et résoudre un problème.

La mise en place des cercles de qualité implique, les chefs d'entreprise ne manquent pas de le souligner, la remise en cause des méthodes et des relations de travail. La première conséquence de ces nouvelles méthodes est, en effet, la fin du taylorisme. « C'est le cas à l'usine Dooker (Nord), où 2 600 personnes sur 9 000 salariés se sont portées volontaires depuis 1982 pour une expérience baptisée « CQFD ». Dans l'entreprise, la mise en place des cercles a bouleversé les habitudes, ainsi que le raconte

Gérard Desorme, chef du service des coulées continues, un fervent supporter de cette formule. « Dans le secteur de la fabrication, explique-t-il, on ne demandait aux salariés que des gestes répétitifs. Le but final était la productivité. Le contremaître n'était là que pour donner des ordres et considérer que les salariés en arrivant ici devaient oublier leur intelligence. La maîtrise de son côté a joué le jeu. Aujourd'hui, affirme un contremaître, si quelque chose n'allait pas, on disait : « On verra plus tard ! » et le problème était oublié. Désormais, le cercle étudie une question, trouve une solution, l'applique ou demande lui-même qu'elle soit mise en œuvre. Bref, remarque un salarié, « on se prend en charge », on ne se laisse plus notre intelligence au vestiaire ».

Le fonctionnement du cercle de qualité suppose en outre la mobilisation de toutes les parties prenantes, notamment la maîtrise. « Si celle-ci ne participe pas, les salariés refusent de fournir un effort qui est refusé par d'autres », remarque Gérard Desorme. D'autre part, il faut tout à la fois éviter un essoufflement des cercles (en renouvelant leurs thèmes de réflexion) et faire travailler les groupes régulièrement (deux fois par mois, en général), sinon, affirment les salariés d'Usinor, « on perd le fil ».

Reserves syndicales

Les objectifs et les méthodes des cercles de qualité parviennent-ils réellement à mobiliser les salariés ? Beaucoup d'entre eux restent sceptiques, craignant que la direction ne se tire profit. Il est en outre indéniable que, si on fait appel à la participation active de la base, ses initiatives ne peuvent pas aller trop loin. Le « comité pilote » est là pour

vérifier la conformité des sujets traités, mais les salariés ne seront-ils pas tentés à terme de contourner les méthodes et les fins de cet outil ?

Pour l'heure, si on peut être surpris d'entendre un salarié en bleu de travail et son casque sous le bras parler de « management participatif », c'est que le vocabulaire des cercles de qualité et les méthodes employées restent très « canalisés » par la direction.

Le cercle est néanmoins considéré comme un exutoire par les salariés. « Nous sommes réduits ici parce que la direction nous l'a demandé, affirment des infirmières et des surveillants de l'hôpital de Rosen, mais aussi parce que nous étions déçus de voir que les cycles de formation que nous avions suivis nous permettaient plus de poser des problèmes qu'ils ne permettaient d'en résoudre. Les cercles de qualité nous donnent les moyens d'aborder une question et le temps d'y trouver une réponse ».

Les syndicats ont toutes les raisons d'être embarrassés. Il est bien évident que les cercles de qualité remettent en cause les relations sociales au sein de l'entreprise. « Il y a quelques mots, quand quelque chose n'allait pas, on le disait à notre représentant syndical. Il faisait son tract, et c'était tout, affirme un salarié d'Usinor Dunkerque. Aujourd'hui, le problème est abordé et résolu à notre niveau dans un cercle de qualité. Mais les syndicats peuvent-ils s'opposer à un mouvement qui valorise les salariés et tente, à terme, de sauvegarder l'emploi ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) 6, rue Clément-Marot, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-23-71-22.

L'an 2000 sans surprise

Pas de révolution mais « une évolution lente et sans grands chocs », disent les experts lorsqu'ils essaient d'imaginer les vingt prochaines années.

« L'HOMO SAPIENS de 2005 sera le même que celui de 1985, si toutefois il demeure sapiens. N'en déplaise aux futurologues, au troisième millénaire, l'homme évoluera dans un milieu plus automatisé, il sera éduqué différemment, il vivra plus seul et un peu plus vieux, mais il ne sera pas le conquérant du troisième millénaire. C'est en ces termes que François Gros, président du comité d'orientation de Prospective 2005, a conclu le colloque sur ce thème, les 27 et 28 novembre à Paris, par le Commissariat général du Plan et le Centre national de la recherche scientifique.

Il ressort des rapports préliminaires rédigés en préparation de ce colloque (le Monde daté 24-25 novembre), comme des débats qui s'y sont tenus qu'il ne faut pas s'attendre, dans les vingt prochaines années, à une véritable révolution technologique mais plutôt à une évolution lente, sans grands chocs ».

Ainsi, les matériaux de l'an 2000 existent déjà, et tout reposera en fait sur leurs combinaisons. L'urbanisme, le logement, les transports, devront connaître une évolution diffuse, grâce notamment à l'apport des technologies de l'information. Aucun grand bouleversement n'est prévu non plus dans le domaine de la consommation, ni dans celui de la santé où l'on devrait assister à un renforcement des tendances existantes. Et, pour ce qui est des ressources naturelles, il n'y a pas de nouvelles provinces minières à découvrir.

Bref, seules quelques techniques — liées notamment à l'intelligence artificielle et aux circuits électroniques très hautement intégrés — devraient faire l'objet d'un développement fort net, alors que les autres auront tendance à se banaliser.

Si les experts se montrent relativement sûrs d'eux en matière d'évolution scientifique et technique, ils le sont un peu moins en ce qui concerne le développement économique et social. Quels seront, en 2005, la « demande sociale », le coût et la durée du travail, le niveau des revenus ? Quel tri devra faire, à cette époque, l'homme de culture ? Autant de questions qui restent en suspens, et qui rendent la réflexion de plus en plus nécessaire et difficile.

Inventaire nécessaire

Ces thèmes — de même que ceux de la mobilité, de la formation, de l'internationalisation des problèmes qui ont été fréquemment évoqués — ne sont pas réellement nouveaux. Peut-être fallait-il malgré tout les aborder de front et les soumettre à l'avis, non seulement des experts, mais aussi des acteurs du changement. Peut-être fallait-il aussi s'interroger sur la nature même de la prospective, et proposer, comme l'a fait M. François Kourilsky, vice-président du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, qu'elle soit confiée à une structure indépendante de l'État.

Des travaux-tâche de tout cela ? Des hypothèses, voire des propositions, souhaite François Gros. Quant au ministre de la recherche et de la technologie, Hubert Curien, conscient qu'il est difficile d'explorer le futur lorsqu'on connaît mal le passé sur lequel il s'enracine, il a demandé à ses services de « procéder au plus tôt, en liaison avec les organismes de recherche, à un inventaire des besoins en données qui ne sont pas encore satisfaites et à l'élaboration de propositions réalisables au cours du plan triennal pour la recherche ».

ELISABETH GORDON.

Demain

Bordeaux pour les composants

Voilà maintenant un an que les responsables d'ICE, leader américain de l'analyse des défauts de conception et de réalisation de composants électroniques, cherchent à installer une filiale sur le Vieux Continent. Les études de marché se sont succédées, les sites de Munich, Londres et Paris ont été pressentis, mais, en définitive, c'est Bordeaux qui vient de remporter cette course d'obstacles.

Pourquoi la capitale de l'Aquitaine ? Tout simplement parce que la région compte un important secteur électronique, celui-ci travaillant en osmose avec l'université. C'est en effet sur les bords de la Garonne que sont dispensés des cours permettant l'obtention d'un DEA « qualité des

composants » et d'un DESS « achats des composants électroniques ».

Existent également nombre d'associations de développement de l'électronique et de la recherche qui ont joué un rôle dans la venue d'ICE, dont le président, M. Heikes, espère voir l'activité décoller avant la fin de l'année. « Dans trois ans, estime-t-il, ICE Europe ne devrait rien avoir à envier à sa grande sœur américaine parce qu'ici fonctionnent à Bordeaux ses trois assises : le laboratoire d'analyse, le centre d'enseignement et son équipe de consultants. Une structure qui regroupera au total une trentaine de chercheurs », M. Heikes ajoute : « Le marché pour un laboratoire d'analyse est plus important en Europe qu'aux Etats-Unis. La taille des entreprises d'Europe-Atlantique fait que nombre d'entre elles ont leur propre laboratoire, ce qui n'est pas le cas ici ».

Déjà, des contacts qualifiés d'« encourageants » ont été établis avec des sociétés telles que Siemens, Plessey, Thomson, IBM, Schlumberger et Matra.

Transfert de fichiers par satellite

Une expérimentation de transfert de fichiers par satellite a été inaugurée au début du mois de novembre entre l'université Paris-XI à Orsay et le Centre national universitaire de calcul (CNUSC) à Montpellier.

Le dialogue a pu être établi entre deux sites grâce à des ordinateurs hétérogènes raccordés sur des réseaux locaux différents, via Télcom 1, offrant ainsi à des chimistes et à des physiciens la possibilité d'échanger données et résultats d'expériences. Grâce à cette liaison numérique à haut débit, le transfert des informations a duré deux minutes trente au lieu de sept heures sur une liaison classique.

C'est la première liaison satellite interuniversitaire réalisée en Europe. Elle résulte d'une convention d'étude signée entre la direction de la recherche au ministère de l'Éducation nationale, la société Networks Systems France, et la DGT, représentée par France câbles et radio.

Les Canadiens contre le français

En informatique, télécommunications et bureaucratie les termes anglo-saxons envahissent notre langage. Or il existe souvent un équivalent français. Comment le trouver ? Un lexique franco-anglais a été établi par le centre de terminologie et de documentation de la Bell Canada de Montréal, en collaboration avec les techniciens de la Bell. Il contient près de 600 « entrées » anglaises et 700 « entrées » françaises.

On peut se le procurer auprès d'Info-Pro, 100 Bell, bureau 1622, 70, rue de la Gauchetière, Ouest, Montréal (Québec) M3B 4L1, Canada. Tél. 514 870 55 65. Le prix est de 10 dollars canadiens plus 3 dollars pour frais d'envoi par avion.

Un diplôme de gestion des institutions culturelles

La gestion des institutions culturelles est souvent assurée avec plus de bonne volonté que de compétence

technique. Pourtant, les conditions dans lesquelles elles vivent exigent des connaissances et une rigueur très particulières.

L'université de Paris-Dauphine a inauguré cette année un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de gestion des institutions culturelles. Sous la direction de M. Hyacinthe Léna, les cours et les séminaires réunissent une trentaine d'étudiants titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme d'HEC, de sciences politiques ou d'une école supérieure de commerce.

Malgré un minimum de publicité, les candidatures ont afflué — une centaine — parmi lesquelles une trentaine d'étudiants ont été sélectionnés sur dossier. Les cours et les séminaires sont assurés tant par des

universitaires que par des professionnels et des hauts fonctionnaires chargés des grands secteurs culturels.

Université de Paris-Dauphine, UER 3^e cycle, Sciences des organisations, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75775 Paris Cedex 16. Tél. 45-50-14-10.

Tissage assisté par ordinateur (suite)

Après l'article de Frantz Woerly, « Tissage assisté par ordinateur », publié dans le Monde du 27 novembre, la société Bibbille (2, rue d'Uzès, 75002 Paris) nous signale qu'elle a créé une configuration et un logiciel qu'elle commercialise depuis 1984 et qui sont destinés à l'industrie textile. Plusieurs groupes textiles français en sont équipés.

(Publicité)

SYNTEC RECRUTEMENT AU BRÉSIL

Après le Japon et la Corée du Sud en novembre 1983, douze dirigeants d'entreprises ont participé à SYNTEC RECRUTEMENT, ont effectué, du 5 au 17 novembre, un voyage d'études sur la gestion des ressources humaines au Brésil. Ils ont notamment rencontré à Rio de Janeiro les chefs d'entreprises et les directeurs des relations humaines de douze firmes françaises implantées au Brésil, et à São Paulo des conseillers en recherche de cadres parmi les plus réputés du Brésil. Les conseils français et brésiliens ont décidé de mettre en place rapidement une structure de communication, pour favoriser les échanges de la profession entre la France et le Brésil. Les dirigeants brésiliens ont marqué un vif intérêt pour le style d'organisation de SYNTEC RECRUTEMENT.

CHAMBRE SYNDICALE DES SOCIÉTÉS D'ÉTUDES ET DE CONSEILS
MAISON DE L'INGÉNIEUR
3, RUE LÉON-BONNAT, 75016 PARIS - TEL. : 45-24-43-63

(Publicité)

OU RÉVEILLONNER le 31 Décembre prochain ?

TOURISME SNCF vous propose une CROISIÈRE à bord du Stilesia

- MARSEILLE-MARSEILLE (Départ 28 décembre - Retour le 2 janvier)
- avec escale à Tunis et Palma.
- Visite et excursion facultatives.
- Le 28 décembre, nuit à quai (soirée dansante et folklorique).
- Le 31 décembre, dîner de réveillon à bord.
- Prix par personne de 3 250 F à 3 950 F (conditions tarifaires pour rejoindre Marseille par le train).

Ces prix comprennent :

- le trajet AR gare SNCF au port ;
- la croisière en pension complète, vin aux repas ;
- l'assurance - annulation - rapatriement.

Renseignez-vous :

- dans les agences de tourisme SNCF ;
- dans toutes les gares SNCF ;
- dans les gares du RER ;
- par téléphone : (1) 43-21-48-44.

Washington
vol direct
de Luxembourg

aller
retour **F. 3370**
(super Apex: tant 290 jours)
Les autres destinations
ICELANDAIR:

New York **F. 3290**
Chicago **F. 3590**
Detroit **F. 3590**
Orlando/Florida* **F. 3890**

A compter de 10 personnes
tarifs spéciaux. Consultez-nous.
Acheminement SNCF compris
de Paris et de l'est de la France
(*) service de bus en Florida.

votre agent de voyages ou
ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 PARIS (1) 47 42 52 26

صحة من الامم

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	78,00	90,13
AUTOMOBILES	78,00	90,13
AGENDA	78,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	18,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Déterminé selon surface et nombre de parutions.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

LA FORMATION SOURCE DE LIBERTÉ

Toutes les enquêtes auprès des jeunes diplômés des grandes écoles concordent : l'acquisition d'une bonne formation de départ figure parmi les principaux critères de choix d'une première entreprise. Nous avons consacré en 1984 plus de 12 % de notre masse salariale à la formation de notre personnel, nous plaçant dans ce domaine au premier rang des entreprises françaises. La formation initiale de nos nouveaux collaborateurs représente une part importante de cet effort.

POUR NOS COLLABORATEURS...

Nos nouveaux collaborateurs suivent une formation d'un an, normalement rémunérée, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Éducation de la Région Parisienne et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale. Cette formation est conçue pour permettre à nos futurs INGÉNIEURS COMMERCIAUX ET INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX d'acquies les connaissances professionnelles les plus à jour et les compétences nécessaires à l'exercice de leur métier.

Le paysage informatique change chaque jour : notre activité est en constante évolution, nos métiers se renouvellent sans cesse. Nous offrons à chacun la possibilité de réaliser ses aspirations et son potentiel par un accès à une formation permanente au cours d'une carrière.

... ET NOS CLIENTS

Nous formons nos ingénieurs pour qu'ils transmettent leurs connaissances à nos clients. Du cahier des charges initial, à la mise en œuvre d'une solution (matériels et services) nos collaborateurs doivent savoir

s'exprimer dans un langage adapté à des interlocuteurs variés. Ils doivent être de bons pédagogues, c'est-à-dire savoir écouter, expliquer, conseiller et convaincre.

Nos clients deviennent alors des partenaires, plus libres, plus autonomes.

QUI RECRUTONS-NOUS ?
DE JEUNES DIPLÔMÉ(S)
DES GRANDES ÉCOLES ET DES
UNIVERSITÉS (Sciences et
Techniques, Commerce, Gestion)
Bac + 4 minimum, débutants,

Pour des postes
**D'INGÉNIEURS COMMERCIAUX
ET D'INGÉNIEURS TECHNICO-
COMMERCIAUX.**

Merci d'adresser votre lettre de candidature et un C.V. détaillé à notre Département Recrutement, 2 rue de Marengo, 75001 PARIS, sans oublier de mentionner la référence 471.

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.

Nous vous rembourserons vos frais de transport éventuels.

IBM France
le bon départ

Objectifs : qualité et croissance.
Le marché de l'informatique et de la Bureautique Distribuées est en forte croissance : il double tous les trois ans. **BULL Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.**
Pour relever le défi de demain nous accueillons de nouveaux

**Ingénieurs
Grandes Ecoles**
HF

Responsables Support Produits :
préparez l'insertion de nos produits sur le marché.

Un contexte national et international. Une mission qui englobe le produit sous tous ses aspects (matériel, logiciel, système). Vous avez du métier dans l'un de ces domaines. Notre environnement industriel, celui d'un grand constructeur informatique vous permettra de consolider votre savoir, de l'enrichir au contact des technologies de pointe.

Le sens des contacts, le goût pour l'action, des capacités à encadrer une équipe : c'est le profil que nous recherchons.

Vous l'avez ? Alors adressez votre dossier de candidature complet (lettre man, CV, photo et prêt) sous réf. 912852 à Michèle Corbier, Bull Transac, BP 92, 91301 MASSY.

Bull

biologiste moléculaire, chef de projet

à Lyon, pour notre laboratoire pharmaceutique, de belle notoriété internationale.

Votre mission ? Mener à bien le clonage et l'expression de déterminants antigéniques procaryotes constituant un vaccin.

Nous vous offrons un travail d'équipe avec un groupe de chercheurs et la responsabilité de former et d'animer vos assistants.

Votre passeport pour entrer chez nous ? Au minimum, un diplôme scientifique de troisième cycle et une expérience de plusieurs années dans un laboratoire universitaire.

Un atout ? Une formation approfondie en génétique bactérienne.

Notre Consultante, Mme Marie-Noëlle REGAD, vous remercie de lui écrire (réf. 1128 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec



THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Ingénieur électronique débutant ou bénéficiaire d'une première expérience, vous aimez les relations et vous êtes plein d'enthousiasme. Tant mieux !

Négocier à un très haut niveau de grands systèmes de télécommunications intégrant ce que l'on fait de mieux aujourd'hui en matière d'électronique et d'informatique : c'est l'opportunité que vous offre un des membres très performants de THOMSON-CSF, leader mondial en électronique professionnelle.

Basé en proche banlieue nord de Paris, ce poste peut évoluer à moyen terme vers une fonction commerciale à l'export.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous réf. M 32/1386 L, à :

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Beci - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX DION NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA RUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor



**ANDERSON
JACOBSON**

Filiale française d'un Groupe Américain.
Spécialiste des produits de transmission, de la micro-informatique et des moyens de connexion qui lui sont attachés : cartes de transmission et d'émulation, réseaux, offre à

INGENIEURS COMMERCIAUX TELECOM.

L'opportunité de rejoindre une équipe de gagnants et de participer à son expansion galopante dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS.

Il est demandé :
- une expérience prouvée d'au moins 2 ans dans la commercialisation de Modems, Multiplexeurs, Commutateurs de données,
- un goût certain de la vente de produits de haute technicité,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Il est proposé :
- une rémunération très motivante fonction des résultats,
- une voiture de fonction,
- une ambiance de travail dynamique.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à ANDERSON JACOBSON S.A., 86, avenue Léonine - 94250 Gentilly.

Regional systems co-ordinator

220.000 F

Développement du système d'information - REUTERS. Cette agence internationale de diffusion d'informations économiques en temps réel, accroît le potentiel informatique de ses différentes implantations européennes. A Paris, où elle souhaite migrer sur gros système IBM et développer de nouvelles applications, elle recherche un système co-ordinator. Outre sa participation à l'implantation du nouveau système et au développement des applications en tant que chef de projet, il assurera le contrôle des performances de l'ordinateur, établit ses limites et recommandera les changements de configuration nécessaires. En liaison avec le service études de Londres, il apportera les modifications liées à l'évolution des logiciels de base. Ce poste s'adresse à un candidat de niveau MAGE possédant une expérience d'au moins trois ans lui ayant permis d'acquies une bonne connaissance du matériel IBM, du rétrocontrôle et des micro. Pour réussir dans cette mission qui suppose des déplacements dans les différentes bases européennes, une pratique courante de l'anglais (langue de travail) est impérative. La rémunération liée à l'acquisition professionnelle des candidats sera de l'ordre de 220.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/732M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur

CHEF DE DEPT INFORMATIQUE ET

ROCKWOOL

INGENIEUR C GENERALISTE

CHEF DE LAB ELECTRONIQUE

SKF

INGENIEUR

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Ingénieurs électroniciens

X, ESE, TELECOM

Nous sommes une société spécialisée dans l'étude et le développement de matériels de pointe faisant appel aux techniques d'hyperfréquence et de traitement du signal destinés aux télécommunications et à l'aéronautique. Face à notre développement nous souhaitons intégrer plusieurs INGENIEURS ELECTRONICIENS de haut niveau, (X, ESE, Telecom...).

• INGENIEUR ETUDE :

Ayant à votre disposition des moyens techniques performants, vous serez chargé de participer à la conception et à la réalisation de sous-ensembles et d'ensembles complets faisant appel aux techniques précédemment citées. Possédant une expérience, particulièrement dans ce domaine, votre âge (30 ans) et votre dynamisme vous mèneront pour évoluer vers un poste créatif à responsabilité. (Réf. A)

• INGENIEUR PROJET :

Chargé de concevoir les produits de demain, vous aurez pour mission, sous les ordres de la Direction, d'élaborer les propositions techniques et commerciales. Agé de 35 ans, passionné de technologies nouvelles dans notre domaine et possédant des capacités d'innovation, vous aurez un excellent relationnel et saurez vous montrer rigoureux et motivé. (Réf. B)

• RESPONSABLE du SERVICE MICRO-ELECTRONIQUE HYPERFREQUENCE : Capable d'assurer l'évolution technique et technologique nécessaire aux besoins de notre société, vous maîtriserez parfaitement, de par votre expérience, la micro-électronique appliquée à l'hyperfréquence. Agé de 30 ans et responsable de l'établissement des procédés, vous dirigerez et amènera une équipe de 10 personnes. (Réf. C)

Pour tous ces postes basés à proximité d'une grande ville universitaire en Normandie, la rémunération sera liée à l'expérience et saura attirer des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo (en précisant la référence RG/EM/8512.03 A, B, C) à CAPFOR Normandie - Parcours 4 - 149, rue de la Délivrande - 14000 CAEN.

CAPFOR

PARIS - LYON - ANGERS - NANTES - CAEN - ANGERS - BREIST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NORT - QUIMPER - RENNES

JEUNES INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS

Études en grands systèmes de télécommunications

Membre important d'un groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons, dans le domaine des grands systèmes de télécommunications, acquis une compétitivité qui nous permet d'être présent sur tous les marchés internationaux.

Nous abordons sans cesse des techniques nouvelles de communication temps réel que vous pouvez nous aider à maîtriser encore mieux.

Au sein de petites équipes autonomes, appuyées par de puissants moyens informatiques, nous vous offrons la possibilité de travailler en études avancées (conception de systèmes, trai-

tement du signal), en études appliquées Hard et Soft, en coordination de projet, éventuellement dans une fonction commerciale.

Ces différents postes basés en proche banlieue nord de Paris sont très évolutifs.

Ils s'adressent à de jeunes ingénieurs électroniciens débutants ou ayant acquis une première expérience en électronique professionnelle ou informatique de process.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous réf. M 32/1386 J.

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

ROCKWOOL-ISOLATION S.A.
Deuxième fabricant européen de fibres minérales
recherche pour son siège parisien son

CHIEF DE DEPARTEMENT

INFORMATIQUE ET ORGANISATION

De formation supérieure (École d'ingénieurs, MAGE, ME, CNAM...), il devra justifier d'une première expérience significative de l'outil informatique et plus particulièrement de l'environnement IBM 386 réseau et micro.

Homme de dialogue, ouvert sur toutes les composantes de l'organisation, il aura pour mission principale de générer et superviser la réalisation des projets informatiques, qu'il s'agisse de bureau d'études, d'organisation jusqu'à leur mise en place en étroite relation avec les différentes directions de la société et disposera pour cela d'une équipe de 3 personnes.

Motivé par la fonction, il aura cependant pour ambition d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein de l'entreprise.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à
ROCKWOOL-ISOLATION S.A. - Direction du personnel
46/50, rue Albert - 75013 PARIS



ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCH VOLCANIQUE

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS INDUSTRIEL,
recherche :INGENIEUR CHIMISTE
GENERALISTE

Réf. ICG

Pour prendre en charge avec responsabilité d'animation d'équipe en recherche et développement dans le domaine DE LA CHIMIE DES METAUX.

→ De formation Grande Ecole chimie (ESPCI, ENSCM...), il aura également si possible une formation supérieure universitaire.

→ Il possèdera une expérience professionnelle de plusieurs années dans un domaine d'activité similaire, notamment en matière d'animation d'équipe.

→ Il fera preuve d'un haut niveau de créativité ainsi qu'à la démarche scientifique et un sens concret de la réalisation, critères indispensables.

Le poste proposé consiste à encadrer, sous l'autorité de la Direction Recherche et Développement, l'ensemble des équipes constituant l'activité chimie des métaux, avec pour mission :

• la conception et la mise au point des nouveaux produits ainsi que les nouvelles technologies principalement basées sur l'hydrometallurgie.

CHIEF DE LABORATOIRE
ELECTRONIQUE

Réf. CLE

Pour prendre en charge la responsabilité totale d'un laboratoire électronique sous l'égide du Département Mesures et Instrumentations du Centre de Recherche.

→ De formation Grande Ecole (ENSREIT, ISEP, INSA...), il aura une expérience de 2 à 4 ans en laboratoire ou bureau d'études.

→ Le candidat idéal disposera de bonnes connaissances en physique générale et en électronique en plus d'une maîtrise éprouvée en électronique. Il sera parfaitement bilingue anglais.

→ Des compétences informatiques PDP 11 et FORTRAN RT 11 seraient des plus appréciées.

Pour ces deux postes basés à PARIS, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à PROJETS 12, rue des Pyramides - 75001 PARIS qui transmettra en toute discrétion.

SKF

TOURS
SKF, 1^{er} fabricant mondial de roulements
(effectif France : 2500 pers., CA : 1,8 milliard)
recherche pour son unité toulousaine (1400 pers.) unINGENIEUR A & M OU EQUIVALENT
AXE SUR L'INFORMATIQUE DE GESTION DE PRODUCTION

Pour être l'organe de transmission entre la Production et la Direction Informatique, pour savoir établir un cahier des charges précis, il faut, en effet, avoir une solide formation technique et de bonnes connaissances en informatique. Il faut aussi l'esprit concret de l'homme d'atelier à la créativité de l'homme d'études. Une forte personnalité, confirmée par 3 ou 4 ans d'expérience devrait vous permettre de vous imposer dans cette fonction charnière. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. 85/37/380 à notre Conseil, Pascale GALAMPOD.

Dominique Lelouis conseils,
MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
1 rue Grécourt, BP 1522, 37015 Tours cedex

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

Dans le cadre de ses activités, EPS développe et réalise des systèmes explosifs permettant de mettre en production les puits de pétrole. Dans ce domaine de haute technologie, EPS recrute un :

INGENIEUR PRODUIT

Le produit : le matériel de perforation - détonateur, cordons détonants, charges crues et, bien sûr, tout le matériel mécanique et électronique associé à cette spécialité.

L'ingénieur : vous serez chargé de la coordination technique avec notre centre de fabrication et d'études de HOUSTON (US). Pour chaque dossier - que vous traduisez - vous serez responsable de la recherche et de l'homologation des matériaux et composants français équivalents et votre OBJECTIF sera l'optimisation de ces produits ; réduction des coûts de fabrication et amélioration de la fiabilité. Vous en suivrez la fabrication chez les sous-traitants français et européens.

Vous êtes MECANICIEN diplômé Grandes Ecoles et vous maîtrisez l'anglais. Une première expérience en Production est un plus et la connaissance des explosifs un atout. Des déplacements aux Etats-Unis et en Europe sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous réf. LM 01 au Service du Personnel ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER - 26, rue de la Cavée - 92140 CLAMART.

Schlumberger

Un responsable des études pour
une informatique en mouvement

Nous sommes un groupe industriel suisse de première importance (CA : 22 Milliards de F - 10 000 personnes).

Nous recherchons pour notre siège français, situé en banlieue sud, un responsable des études.

Sous l'autorité du Directeur des Systèmes d'Information, vous aurez pour mission la restructuration d'une équipe et le développement de grandes applications dans le cadre d'un schéma directeur, auquel vous participerez. Vous saurez, par votre dynamisme et votre sens pédagogique, faire passer votre savoir et vos méthodes à vos analystes.

Plus qu'une formation spécifique (niveau BAC + 4) nous recherchons un responsable des études ayant 2 à 3 ans d'expérience dans un poste similaire.

Une bonne connaissance de l'entreprise et des logiciels est souhaitée ainsi qu'un bon contact avec les utilisateurs.

Notre univers : IBM 3083 - VM/SP - CICS - SNA.

Nous souhaitons pour cette création de poste une bonne maîtrise des langages modernes et des techniques actuelles de développement, ainsi que de la créativité et de l'imagination.

Appelez "Contact-téléphone" au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) pour des informations complémentaires ou adressez votre candidature avec prétentions, sous référence 8600 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CONSEILLER LES MANAGERS

Nous sommes un Cabinet de Conseil de Direction en forte croissance et nous intervenons dans des groupes industriels et bancaires importants.

Pour contribuer à notre développement, nous recherchons des consultants à fort potentiel dotés d'une personnalité de tout premier plan.

Un ingénieur informaticien, ayant une expérience professionnelle de 2 à 4 ans dans une société de services ou en entreprise, pour notre département audit et stratégie informatiques. La maîtrise des techniques avancées (bases de données, réseaux...) est indispensable.

Des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience réussie, souhaitant participer à nos côtés à des missions de conseil en organisation et en gestion dans nos bureaux de Paris et de Genève.

Nous saurons les former à la conduite de nos interventions à partir des méthodes originales que nous avons mises en place et qui contribuent à notre succès.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) en précisant le poste choisi à

EUROGROUP

CONSULTANTS

Monsieur Paul TOBIANA, 2 rue René Bazin, 75016 Paris

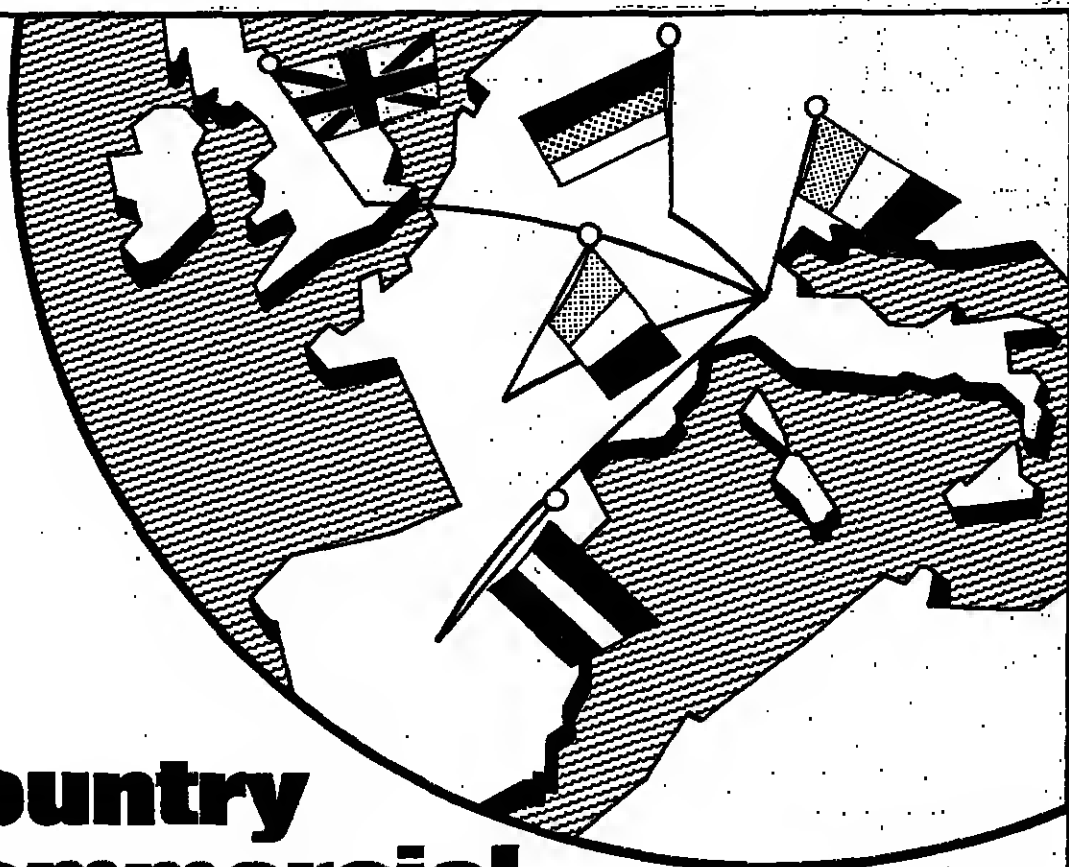
مركز الامم

صحة من الال

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



Country Commercial Support Managers - Mini Computers

FRANCE - GERMANY - SPAIN - U.K. Based Milan

With the continued expansion and evolution of new marketing strategies and channels to support our mini and super-mini computer product range (Olivetti and AT&T), we are now seeking Commercial Support Managers who will be based in Central Marketing in Milan and work with one of our subsidiaries in France, Germany, Spain and the U.K. respectively.

The objective of the Commercial Support Managers is to build a collaborative approach between central marketing and the assigned subsidiary. The requirement will also be to provide the necessary support to reach subsidiary and corporate goals, identify national needs and opportunities and enhance local resources.

To fulfil these challenging roles, you will be in your thirties and in-depth knowledge of the appropriate country, its language, markets and customs. Your business acumen and management skills will have been gained at management level with a major manufacturer or supplier of mini computers to either System and Software Houses or directly to medium account clients. A willingness to travel is essential.

The importance of these roles is reflected in the overall remuneration package which includes an excellent salary, relocation expenses and full expatriate conditions. These high profile positions offer considerable scope for career development within the Group worldwide. Initially you will be assigned to Italy for 2-3 year period.

Candidates, of the highest calibre, should forward their resumes, stating available telephone numbers and/or address to: Michel Cohen International Recruitment, D.P.C.E., Ing. C. Olivetti & C.S.p.A., via G. Jervis 77, 10015 Ivrea, Italy.

All applicants will receive a confidential reply. Subsequent meetings will take place in the country in which you are situated.

olivetti

SOREMEC-CEHESS

Leader français de la fabrication et de la commercialisation de fusibles et porte-fusibles destinés aux marchés de l'électronique professionnelle et industrielle. CA 85 : 45 MF, effectifs : 160 personnes, en plein développement, recherche

Ingénieur commercial

150 000 F +

Agé de 30 ans minimum, possédant une bonne formation technique, il aura pour objectif de développer les ventes de produits industriels aux normes CEI et UL. Le poste requiert un homme très dynamique possédant une bonne expérience de la vente de composants aux entreprises du secteur de l'électronique.

Ingénieur méthodes/industrialisation

200 000 F +

Agé de 30 ans minimum, possédant une bonne formation d'ingénieur électromécanicien à dominante mécanique, il aura pour mission, au sein du service industrialisation, de concevoir des moyens automatisés de fabrication et de développer des méthodes de gestion de production adaptées à l'outil (assurance qualité, logistique, mesure des coûts). Le poste requiert cinq ans minimum d'expérience comme ingénieur d'études, d'affaires ou de fabrication acquise dans une société du secteur de la petite mécanique de précision concevant, fabriquant et utilisant des machines automatiques et performantes. Connaissance de l'électronique de contrôle machine appréciée. Anglais parlé, lu et écrit.

Ingénieur études produits

200 000 F +

Agé de 30 ans minimum, possédant une formation d'ingénieur en électricité, il aura pour mission, au sein du laboratoire, de concevoir un système permettant de mettre sur ordinateur le know-how de la société, de définir les spécifications des produits et de rechercher les produits nouveaux adaptés aux besoins de l'entreprise. Le poste requiert de solides connaissances en chimie et physique des métaux et isolants, une expérience de cinq ans minimum acquise si possible dans un bureau d'études d'une société fabriquant des composants passifs. Expérience de la CAO souhaitée mais non indispensable. Anglais parlé, lu, écrit.

Si ces opportunités vous intéressent, adressez une lettre de candidature manuscrite et un curriculum vitae, en indiquant le poste qui retient votre attention, à : Nadège CHEVE, 3, rue de Penchère 75006 Paris.

Si l'ingénierie génétique vous intéresse, venez rejoindre à Lyon, notre laboratoire pharmaceutique réputé pour

créer notre équipe de séquençage d'A.D.N.

Vous implantez et mettez en œuvre les technologies les plus récentes pour fournir une capacité de séquençage importante et rapide. Par la suite, vous participez à l'implantation de technologies associées, notamment de la synthèse nucléotidique. Très vite, vous formez du personnel pour vous assister.

Docteur troisième cycle (pharmacien ou équivalent) une première expérience dans un laboratoire de biologie moléculaire a confirmé vos qualités de rigueur et d'intégrité intellectuelles.

Notre Consultante, Mme Marie-Noëlle REGAD, vous remercie de lui écrire (réf. 1127 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT 69003 LYON
PARIS GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTIC



SINORG

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE MANAGEMENT
D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
- Groupe « Caisse des Dépôts - Développement » -

recherche pour affectations résidentielles à l'étranger

Ingénieurs informaticiens et Chefs de projets

- Formation :
 - Grandes Ecoles, option Informatique
 - Ecoles d'Ingénieurs Informaticiens
 - Ecoles de Commerce (+ expérience informatique)
- Expérience :
 - Informatique de gestion (4 ans minimum)
 - Méthode MERISE
 - Télétraitement - Bases de données
- Connaissances :
 - IBM 43XX, HP 3000, DPS 6

Adresser c.v., présentations et date de disponibilité s/réf. 1150 à AXIAL Publicis - 27, rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmet.

Vous êtes Ingénieur et le monde de l'informatique vous passionne.

Metsys continue sa percée depuis 1981, son chiffre d'affaires double chaque année, son effectif s'enrichit de professionnels à votre image.

Si cette offre de carrière pas comme les autres vous motive, adressez votre CV complet, photo et prétentions à l'attention de Monsieur ROULLAND - METSYS - 4, passage St Antoine 92500 Rueil Malmaison.

METSYS
SSI

Société de Services et d'Ingénierie en Informatique

Ingénieur Commercial

- ♦ Jeune société en forte expansion, nous développons, importons et distribuons des logiciels et périphériques de haut de gamme pour Macintosh.
- ♦ Vous êtes jeune, vous avez déjà de l'expérience et vous aimez la vente. Nos clients sont des concessionnaires et vous saurez dialoguer avec eux. Vous aurez la responsabilité d'une de nos régions.
- ♦ Votre évolution sera à la mesure de vos capacités à développer nos ventes et à accompagner notre croissance rapide.
- ♦ Le poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements en province.
- ♦ Envoyer CV, photo et prétentions à Stéphane Landry.

P-INGENIERIE

226, boulevard Raspail - 75014 Paris

BRUEL & KJAER FRANCE, filiale du Spécialiste Mondial de l'instrumentation Electronique, recherche pour sa DIVISION MEDICALE

jeune cadre technico-commercial

de formation supérieure (BAC + 4) orientée vers le GENIE BIOMEDICAL, ayant au minimum 2 ans d'expérience professionnelle, de préférence dans la vente ou le SAV.

Il sera chargé de la vente de nos ECHOGAPHIES dans une région : prospection, suivi de clients, présentation de matériel. Poste basé au départ à Mennecy, avec possibilité ultérieure de mutation en province dans l'une de nos agences. Formation complémentaire assurée. Véhicule de fonction + % CA. Adresser C.V. et prétentions à BRUEL & KJAER FRANCE - B.P. 33 91541 MENNECY Cedex

Brüel & Kjaer France

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



Centre d'Etudes et Recherches situé à LA GAUDE près de Nice

recherche

DES INGÉNIEURS DIPLÔMÉ(E)S GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES (X, ENST, Centrale, ESE, Mines...)

Outre une spécialisation en télécommunications, des connaissances en économie (Mba, HEC, Sciences Eco...) sont requises.

Quelques années d'expérience sont souhaitables dans les activités suivantes :

- Etudes des marchés de télécommunications dans le monde entier.
- Définition des critères commerciaux (prévisions de vente, modes de commercialisation) et financiers (rentabilité, marges).
- Etablissement des spécifications de produits répondant aux besoins de ces marchés.
- Conception des plans de développement de produits.

Leur évolution de carrière les conduira vers des fonctions de chef de produit assorties de responsabilités techniques et financières importantes.

Très bon niveau d'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous référence 0863 à Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM France - 06610 LA GAUDE.

Innover en télématique, et animer des projets

La Banque PARIBAS entend apporter à sa clientèle, entreprises, institutions, particuliers... des services de plus en plus efficaces et adaptés en matière de gestion financière, de trésorerie et d'aide à la décision. Très attentive aux besoins exprimés et sachant utiliser les ressources technologiques les plus modernes et les plus performantes, elle souhaite continuer à développer et à mettre en place des services nouveaux ; c'est pourquoi elle recherche la Responsable et Animateur de ces projets télématiques.

Rattaché à la Direction Organisation et Informatique, en étroite liaison avec les Responsables Marketing Télématique de la Banque qui définissent les cibles et dégagent les fonctionnalités :

- il participe à la définition de celles-ci,
- il mène les études de faisabilité,
- il participe au choix des moyens techniques et à la conception des systèmes télématiques,
- il supervise et anime la réalisation et la mise en place des projets.

Le candidat, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, Université) possède au moins 7 ans d'expérience professionnelle ; il est un concepteur, un organisateur et un animateur, ouvert à l'étude des problèmes techniques, motivé par la Télématique et doté d'un bon esprit marketing. Une expérience informatique et financière serait un atout.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous la réf. P 113/M à Bernard BEAUNOIR, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE.



BANQUE PARIBAS



jeunes ingénieurs rodés à IMS devenez leader sur un projet

L'informatique de notre banque prend une nouvelle dimension tout en restant fidèle à l'image de sérieux et de qualité à laquelle est attachée notre clientèle ; aussi les projets ne manquent pas.

Nous voulons renforcer nos équipes études en accueillant (Paris-centre) des chefs de projet, jeunes mais volontaires, familiers de nos techniques, pour leur confier la conduite de sous-ensembles touchant aux valeurs mobilières, aux systèmes de compensation, aux moyens de paiements.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis vos compétences en milieu bancaire, pratiquez une méthodologie telle qu'AXIAL ou MERISE et voulez conforter votre expérience de la conduite des hommes.

Notre consultante, Mlle Sylvie BLAIN, vous remercie de lui écrire (réf. 4661 LM), à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

PREPARER L'INFORMATIQUE DE DEMAIN.

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN (GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT)

Société du Groupe Schlumberger, Etudes et Fabrications Flopetrol conçoit, développe et fabrique des systèmes de mesures destinés à la production et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Notre Département Informatique se tourne vers le futur : nous recherchons aujourd'hui le jeune chef de projet qui va concevoir et mettre en œuvre de nouveaux systèmes de gestion de production. Vous exercerez votre créativité et vos compétences dans un environnement de pointe (IBM 43XX - bases de données relationnelles - langage 4^{ème} génération). Vous avez une première expérience, au cours de laquelle vous avez acquis un fort potentiel et des qualités de leader. L'anglais est vivement souhaité.

Ce poste - basé à 30 mn de Paris - ouvre de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un groupe international de tout premier plan. La rémunération est motivante.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel, Etudes et Fabrications Flopetrol, BP 592, 77005 MELUN cedex.

FLOPETROL JOHNSTON
Schlumberger

Nous sommes une société filiale d'un des plus grands groupes industriels français. Nous sommes en expansion constante et leader du marché européen pour nos gammes majeures.

Nous concevons et industrialisons des produits de technologie très avancée destinés à être intégrés à des équipements de haute performance concernant de grandes branches, telles que l'aéronautique spatiale ou conventionnelle, le nucléaire, l'armement, l'électronique...

Nous recherchons pour notre usine située à 80 km Nord-Ouest de Paris

UN INGENIEUR AUTOMATICIEN

de forte envergure, possédant déjà un bon acquis en Bureau d'Etudes. Il lui sera confié les projets de robotisation du processus de production de l'équipement en machines spéciales de l'établissement. Il aura à animer une équipe de 3 personnes et son activité se partagera entre les études et les essais et réalisations en atelier.

Des qualités particulières de créativité et d'autonomie sont exigées pour un poste supposant une intégration dans une petite équipe de cadres enthousiastes et ayant l'appétit de la difficulté.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1012 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS



CRANE
LEADER MONDIAL DES GARNITURES D'ETANCHEITE

Nous recherchons pour notre filiale française, un

Ingénieur futur directeur technique

Rattaché à la Direction Générale, vous organiserez et prendrez en charge notre service technique. Vous serez à la fois l'appui technique de nos commerciaux, le responsable de notre atelier (fabrication - réparation) et de notre bureau d'études.

Garant de la qualité de nos produits auprès de notre clientèle, votre autorité naturelle, votre sens des contacts humains, vous permettront de vous imposer et de réussir à ce poste.

Obligatoirement ingénieur de formation, parfaitement bilingue anglais, vous posséderez une première expérience technique réussie au sein d'une PME, dans le secteur des machines tournantes si possible. Le poste est à pourvoir en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Merci d'écrire sous réf. 4611/M à A.J. CONSEIL
102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS, chargé de cette mission et qui vous garantira discrétion et réponse.

A.J. conseil

URGENCE INFORMATIQUE EUROPE
recherche pour projet industriel important à l'exportation

INGENIEURS MITRA

Déplacements à prévoir pour Paris

INGENIEURS VAX SYSTEME

PAC BASÉ CICS

INGENIEURS MINI S SYSTEME

Tél. : 48-74-36-23 M. Dubois 52, chaussée d'Antin, Paris-8^e

IMC INFORMATIQUE

Méthode CONSEIL filiale du groupe SIETAM (2 000 personnes) recherche pour renforcer son potentiel de développement de logiciels en informatique industrielle.

2 INGENIEURS LOGICIELS

réf. 1 334 2 à 3 ans d'expérience sur systèmes temps réel à base de micro-processeurs.

2 CHEFS PROJETS

réf. 1 336 la connaissance des systèmes d'exploitation XENIX, REX 11 M, RT11 et la maîtrise des langages assembleurs 88000 assembleur MACRO 11 FORTRAN et C seront particulièrement appréciées. Adresser C.V., détail, photo et prétentions s/réf. du poste choisi à Philippe CHEVRETEAU IMC, 39-40, av. du Pdt-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

RECHERCHONS INGENIEUR ELECTRONICIEN exp.

Libre de suite. 47-84-74-82.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN INFORMATIQUE ET TÉLÉCOM (HARD ET SOFT) recherche

INGENIEURS LOGICIELS

TECHNICIENS SUP

Connaissant Assembleur 8809.

Tél. : 39-46-82-82.

Constructeur informatique offre 2 postes à

INGENIEURS

orientés système et télécom. Libres de suite. 47-84-74-82.

INGENIEUR

Vous êtes libre de suite

INGENIEUR

LOGICIEL en bureautique. Tél. pour R.V. : 47-84-74-82.

Storno

RADIO TÉLÉPHONES PROFESSIONNELS

Dans le cadre de la francisation de son activité, Storno, s.a. filiale de groupe dans Storno,

vient de créer son propre centre de développement et maintenance de logiciels micro-processeurs de ses équipements radiotéléphones destinés aux réseaux privés de radiocommunications d'entreprise et au nouveau service Radiocom-2000 privé et public.

NOUS RECHERCHONS

DES INGENIEURS EN ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE,

de formation ENSI, INSA ou équivalente, ayant un an d'expérience en développement informatique (systèmes temps réel).

Les applications sont à réaliser dans un environnement Vax 11/750 et Intel/MDS.

Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Lieu de travail : Aubervilliers.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et en Europe.

Merci d'adresser lettre man., C.V., photo et prétentions à :

STORNO S.A., service du personnel, 69, rue André-Karnas, 93300 Aubervilliers.

Importante Société Banlière Ouest recrute

ingénieurs

Grandes Ecoles (X, Centrale, Sup-Aéro, ESE, ENS Télécom...)

pour participer aux avant-projets et à la conception des équipements et chaînes électriques de grande lanceurs.

Les différents postes à pourvoir requièrent des connaissances dans les domaines suivants :

- navigation • automatismes • micro-informatique • systèmes experts • électronique analogique • transmissions numériques • hyper-fréquences.

Les candidats débutants ou avec une expérience d'un ou 2 ans devront être motivés et faire preuve de dynamisme et d'esprit de synthèse.

Anglais nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et photo sous n° 83.819.

PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmet.

صوتنا من الامم

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

VIVEZ VOS AMBITIONS AVEC NOUS

La DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS de THOMSON-CSF conçoit et réalise les systèmes et matériels les plus modernes de Radiocommunications militaires.

Elle recherche pour son Centre d'Études et de Production, des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

ESE - ENST - ENSERG - ENSEEHT...

Vous êtes débutants ou avec une première expérience. Vous serez intégrés au sein de petites équipes d'ingénieurs et d'agents techniques et développerez les nouveaux matériels de transmission utilisant les technologies les plus sophistiquées.

Ce poste est basé à Cholet, ville agréable et dynamique des Pays de Loire, proche de Nantes et Angers.

Si ce projet vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. photo et prétentions) à M. ANTOINE - THOMSON-CSF - B.P. 945 - 49309 CHOLET Cedex ou de téléphoner au 18.41.82.54.32 poste 3318.



NOUS REINVENTONS LA RADIO



HAVAS CONTACT

Objectifs : qualité et croissance.

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuées est en forte croissance : il double tous les trois ans.

BULL Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.

Pour relever le défi de demain nous accueillons de nouveaux

**Ingénieurs
Grandes Ecoles HF**
(Ingénieurs Logiciel)

La responsabilité **SUPPORT PRODUIT** que nous vous proposons vous permettra de mettre en valeur votre compétence et de prolonger votre activité de « développeur » dans une autre voie. Vous devez préparer l'introduction de nos produits sur le marché : prévoir et mettre en oeuvre leur lancement technique chez le client aussi bien en France qu'à l'international.

Pour accomplir cette mission vous devez mettre en oeuvre votre capacité à agir, votre sens du « relationnel », votre pragmatisme et votre goût pour les résultats concrets.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous réf. 91285 à Michèle Corbineau, Bull Transac, BP 92, 91301 MASSY.

Bull

Ingénieurs grandes écoles, vous avez

- soit une très solide expérience de consultant en organisation et informatique,
- soit une première expérience réussie en informatique de gestion.

Une opportunité : vous associer à la croissance de notre département SPI - Conseil en qualité de

ingénieurs conseil EN POLITIQUE INFORMATIQUE

Nos exigences :

- une incontestable rigueur,
- une aptitude reconnue au dialogue à tous les échelons,
- un fort potentiel pour répondre aux ouvertures de l'avenir,
- une expérience en GESTION DE PRODUCTION serait un atout supplémentaire.

Des missions de haut niveau : diagnostic, élaboration de schéma directeur, plan informatique, définition de configurations informatiques, suivi de la mise en place des solutions proposées.

L'informatique de gestion, c'est depuis plus de 10 ans la vocation de SPI, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de PECHINEY : près de 500 collaborateurs en majorité Ingénieurs et Cadres, un environnement grands Systèmes IBM, un vaste réseau de plus de 2 000 terminaux, des téléx, minitel et micro-ordinateurs, nous permettant de proposer des services complets en

CONSEIL - SYSTÈME - TELEGESTION - PROGiciels - FORMATION.



Services et Progiciels
Informatiques

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence SM4 notre Responsable du Recrutement Eric Schlumberger - SPI - 98, boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY



MEMBRE DE SYNTec-Informatique

TECHNICIEN EXPERIMENTE

DUT OU BTS ELECTRONIQUE

NOUS SOMMES une société de 350 personnes, faisant partie d'un très grand groupe industriel européen, fabricant et commercialisant des BIENS D'EQUIPEMENTS de très haute technicité.

Notre vocation est l'AUTOMATISATION des MOYENS DE PRODUCTION.

Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écrou du marché... telle est notre expérience.

- VOUS AVEZ une expérience concrète de plusieurs années en FABRICATION et une bonne connaissance des problèmes de

SOUS-TRAITANCE électronique.

- VOUS ÊTES doté de réelles capacités d'organisation et de gestion.

- VOUS AVEZ le sens du commandement et de l'animation.

VENEZ REJOINDRE NOTRE DEPARTEMENT ROBOTIQUE.

Vous participerez au développement de nos nouvelles applications au sein d'une équipe jeune, motivée et passionnée par les automatismes industriels.

De réelles perspectives de carrière sont offertes à un candidat de valeur.

Ce poste est à pourvoir au SUD DE PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence 8594 à ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Leader dans le domaine de la sécurité
recherche pour sa Direction Commerciale
équipements professionnels,
dans le cadre de l'expansion de l'activité
détection périmétrique, fibre optique et
centralisation

1 Ingénieur Technico- Commercial

SA MISSION :

Le candidat devra couvrir plus complètement
les marchés actuels de la société, en pénétrer
de nouveaux dans les administrations, les in-
dustries, les entreprises nationales...

Il devra :

- aider les succursales dans la compréhension
de nos produits afin d'en faire la promotion,
le soutien et l'assistance technique
- assurer la rédaction des devis, la négociation
des délais et créer des supports commerciaux
adaptés à ces marchés...

SON PROFIL :

- de formation Ingénieur électronique ou
équivalent, ayant une expérience de 3 à 5 ans
dans ce type de marchés
- une bonne maîtrise de l'anglais et des no-
tions de génie civil seront appréciées.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf.
M11 à la Direction des Relations Humaines
15/17, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY.

Société de Conseil et d'Ingénierie en

INFORMATIQUE

recherche pour participer à des projets importants
chez de gros organismes clients :

- INGÉNIEURS INFORMATIENS même
débutants.

- ANALYSTES-PROGRAMMEURS.

Connaissance gamme 43XX de IBM et systèmes
VM/CMS, DOS, CICS, DLI.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous le n° 8 087
LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montessuy, PARIS-7.

DIRECTIONS

Nationales et Internationales



recherche son

Directeur des Services Comptabilité Finances

Placé sous l'autorité du Directeur Général, ce cadre aura la responsabilité
de la Direction du Service (9 personnes), des Fonctions Comptables,
(comptabilité générale et analytique, trésorerie, fiscalité), des Budgets.
De formation supérieure ESCP, ISG, maîtrise de gestion + DECS. Vous avez
35/40 ans, justifiés d'une expérience confirmée en cabinet d'expertise ou
au sein d'un industriel, dans une fonction similaire et avez acquis si possible,
des connaissances en droit des sociétés et comptabilité anglo-saxonne.
En tant qu'expert, vous possédez le sens de la rigueur et de l'orga-
nisation, dans un esprit de dialogue et de décision.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions,
sous la référence 11540 M. à Catherine DURIN :



Personnel conseil

86, rue de Lille 75007 PARIS

DMC premier groupe cotonnier international - 6 milliards de C.A.
recherche pour une importante filiale d'Amérique du Sud

SECRETAIRE GENERAL

Sous l'autorité de la Direction Générale, il assurera :

- le suivi des participations de plusieurs sociétés (contrats, aspects fiscaux,
comptables et juridiques)
- la centralisation des reportings des différentes sociétés
- la supervision de la comptabilité
- le suivi de la trésorerie.

De formation ESCP option finances comptabilité, vous avez de bonnes
connaissances en anglais et si possible en espagnol. Vous possédez déjà une
expérience de contrôleur de gestion.

Nous offrons rémunération motivante ainsi que de nombreux avantages liés
au statut d'expatrié.

Merci d'adresser Curriculum Vitae à
M.J. WEBER - DMC, Direction
Gestion des Cadres 88, rue de Rivoli
75180 Paris Cedex 04.



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Ingénieurs Electroniciens (ESE, ENSI), valorisez vos compétences dans le domaine para-pétrolier.

Société d'ingénierie, nous travaillons dans le domaine para-pétrolier et la mécanique des sols. A 30 ans environ, votre expérience professionnelle (2 ans minimum) nous permettra de vous confier l'étude et le développement de systèmes dans l'un de ces 2 secteurs :

Télémesures et commandes immergées

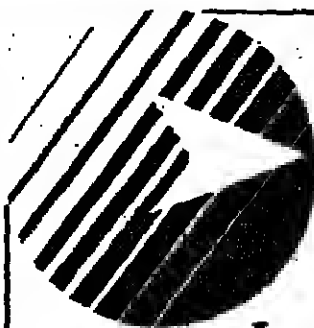
- Vous connaissez : - électromagnétisme - électrostatique - ondes et vibrations.
- Vous maîtrisez les systèmes analogiques, logiques et micro-processeurs.
- Vous pratiquez le Basic et/ou le Fortran.

Mesures électromagnétiques

et intégration des systèmes sur machines spéciales sous-marines. (Réf. 3430/2)

- Vous connaissez : - modélisation des champs - ondes et vibrations - lignes et propagations.
- Vous maîtrisez les circuits analogiques digitaux et la programmation.
- Vous pratiquez les langages de programmation, le Basic, le Fortran et/ou le Pascal.

Pour ces deux postes, l'anglais lu - parlé - écrit est indispensable. Lieu de travail la Seyne-sur-Mer. Merci d'envoyer votre dossier de candidature complet, en précisant la référence choisie, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.



Le Centre de Salbris, situé en Sologne (650 personnes - 50 km d'Orléans - 200 km Sud de Paris) est orienté sur la fabrication de petites et moyennes séries de matériel aéronautique de haute technicité. Pour le Département Production de bancs de tests et systèmes, nous recherchons : H/F

Ingénieur Généraliste

Adjoint au Responsable des Méthodes

Il prend la responsabilité d'une équipe méthodes produits. Il a la responsabilité des dossiers de fabrication d'équipements électroniques et à ce titre, il anime, gère et organise l'activité d'une équipe de 6 préparateurs.

Ingénieur de formation (ECL - A et M - ENSI ...) il apporte une expérience minimum de 2 ans acquise en production de matériels électroniques. Réf. A.

Ingénieur Electronicien

Responsable de la plateforme d'intégration d'équipements

Il organise l'intégration des équipements électroniques et encadre un service d'une vingtaine de techniciens.

Ce poste peut convenir à un ingénieur de formation ayant une première expérience industrielle. Réf. B.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° NK/1278/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

CARRIERE INTERNATIONALE

ZONE U.S.A.

Société Financière multinationale, nous créons au siège social à Paris, un poste de Responsable chargé de la coordination entre notre filiale Nord Américaine et la Direction Générale.

Tout en découvrant un univers professionnel du tertiaire de haut niveau tant dans le domaine de l'Industrie que celui de la Finance, vous aurez à assurer le suivi permanent de ce centre de profit et de son marché.

Parfaitement bilingue, vous devez prévoir de nombreux déplacements.

Après avoir investi dans cette fonction d'état major pendant quelques années, vous pourrez évoluer vers un poste opérationnel dans l'une de nos filiales étrangères.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétentions s/réf. 20258 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Nous garantissons la discrétion la plus complète ainsi qu'une réponse.

SÉNÉGAL

Nous sommes un Groupe Industriel de biens de grande consommation, implanté dans plusieurs pays d'Afrique francophone. Dans le cadre de notre expansion, nous renforçons notre organisation et recherchons notre

RESPONSABLE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS pour notre filiale de DAKAR

Rattaché au Directeur Technique de notre unité de production (450 personnes), il animera l'équipe actuelle de 50 personnes. Il devra très vite proposer un projet de réorganisation des ateliers d'entretien et de mise en place d'un Service Entretien. Il recrutera et formera un ingénieur local appelé à lui succéder à terme (4 ou 5 ans).

Vous êtes INGÉNIEUR (AM) : environ 30 ans et 5 ans d'expérience) ou ancien INGÉNIEUR MÉCANICIEN de la MARINE. Vous avez assumé avec succès des responsabilités d'encadrement et vous avez l'expérience de l'expatriation.

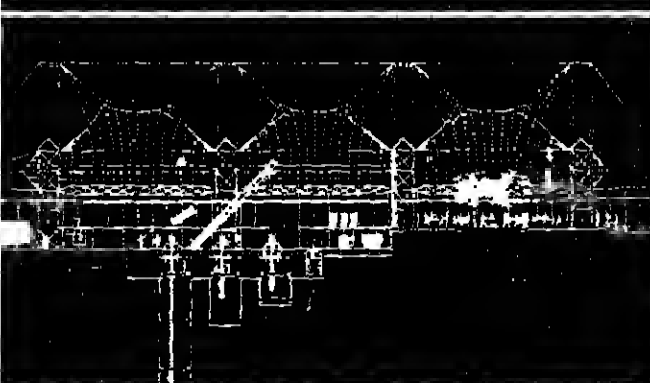
Nous vous offrons une rémunération attractive, des conditions d'expatriation très avantageuses dans un environnement très agréable.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 9201/LM, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion absolue.

264, rue du Fbg-St-Honore 75008 PARIS

Actiman

RESEARCH MANAGER FLUID MECHANICS



Schlumberger Cambridge Research, set up in 1982, carries out both fundamental and applied research on behalf of the oilfield drilling and production services companies of Schlumberger - long established as one of the foremost international names in the world energy industry. The centre, located on the outskirts of Cambridge in a recently completed laboratory represents a total investment of £15 million and houses a unique drilling research machine capable of carrying out full scale experiments under simulated deep hole conditions and a large scale flow circulation loop as well as state of the art laboratory and computing facilities.

An opportunity now exists for an eminent scientist with the necessary technical and managerial abilities to assume the post of Head of Fluid Mechanics. This department, which maintains close links with a number of academic institutions, provides and develops company-wide expertise in the area of fluid mechanics and is particularly concerned with understanding and measuring multiphase flows from oil and gas wells and with studying a vast range of non-Newtonian fluid mechanical problems relevant to the oil industry.

In this position, you will be expected to direct and motivate a team of scientists whose work is aimed at making a significant impact on present engineering practices. You will, therefore, need a strong desire to meet such a challenge and this should be supported by at least 10 years' research experience - ideally involving both theoretical and experimental work - in the field of fluid mechanics. In addition, you will need to demonstrate that you can formulate strategic plans, influence capital investment decisions and establish effective working contacts with Schlumberger's operating companies and other R&D groups overseas.

In return, we are able to offer a highly attractive remuneration package, which includes relocation assistance, an exceptional working environment and excellent career prospects and opportunities within the various Schlumberger international companies.

Full details of the post, job profile and current research programmes are available on request.

Please send full c.v. to: Pat Haynes, Personnel Manager, Schlumberger Cambridge Research, PO Box 153, Cambridge CB3 0BG. Telephone (0223) 315576.

Schlumberger

SCHLUMBERGER CAMBRIDGE RESEARCH

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON SINTRA
ACTIVITES SOUS-MARINES

Leader mondial (2.500 personnes) dans les domaines militaires et civils des activités sous-marines, nous recherchons pour notre département de BREST des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
ENST - ESE - ENSERG, etc.

Vous êtes débutants ou possédez déjà quelques années d'expérience. Vous aurez pour mission la conception, le développement et la réalisation de matériel d'acoustique sous-marine de haute technicité. De larges perspectives d'avenir dans ce secteur en pleine évolution seront offertes à des candidats dynamiques et à fort potentiel.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à THOMSON SINTRA / ASM - Route du Conquet, 29283 BREST.



LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT
AGRICOLE MUTUEL DE LOIR ET CHER

RESPONSABLE
DU SERVICE CONTENTIEUX

MISSION :
- assurer le suivi et le recouvrement des débiteurs contentieux,
- conseiller les Services pour tout problème juridique.
De formation juridique supérieure, (Maîtrise en droit privé exigée), le candidat devra justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction similaire. Un sens aigu de l'organisation du travail et des relations humaines ainsi qu'un esprit ouvert aux méthodes nouvelles de gestion (micro-informatique) seront vivement appréciés.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et prêt, à la C.R.C.A.M. de Loir et Cher/Département Relations Humaines - rue Louis-Joseph Philippe - 41007 BLOIS Cedex.



DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Un directeur financier
de large envergure

UN GROUPE FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN, secteur tertiaire, CA supérieur à 10 milliards, disposant de fonds très importants à gérer, offre une opportunité exceptionnelle à un Directeur Financier de haut niveau.

Il définira et mettra en œuvre la politique financière du Groupe et optimisera la rentabilité des capitaux : prise de participation, investissements mobiliers et immobiliers, gestion de portefeuille...

Ce poste conviendrait à un X, ENA, HEC... ayant acquis dans un établissement financier ou un grand groupe 10 à 15 ans d'expérience qui lui donnent les compétences requises pour ce poste important.

Poste à Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 600.000 F. +

Ecrire sous réf. CS 275 AM. Discretion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

RESPONSABILITE TECHNOLOGIQUE
FRANCE - C.E.E. - ETATS UNIS
VOTRE PROFESSIONNALISME DE HAUT NIVEAU
NOUS INTERESSE

Notre société, une MULTINATIONALE FRANÇAISE de taille moyenne, est AVANT TOUT constituée d'une EQUIPE d'HOMMES MOTIVES dont le premier SOUCI est l'EFFICACITE dans le cadre d'une LARGE AUTONOMIE d'ACTION.

Notre futur collaborateur occupera la fonction de

DIRECTEUR
DU DEVELOPPEMENT

INGENIEUR de formation solide (type A.M., Centrale, Sup Elec...) vous possédez une expérience professionnelle de 8 ans minimum. Directement rattaché au D.G., vous disposerez de MOYENS HUMAINS et MATERIELS IMPORTANTS. Nous apprécions plus particulièrement chez vous, vos aspects de LEADER, votre sens des RESPONSABILITES, vos facultés de COMMUNICATION, votre POTENTIEL CREATIF et votre connaissance de la LANGUE ANGLAISE. Votre REMUNERATION sera à la hauteur du poste et votre lieu de résidence se situera en BOURGOGNE à CHALON SUR SAONE (71).

Adresser lettre manuscrite - CV - photo et salaire actuel sous la Ref. 2256.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Percy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

LE CENTRE SOCIO-CULTUREL
DE CHAMBERY (HAUT
SAVOIE)

DIRECTEUR (TRICE)

exp. en animation de quartier, connaissances en communication et en économie sociales.

Son rôle : animation des actions de l'association et de l'équipe des salariés, chef du personnel, gestion, relations avec les partenaires, animation culturelle des actions.

Age minimum 30 ans. DEFA ou diplôme équivalent ou BAC + 4.

Envoyer a.v. + lettre manuscrite avant le 31 décembre 1985 au Centre socio-culturel de Chambéry-Haut-Savoie, 507, rue du Pré-de-l'Anse, 73000 CHAMBERY.

La Société Civile de Saint-Jean de Dieu
cherche pour son Etablissement de DINAN
(Côte-du-Nord). Hôpital Psychiatrique Privé
(800 lits, 600 salariés environ), un

Directeur d'Hôpital

qui assurera toute la gestion administrative et financière

Une expérience acquise dans le milieu hospitalier, psychiatrique, ou à défaut dans une importante collectivité du secteur social serait un atout extrêmement apprécié.

Agénable logement de fonction. Salaires en rapport avec les références.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Madame D'ORNANT - FIDAL - PARIS

18 Bis rue de Villiers 92303 Levallois-Perret



COGEMA est la première compagnie mondiale sur son secteur d'activité : le cycle complet du combustible nucléaire. Elle met en œuvre, avec de très puissants moyens, les technologies de production les plus modernes, notamment sur le site de La Hague, actuellement le plus grand chantier d'Europe, où sont construites deux nouvelles usines de retraitement.

Jeunes ingénieurs généralistes
réussissez une véritable carrière
en production

Encadrer les équipes de production de l'usine, coordonner les opérations de maintenance essentielle sur le processus, assurer la permanence du commandement pendant les heures de quart (production, gestion, maintenance, entretien, etc.).

Telles sont dans un premier temps les responsabilités qui vous seront confiées. Elles vous permettront de vous former à la conduite des hommes et à la maîtrise d'un processus hautement technologique.

Selon votre potentiel, vous pourrez ensuite prendre en charge la responsabilité complète d'un secteur d'activité.

Vous possédez une formation d'INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE (Centrale, A et M, INSA, ENSI...) et vous avez l'ambition de développer vos premières années de carrière sur des postes réellement opérationnels, avec de fortes responsabilités.

Les conditions offertes et notamment les perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats de grande valeur.

Les postes sont basés à La Hague (20 km de Cherbourg, Manche).

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 1/08. A à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 21 rue du Bourg Tibourg 75004 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

COPGO HUNTING

recherche

INGÉNIEURS
LOGGING

avec expérience en production, formation d'ingénieurs spécialisés, Eor. avec C.V. à 14 B, Z.A. Desdèze-Blanche 13127 VITROLLES.

La C.F. Française de géochimie, filiale nouvellement créée, au sein d'un grand groupe, recherche pour ORLÉANS, son

RESPONSABLE
« ADMINISTRATION
ET GESTION »

Rattaché au Directeur Général, (titulaire) aura en charge : le contrôle de gestion, la gestion de la trésorerie, la supervision des opérations comptables, l'administration générale.

Formation supérieure en gestion requise (niveau DESS ou équivalent) avec exp. minimale de 5 à 6 ans dans l'ingénierie ou le B.T.P. anglaise appréciée.

Adresser lettre manuscrite avec c.v., réf. et prêt, au plus tard pour le 10 décembre au B.T.G.M. Direction du Personnel, B.P. 9008, 45080 ORLÉANS, qui transmettra.

S.T. Dupont

450 M.C.A. - 1000 Personnes

Chef du service ordonnancement
gestion des stocks

Fabricant d'articles de luxe au prestige mondial reconnu, notre entreprise se veut très performante tant dans le domaine de la gestion industrielle que dans celui de l'innovation technique et sociale. C'est ce souci qui nous conduit, en réorganisant nos services à rechercher notre chef du service ordonnancement gestion des stocks. 35 ans environ, ingénieur de formation, votre professionnalisme acquis par une expérience minimum de cinq ans en ordonnancement (pratique de la méthode KANBAN souhaitée) dans un contexte de fabrication en moyenne et grande série, votre pratique de l'outil informatique et surtout votre personnalité d'entrepreneur et de manager sont les critères qui vous permettront d'être le moteur et l'animateur de cette fonction dans l'entreprise.

Vous serez rattaché au Directeur de Production et Coordinateur l'activité essentielle entre les fonctions production commerciale et financière. Homme de communication, vous serez le garant de la qualité de l'information entre ces différents services et serez ainsi fortement impliqué dans le développement de notre entreprise.

Poste basé à FAVERGUES (20 km d'Amboise).

Si cette proposition vous intéresse, Merci d'adresser votre dossier sous réf. 239 M, ou transmettez-le à C.V. PLUS en composant le 43.58.40.25, sur votre minute.

C.V. PLUS 10 43.58.40.25

Jean-Claude Maurice R.A.

Centre d'affaires La PART DIEU - 44, rue de la Villette 69003 LYON

GRANDE ÉCOLE

recherche

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE
EXPÉRIMENTÉ

pour enseignement et recherche dans le domaine des télécommunications. Diplôme de 3^e cycle demandé.

C.V. et renseignements : ENST de Bretagne, Dpt Économie, B.P. 832, 29285 BREST CEDEX. Tél. : 98-00-16-60.

Consultants

niveau élevé

2 OFFRES D'EMPLOI

Ces offres ont fait l'objet d'une annonce détaillée parue dans le Monde du 20 novembre 1985 et dans Emploi Cadres du 21 novembre 1985. Nous vous invitons à vous y reporter.

ici développement

Conseil en Organisation

30 rue Harder

F - 67000 Strasbourg

Document de présentation sur demande.



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

Importante entreprise d'électricité, de renommée internationale recherche pour ses chantiers à l'étranger :

chefs de chantiers
génie civil confirmés

petits ouvrages (implantations complexes), petits bâtiments, etc.

Connaissances : Topographie, Altimétrie, Gestion de chantier.

Formation : B.T.S. Génie Civil (Egleton, Eyrolles... ou équivalent), qui seront autonomes, chargés du suivi de la réalisation et supervision des sous-traitants, relations clients dans le cadre du projet.

Anglais courant obligatoire. Disponibilité immédiate. Contrat expatrié en célibataire (Pays Arabes).

Environ 10 ans d'expérience dans 4 sur chantiers export.

Adresser votre candidature + C.V. + photo sous référence 4760 qui seront transmis par :

Pierre Lichet S.A. - 10, rue de Louvois - 75003 PARIS Cedex 02

L'Ecole de traduction
et d'interprétation
de l'université
de Genève

cherche un

PROFESSEUR
D'INTERPRÉTATION
A MI-TEMPS

Le titulaire aura à diriger et coordonner l'enseignement de l'interprétation multilingue dans les domaines techniques (informatique, médecine, etc.).

Exigences : diplôme d'interprète, expérience de l'enseignement et de l'interprétation professionnelle de l'interprétation française, allemand, anglais, italien et/ou espagnol.

Le titulaire aura l'obligation d'être domicilié dans le canton de Genève.

Entrée en fonctions : 13-4-86 ou 1-10-86.

S'adresser à la présidence ETI, 19, place des Augustins, CH 1211 GENEVE 4.

GROUPE INTERNATIONAL DE BTP
recherche pour une filiale importante en

AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTEUR
D'EXPLOITATION

De formation ingénieur, le candidat retenu, aura une très solide expérience polyvalente du Bâtiment et des Travaux Publics.

Ce poste, nouvellement créé dans l'entreprise, conviendra à un homme de forte personnalité ayant déjà fait ses preuves dans le commandement de structures importantes et de haut niveau.

Ecrire en joignant c.v. et photo en indiquant la rémunération souhaitée (s/réf. 1169) à AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

AXIAL Publicité 27 rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Société internationale de négoce SUD DE LA LOIRE

Jeune contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Général de la société, son rôle consistera à animer une petite équipe et à suivre les coûts d'exploitation et le fonctionnement de la société à travers la comptabilité analytique, l'établissement de budgets et l'information.

Une expérience de 2 ans en cabinet d'audit, suivie de 3 ans à un poste financier très opérationnel est impérative. Bonne connaissance de l'informatique nécessaire.

Formation supérieure ESC, finances/comptabilité ou équivalent + DECS. Pratique de l'anglais souhaitée.

Pragmatisme, rigueur et qualité d'analyse sont nécessaires pour ce poste dont la rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, présentations et téléphone privé (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25023-M.

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Miché, 92522 Neuilly.

"Une énergie nouvelle en Côte-d'Or"

LA BANQUE POPULAIRE DE LA CÔTE-D'OR met en œuvre ce slogan et poursuit son développement en renforçant ses structures. La Direction d'Exploitation recherche :

Responsable Marketing

Rattaché au Directeur d'Exploitation, vous prenez en charge la communication externe concernant les produits et services bancaires ; vous concevez les moyens de promotion adaptés et efficaces et vous les mettez en place avec les personnels concernés. Bien sûr, vous en suivez avec eux les résultats. Pour cela, vous êtes capable d'utiliser la micro-informatique et savez dialoguer avec des informaticiens. Ce poste de cadre s'adresse à un professionnel, de l'expérience de services financiers aux entreprises et/ou aux particuliers, ayant réalisé une compétence similaire. (réf. 205.70 M)

Jeune Diplômé

Jeune Sup. de Co. IEP, DESS Finances, Sciences Eco. Matière de Gestion, vous cherchez, dans les métiers de la banque, à mettre en œuvre sur le terrain votre esprit d'entreprise et votre talent commercial. Nous confierons, de préférence, à un stagiaire-débutant, en tant qu'attaché de clientèle, un secteur précis nécessitant un fort engagement personnel sur des objectifs à moyen terme. Ce poste s'adresse à un candidat ayant développé des qualités relationnelles et le sens du travail en équipe. Il constitue une excellente préparation à des responsabilités opérationnelles. (réf. 210.71 M)

Adressez votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à notre Conseil JOEL BERNARD.

CENTOR RHÔNE ALPES
17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE**Chef du service entretien**

Prendre en charge la responsabilité totale du service entretien de l'usine (20 personnes), définir et mettre en place les procédures de contrôle et de sécurité de l'outil de production ; planifier et coordonner les travaux d'entretien en liaison avec les services concernés ; assurer la formation de l'ensemble du personnel dans le cadre des actions de prévention et de sécurité du travail ; participer à l'élaboration et au suivi des budgets d'investissement.

C'est la mission très complète que vous propose cette importante société du secteur chimique.

Vous êtes de formation supérieure de type A & M, INSA, ENI, et vous justifiez d'une expérience réussie d'environ 10 ans en milieu industriel.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Le poste est basé dans le Sud Est de la France.

La rémunération et les conditions sont bien évidemment liées à l'expérience et de nature à intéresser des candidats de grande valeur.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 689 B à Christian Hollenot, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75002 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

Ressources humaines

CENTRE INDUSTRIEL

FABRICATIONS ELECTRONIQUES (1 000 personnes)

PAYS DE LOIRE

recherche son

FUTUR CHEF DE SERVICE

Contrôle de Gestion et Comptabilité

Ce poste autonome en liaison directe avec le Directeur d'Etablissement sera confié à :

UN CADRE titulaire du DECS ou équivalent démontrant une expérience industrielle d'ANIMATION, de CONSEIL, de PROPOSITION dans les domaines :

a) de la comptabilité analytique et générale

a) du contrôle de gestion.

Il bénéficiera de l'expérience du titulaire actuel pour prendre la responsabilité de la fonction mi 1986.

Adressez C.V., photo, lettre manuscrite et prêt, sous réf. 19677 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Raymond Poulain ConsultantsRecherche et Sélection de Cadres et Dirigeants
Conseil en Ressources Humaines**OUVRE SES BUREAUX
A STRASBOURG**Maison Rouge - 24, Place Kléber
67000 STRASBOURG
Tél. 88.75.50.77**directeur : A. MOOG**

AFORUM 333

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS
PARIS - LYON - STRASBOURG**Ingénieurs logiciels**

Dans le cadre de ses activités régionales ouest à RENNES, SESA vous offre l'occasion de participer à des projets motivants et de haute technicité, dans les domaines de pointe suivants :

- intelligence artificielle (connaissances LISP, PROLOG appréciables),
- protocoles de télécommunications,

- synthèse d'images,
 - enseignement assisté par ordinateur.
- Vous êtes issu(e) d'une grande école d'ingénieurs (ENST, ESE, ENSAE, Centrale, ENSIMAG...), et vous êtes fortement attiré(e) par une carrière informatique chez un leader de l'ingénierie des grands systèmes informatiques.

Alors, merci de nous adresser votre candidature à

SESA, Direction des activités régionales ouest, 107 avenue de Crimée
35100 Rennes.

Préciser sur l'enveloppe la référence 44 LM

Important groupe dans le secteur de la transformation
du papier, très connu dans les arts graphiques,

recherche

SON RESPONSABLE

DE FABRICATION pour son activité FAÇONNAGE

Rattaché au président-directeur général, il participera à l'élaboration de la politique de l'entreprise et aux perspectives de son développement.

Il sera responsable du planning, de la production, de la logistique, de l'entretien, des études d'investissement, et du budget de la fabrication.

Encadrement de 250 personnes.

Formation : Arts et Métiers, ENIM ou équivalent.

Une expérience dans un poste similaire est indispensable.

Poste à pourvoir en Haute-Normandie.

Adressez C.V., photo, salaire et disponibilité sous la
réf. 314.363 M - LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montesson, PARIS-7.

Notre Société est leader dans le domaine
des vibrations et de l'acoustique.

Notre croissance continue nous conduit à recruter

Deux Ingénieurs

Département Acoustique

Ils participeront au développement de méthodes
de mesure et à leur application pour traiter des
problèmes industriels.

Ces deux postes nécessitent des connaissances en
acoustique théorique, traitement du signal et
calcul numérique, le goût pour l'expérimentation et
la métrologie, une aptitude au contact client.

Une première expérience sera appréciée.

Envoyer CV à METRAUIB R.D.S.

Service du Personnel - 64, chemin des Moulins
B.P. 162 - 69132 ECULLY



recherche un

RESPONSABLE H/F

CREDITS PROFESSIONNELS

De formation supérieure, justifiant de 5 années
d'expérience dans le domaine Crédits Profession-
nels, confortés par un stage pratique de l'exploita-
tion bancaire et capable de concilier rigueur et
dynamisme.

Mission : Sous l'autorité du Directeur Départemental,
il devra animer une équipe de 10 person-
nes, confortés par un stage pratique de l'exploita-
tion bancaire et capable de concilier rigueur et
dynamisme.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et
rémunération actuelle à Jean-Jacques BOSSIERE,
34, rue Léonard-Matet 85001 La Roche-sur-Yon cedex.

LABORATOIRE DE
CHIMIE ET BIOLOGIEPEINTURES ANTIFONGIQUES
PROCÉDÉS DE DÉCONTAMINATION

MÂCON

**RESPONSABLE DE RECHERCHE
ET DÉVELOPPEMENT**

Il met au point les nouveaux produits et améliore les produits existants, il intervient dans
le contrôle et les méthodes de fabrication. Il constitue les dossiers d'homologation.
Il assure les consultations extérieures auprès des industries agro-alimentaires, audit
technique, information, formation.

Il gère son activité avec une grande autonomie. Il recrute un jeune assistant labora-
toire microbiologie.

28-35 ans, de formation supérieure en chimie et biologie, il justifie d'une expérience
similaire d'au moins 5 années en industries agro-alimentaires, chimie, cosmétologie.
Son désir d'évolution le conduit à vouloir accéder aux centres de décisions d'une petite
entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle
sous la réf. M 15/1286 B à :

EGOR RHONE-ALPESTOUR DU CRÉDIT LYONNAIS
129, rue Servient - 69431 Lyon Cedex 03PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

GRENOBLE

**Responsable
"financement
de contrats"****NEYRPIC**Dépendant directement du Directeur Financier, vous aurez pour mission :

- la préparation des offres financières à l'exportation,
- la gestion des plans de financement des contrats, crédits acheteurs, cautions, gestion
des parts locales, dossiers COFACE,
- le suivi de ces dossiers,
- l'animation d'une équipe d'une vingtaine de personnes dont plusieurs cadres.

Ce poste vous amènera à intervenir de nombreux contacts, tant internes à l'entreprise,
qu'externes (banques, administrations et COFACE).

Pour cela, des qualités relationnelles et de négociation, alliées à un sens commercial
développé, sont indispensables.

De formation supérieure (École Supérieure de Commerce ou Sciences Économiques),
vous possédez une expérience d'au moins 5 ans des techniques de financement des
biens d'équipement.

La connaissance de l'anglais et de la micro-informatique seront des atouts
supplémentaires.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV + photo) en indiquant votre
rémunération actuelle, à Neyrpic, Gestion des Cadres, BP 75, 38041 Grenoble Cedex.

GROUPE BANCAIRE

recherche dans le cadre de son expansion

L'ADJOINT

DU DIRECTEUR REGIONAL H/F

de l'agence de

CHALONS SUR MARNE

Il devra être diplômé d'Études Supérieures (ESC ou équivalent, ITB
ou CESB) et avoir une expérience de l'action commerciale et des
études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et
de développer ses clientèles (Coopératives, Groupement d'Entreprises,
Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité à
l'analyse financière, le sens des contacts et une expérience de
l'encadrement.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5002
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

سكيا من الالاهل

صكرا من الامل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Etudes informatiques : Architecte et Manager

Nous sommes la filiale française d'un groupe européen en pleine expansion sur le marché de la bureautique. Nous sommes connus pour nos applications dans les technologies de pointe.

Nous voulons vous confier un challenge : celui de communiquer un souffle nouveau à un environnement de plus en plus tourné vers les utilisateurs. Votre rôle sera bien sûr de partir de l'existant, d'animer une équipe en place (structurée de façon classique autour des Chefs de Projets), de régler les problèmes informatiques dont vous serez l'architecte. Mais avant tout, il vous faut être un "Manager" attentif aux besoins des services utilisateurs, à la recherche de solutions techni-

quement valorisantes, mais surtout adaptées à une entreprise efficace. Vous serez l'interlocuteur privilégié de la Direction Informatique.

Si vous avez une dizaine d'années d'expérience, une maîtrise confirmée du commandement, une formation de niveau supérieur et la volonté de décloisonner les disciplines, nous vous offrons la responsabilité de nos études, la possibilité de les faire évoluer et d'évoluer vous-même. Ce poste est à pourvoir à Paris. L'anglais est un "must".

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à notre conseil sous la référence CVO/01 - INFRAPLAN 83 boulevard Raspail 75006 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

INFRAPLAN

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU COMPTABILITE - CONTROLE DE GESTION PARIS

Important groupe industriel français recherche un collaborateur de haut niveau.

MISSION : Il prendra en charge le contrôle budgétaire et le gestion comptable de l'ensemble de nos filiales : ENVIRON 80 SOCIÉTÉS. Il saura évaluer rapidement les situations et proposer des solutions adaptées.

PROFIL :
• Agé d'environ 32 ans.
• Formation commerciale

supérieure + EXPERTISE.
• Expérience de 5 années minimum dans l'audit et, si possible, DANS LE SECTEUR BANCAIRE.

Ce poste, basé à PARIS, implique de fréquents déplacements sur la France entière. De SÉRIEUSES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION se présenteront rapidement à un élément de valeur.

MEDIA BA
9, Bd des Capucins, 75002 Paris
qui transmettra

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (EXIGÉE) et prétentions, s/néf. 3888/LM, à



TECHNOLOGIE DE POINTE

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE MAGNÉTIQUE
Leader mondial du pôle magnétique actif.
Filiale de la S.E.P., de S.K.F. et de SEIKO.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons des :

VERNON (Eure)
80 km ouest de Paris

Ingénieurs grandes écoles électronique et/ou électromécanique

pour les postes suivants :

- RESPONSABLE DE PRODUCTION.
- RESPONSABLE METHODES ELECTRONIQUES.
- CHEFS DE PROJETS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 427 LM à I. et D. LAVALD

IDL CONSEIL - 32 37 55 82 - Le Mesnil Chaudon - 27220 JUMELLES.

COMSAT
INTERNATIONAL
(OVERSEAS)
CORPORATION

UN DES LEADERS
MONDIAUX EN
TELECOMMUNICATIONS,
DANS LE CADRE DE SON
DEVELOPPEMENT
EUROPEEN,
recherche

FIELD SERVICE ENGINEERS

Votre mission : Installer et assurer la maintenance d'équipements terminaux variés chez les clients et en atelier. Tester les circuits internationaux téléphoniques et de transmission de données en relation avec les centres de maintenance de transmission américains et européens.

Votre profil : BTS, DUT Electronique ou expérience civile/militaire équivalente. 5 ans d'expérience minimum dans le domaine des équipements TDM (Time Division Multiple), FDM (Frequency Division Multiple), modems, télé-imprimeurs ou autres équipements terminaux. La connaissance des services et réseaux par satellites, câbles sous-marins et faisceaux hertziens est également souhaitée. Bilingue anglais-français. La pratique de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Pour ce poste, basé à Paris, des déplacements en France et dans d'autres pays européens sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo sous référence M 8522 à Chantal MAHEUX Multiconsult Recrutement, 94, avenue de Villiers - 75017 PARIS, qui traitera confidentiellement votre candidature.

INVITATION À L'IDÉE...

Le but d'une Annonce de Recrutement est invariablement le même : recruter le(s) meilleur(s) candidat(s). Généralement, elle se compose d'une accroche, d'un texte décrivant l'entreprise et le poste, parfois d'une illustration.

Sans l'idée, l'annonce reste une information "passive".

AUM Publicité est une nouvelle agence de Communication Recrutement et de Communication Interne, filiale du groupe Eurocom



En proposant avant toute chose, des idées à nos clients, nous avons réussi notre démarrage d'activité.

Commerciaux P.A., notre agence est en pleine structuration. Si vous êtes intéressés par cette invitation, contactez-moi au 42.25.63.74 ou faites parvenir votre CV à : AUM Publicité, Xavier de Fouquières, 20, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

Je garantis personnellement la confidentialité de votre candidature.

aum.

Chef de produits télématique

Le 1^{er} hebdomadaire Agricole Français et Européen, en pleine expansion, crée un poste de :

LA MISSION : Créer une activité « information » télématique au sein du groupe de presse au profit des lecteurs du monde agricole et du grand public.

LES OBJECTIFS :
- Étude des marchés à court terme (cibles et produits) dans le domaine des applications télématique.
- Mise au point de ces produits (présentation des informations, organisation du logiciel, etc.) et établissement du cahier des charges.
- Coordination interne et externe des aspects commerciaux, financiers et relationnels de cette activité.

LE PROFIL :
- Formation Supérieure, Ecole de Commerce de préférence, ou équivalente.
- 2 à 3 ans d'expérience marketing.
- Connaissances approfondies en informatique « soft ».
- Sensibilisation au monde agricole.
- Forte capacité d'imagination concrète.
- Sens de l'information et de la communication.

RESIDENCE : PARIS.
Vous voulez en savoir plus ? Alors adressez votre CV détaillé, avec une lettre manuscrite et une photo, à : PRAGMA - Recrutement, 86 bis, rue Amiot - 75011 Paris, sous la référence M/AGR.



IMPORTANT ÉDITEUR DE GUIDES TOURISTIQUES DE RENOMMÉE MONDIALE

recherche un

JEUNE RÉDACTEUR

possédant une solide culture générale et une bonne pratique de l'anglais.

Il s'intégrera dans l'équipe chargée de développer une collection très bien implantée sur un marché en expansion.

La connaissance de l'édition serait un atout supplémentaire.

Larges possibilités d'évolution.

Écrire en joignant curriculum vitae à :

INTERMEDIA N° 596
9, rue Labie - 75017 PARIS

qui transmettra - discrétion assurée.

Consultant senior Paris

Professionnel du Conseil en Ressources Humaines : Sélection de Cadres et Dirigeants, Conseil en Organisation, etc., vous souhaitez donner une nouvelle impulsion à votre carrière et rejoindre une structure vous permettant de vous exprimer totalement.

Devenez notre partenaire

En 7 ans, notre Cabinet a su se faire une place parmi les meilleurs. Il est disposé à vous associer à son développement et à sa réussite. Votre expérience et votre impact commercial seront les critères déterminants de notre choix. Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo, sous réf. C.85/M, à :

Staff Consultants
91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris.
32, allée de la Robertsau 67000 Strasbourg.

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

Nous sommes un Groupe Industriel Français Important.

Notre Schéma Directeur des Systèmes d'Information vient d'être défini et va être mis en application. Cette opération est animée par le service organisation (maître d'œuvre), en liaison avec la division informatique. Chaque domaine d'application est pris en charge par une équipe d'analystes-organiseurs.

Pour renforcer ces équipes, nous recherchons des :

ORGANISATEURS - CONSULTANTS INTERNES

Ils conseilleront, assisteront et accompagneront les utilisateurs internes dans la mise en place de nouvelles méthodes de gestion.

Vous avez au minimum 35 ans et 8 années d'expérience de conception et de mise en place de systèmes d'information en tant que consultant (entreprise, ou cabinet), avec pratique d'une méthode d'analyse (de préférence MERISE).

Vous êtes de formation supérieure, et vous avez fait vos preuves d'animateur, coordinateur et formalisateur, par exemple en tant que Chef de Projet.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature, en précisant la référence 3401, à ACTIMAN. Discretion garantie.

264, rue du Fbg-St-Honore 75008 PARIS

Actiman

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un potentiel de n° 1 des affaires sociales.

Le Directeur Général des Affaires Sociales d'un groupe chimique et agro-alimentaire multinational de premier plan, qui a su développer tous les facteurs de la réussite économique et sociale, s'engage à vous faire partager progressivement tous les aspects de sa fonction, située au niveau le plus élevé de l'entreprise.

Vous avez un très bon niveau de culture générale acquis dans une grande Ecole (ESSEC, HEC, Sciences Po...), ou à l'Université (Droit, Économie). Vous avez non seulement le sens de la communication et des relations, mais aussi celui de la bonne Administration et le goût de l'innovation raisonnée et bien gérée au service de l'Entreprise.

Vous avez une première expérience de la Fonction Sociale de 2 à 6 ans, à l'usine ou au siège, sous un ou plusieurs de ses aspects : droit social, formation, communication, études et applications socio-techniques, relations syndicales... Un dossier complet avec photo et souhait de rémunération aux consultants de SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 465 720 M, qui vous garantissent la plus totale discrétion dans l'examen de votre candidature.



Membre de Syntec

INGENIEUR CHIMISTE

DEBUTANT

Important Groupe industriel français recherche un jeune ingénieur de formation génie chimique.

Son poste s'intégrera au sein de notre laboratoire central (industrie lourde) traitant des problèmes de qualité pour l'ensemble de nos unités et équipes de pointe dans les domaines de la microscopie, de l'électronique, de la cristallographie, fluo-X...

Homme de recherche bien sûr, mais également homme de contact. Il entretiendra un dialogue permanent avec les directions de nos usines, nos clients, ainsi qu'avec des organismes extérieurs.

Un élément de valeur pourra rapidement accéder à d'importantes responsabilités au sein du laboratoire central.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions, sous référence 3862, à

SUD-EST FRANCE

C.V. 9, Bd des Italiens 75002 PARIS

Groupe des Fromageries BEL PARIS SAINT-LAZARE

(6 300 personnes - 18 usines)

recrute pour son Département Organisation Informatique - doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 4341 (VM, VSE, CICS, SGBD) et de nombreux IBM 36 :

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE

Responsable d'une équipe chargée d'une part, de l'entretien des applications générales, d'autre part des projets nouveaux de bureautique, micros et informatique.

Le candidat aura une solide expérience en informatique de gestion (5 ans minimum) sur matériel IBM et une formation d'ingénieur, grande école (centrale, ponts...).

Le poste requiert outre des compétences techniques, de réelles qualités de contact, d'animation d'équipe, de la créativité, sous-tendue par un bon sens de l'organisation.

Merci d'écrire avec C.V. et prétentions à Fromageries BEL, Richard Folliot - Chef du Personnel - 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.



CADRE ADMINISTRATIF

Filiale d'un groupe français, nous sommes une importante société de gestion de services publics (eau et assainissement) : 1 550 personnes, C.A. : 850 millions de francs.

Nous recherchons un CADRE ADMINISTRATIF sur PARIS, titulaire d'un diplôme BAC + 4, de type MIAGE, Maîtrise de Gestion, vous avez une première expérience réussie de l'encadrement.

Le poste est celui d'un animateur. L'équipe à encadrer sera responsable de l'ordonnement, du suivi de l'activité, de l'actualisation des tarifs et des liaisons avec les sous-traitants.

Nous vous offrons une formation qui développe les aspects pratiques de votre futur métier.

Ce poste comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 3869, à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

ORGA CONSEIL ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

Notre vocation : conseiller les entreprises dans leur évolution ; concevoir et réaliser avec elles des solutions pour l'amélioration de leurs performances.

Notre professionnalisme nous conduit à placer la barre très haut et nous recherchons des

Consultants

de formation Grande Ecole (Mines, Ponts, Centrales, Supélec, Télécom, HEC), dotés de solides qualités intellectuelles et humaines, et d'une grande disponibilité.

Débuts
Au sein de petites équipes et dans un environnement de haut niveau où la hiérarchie est souple et l'autonomie réelle, nous vous formerons à un métier passionnant et diversifié : celui de consultant qui conçoit et met en place des projets d'organisation et de gestion.

Expérimentés (3 à 5 ans maximum)
Après une expérience probante dans un Cabinet de Conseil ou la Direction Organisation d'une grande entreprise, vous souhaitez maintenant :
• enrichir votre expérience par la diversité de nos interventions, • prendre des responsabilités actives dans la conduite de nos missions et le développement de notre Cabinet, • devenir, à terme, un associé.

Postes à Paris, Lille, Nantes, Toulouse, Lyon. Interventions en France et à l'étranger. Adressez votre candidature à ORGA CONSEIL, à l'attention de Thierry FLORENTIN, 64 rue du Ranelagh 75016 Paris.

groupe SG2

Automatiser, Superviser, Réguler

CGEE ALSTHOM, nous sommes n° 1 dans le contrôle industriel. Pour étoffer en France et à l'étranger notre équipe d'intervention sur des systèmes de surveillance et de conduite de centrales de production d'énergie, nous recherchons :

INGENIEURS SYSTEME
Gamme SOLAR et périphérie.

Vous maîtrisez l'architecture et les techniques pour assurer les essais, la mise en service et la maintenance des matériels, des calculateurs et des automates. Votre formation d'INGENIEUR (informatique, électronique, automatisme) complétée par une expérience et/ou une formation constructeur acquise sur ce produit sera appréciée. Bien sûr, vous maîtrisez l'Anglais et êtes disponible pour des interventions fréquentes et de courtes durées (moins de 3 mois) en France ou à l'étranger.

Si ce type de poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions à J.D. AUROY - CGEE ALSTHOM - 9, rue Ampère - 91300 MASSY.



CGEE ALSTHOM

BOUYGUES

Dans le cadre du développement de ses activités
TRAVAUX PUBLICS
recherche des

ingénieurs travaux
conducteurs de travaux

- CONFIRMES GENIE CIVIL ET OUVRAGES D'ART
- AYANT UNE EXPERIENCE MINIMUM DE 4 ANS.

Ces cadres se verront confier la responsabilité d'un ou plusieurs chantiers en REGION PARISIENNE ou en PROVINCE.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8628 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR
T.P.E.

SUD-EST FRANCE

Important groupe industriel français, nous recherchons un ingénieur T.P.E.

Agé d'environ 30 ans, ingénieur ENITE de formation, vous avez une première expérience réussie qui vous permettra d'occuper un poste important au sein de notre laboratoire recherche-développement et contrôle qualité.

connaissance du milieu du BTP et votre sens des relations feront de vous l'interlocuteur privilégié de nos clients.

A terme, vous saurez saisir les opportunités de carrière qui se présenteront à vous au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions, sous la référence 3883/LM, à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

PARIS

INGENIEUR T.P.

ESTP + 1^{re} EXPERIENCE

Important Groupe Industriel français recherche un ingénieur T.P.

Agé d'environ 30 ans, ingénieur de formation ESTP, vous avez une première expérience réussie dans les travaux publics.

Après une courte période de formation à nos produits et à nos méthodes, vous intégrerez l'équipe commerciale où vous serez plus particulièrement chargé d'études marketing. Homme de chiffres, vous analyserez les marchés et mesurerez leur adéquation avec nos produits.

Homme de terrain, vous serez très étroitement associé à toutes les actions commerciales.

Ce poste s'intègre dans un Groupe dynamique de taille internationale au sein duquel vous pourrez évoluer.

La connaissance des applications informatiques serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions, sous réf. 3887/LM.

COMMUNIQUE
9, Bd des Italiens 75002 PARIS
qui transmettra

صكا من الامل

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Adaptez les emplois à la banque de demain

Telle est la mission d'envergure que vous propose cette importante banque française, attentive à la gestion harmonieuse de son potentiel humain. Rattaché(e) au Responsable des Ressources Humaines, vous serez chargé(e) de : mener une réflexion stratégique portant sur l'évolution qualitative et quantitative des besoins de personnel dans les années à venir, mettre en place une gestion prévisionnelle des effectifs, et définir les besoins en formation qui en découlent. Votre formation supérieure et votre expérience (4 - 5 ans), acquise au sein de structures importantes, dans la fonction personnel vous seront indispensables pour réussir dans ce poste élargissant réflexion et action. Une disponibilité rapide est souhaitée.

Anne BOUTTIER traitera votre candidature avec le plus grande confidentialité. Merci de lui adresser sous la référence 167 A une lettre manuscrite mentionnant votre rémunération actuelle, un CV, une photo à : H.B. - 66 avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.

UN CADRE A

Cette personne sera chargée de l'encadrement du secteur « URBANISME », « URBANISME OPÉRATIONNEL ». Elle devra promouvoir :
- d'une part, les perspectives de traitement de textes et d'information du secteur ;
- d'autre part, une assistance juridique à divers dossiers d'urbanisme en cours sur le territoire.

Les compétences requises sont les suivantes :
- Formation juridique souhaitable ;
- Goût du contact avec le public ;
- Esprit d'initiative ;
- Expérience souhaitable d'environ 2 ans.

Les candidatures sont à adresser :
Monsieur le Maire,
Hôtel de Ville,
Place Gaiquani,
91100 CORBEIL-ESSONNES.

ALSTHOM

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE TURBO MACHINES, nous proposons d'intéressantes possibilités de début de carrière en Région Parisienne dans un de nos importants établissements qui conçoit, fabrique et commercialise dans le monde entier des turbines à vapeur, des pompes et des compresseurs.

JEUNES INGENIEURS CHANTIER

A. et M., CENTRALE, ENSI (Mécanique), IDN
Ces postes impliquent grande mobilité, initiatives et esprit d'entreprise. Ils concernent des ingénieurs débutants qui après formation, auront des responsabilités de montage et mise en service de nos matériels tant en

Europe, qu'en ASIE ou AMERIQUES

Anglais Indispensable. Larges perspectives d'avenir dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 4006-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

JEUNES DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE COMMERCIALE

LE POSTE QUE NOUS CROISONS DEVIENDRA PEUT-ÊTRE LE VOTRE

ATTACHÉ DE DIRECTION

D'UNE ENTREPRISE DE PUBLICITÉ MOBILE EN CRÉATION.
Cette société aura l'appui d'un groupe relativement important (400 MKF).

IL SERA CHARGÉ :

- De la mise en place des structures de fonctionnement ;
- De la commercialisation du produit.

Le candidat retenu aura une forte personnalité, l'envie de réussir et le goût des contacts humains. La rémunération sera en fonction de la qualité du candidat retenu.

Env. lettre man. avec C.V. photo à PIERRE LICHOU S.A., réf. 4 764, 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02 qui tr.



recrute pour son Centre de Recherches du BOUCHET

1 Ingénieur chimiste organicien

Une formation supplémentaire ou une expérience en génie chimique sont souhaitées.

Quelques années d'expérience en développement ou en chimie fine seront appréciées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à SNPE - CRB, 91710 VERT LE PETIT, en précisant la référence I/LD 8556.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'UN JEUNE GROUPE DE SOCIÉTÉS

recherche pour le succéder

UN COLLABORATEUR(TRICE)

- Il assistera dans toutes ses tâches et plus particulièrement :
 - le suivi de la trésorerie ;
 - la préparation de trésorerie à C.T. et M.T.
- Il prendra également en charge :
 - la comptabilité et le suivi des dossiers administratifs.

- Le candidat retenu devra avoir une réelle expérience de la trésorerie et de la comptabilité et devra par ailleurs avoir des solides connaissances en informatique.

- Un diplôme technico-professionnel et d'enseignement général sera exigé.
- La rémunération annuelle sera de l'ordre de 180.000 F.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. + photo à PIERRE LICHOU S.A., sous réf. A.763, 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SCII recherche urgent dans le cadre de son expansion pour la conception et le développement d'importants projets de télécommunication et d'informatique industrielle

DES INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES DIPLOMÉS EN INFORMATIQUE

justifiant d'un minimum 2 ans d'expérience dans les systèmes temps réel. La maîtrise de UNIX et de C, serait un atout essentiel.

Envoyer c.v. à l'attention de M. MERED, SCII, 83, rue Michel-Ange, 75016 PARIS ou téléphoner au 47-43-07-01.

fiscaliste

ENI ou DESS FISCALITÉ. 5 ans au moins d'expérience en Cabinet.

Adresser CV manuscrit et prétentions à N. DAVIGNAU 71, rue Beilhard 75018 Paris qui fera suivre.

THOMSON-CSF

DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

Dans notre Département de VÉLIZY (1400 personnes), nous étudions et fabriquons des produits de très haute technologie. Dans le cadre de notre expansion, nous souhaitons rencontrer un :

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN ADJOINT AU CHEF DES SERVICES GÉNÉRAUX

Vous serez chargé dans un premier temps :

- de la restructuration des réseaux ;
- de la préparation d'un changement de tension échelonné des moyens de production ;
- de la télécommande des installations industrielles.

Une expérience d'au moins 5 ans dans une activité équivalente est souhaitée.

Merci d'adresser C.V. et photo au Service du Personnel - THOMSON-CSF - 2, rue Latécoère, 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY.



ADR Groupe SKF

Roulements à billes miniatures et de haute précision

Ingénieur Applications Techniques pour son bureau d'études

Mission tournée autant vers les clients (contacts permanents) pour bien connaître leurs besoins et les aider à les définir, que vers la fabrication usinée qui devra les réaliser. Les contacts seront également permanents avec les Services Marketing et vente tant en France qu'à l'étranger.

- Formation INSA, ENI, A et M, etc.
- Anglais courant indispensable
- Déplacements fréquents mais résidence locale à prévoir.

Les candidatures précédemment adressées à ADR recevront rapidement réponse.

Pour ce poste, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : François CHARRIQUET - A.D.R., 6, rue de Seine - 77810 THOMERY.

GERANT OBLIGATAIRE

Vous êtes diplômé d'une Grande École (ISFA, X, CENTRALE, ESSEC, HEC...).

Vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans la GESTION DE PORTEFEUILLES OBLIGATAIRES au sein d'un établissement bancaire ou financier, ou dans une charge d'Agent de Change.

Nous vous offrons la possibilité de confirmer votre compétence au sein d'une équipe motivée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous réf. AD20

Service Recrutement 44 rue de Courcelles 75008 Paris

BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

ETABLISSEMENT FINANCIER PARIS 8ème

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA DIRECTION COMMERCIALE

Diplômé d'une école de commerce, âgé de 28 à 30 ans. Expérience professionnelle de 4 à 5 ans au sein d'une Société à caractère financier et/ou commercial.

Le candidat ayant des capacités certaines d'organisation et de créativité, sera chargé de structurer et d'animer le Secrétariat Général de la Direction Commerciale.

Chef d'état major et homme de marketing, il aura à étudier, mettre en place et contrôler les actions et produits proposés par notre réseau d'agences.

Notre établissement étant apparenté à un groupe multinational, la pratique courante de la langue anglaise est exigée.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Adresser C.V. et prétentions à N. 5006 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

Filiale d'un très important groupe européen dont elle distribue les produits en France, cette Société - CA : 4,5 milliards de Francs - Effectif : 700 personnes - recherche, pour en prendre à moyen terme la responsabilité complète, un

Chef des Services Comptables

Rattaché à la Direction Générale, il animera près de 40 personnes (Comptabilité générale, analytique, comptabilités auxiliaires, trésorerie...) et sera responsable de la clôture des comptes (normes françaises et S.E.C.) et de la Fiscalité.

Outre une formation supérieure complète en Comptabilité et Fiscalité - expertise souhaitée - les candidats posséderont une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, acquise de préférence dans un groupe international et en position hiérarchique réelle. La pratique de l'Allemand sera un atout très apprécié.

Merci d'adresser votre dossier, en tout confidentialité, sous réf. 424 à notre Conseil : Nicole Anceci

SODERHU 22 rue Saint Augustin 75002 PARIS



JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN OU ELECTROMECHANICIEN : DEVEZ-VOUS EUROPEEN

N°1 français de l'automate programmable avec un CA supérieur à 1 MF/salarié et 500 personnes : April a décidé d'asseoir ses positions en Europe.

Vous avez un diplôme d'ingénieur valorisé par une première expérience commerciale export dans la vente de biens d'équipements. Nous vous assurons une formation dans nos usines afin de vous permettre d'être rapidement opérationnel sur le terrain et suffisamment indépendant pour organiser vos nombreux déplacements depuis Paris vers toute l'Europe.

La pratique courante de l'anglais est bien entendu indispensable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 8558 M au Cabinet ROUBEDX DECISION, 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS. Réponse assurée.

Grande Banque Parisienne

recherche

H-F

rganisateurs expérimentés

Le secteur bancaire est en pleine mutation. Notre banque, qui est et veut rester novatrice dans tous les domaines, attache une importance particulière à la Fonction Organisation.

Dans cette optique, nous recherchons des organisateurs disposant :

- d'un niveau d'études supérieures (IESTO appréciés)
- d'une expérience similaire de 5 ans min. en milieu administratif

Ils prendront la responsabilité d'études de modernisation de services et de procédures liées à la mise en place de moyens informatiques et bureautiques.

Merci de préciser vos rémunérations actuelle et souhaitée dans la candidature que vous adresserez sous réf. 4925 à l'agence DESSEIN 15 rue du Louvre - 75001 Paris.

NOTRE FIRME LEADER MONDIAL DE L'EXPERTISE recherche pour son siège social à PARIS

RESPONSABLE du département achats

Il sera notamment chargé de la comparaison et de la négociation de prix pour des produits industriels très variés aussi bien en taille qu'en nature. Notre homme ingénieur CNAM de préférence, est issu de l'industrie mécanique, de l'électromécanique ou de l'engineering, et a de bonnes notions d'anglais.

Nous vous remercions d'écrire avec CV, prétentions sous N° 9483 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



SOCIÉTÉ DE MÉCATRONIQUE MAGNÉTIQUE
Leader mondial du pôle magnétique actif.
Filière de la S.E.P., de S.K.F. et de B.E.K.O.

TECHNOLOGIE DE POINTE
VERNON (Eure)
30 km ouest de Paris

Dans le cadre de notre expansion,
nous recherchons un :

Responsable du personnel

Ce poste conviendrait à un cadre expérimenté, âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure.
Il sera chargé de la gestion administrative du personnel, du recrutement des ETAM, de la formation et participera aux relations avec les partenaires sociaux.
Les services généraux lui seront également confiés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions
sous réf. 426 LM à L. et D. LAVALD

IDL CONSEIL - 32 37 55 82
Le Mesnil Chaudron - 27220 JUMELLES.

INGENIEUR PRODUCTION

Nous sommes une Société Industrielle filiale d'un grand Groupe français (C.A. 3 milliards). Nous fabriquons dans une unité située au Nord de Paris des produits de grande série destinés principalement à l'industrie.

Nous recherchons un Ingénieur de Production dont la première mission sera de regrouper l'ensemble de nos productions dans un seul atelier. Ce transfert s'accompagnera de modifications d'équipements et de changement de technologie. Cet Ingénieur assurera ensuite la responsabilité de la fabrication dans cet atelier.

Nous confierons ce poste à un jeune Ingénieur Mécanicien, type A.M., ayant obligatoirement une première expérience réussie dans la production et les méthodes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo en précisant sur l'enveloppe la référence 3616 à : RSCG CARRIERES - 48, rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Création de poste
Paris 8^e

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Groupe de sociétés de services, très dynamique (+ 35% l'an depuis 6 ans) crée un poste de JEUNE CONTROLEUR DE GESTION avec une première expérience.

En prise directe avec le Directeur Financier du groupe vous aurez pour missions :

- écouter, conseiller et aider les différents agents répartis sur le territoire dans leurs tâches administratives (prévoir de courts déplacements).

- mettre en place et suivre de nouveaux systèmes de tableaux de bord pour un reporting hebdomadaire du suivi d'exploitation.

Diplômé d'Etudes Supérieures, vous prouvez de réelles qualités de rigueur et d'organisation auxquelles vous ajoutez un sens aigu de la pédagogie et un goût prononcé (et indispensable) pour la micro-informatique.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. photo et prêt. à M^{me} LEGALL - 26, rue de Méromonte, 75006 Paris.

GROUPE IMPORTANT

recherche pour missions
commerciales de confiance

3 HOMMES D'AFFAIRES

Votre jeunesse et votre dynamisme sont vos atouts, vous avez une bonne culture générale et environ 30 ans.

Si vous êtes libre immédiatement, téléphonez à M. LIP ou 48-88-11-27, pour r.v.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES DU UNIVERSITAIRES

pour assurer des développ.

- langage C/PASCAL ou

- Assemblée, Pascal ;

- Logiciel de base ;

- Assemblage, Pascal ;

Cor. au : 79/80, av. Guitard

Tour Guitard 1

93174 BAGNOLET CEDEX

6 CADRES COMMERCIAUX « SPECIALISTES »

1) - FACTURING

2) - TRAVAIL TEMPORAIRE

3) - ENCYCLOPÉDIE (en

document)

4) - HYPERMARCHÉS (en

document)

5) - FINANCIER

6) - ÉLECTRO-TECHNIQUE

(mécatronique)

C.V. + photo à V. INTER

47, r. Boudier, 92210 St-Cloud

Téléphone : (1) 47-71-88-83

PROFESSEURS DE FRANÇAIS

pour des missions 1^{er} cycle

ÉCOLE PRIVÉE PARIS EST

8, rue de la Chapelle, 75002

PARIS, qui transmettra

INTERVENANT ÉCONOMIQUE

Poste à pourvoir rapidement

à Paris.

Écrire sous le n° 314.451 à

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

SURVEILLANT collège poste important

Carrière statut

important

Tél. : 47-83-48-35.

RECHERCHONS

Jeune ingénieur ou ATP

pour études et réalisations

liées de la puissance, large

bande d'impédance, B.P. : 177,

91844 Les Ulis Cedex.

Tél. : 60-07-10-00, poste 404.

CONSULTANT EN INGENIERIE

SPORT et LOISIRS
(équipements, développement,
rentabilité, gestion...)

recherche

chargé d'études

28 ans minimum

Polyvalent, il doit détenir une bonne base technique et économique (architecture p. ex) permettant de réaliser des études de conception, de faisabilité et des audits de gestion pour les collectivités locales.

Il doit avoir une rigueur rédactionnelle et une imagination et une curiosité pour élaborer des solutions.

Lieu de travail : MARNES-LA-COQUETTE

Cabinet Lecomte 4, rue Amiral Courbet

75116 PARIS Réf. 50282

Groupe Locafrance

Leader du crédit bail mobilier,
recherche pour son agence de COMPIEGNE :

ATTACHE COMMERCIAL

Mission :

- assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements professionnels.

- développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospection appropriées.

Profil :

- formation commerciale supérieure (ESCP, EDHEC...).

- goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.

- expérience professionnelle confirmée obligatoire.

Adresser C.V., photo et prétentions au Département Recrutement

Groupe LOCAFRANCE

43-47, av. de la Grande Armée

75116 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE FINANCIER

44 ans, diplômé enseignement supérieur

Expérience, gestion, finances, comptabilité

droit des affaires, DES, CAAE-DESS, DECS

Trilingue : ANGLAIS, ARABE, ESPAGNOL.

Expérience professionnelle dans domaines :

Administratif, comptable, financier, social et fiscal.

recherche POSTE POSITION CADRE DIRECTION

dans entreprise nationale ou internationale,

établissement financier intervenant dans secteur bancaire.

Étudier toute possibilité de représentation

et propositions dans régions suivantes :

Afrique, Maghreb, Proche et Moyen-Orient.

Ecr. s/v le n° 3100, LE MONDE PUBLICITE,

1, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 37 ans, DEA de droit social

+ préparation DEA droit privé,

expérience de la rédaction

pour revues, journaux, revues

de droit. Tél. : 42-23-71-43.

J.L. 28 ans, DES gestion +

DECS + CSFJ + CSREI, cher-

che place dans gde entrpr., ou

collaborer France ou étranger.

Tél. : (1) 45-85-74-85.

Cadre administr. exp. 26 ans

d'expérience. ECR, anglais, alle-

mand, esp. marking int. adm.

visé, export et import, 10

ans exp. à resp. 43-65-06-02.

CAMBLER P3 ELECTRONIQUE

66 A, 10^e arr. ch. répub. adm.

poste stable C.T., Paigra, To-

ron, Rack, Câble, Téléphone,

Aux. Vidéo, Sirene, Libr. de

suite. Tél. : 30-38-74-94.

RESPONS. BUREAUTIQUE

Solide expérience en bureau-

que, notions, formation, organi-

sation, conseil, recherche nour-

velle opportunité de direction.

Écrire sous le n° 3100

LE MONDE PUBLICITE,

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 21 ans, BEP et CAP conf.

barman et de bar., ch. exp.

sur 10 ans de 30 ans. Exp.

anglais, italien part. écr.

Tél. : 48-32-21-48.

H. 40 ans, organisateur EISTO,

ch. répub. Paris même temps par-

tiel, exp. formation micro-

informatique et bureautique.

Salaire motivant.

Tél. : 43-79-87-13.

J.F. 30 ans, études universi-

taires, BTS Secrét. dynamique,

anglais, italien, ch. poste mod-

ernité à responsabilité, struc-

ture dynamique de prof. domaine

culturel. Tél. : 43-24-18-85.

UNE FEMME INGENIEUR

Exp. Conseil et Formation P.T.

VOTRE SERVICE FORMATION

au 60-28-17-31.

J.F. 31 ans, études sup., exp.

prof. 5 ans respons. pool des-

pole polytechnique : style infor-

matique, exp. : qual. rigueur,

originalité, ch. trav. assuré et

réact., rédaction, rédaction, co-

rection, trait. texts, toutes pos-

sibilités sauf vices, Paris, pro-

visé. Ecr. Catherine Barret

7, r. de la Gare, 92150 MEUDON

QUI RECHERCHER

BERNARD CASTIGAT

tout aime bien chasser bien tout

document, tableau de bord,

cherche n'est pas seule pour

devenir un chef.

- Réviser et bien.

- Petit être honnête.

Tél. : 43-28-87-53.

J.F. 34 ans, études sup. lettres

classiques et droit, exp. ensei-

gnement et vie associative, dy-

namique, exp. organisation,

cherche poste à responsabilité

domaine artistique, culturel.

Temps plein ou partiel. Libre de

suite. Tél. : (1) 43-40-42-43.

Important Groupe Industriel

recherche pour filiale 2 000 personnes.

C.A. : 1,8 milliard

(secteur biens d'équipement)

CONTROLEUR DE GESTION

De formation H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.

Ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise

en cabinet d'Audit et/ou en milieu

industriel dans le domaine des grands

contrats à l'exportation.

Adresser C.V., rémunération souhaitée

et photo s/référence 20268 à

CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue

de l'Opéra, 75004 Paris

cedex 01, qui trans.

capitaux propositions commerciales

Nous recherchons des agents

nationaux

Pour un producteur suisse nous

cherchons des représentants

pour un appareil utilisé avec

grand succès aux postes de

secours (industrie électro-

nique, radio/TV, hobby). Les in-

teressés travailleront dans des

ce marchés sont priés de

s'adresser à : Ego, conseil

d'entreprises, case postale

3160, CH-5430 Wetztingen

3 / Suisse.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vendu RENAULT 5 GTI, 1983

65.500 km - Couleur beige - In-

terieur beige, Bon état. Pri-

requis à 60000 F.

Téléphone : 30-55-03-58

(après 18 heures).

de 8 à 11 C.V.

Particulier vend LADA 1200,

1981, 65000 km, état très bon.

MAZDA 626, 1981, bon état.

Prix : 30.000 F.

Téléphone : après 18 h. :

43-80-52-25.

bureaux

Locations

ÉTOILE

BUREAUX

MEUBLES

TREIS HAUT NEUVEAU

SALLE DE RÉUNIONS

DOMICILIATIONS

SECRETARIAT - TÉLÉX

Tél. : (1) 47-37-15-35.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

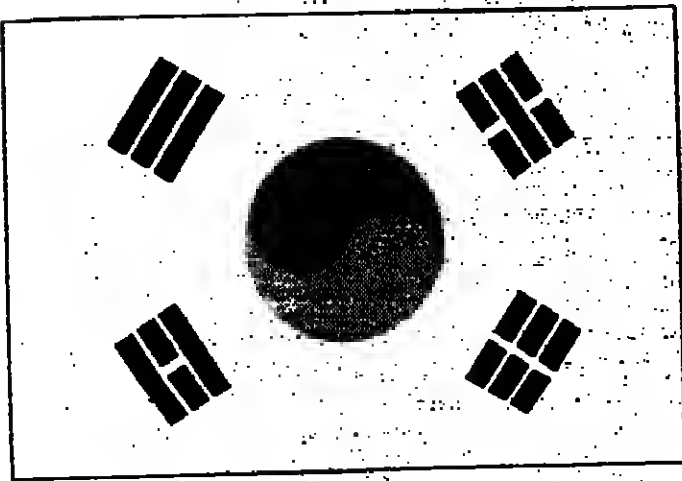
TELEX SECRETARIAT

DÉMARCHEZ CONSTITUTIONS

AGECO 42-94-85-28

STATIONNEMENT AÏSÉ

Votre adresse commerciale ou



CORÉE DU SUD

Les nouveaux défis

Le « miracle » menacé

Le « miracle » économique sud-coréen marque le pas, menacé par ceux qui ont le plus d'intérêt à le voir se perpétuer pour conforter la stabilité politique de leur allié : les États-Unis. La croissance économique a été le pilier sur lequel les régimes qui se sont succédés au Sud depuis une trentaine d'années se sont appuyés pour gouverner et pour désamorcer l'opposition à leur autoritarisme. Or ce progrès se trouve menacé par la montée du protectionnisme et par la contraction de la demande sur le marché américain notamment. Car le « miracle » coréen, comme celui d'autres pays d'Asie, doit étonner à ce marché.

C'est là qu'ont été écoulées, bon an mal an, 40 % des exportations ; et les exportations, c'est le grand moteur de la croissance. Certes, l'économie sud-coréenne est suffisamment forte et diversifiée pour ne pas redouter un brutal effondrement. Il n'empêche que Séoul est dans une position délicate : poussé par les pays en développement vers ses marchés traditionnels, tiré vers le haut, vers des créneaux sophistiqués où la concurrence est sévère et les marchés de plus en plus fermés, sinon saturés, le tout sur fond d'une difficile mutation technologique.

Si les exportations stagnaient durablement, qu'adviendrait-il des chaebols, ces conglomérats mastodontes qui se partagent la moitié de la production et du commerce, mais dont on connaît la fragilité financière ? Comment rembourser une dette qui ne semble guère avoir préoccupé les financiers jusqu'à présent, mais qui est malgré tout la quatrième du monde : 45 milliards de dollars ?

Difficultés conjoncturelles et problèmes structurels pèsent sur une économie souvent donnée en modèle, mais qui doit rapidement réviser ses mutations si elle veut conserver sa tige fleurissante et sa stabilité.

R.-P. PARINGAUX.

Une stratégie commerciale en pleine mutation

La Corée du Sud connaît depuis un quart de siècle une croissance économique au rythme si rapide que tant sa structure industrielle que sa stratégie commerciale sont en perpétuelle mutation. Il y a cependant dans ce dynamisme foisonnant une constante : les exportations constituent, et sont appelées à demeurer, le moteur de la croissance (représentant actuellement 37 % du PNB). Entre 1965 et 1973, elles ont augmenté annuellement de 30 %, puis de 15 % en moyenne au cours de la décennie suivante.

Une récente étude (octobre 1985) de l'Institut coréen pour l'économie et la technologie (KIET) prévoit qu'en l'an 2000, la Corée enregistrera un excédent de sa balance commerciale se chiffrant à 125 milliards de dollars (l'électronique, les machines et l'automobile, représentant 56 % du total des ventes à l'étranger).

Pour atteindre de tels objectifs, la Corée doit modifier en profondeur sa stratégie commerciale, s'attaquant peut-être moins à de nouveaux marchés qu'à des segments de ses marchés traditionnels qu'elle n'a pas encore pénétrés (le haut de gamme). Elle ne peut plus se contenter seulement de vendre et d'exporter des produits, mais elle doit aussi fabriquer sur place dans le cadre de prises de participation. C'est en fait là un impératif pour certaines branches industrielles (en particulier celles tournées vers les productions à forte valeur ajoutée) leur permettant notamment d'acquiescer les technologies nécessaires.

L'étude du KIET est publiée à un moment où l'économie coréenne marque le pas : la croissance, en 1985, ne dépassera pas 5 % (alors que l'objectif fixé par l'Agence de planification était de 7,5 %). Les exportations, pour la première fois, seront inférieures

de 10 % aux prévisions (elles n'atteindront que 29 milliards de dollars).

La conjoncture internationale (et, en particulier, américaine) est assurément un facteur expliquant les difficultés rencontrées par la Corée. Mais, en réalité, cette conjoncture défavorable agit comme un révélateur de pro-

blèmes plus profonds. Ceux-ci tiennent à la fois à une baisse de la compétitivité de certains produits traditionnels (tels les textiles, concurrencés par les productions de pays où les coûts de main-d'œuvre sont plus faibles) et à une nécessité de diversifier la gamme des exportations en faisant porter l'effort sur des produits à plus forte valeur ajoutée.

La Corée du Sud trouvera son second souffle industriel et commercial si elle parvient à promouvoir une politique de créativité et de qualité dans le haut de gamme.

Une période de transition

Il ne s'agit pas seulement d'ajustements, mais bel et bien de mutation. L'économie coréenne est entrée dans une période de transition : de sa capacité à s'adapter à un nouvel environnement international dépend la rapidité de son entrée de plein-pied dans la compétition économique globale.

A la nécessaire évolution de la composition de ses exportations s'ajoute, pour la Corée, une non moins impérative obligation d'ouvrir son marché à l'étranger. Les États-Unis exercent, depuis le début des années 80, de sérieuses pressions en ce sens. Au départ, c'est-à-dire au début des années 60, l'industrie coréenne est née à l'abri de solides barrières protectionnistes destinées à lui

permettre de fabriquer des produits de substitution aux importations. Au début de cette décennie, Séoul a officiellement annoncé son intention de libérer son marché. Des progrès devront être accomplis jusqu'en 1988. Mais, à cette date, certains secteurs-clés de l'économie (tels l'automobile ou les produits de l'agro-

alimentaire) seront toujours strictement protégés.

Les produits importés sont l'objet de droits de douane élevés : un tiers seulement bénéficie de tarifs de l'ordre de 20 %. Les cosmétiques ou la bière sont frappés respectivement de taxes de 60 % et de 500 %.

A la fin d'octobre, le gouvernement a publié un projet de libéralisation des importations qui a provoqué de vives oppositions locales et a aggravé un anti-américanisme diffus. Seoloo M. Chaog Sokao, directeur adjoint du bureau du commerce international au ministère du commerce et de l'industrie, « la libéralisation de notre marché est une décision politique acquise. C'est, en effet, la condition de l'entrée de la Corée dans le concert des pays industrialisés d'ici à l'an 2000. Toute la question est de définir le rythme de cette ouverture ».

Les importateurs estiment que les effets de cette politique sont longs à se faire sentir. Il ne fait guère de doute que la libéralisation du marché coréen dépend de la rapidité avec laquelle l'industrie nationale s'adaptera à la conjoncture internationale ; elle doit récupérer sa compétitivité dans certains secteurs actuelle-

ment en difficulté, tout en se renforçant dans celui des technologies de pointe.

L'exemple de l'industrie textile illustre la première situation. Le textile est un secteur qui a connu, entre 1970 et 1978, un taux de croissance de 20 %. Mais celui-ci est tombé à 4,5 % au début des

années 1980. Les exportations ne représentent plus que 7,2 % du total des ventes à l'étranger (contre 9,3 % en 1981).

Cette régression est due essentiellement à la concurrence de pays comme l'Indonésie ou la Chine, mais aussi à un relatif désintérêt du gouvernement pour les PME (90 % des ventes de textiles à l'étranger sont réalisées par des entreprises dont le chiffre d'affaire à l'exportation ne dépasse pas les 10 millions de dollars). Pour sortir de l'ornière, ce secteur a d'autre solution que de s'orienter vers une production de qualité, ce qui suppose une meilleure formation des ouvrières.

L'industrie de la chaussure est un autre secteur traditionnel qui se trouve dans une situation analogue à celle du textile. La Corée est le premier exportateur de chaussures du monde (fournissant 80 % de la demande en chaussures de sport par exemple). Depuis 1980, les exportations augmentent de 12,8 % par an, mais cette industrie est désormais victime d'une surcapacité de production. Là encore, la Corée, poussée vers le haut par ses concurrents (notamment Taiwan), ne peut que jouer la carte de la qualité pour maintenir sa place sur le marché.

Cette orientation vers la qualité des productions coréennes suppose que les industriels se forment une réputation qui leur manque encore trop souvent et qu'ils ne se contentent plus d'être des sous-traitants de grandes marques (c'est notamment le cas dans la confection et la fourrure). Cette évolution implique des investissements en matière de création et également dans les réseaux de distribution à l'étranger.

Parallèlement à une politique visant à récupérer une compétitivité dans les secteurs traditionnels — qui assurent encore une bonne partie de l'emploi — la Corée se lance dans une conquête de nouveaux marchés, en particulier celui de l'automobile et des hautes technologies. Les semi-conducteurs représentent, en 1985, une part encore minime de ses exportations (4,5 %).

Ce secteur est cependant appelé à se développer rapidement, car il conditionne les progrès d'une branche qui devrait, dans les prochaines années, être la première pour les ventes à l'étranger : l'électronique (elle représente aujourd'hui 14 % des exportations).

L'évolution de la production électronique est soutenue par une progression très forte des investissements : en quatre ans, ceux-ci ont été multipliés par cinq. En 1985, les exportations de produits électroniques grand public se sont élevées à 2,9 milliards de dollars.

Afin de mener à bien cette stratégie industrielle qui vise à être présente aussi bien dans les secteurs où le coût de main-d'œuvre reste important que dans ceux à forte valeur ajoutée, la Corée s'oriente de plus en plus vers des opérations de production conjointe avec des firmes étrangères.

PHILIPPE PONS.

(Suite de la page 33.)

La Banque Indosuez en République de Corée.

La Banque Indosuez est en Corée depuis 1974. Sa succursale de Séoul s'intègre dans un réseau particulièrement dense en Asie-Australasie qui couvre 22 pays du Pakistan au Japon ou à l'Australasie.

La Banque Indosuez, présente dans 65 pays vous ouvre tout un monde d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

Siège social: 96 boulevard Haussmann 75008 Paris.
Séoul: Kwang Hak Building 360 - 1 Taepyeongro-2 Ka - Choong-Ku - Séoul - Directeur: Charles Reybet-Degat.

BANQUE INDOSUEZ. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS.

صكنا من الامم

Le démarrage délicat de l'automobile

Les constructeurs sud-coréens d'automobiles semblent satisfaits des éraietes qu'ils inspirent à leurs concurrents japonais. Du moins, non loin du palais royal de Kyongbok - masqué lourdement par ce qui fut la résidence du gouverneur général nippon - au siège séculier de Hyundai Motor Company, la première firme de voitures particulières du pays, affleure-t-on un contentement.

Ainsi les responsables à l'informelle blouson bleu sombre montrent-ils, avec un certain sourire, des caricatures publiées dans la presse de Tokyo qui illustrent l'offensive de l'automobile sud-coréenne. Quarante ans après la fin de l'occupation japonaise (1910-1945), tout succès économique fait figure de revanche sur le grand voisin du Sud-Est.

A ce titre, la réussite, au Canada, de la voiture Pony, une petite cylindrée compacte qui est, avec la Stellar, plus longue et plus puissante, un des deux modèles de

leurs constructeurs, près de Montréal, une usine d'assemblage capable de produire, à partir de 1990, environ 100 000 véhicules par an. Ne faut-il pas se préparer ainsi au moment où la Corée ne bénéficiera plus de la dispense de droits de douane - ou de quotas - dont elle dispose en tant que pays en développement qu'elle n'est plus tout à fait.

L'ambition de Hyundai est, en fait, de vendre dès l'année prochaine 100 000 Pony Excel, une traction avant, sur le marché américain. Est-ce possible ? Certes, la firme coréenne est financièrement et technologiquement aidée par le groupe japonais Mitsubishi, qui vient de porter de 10 à 15 %, sa participation au capital.

Toutefois, de nombreux obstacles (réseau de distribution, service après-vente...) demeurent sur le chemin des Etats-Unis, même si les firmes américaines, peut-être ravies de faire pièce aux japonaises, ne mettent pas de bâtons

pause, qui paraît être celle des visites, on voit, de la passerelle qui domine la chaîne, les ouvriers à blouson jouer aux dés ou somnoler.

La durée du travail est en effet, de 48 heures par semaine, mais peut monter jusqu'à 56 heures, voire 60. Les vacances ? 70 jours

par an. On sursaute, mais le calcul comprend les dimanches et les jours fériés. Il reste une semaine, ce qui est plus raisonnable. Les salaires ? Secret, mais ils doivent se situer entre 3 000 et 4 000 francs par mois pour un ouvrier qualifié. Pour 60 voitures à l'heure, le coût serait de 2 dollars, contre 12 au Japon et 20 aux Etats-Unis.

Le résultat ? Plus de 120 000 voitures construites en 1984, dont un tiers sont exportées, une capacité de production de 400 000 véhicules par an. La firme est, en l'état actuel du marché extérieur et intérieur, surdimensionnée. Mais demain ? Car le pays du Matin-Calm ne ressemble en rien à son appellation, poussé qu'il est, pour assurer son équilibre, économique et politique, à une marche en avant forcée.

La consommation nationale de voitures est certes faible - 1 voiture pour 125 habitants - alors que, communément, il faut avoir un marché intérieur pour exporter. Mais la Corée a déjà fait mentir d'autres vérités, et puis ce marché peut se développer, parallèlement à l'accroissement des ventes à l'étranger. Il est en tout cas provisoirement fermé à la concurrence, puisque seuls les diplomates et les militaires américains (soit un nombre de 40 000) ont le droit d'avoir une voiture étrangère.

Cependant, l'essence coûte deux fois plus cher qu'en France pour un revenu au moins quatre fois inférieur. Les taxes grèvent un tiers le prix d'achat d'une voiture, le portant, pour une Pony, à 5 millions de won, soit 5 millions d'anciens francs ou encore dix mois de salaire d'un employé de bureau. Enfin, le prestige social impose encore d'avoir un chauffeur, si bien qu'a été prescrite, au moins dans l'administration, la règle du « conducteur propriétaire ».

Même si l'intention officielle - comme cela a déjà été fait - est de baisser le prix du carburant et de diminuer les taxes, le pays

automobile - actuellement 500 000 véhicules pour 40 millions d'habitants - ne progressera sans doute que lentement. Ne faudrait-il pas aussi que les infrastructures, routières et autoroutières, s'améliorent, comme ce montre la nécessité la circulation dans ce tumulte qu'est Séoul.

comme le textile (qui représente encore 30 % des exportations, contre 15 % pour l'électronique et 3 % pour l'automobile), où elle se trouve concurrencée par des pays à main-d'œuvre moins chère. Il lui faut donc se situer sur des créances plus pointues, comme la chimie fine, l'électronique ou l'automobile.

Face au ralentissement de la croissance - 5 % au plus cette année, au lieu de 7 % au moins naguère - le gouvernement de Séoul vient de créer un comité pour la promotion de l'emploi. Ce comité sera chargé d'encourager les investissements dans les secteurs industriels à fort coefficient de main-d'œuvre, comme les machines, l'électronique et l'automobile.

Toutefois, pour que l'industrie automobile puisse assurer cette mission, il lui faut accroître ses ventes non seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur de la péninsule. La progression passe

ébullition

Dès lors, l'essentiel se joue, dans l'immédiat, à l'exportation. Ainsi, alors que les ventes domestiques d'automobiles ont, de janvier à juillet, augmenté de 19 % pour se situer à 75 600, les exportations ont bondi de 142 %, pour atteindre 58 600 unités. Après la crise de 1980, où la production a diminué de moitié, après l'échec de 1981, dans la constitution d'un seul grand groupe, la jeune industrie automobile sud-coréenne - la première usine d'assemblage a été créée en 1962 - paraît avoir démarré. La percée canadienne aidant (25 000 voitures vendues en 1984, au lieu de 5 000 prévues), dix ans après les balbutiements, une certaine ébullition se fait jour, qui intéresse les groupes étrangers sous-traitance compris.

Les projets se multiplient entre Kia, le troisième constructeur sud-coréen (après Hyundai et Daewoo) et Ford, entre Kia et le japonais Mazda. Daewoo, qui est associé à 50-50 avec General Motors, envisage de construire une nouvelle voiture, tandis que Samsung, un des plus puissants conglomérats de la péninsule, vient de conclure un accord en ce sens avec Chrysler.

Les Européens sont absents de ce jeu asiatique où chacun essaie de prendre place avant que le gouvernement ne lève (en 1987) les mesures qui limitent le marché aux firmes existantes. Selon les industriels eux-mêmes, les ventes domestiques devraient atteindre 660 000 en 1988 et 1,1 million en 1991, les exportations représentant, respectivement, 210 000 et 620 000.

Abstraction faite de ces prévisions, l'enjeu est important, car l'industrie automobile est pour la conquête des marchés extérieurs et la défense de l'emploi. La Corée perd en effet de sa compétitivité dans des branches

comme le textile (qui représente encore 30 % des exportations, contre 15 % pour l'électronique et 3 % pour l'automobile), où elle se trouve concurrencée par des pays à main-d'œuvre moins chère. Il lui faut donc se situer sur des créances plus pointues, comme la chimie fine, l'électronique ou l'automobile.

Face au ralentissement de la croissance - 5 % au plus cette année, au lieu de 7 % au moins naguère - le gouvernement de Séoul vient de créer un comité pour la promotion de l'emploi. Ce comité sera chargé d'encourager les investissements dans les secteurs industriels à fort coefficient de main-d'œuvre, comme les machines, l'électronique et l'automobile.

Toutefois, pour que l'industrie automobile puisse assurer cette mission, il lui faut accroître ses ventes non seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur de la péninsule. La progression passe

ébullition

Dès lors, l'essentiel se joue, dans l'immédiat, à l'exportation. Ainsi, alors que les ventes domestiques d'automobiles ont, de janvier à juillet, augmenté de 19 % pour se situer à 75 600, les exportations ont bondi de 142 %, pour atteindre 58 600 unités. Après la crise de 1980, où la production a diminué de moitié, après l'échec de 1981, dans la constitution d'un seul grand groupe, la jeune industrie automobile sud-coréenne - la première usine d'assemblage a été créée en 1962 - paraît avoir démarré. La percée canadienne aidant (25 000 voitures vendues en 1984, au lieu de 5 000 prévues), dix ans après les balbutiements, une certaine ébullition se fait jour, qui intéresse les groupes étrangers sous-traitance compris.

Les projets se multiplient entre Kia, le troisième constructeur sud-coréen (après Hyundai et Daewoo) et Ford, entre Kia et le japonais Mazda. Daewoo, qui est associé à 50-50 avec General Motors, envisage de construire une nouvelle voiture, tandis que Samsung, un des plus puissants conglomérats de la péninsule, vient de conclure un accord en ce sens avec Chrysler.

Les Européens sont absents de ce jeu asiatique où chacun essaie de prendre place avant que le gouvernement ne lève (en 1987) les mesures qui limitent le marché aux firmes existantes. Selon les industriels eux-mêmes, les ventes domestiques devraient atteindre 660 000 en 1988 et 1,1 million en 1991, les exportations représentant, respectivement, 210 000 et 620 000.

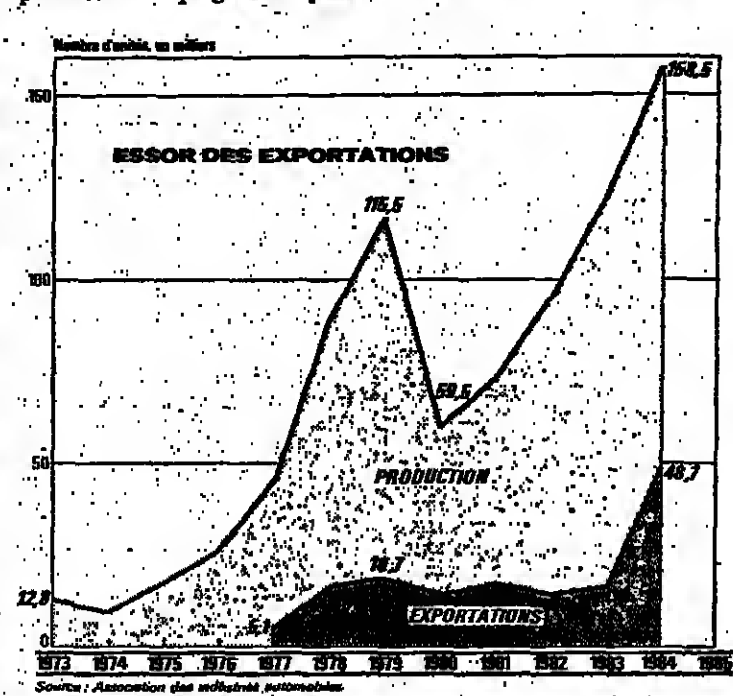
Abstraction faite de ces prévisions, l'enjeu est important, car l'industrie automobile est pour la conquête des marchés extérieurs et la défense de l'emploi. La Corée perd en effet de sa compétitivité dans des branches

notamment par une augmentation du pouvoir d'achat, donc par une élévation du coût de la main-d'œuvre. Il est vrai que des économies d'échelle pourront alors jouer, mais la tâche est délicate.

La Corée du Sud peut réussir son pari sur l'automobile, à condition également d'accroître les progrès technologiques en matière de consommation, de sécurité et de dispositif antipollution. Active dans le domaine des petites cylindrées, avec l'appui d'influents groupes étrangers, sur les marchés américain et asiatique (1), elle ne paraît pas pour autant se passer de devenir, dans un proche avenir, un nouveau Japon. En tout cas ses dirigeants politiques s'en défendent.

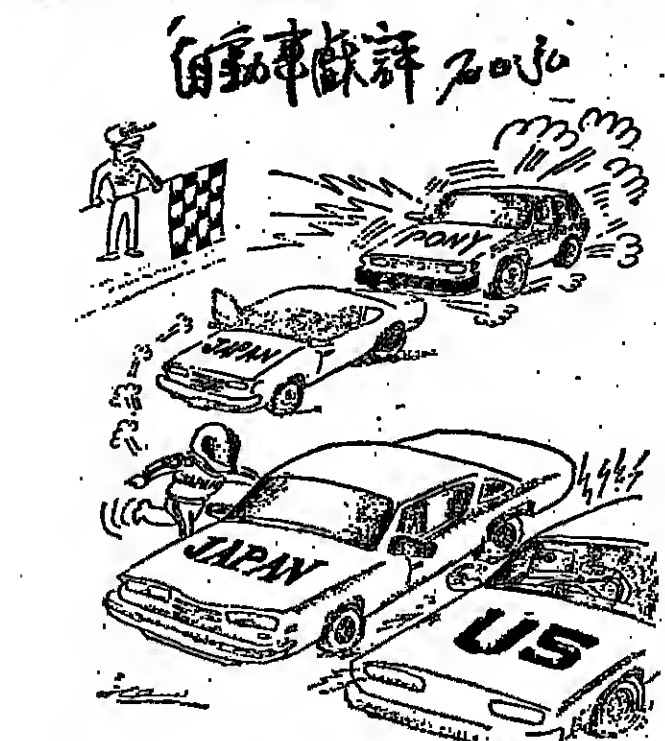
MICHEL BOYER.

(1) Le marché européen est jugé saturé. Hyundai a, en 1984, vendu 5 000 voitures en Grande-Bretagne, 1 400 aux Pays-Bas, 800 en Belgique et 700 en Italie.



L'industrie automobile est née en 1962 : le gouvernement crée alors une usine d'assemblage qui produit une voiture, la Samra, à partir de pièces importées Nissan. De 1967 à 1974, les techniques d'assemblage se perfectionnent et la part des pièces fabriquées localement se développe. A partir de 1975, le secteur produit ses propres voitures et, depuis 1981, la production s'accroît régulièrement. Elle ne représente toutefois que moins de 2 % de la fabrication japonaise.

Trois constructeurs se partagent le marché : Hyundai Motor, né en 1967 d'un accord d'assistance avec la filiale britannique de Ford. Produisant depuis 1976, le Pony démonté par l'Italien Chrysler (500 000 exemplaires en 1984). Le groupe japonais Mitsubishi entre, en 1982, dans son capital, 140 000 véhicules en 1984, dont 123 000 voitures particulières (840 tonnes de pièces de chiffre d'affaires). Daewoo Motor, en 1966, Shigyo Motor, après avoir repris l'usine d'Essa, assemble des véhicules Toyota. Association à 50 % avec General Motors en 1972. Prend le nom de Saehan Motor en 1976 repris par Daewoo en 1978. 42 000 véhicules en 1984, dont 31 000 voitures particulières (410 millions de dollars de chiffre d'affaires). Sa Motor crée en 1971 la suite d'un accord avec Honda. Reprend l'usine de l'Etat en 1981. Absorbe Asia Motor en 1976, 73 000 véhicules en 1984, soit 56 000 camions et 17 000 autobus. 550 millions de dollars de chiffre d'affaires.



Le nouveau concurrent coréen vu par le Journal de l'Automobile (Tokyo).

Hyundai, est appréciée avec modestie. Avoir vendu à bas en 1985 plus d'automobiles que Honda et que Toyota (67 000 en dix mois, contre respectivement 51 000 et 47 000) n'est pas en effet obligé pour une firme dont les dirigeants avaient juste comme modèle Honda.

Pour eux, en tout cas, le marché canadien n'est qu'une étape vers les Etats-Unis. Ils vont d'ail-

dans les roues coréennes. La tête de pont canadienne sera en outre plus difficile à tenir - ne serait-ce qu'à cause d'une possible présence syndicale - que l'usine d'Ulsan, sur la mer du Japon.

Dans cette unité, entre les montages et la mer - Hyundai envisage de construire une autre usine ailleurs - la discipline imprégnée de confucianisme règne parmi les 12 000 salariés. A l'heure de la

La percée risquée des composants

Depuis le début de son expansion économique, la Corée vit dans le futur. Comme une bicyclette, elle ne trouve son équilibre que dans le mouvement. C'est pourquoi elle a toujours cherché à maîtriser de nouvelles productions alors qu'elle n'a pas encore rentabilisé les investissements précédents : ainsi décida-t-elle au début des années 70 de se lancer dans l'industrie lourde alors que les industries légères étaient en plein essor. Aujourd'hui, elle s'attaque, tête baissée, au marché des nouvelles technologies et en particulier à celui des composants. Au cours des cinq dernières années, les quatre plus grands groupes coréens (Samsung, Hyundai, Goldstar et

Daewoo) ont investi massivement dans ce secteur (plus de 1 milliard et demi de dollars). Les plus avancés produisent des semi-conducteurs de type 64 K, et dès 1986 Samsung mettra sur le marché des composants de type 256 K. La Corée deviendra alors le troisième producteur de ce genre de composants après les Etats-Unis et le Japon.

En se lançant sur ce marché, les Coréens prennent des risques. Non seulement la demande est fluctuante (après l'essor de 1984, les prix ont brusquement chuté). En outre, ils se trouvent en concurrence directe avec les Etats-Unis et le Japon. Pour certains chercheurs de l'institut

coréen pour le développement et les techniques, la Corée fait une erreur : elle devrait plutôt concentrer ses efforts sur la fabrication de produits électroniques de consommation, secteur où elle est compétitive. En 1985, l'objectif d'exportation d'appareils électroniques s'élevait à 5,9 milliards de dollars. En raison des difficultés rencontrées, en particulier sur le marché américain, cet objectif ne sera pas atteint. Mais les exportations n'en auront pas moins progressé de 12 %. Elles représentent actuellement 15 % du total des ventes coréennes à l'étranger.

« En réalité, nous n'avons pas le choix : il faut investir dans le secteur des composants avancés si nous

voulons maintenir la compétitivité de notre industrie électronique : c'est une question de survie », nous dit M. Chung Jae Un, président de Samsung Electronics, entreprise qui, par sa filiale Samsung Semi-Conductor and Telecommunication, est à la pointe de la production de composants avancés en Corée. D'ici à 1990, Samsung doit investir 1,2 milliard de dollars pour développer ce secteur : un saut qualitatif important si l'on pense qu'en 1969 le groupe ne produisait que des transistors et des télévisions en noir et blanc.

« Nous ne pouvons plus espérer des croissances annuelles de l'ordre de 30 % dans le secteur électronique comme ce fut le cas dans le passé », estime, pour sa part, M. Lee Hang Bu, directeur de l'Association industrielle des entreprises électroniques. « Nous devons améliorer la qualité de nos produits par l'incorporation de technologies nouvelles. Pour l'instant, les investissements dans le secteur des composants paraissent risqués. Objectivement, ils le sont dans la mesure où ils ne sont pas rentables immédiatement. Mais, il faut prendre place sur ce marché avant d'être complètement dépassé ».

Pour se tailler une place sur le marché des composants, la Corée doit affronter une série de difficultés. D'abord elle est très vulnérable aux fluctuations de la demande, ne disposant pas, comme le Japon ou les Etats-Unis, d'un marché intérieur suffisant. En 1984, les entreprises coréennes ont exporté pour plus de 1 milliard de dollars de composants, ce qui représente 4,3 % du total de leurs ventes à l'étranger. Mais, en 1985, la situation s'est détériorée et Samsung, par exemple, a dû réduire sa production de composants de type 64 K en raison de la concurrence exacerbée exercée par les Japonais qui, affirme-t-on à Séoul, ont volontairement cassé leurs prix.

Les Coréens ne se découragent pas puisqu'ils entendent lancer dès l'année prochaine la production en série de composants plus sophistiqués, de type 256 K.

La seconde difficulté rencontrée par les fabricants coréens est l'acquisition des technologies. « C'est un problème d'argent plus qu'un problème de savoir-faire », disent les responsables de Samsung. En 1966, Shigyo Motor, après avoir repris l'usine d'Essa, assemble des véhicules Toyota. Association à 50 % avec General Motors en 1972. Prend le nom de Saehan Motor en 1976 repris par Daewoo en 1978. 42 000 véhicules en 1984, dont 31 000 voitures particulières (410 millions de dollars de chiffre d'affaires). Sa Motor crée en 1971 la suite d'un accord avec Honda. Reprend l'usine de l'Etat en 1981. Absorbe Asia Motor en 1976, 73 000 véhicules en 1984, soit 56 000 camions et 17 000 autobus. 550 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Une stratégie à plusieurs niveaux.

Afin de se procurer les technologies de pointe, les Coréens déploient une stratégie à plusieurs niveaux. Tout d'abord, ils ont recours aux classiques transferts de technologies (Hyundai entretient des liens avec IBM, Goldstar avec AT and T et Olivetti). Samsung a commencé par acheter la licence des composants de type 64 K à Micro Technology Development, une petite entreprise américaine, puis a développé sa propre technologie. Mais ces transferts sont aussi aléatoires : les Japonais, par exemple, sont parfois réticents, craignant une trop forte concurrence de la part des Coréens. Ceux-ci regardent de plus en plus vers l'Europe, afin de se dégager d'une trop forte dépendance des importations japonaises.

Parallèlement, ils tentent de développer leurs propres technologies. Depuis le début de cette décennie, le gouvernement a fait du secteur des composants un domaine stratégique, offrant aux entreprises des aides financières et des avantages fiscaux afin de les inciter à investir dans la recherche et le développement. Actuellement, les trois grands fabricants de composants (Samsung, Hyundai et Goldstar) consacrent plus de 4 % de leur chiffre d'affaires à la recherche. Le nombre des laboratoires de recherche est passé de onze

en 1980 à trente en 1984. Le gouvernement, qui envisage en 1986 une augmentation des dépenses consacrées à la recherche (de 1,2 à 3 % du total), encourage la création de consortiums de recherche technologique. Même Daewoo, qui jusqu'à présent n'a pas hésité à se lancer dans la production de composants, investit massivement dans la recherche. « La situation du marché au cours de l'année écoulée a démontré que nous avions eu raison d'être prudent. Cela dit, sans les composants, nous n'avons pas de chance de progresser », estime M. Park Sung Kyu, vice-président de Daewoo Telecom. Son entreprise prévoit de dépenser cent millions de dollars au cours des deux prochaines années dans le développement de microprocesseurs destinés aux télécommunications et aux ordinateurs.

Tous les grands groupes coréens disposent désormais d'instituts de recherche aux environs de Séoul : Samsung a installé sa « Silicon Hill » à Suwon, Goldstar a son laboratoire à Anyang. Quant au gouvernement, il a créé un complexe scientifique à Taeboek, à cent soixante kilomètres au sud de Séoul, où travaillent quatre mille chercheurs, et il a déjà investi 200 millions de dollars et prévoit 270 millions de dépenses supplémentaires au cours des trois prochaines années. Les fabricants coréens d'électronique ont surtout aussi établi des laboratoires en Californie afin de suivre de près les innovations dans le creuset et la Silicon Valley, mais aussi d'essayer de recruter des ingénieurs coréens vivant aux Etats-Unis et, moyennant souvent de solides rémunérations, de les inciter à travailler pour des entreprises nationales.

Les Coréens se sont lancés à eux-mêmes un défi en cherchant à pénétrer sur le marché des composants avancés. Ils semblent conscients des difficultés : il leur faudra en effet un certain temps avant d'amortir les investissements qu'ils sont en train de réaliser et de commencer à faire des profits.

H. P.

Corée. La plus secrète perle de l'Asie

C'est encore à l'état pur. C'est inattendu. Et cela offre tout ce dont on peut rêver pour des vacances.

Envoyez-moi s'il vous plaît un dossier gratuit d'information sur la Corée.

Nom : _____

Adresse : _____

ENFAMCIS

CORÉE

LA PLUS SECRÈTE PERLE DE L'ASIE

Antenne France
L'Office National du Tourisme Coréen
Tour Maître Montparnasse, 33 avenue du Maine, BP 100, 75795 Paris Cedex 15, France. Tél. 01-38-7123. Telex 507048 260825F

Le temple ro



Le tremplin olympique du tourisme

Le temple retrouvé

Le crâne rasé, vêtu de fer-veur calme et de laine grise, il prie dans l'odeur de l'encens. Avec une souplesse railleur, le bonze s'agenouille, se prosternant, se relevant. Les mouvements s'enchaînent, comme se déroule un défilé, ponctués de coups de gong et de tintements de clochettes.

Tongdosa, le temple du Salut universel, un temple bouddhiste

Bouddha. Revenez les précieuses reliques du bûcher et une robe jaune du Sage, il fonda le sanctuaire de Tongdosa en 848, à l'époque de la reine Sondok.

Calme et beauté du lieu, au milieu des pins que trouble à peine le bruit d'un moteur par-delà un mur. Une dispersion d'édifices, une succession de cours. La perfection du pay-



Bouddha (VII^e siècle)

au creux des montagnes, le long d'un torrent. A moins d'une heure de Pusan, le port industriel et industriel du Sud; ce port qu'en 1876, les Japonais ouvrirent de force au commerce, mettant fin à deux siècles d'isolement, le temps du royaume-ami.

Pusan, maintenant, la deuxième ville de Corée (plus de 3 millions d'habitants), après avoir été le siège du gouvernement pendant la guerre civile. Anarchie des constructions, désordre de la circulation, pollution. Crises de croissance.

Au septième siècle, un jeune bonze refusa, lui, de revenir à la cour malgré des menaces de mort. Le roi de Silla s'inclina et Che-jang partit pour la Chine suivre l'enseignement de

sage, l'équilibre des volumes, une sobriété des lignes qui rappelle la simplicité implacable de certains vases céladon, à l'époque Koryô au XII^e siècle.

« Sauver le monde par la compréhension de la vérité. » Le message demeure à travers les siècles. Veste ample, pantalon bouffant — surplis brun pour les offices — les moines attendant l'étude et le jardinage. Dans la montagne, des ermites méditent.

Le temps des temples. Le temps retrouvé, à côté de cette course, contre la montre que mènent les Coréens. Les gens pressés, les maisons pressées, la fuite en avant de tout un peuple. Une stratégie, extrême et puis Tongdosa comme un rappel.

M. B.

« Le secret le mieux gardé d'Asie », tel est le slogan judicieux choisi par les responsables de l'Office national du tourisme coréen (ONTC) afin de promouvoir une autre image de leur pays. Pour les uns, la Corée du Sud, c'est la combativité économique avec ses multiples visages, les articles textiles hier, les chantiers navals aujourd'hui, l'automobile et les magnétoscopes demain.

Pour d'autres, c'est une guerre, civile et internationale, au début des années 50, avec ses sévères séquelles, les barbes de la coupe entre la monarchie communiste du nord et le régime autoritaire du sud. Pour d'autres enfin c'est loin, en Extrême-Orient sans doute.

Aussi, dans la perspective des Jeux olympiques de 1988, les dirigeants de ce double asiatique de l'Asie — même orientation sur la carte du monde, même latitude, même forme ou presque, des montagnes en abondance (70 % du territoire), quatre saisons même si le vent de Mandchourie rend l'hiver plus froid et la mousson l'été plus humide — veulent-ils attirer des touristes autres que ceux qui viennent d'un Japon à deux heures d'avion. Déjà les visiteurs de l'archipel, attirés par le golf ou d'autres divertissements, représentent la moitié de ceux qui séjournent en Corée du Sud.

Le cap du million de touristes a été franchi en septembre, et le nombre total devrait atteindre 1,4 million d'ici la fin de l'année (1,3 million en 1983, 0,6 million en 1975) selon les estimations officielles. Conception large du tourisme qui englobe aussi bien les participants aux séminaires internationaux, comme l'Assemblée générale du FMI en octobre dernier, que les athlètes des nombreuses rencontres sportives qu'accueille la Corée du Sud.

L'année prochaine le gouvernement espère, à la faveur des Jeux asiatiques, qui auront lieu en septembre, attirer 1,5 million de visiteurs étrangers et gagner 900 millions de dollars. Pour les Jeux seuls, près de 160 000 personnes sont attendues en provenance d'Asie (Japon, Malaisie, Singa-

pour, Thaïlande, Philippines et Indonésie), y compris 10 000 athlètes et officiels. Cependant les dirigeants sud-coréens espèrent attirer davantage de visiteurs en provenance des États-Unis (400 000, tel est l'objectif pour 1990) ou d'ailleurs.

L'affaire est plus délicate, car de Paris par exemple le trajet est long et cher, près de vingt heures de vol, plus de 20 000 F. Toutefois, en dépit — ou du fait — de cet éloignement dans l'espace et

celle à cause du coursier blanc peint sur l'écorce du bouleau qui protège la tombe. La couronne royale très haute, ornée de griffes de jade et de pendeloques en or, appartient au chamanisme d'Asie centrale, terre d'origine des Coréens, comme les ailes d'or très pur des diadèmes ou encore les ceintures d'apparat. Culte des esprits.

Dès lors naît l'envie d'un autre voyage immergé dans le passé du pays ou encore vagabond, où le visiteur prendrait la route des

tre des transports, pense surtout aux Jeux olympiques, les premiers à se dérouler sur le continent asiatique et où l'on attend deux cent soixante dix mille visiteurs. Ses dirigeants comptent s'en servir comme « tremplin » pour le développement du tourisme. Les projets sont nombreux, notamment à Séoul, tandis qu'en province trois zones de niveau international ont été choisies, dans le massif du Sorak au nord-est, dans l'île de Cheju au sud-ouest et près de Kyongju.

Il est à espérer que la Corée du Sud, qui vit et cultive l'obsession du Nord — à juste titre souvent — bénéficiera d'un climat de détente qui permettra de libérer les plages des chevaux de frise pour d'autres cavalcades. Il est à souhaiter également que les Coréens du Sud pourrissent, eux aussi, profiter de voyages qui restaient jusqu'à récemment limités à certaines catégories de citoyens.

Comme ailleurs, les responsables du tourisme auront à préserver les sites, à intégrer l'architecture au paysage, à respecter la nature. Car déjà les tigres ont disparu de Corée. Il ne reste plus que Hudari, la mascotte de la XXIV^e Olympiade.

M. B.

Séoul veut se servir de la XXIV^e Olympiade pour attirer d'avantage de visiteurs étrangers.

aussi dans le temps — qui se souvient des rois de Koryô qui donnèrent leur nom au pays ? — la Corée a des cartes à jouer. Certes, ce n'est pas l'exotisme de choc. Au contraire, la péninsule apparaît étrangement familière aux yeux d'un occidental.

Un autre voyage

Du train, le Saemaul — appelé ainsi à cause du mouvement de nationalisation lancé en 1971 par l'ancien président Park (assassiné en octobre 1979 et remplacé par l'actuel chef de l'État, le général Chun) — qui, sur 400 kilomètres, relie Séoul au port de Pusan, le paysage fait parfois penser à une Auvergne où les rizières remplacent les champs de seigle. Des peupliers bordent les routes; sur les pentes se succèdent châteaux et sapins.

Le charme s'insinue progressivement au fur et à mesure que l'on se rapproche de Kyongju, peut-être à la pensée que cette ville fut pendant mille ans, de 57 avant Jésus-Christ à 935, la capitale des rois de Silla. Dans la cité même, alors que les plaquiers ne gardent que leurs franges rouges, les kakis, vingt tumuli protègent leurs dépouilles, comme si la terre s'était soulevée à leur dernier souflet.

Une seule de ses sépultures a été ouverte, celle dite du Cheval

temples bouddhistes, loin de la banalité des hôtels internationaux qui blessent de leur verticalité le ciel. Ne peut-on songer à une meilleure utilisation des auberges coréennes, les yagwan (20 dollars la nuit, au lieu de 100 dans un établissement de luxe) ou encore à la transformation de certains monastères en parades d'Asie? Ce tourisme culturel pourrait séduire, ainsi que, toute proportion gardée, l'Irlande avait su inventer des vacances différentes.

En fait l'ONTC, créé en 1962 et placé sous l'autorité du minis-

Vacances japonaises

Japon	477 000 (44,8 %)
Etats-Unis	176 700 (16,5 %)
Taiwan	80 200 (7,5 %)
Hong-Kong	33 600
Malaisie	24 000
Royaume-Uni	15 500
R.F.A.	13 700
Canada	12 100
Singapour	9 900
Indonésie	9 000
Thaïlande	9 800
France	9 500 (0,8 %)
	(dont 3 500 officiellement pour affaires)
Total	927 400
	1 068 600
	(Coréens d'outremer inclus)

Nombre de visiteurs de janvier à septembre 1985, tous motifs : loisirs, affaires, congrès... En 1984, les recettes touristiques ont représenté 670 millions de dollars, soit 500 dollars par visiteur pour six jours en moyenne.

Une stratégie commerciale en pleine mutation

(Suite de la page 33.)

Celles-ci lui permettent à la fois de s'assurer les transferts de technologie dont elle a besoin et des débouchés. Alors que pour certains secteurs comme l'électronique, les Japonais, plutôt en avance, sont parfois réticents, craignant la concurrence, les Européens, plutôt en retard, apparaissent comme des partenaires privilégiés. Samsung Electronics a déjà installé une usine au Portugal et Lucky Goldstar envisage d'en construire une en Allemagne. Des implantations coréennes à l'étranger, sous forme de joint-ventures ou non, ne constituent pas en soi un phénomène nouveau : Goldstar, par exemple, dispose d'une usine en Alabama, aux États-Unis, depuis 1982, où sont fabriqués des téléviseurs couleur. En trois ans, la firme s'est assurée 5 % du marché et a surtout réussi à imposer sa marque, grâce à des campagnes publicitaires intensives (coût 10 millions de dollars).

Un autre domaine où la Corée entend percer, mais où elle a besoin de s'associer avec des partenaires étrangers, est celui des biotechnologies. Depuis 1983, l'Institut coréen pour la science et la technologie avancée (KAIST) a décidé la création d'un centre de recherche en génétique, dont les

objectifs sont des programmes de recherche qui correspondent aux possibilités de développement industriel. L'un des groupes les plus dynamiques est Lucky Goldstar (qui a développé le vaccin contre l'hépatite B). Depuis 1984, il est allé à Chiron, aux États-Unis, pour développer, produire et commercialiser ses produits. Le groupe a créé par ailleurs un Institut de recherche à Emeryville, en Californie, qui lui permet de collecter des informations sur le génie génétique.

Des joint-ventures sont également envisagées dans des secteurs en difficulté comme les chantiers navals. Les ventes de navires constituent 6,8 % des exportations coréennes. Afin de pallier leur retard technologique (par rapport surtout aux Japonais), les Coréens devraient notamment s'allier encore davantage avec d'autres étrangers, notamment avec les Norvégiens.

Les nouvelles orientations de la stratégie commerciale de la Corée, la situation de dépendance excessive dans laquelle elle se trouve par rapport au Japon et aux États-Unis, l'incitent à chercher de nouveaux partenaires et à regarder davantage vers l'Europe.

PHILIPPE PONS.



Si tant d'hommes d'affaires choisissent Korean Air, ce n'est pas par hasard : ils ont par définition — du flair, d'abord, pour reconnaître les leurs.

Dans la cabine Prestige, ils sont vingt-quatre, vous compris. Vingt-quatre et pas un de plus.

Ensuite, pour repérer la meilleure qualité de service. Là encore, leur flair ne les trompe pas. Dans la Classe Prestige, Korean Air offre

en effet un confort semblable à celui que d'autres compagnies proposent généralement en 1^{re} classe. Et ce, dans une cabine située tout à l'avant de l'appareil, exactement comme les 1^{res} des autres compagnies. C'est tout compte fait normal, quand on a des siècles de tradition d'hospitalité derrière soi.

Bienvenue, donc, dans notre Classe Prestige.

Avec le flair que vous avez, nous sommes certains de vous y retrouver.

KOREAN AIR

En route vers un monde nouveau.

سكرا من الامم

économie

REPÈRES

Dollar : net raffermissement à 7,75 F

La possibilité d'une baisse des prix du pétrole, ouverte par la nouvelle politique définie par l'OPEP à Genève, favorise le dollar, qui est passé, mardi 10 décembre, de 7,72 F à 7,75 F et de 2,53 DM à 2,5430 DM, et déprime fortement le livre sterling. La crainte d'une guerre des tarifs, affectant les gisements de mer du Nord, a ramené la devise britannique de 1,48 dollar vendredi 6 décembre à 1,4580 dollar le lundi 9 décembre et 1,44 dollar mardi 10 décembre. A Paris, le livre est tombé, en deux jours, de 11,38 F à 11,16 F.

Dettes : l'Argentine en vedette

L'Argentine est décidément en passe de devenir l'exemple-type du pays surendetté - 48 milliards de dollars - dont les efforts de rigueur ouvrent la voie à un effort supplémentaire de la part de ses créanciers. Après nombre de hauts fonctionnaires américains, le président de la Banque mondiale, M. Alden Clausen, s'est, à son tour, rendu à Buenos-Aires pour saluer le courage et l'habileté d'un gouvernement qui a ramené à 2 % une inflation mensuelle qui oscillait entre 20 % et 30 % durant le premier semestre 1985, tout en bénéficiant d'un consensus social persistant. Décidé à faire sa part du chemin et à opter pour une politique de prêts et de cofinancements plus « agressive », M. Clausen a assuré que la BIRD augmenterait ses opérations en Amérique latine, notamment ses prêts d'ajustement structurel ou sectoriel, dont les déboursés sont rapides. Pour l'Argentine, cette politique pourrait se traduire par 300 à 400 millions de dollars de crédits durant l'exercice se terminant en juin 1986 et par 500 millions à 1 milliard de dollars durant l'année fiscale suivante.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ haut - bas	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$E-U.....	7,7480 7,7510	+ 30 + 45	+ 70 + 100	+ 250 + 350
Sca.....	5,5363 5,5424	- 30 - 11	- 53 - 28	- 176 - 86
Yen (100)...	3,8848 3,8883	+ 9 + 22	+ 33 + 53	+ 245 + 362
DM.....	3,0744 3,0804	+ 98 + 110	+ 289 + 218	+ 587 + 640
France.....	2,7063 2,7087	+ 63 + 72	+ 136 + 142	+ 375 + 420
E.R. (100)...	14,9923 15,0039	+ 7 + 51	+ 48 + 135	+ 336 + 575
E.S.....	3,6520 3,6570	+ 142 + 150	+ 285 + 308	+ 835 + 902
L. (1 000)...	4,4865 4,4907	- 484 - 425	- 689 - 622	- 1572 - 1447
E.....	11,1894 11,1924	- 306 - 269	- 558 - 492	- 1411 - 1231

TAUX DES EUROMONNAIES

	3	6	12	3	6	12	3	6	12
	1/4	1/2	3/4	1/4	1/2	3/4	1/4	1/2	3/4
\$E-U.....	8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/4
DM.....	4 5/8	4 7/8	4 3/4	4 7/8	4 3/4	4 7/8	4 3/4	4 7/8	4 7/8
France.....	5 3/4	6	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	6 3/4
E.R. (100)...	8 1/4	9 1/4	8 9/16	8 13/16	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 3/4
E.S.....	1 1/2	2 1/2	4 1/16	4 3/16	4	4 3/8	4 1/16	4 3/16	4 3/16
L. (1 000)...	30	40	16 1/2	20	16 1/2	17 1/2	15 3/4	16 1/2	16 1/2
E.....	11 1/2	11 3/4	11 3/4	11 7/8	11 3/4	11 7/8	11 5/8	11 3/4	11 3/4
E. franc.....	8 7/8	9 1/8	10 3/16	10 1/2	10 7/16	10 3/4	11 9/16	11 7/8	11 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

La nouvelle stratégie de l'OPEP provoque une chute des prix du pétrole

Les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont accepté à l'unanimité, le lundi 9 décembre, après trois jours de réunion, de défendre désormais une juste part du marché pétrolier. Ce changement de stratégie, après des années de défense des

prix, a eu des répercussions immédiates sur les marchés libres de New-York et de Londres. Ainsi le brut de Brent, principal pétrole de la mer du Nord britannique, qui était à 30,19 dollars le baril il y a un peu plus d'une semaine, est tombé à 26,50 dollars après publication de

communiqué de l'OPEP. D'autre part, la livre sterling, « pétro-monnaie », a reculé par rapport à toutes les autres devises importantes. En revanche, Wall Street a salué cette bonne nouvelle pour les économies occidentales par un nouveau bond.

De notre envoyée spéciale

Genève. — Chapeau, M. Yamani ! Une fois encore, le ministre du pétrole saoudien a réussi, à Genève, à amener ses partenaires de l'OPEP à ce qu'il le voulait. Sans cris, sans scission et sans avoir l'air d'y toucher, l'Arabie saoudite a fait avaliser officiellement le changement fondamental de stratégie qu'elle seule applique depuis l'été : abandon de fait des prix officiels - « une référence historique maintenant », a dit le ministre saoudien - abandon, explicite celui-là, du rôle de producteur d'équilibre du marché mondial et défense, coûte que coûte, d'une part de marché largement supérieure au plafond de production que l'OPEP s'était fixé depuis un an.

Guerre des prix ? On ne l'écarte plus : « Nous harpons une guerre des prix, mais cela dépend désormais uniquement de ce que feront les autres producteurs non membres de l'Organisation », a-t-il assuré.

Le communiqué publié à l'issue de la conférence par les treize pays membres va, certes, beaucoup moins loin que le ministre saoudien, mais, à quelques précautions de style près, nécessaires pour préserver l'unité et permettre aux pays hostiles à cette nouvelle stratégie de sauver momentanément les apparences, ce texte défend sur le fond la même politique. L'OPEP, dit-il, au vu « des développements passés et futurs du marché du pétrole », a décidé « de préserver et de défendre une juste part du marché mondial compatible avec les revenus nécessaires du développement des pays membres ».

Pour la première fois depuis plusieurs années, aucune référence explicite n'est faite à la défense des prix officiels, non plus qu'à la nécessaire autodiscipline de l'OPEP en matière de production. C'est tout juste si l'Organisation réaffirme, in fine, « toutes ses résolutions précédentes », sans entrer dans les détails.

Un vrai tour de force pour un cartel créé il y a vingt-cinq ans dans le but de protéger les prix mondiaux

du pétrole. Car la nouvelle stratégie désormais officialisée revient à nier l'existence même de l'Organisation. Se battre pour défendre sa part de marché signifie non seulement qu'on prend les moyens d'être compétitifs, donc qu'on adapte ses prix en conséquence - mais aussi qu'on renonce concrètement à se sacrifier pour l'intérêt collectif. Chacun pour soi et Dieu pour tous.

Quelle est la « juste » part du marché ? « C'est celle que vous pouvez prendre », assurent sans détour le ministre nigérien du pétrole à l'issue de la réunion. De fait, les partenaires de l'Arabie saoudite n'avaient guère le choix. Le royaume wahabite est le seul, au sein de l'OPEP, à pouvoir, grâce à ses réserves et à sa richesse, adapter suffisamment sa production en hausse ou en baisse pour peser vraiment sur le marché. Dès lors qu'il avait renoncé unilatéralement à jouer son rôle, les autres n'avaient que deux issues : partir en claquant la porte ou rester et accepter. Aucun n'a pris le risque de se passer du parapluie saoudien.

M. Yamani a donc gagné. Mais pour quoi faire ? Rien dans l'immédiat, puisque cette politique était déjà entrée dans les faits depuis des mois : les prix officiels ne sont plus qu'une référence abstraite et depuis longtemps inappliquée par la plupart. Le plafond de production est largement dépassé depuis deux mois, et les quotas ne sont plus actuellement respectés que par deux pays sur treize. Bien que, officiellement rien n'en ait été dit, les pays membres sont convenus tacitement de maintenir désormais leur production au niveau actuel, c'est-à-dire 17,5 millions à 18 millions de barils par jour (1), à comparer avec le plafond officiel des seize.

Le fait nouveau est qu'ils ont décidé d'en rester au moins là, quelle que soit l'évolution du marché dans les semaines à venir. A en croire M. Yamani, « la production ne baissera certainement pas. Si les prix diminuent, elle pourrait attein-

dre 17, 18, voire 20 millions de barils par jour. Nous allons vers quelque chose d'inconnu : n'importe quoi peut arriver ».

Aussi peut-on dire que la seule conséquence concrète de la réunion de Genève sera de provoquer rapidement une nouvelle chute des prix du pétrole.

« Plus détendu »

« Mais pourquoi font-ils ça maintenant, alors qu'on avait pu avoir un marché confortable encore deux mois », gémissait un négociant dans les couloirs de l'Hotel Continental, tandis que le ministre mexicain, présent à titre d'observateur, manifestait clairement son mécontentement et rappelait que « l'objet de l'OPEP est de défendre les prix ».

On peut, en effet, s'interroger sur les motivations réelles de l'Arabie saoudite. Officiellement, il s'agit de « stabiliser les prix mondiaux du brut ». Comment ? En tentant d'amener par la menace les autres producteurs non membres et les pays consommateurs à s'associer à cette tâche. Mais il est clair pour tous les observateurs que les chances de l'OPEP d'atteindre ce but sont quasiment nulles, tant à l'égard de développer une spirale à la baisse, telle qu'elle mettrait tout le monde à genoux, y compris, bien entendu, les membres de l'Organisation.

M. Yamani a certes répété, lundi, à Genève, que « l'Arabie saoudite est l'un des rares pays à pouvoir compenser la baisse de ses revenus », née d'une chute des prix, par la hausse de sa production. Mais si le royaume paraît armé pour supporter une vraie guerre des prix, il n'en va pas de même de ses partenaires. Mis à part le Nigeria, aucun des autres pays membres n'a consenti à envisager concrètement cette hypothèse.

Plusieurs pays (Algérie, Iran, par exemple) ont même répété leur hostilité absolue à cette éventualité. Et l'Arabie saoudite tire trop de poids politique de son rôle de chef de file de l'Organisation pour prendre le risque de la voir voler en éclats.

Quand bien même le royaume réussirait, ce qui est peu probable, à rejeter la responsabilité du déclenchement de cette guerre des prix sur les producteurs de la mer du Nord, pour ne pas apparaître comme « celui par qui le scandale arrive », il devrait bien vite rattraper les choses pour éviter une disparition pure et simple de l'Organisation, faite de partenaires valides.

Il apparaît plus probable que l'objectif réel de M. Yamani est bien de stabiliser les prix mais à un niveau inférieur. Le palier actuel, plus ou moins tenu depuis le printemps 1983, devenait trop difficile à défendre. « Je me sens plus détendu aujourd'hui. Nous portons un fardeau trop pesant jusque-là », a-t-il expliqué. Il est, de plus, de l'intérêt à long terme de l'Arabie de maintenir des prix modérés pour le pétrole, afin de préserver sa place dans la consommation mondiale d'énergie puisqu'il possède, et de loin, les plus grosses réserves du monde : près de quarante années de production au rythme actuel contre huit années en moyenne pour le monde entier.

A une seule condition : que les Etats consommateurs ne compensent pas par des taxes la baisse des prix consentie par les producteurs. Cela risquerait d'arriver, notamment aux Etats-Unis, si la chute était trop brutale et trop prononcée.

D'où l'intérêt d'orchestrer une glissade en douceur. La réunion de Genève en constituait sans doute le premier mouvement. Il faudra encore beaucoup d'habileté à M. Yamani pour arriver à éviter, dans les mois à venir, les dérapages. Il aura, il est vrai, une bonne chance d'obtenir, à défaut de la coopération explicite de pays comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, l'aide discrète mais efficace des principales compagnies pétrolières, qui ont tout autant intérêt que lui à éviter un effondrement des prix du brut.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Un million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

L'ARTISANAT, UN SERIEUX COUP DE MAIN A LA FRANCE.

L'Artisanat a toujours donné un coup de main à la France. Il concourt à la richesse de la nation. Aujourd'hui, par exemple, il représente cinq fois l'aéronautique ! Avec les nouvelles mesures de modernisation de l'Artisanat, la France a marqué et marquera encore des points : emplois, création d'entreprises, développement régional.

Un sérieux coup de main à l'emploi. Un effort exceptionnel de formation initiale avec un programme de rénovation de l'apprentissage. Un effort de qualification avec la loi sur la formation professionnelle qui permet de former 85 000 artisans chaque année.

Un sérieux coup de main à la région. Avec les régions et les acteurs du développement local, tout est mis en œuvre pour maintenir et développer l'artisanat régional, garant de la bonne répartition des emplois dans chaque région, chaque ville et chaque village.

Un sérieux coup de main à l'avenir. Pour la création et la transmission des entreprises artisanales, l'Etat, avec ses partenaires, donne aussi un sérieux coup de main à la France : incitations fiscales, livret Epargne-Entreprise, prêts spéciaux, entreprise individuelle à responsabilité limitée.

L'objectif à atteindre ? Encore plus d'artisans en France. Parce que demain est entre les mains des artisans.

Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme.

Le président

Le nombre des commu
au projet de loi

AFFAIRE

de 28 mil

VOIX
EXPRESSION

REPORTAGE

18 F EN VENTE

ÉTRANGER

DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET RÉFORME FISCALE

Le président Reagan au pied du mur

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan va vivre, jusqu'au week-end prochain, quelques jours qui risquent de peser lourd sur le futur bilan de la présidence. Dans cette seule semaine, le Congrès doit en effet se prononcer sur un texte visant à éliminer, d'ici à 1991, le déficit budgétaire, tandis que la chambre des représentants (à majorité démocrate) doit voter sur un projet de profonde réforme fiscale élaborée par sa commission des « votes et moyens ».

Ce projet est loin de répondre aux vœux du président qui, depuis deux ans, a fait de la simplification du calcul de l'impôt l'un de ses objectifs prioritaires. Mais M. Reagan a néanmoins décidé de lui donner son appui car s'il était rejeté par la Chambre il n'y aurait aucune chance qu'une quelconque réforme puisse être adoptée avant la fin de l'année prochaine. Or la totalité des représentants et un tiers des sénateurs doivent se représenter devant les électeurs en novembre 1986, et il est tout à fait possible que les républicains perdent, à

cette occasion, la faible majorité dont ils bénéficient actuellement au Sénat.

Même si le parti du président évite cette défaite, l'autorité politique de M. Reagan sera amoindrie après cette date car il ne lui restera plus alors que deux ans à gouverner. Et la campagne présidentielle de 1988 — déjà ouverte au sein des deux partis — commencera à dominer la vie politique dès les premiers mois de 1987.

M. Reagan s'est donc, pour l'instant, résolu à ne voir dans le projet mis au point par la commission des « votes et moyens » que ce qu'il y a de fondamentalement commun avec celui de sa propre administration : une simplification et une réduction des taux d'imposition qui devrait compenser une élimination massive des possibilités d'abaissement. Les différences ont été reléguées au second plan par la Maison Blanche, bien qu'elles ne soient pas négligeables, puisque le texte soumis à la Chambre prévoit une plus large augmentation de la pression fiscale sur les entreprises. Le paradoxe de la situation est que M. Reagan doit au-

jourd'hui faire pression sur la minorité républicaine de la Chambre (qui présentera pour la forme un projet qui lui est propre), afin que ses membres votent en faveur du texte démocrate qui n'est pas assuré de rallier tous les suffrages des démocrates.

Moindre poids de la Maison Blanche

Enfin, durant le week-end, par un discours radiophonique, le lobbying présidentiel va se développer jusqu'au moment du vote. Le plus probable est que M. Reagan, et dans le même temps les responsables démocrates de la Chambre, obtiennent satisfaction. Cela n'implique pas automatiquement que la réforme fiscale y aura au bout du compte tant les différents groupes de pression sont mobilisés.

Le possible succès de M. Reagan à la Chambre ne peut non plus faire oublier que, malgré l'exceptionnel niveau de sa popularité et sa triomphale réélection de l'année dernière, le rapport des forces entre lui et le Congrès donne d'évidents signes d'érosion. Le président

a dû, en septembre, prendre des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud avant que les élus ne les lui imposent. Il doit en passer par les dirigeants démocrates pour avoir seulement l'espoir qu'une réforme fiscale soit adoptée, dont il ne sera pas le seul à pouvoir tirer un avantage politique. Il est enfin en position bien délicate devant la perspective d'adoption du projet sur l'élimination du déficit budgétaire.

Dit « Grimm-Rudman », du nom de ses premiers promoteurs, ce texte est devenu, après de longues négociations entre les deux Chambres, un projet commun des sénateurs et des représentants. Il fixe au montant du déficit (quelque 200 milliards de dollars actuellement) des plafonds annuels tendant à zéro sur cinq ans, et stipule que si le Congrès et la Maison Blanche ne parviennent pas à respecter ces plafonds, le président sera obligé, par la loi, de procéder aux coupes nécessaires, mais en taillant à part égale dans les dépenses militaires et civiles.

M. Reagan peut difficilement s'opposer à un tel projet, d'abord parce qu'il est le fruit d'un compromis entre républicains et démocrates. Ensuite parce qu'il constitue le premier effort au sein d'un effort de réduction du déficit. Or ce déficit est la principale cause de taux d'intérêt excessifs et par là même de la surévaluation du dollar dont souffrent à la fois l'industrie américaine et les pays du tiers-monde, dont la dette s'est alourdie.

M. Reagan sait que pour respecter le plafond de 144 milliards de déficit budgétaire, fixé pour 1987, il devrait soit augmenter les impôts, soit réduire les dépenses militaires, voire faire les deux. Ces perspectives, et celles qu'ouvrieraient les plafonds suivants, sont inacceptables pour un président qui se refuse à augmenter la pression fiscale et veut s'en tenir à un minimum de 3 % annuel en volume de progression des dépenses militaires. M. Reagan veut une réforme fiscale. M. Reagan veut une offensive contre le déficit, et Newsweek citait cette semaine Oscar Wilde : « Quand les dieux veulent nous punir, ils exaucent nos prières ».

BERNARD GUETTA.

EN GRANDE-BRETAGNE

La Chambre des communes a consacré un débat au projet de liaison trans-Manche

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement de M^{re} Thatcher est manifestement pressé de prendre une décision pour l'établissement d'un « lien fixe » à travers la Manche — tunnel ou pont, ou combinaison des deux.

Les députés de la Chambre des communes, appelés pour la première fois à débattre sur ce sujet, ont mesuré cette détermination quand le ministre des transports, M. Nicholas Ridley, a demandé et obtenu le rejet d'une motion du parti travailliste souhaitant, sans se prononcer sur le fond, la création d'une commission d'enquête publique.

L'opposition estime que le gouvernement agit avec trop de précipitation, et qu'il conviendrait de mieux évaluer les conséquences d'une si vaste entreprise sur l'environnement et l'emploi dans les régions concernées, de même que sur le développement de l'ensemble des transports et des équipements d'infrastructures au niveau national.

Les représentants travaillistes ont fait remarquer qu'il se sera écoulé à peine cent jours entre le moment du dépôt des quatre dossiers en compétition (le 31 octobre) et le choix des gouvernements britannique et français, qui devrait intervenir le mois prochain. Ils ont souligné que cette hâte était sans précédent dans l'histoire des grands travaux en Grande-Bretagne. Mais M. Ridley a qualifié de manœuvre dilatoire l'organisation d'une telle commission en ajoutant qu'elle signifierait tout simplement la « mort » du projet. Il a indiqué à ce propos que le gouvernement veillerait à ce que toutes les consultations possibles soient effectuées, mais il a insisté sur le fait que les procédures étaient plus rapides en France.

« A Paris, l'autorisation de la construction peut être donnée en six mois, au lieu de dix, tandis qu'en Grande-Bretagne, il faut compter dix-huit mois, même sans enquête publique ».

La motion travailliste a été repoussée avec 96 voix de majorité, bien que six députés conservateurs des environs de Dover aient voté avec l'opposition. Celle-ci estime par ailleurs que l'empressement des gouvernements britannique et français est dû à des motifs politiques jugés douteux.

On soupçonne M. Mitterrand de vouloir signer le traité bilatéral nécessaire au lancement des travaux.

VOIX ET EXPRESSION
PARLER AVEC ASSURANCE
SE FAIRE ÉCOUTER
MAÎTRISER L'ÉMOUVEMENT
CONVAINCRE, DÉCIDER
Tous renseignements :
C.E.S.D.E.L.
24, rue Henri Barbusse - 75005
Tél. : 325-15-10 - 325-15-42

SCIENCE & MICRO
SWIM
DECEMBRE 85
18 F EN VENTE PARTOUT

REPORTAGE
L'usine où le micro est roi, ou comment un petit micro-ordinateur arrive à damer le pion à des ordinateurs spécialisés plus puissants.

avant les prochaines élections législatives en France, et M^{re} Thatcher de compter sur les premiers coups de pioche avant les élections générales en Grande-Bretagne qui devaient avoir lieu en 1987.

La semaine dernière, la commission des transports de la Chambre des communes avait déjà désigné un favori parmi les quatre différents projets. Il s'agit du dossier présenté par le groupe « Channel Tunnel Trans-Manche », le moins coûteux et celui qui correspond aux recommandations d'une prometteuse étude réalisée en 1981. Il propose un tunnel ferroviaire avec un système de navette pour l'acheminement des voitures (voir le supplément du Monde daté 3-4 novembre). Mais l'avis de cette commission est contesté, car c'est l'opinion d'un seul

député engagé comme consultant par le groupe Trans-Manche qui a fait pencher la balance en faveur de cette proposition.

Le principal concurrent de celui-ci, le projet Euro-Route, le plus onéreux, et le plus grandiose (un combiné pont et tunnel routier doublé d'un tunnel ferroviaire) semble ne pas devoir être retenu. Depuis, la presse britannique — qui rappelle que M^{re} Thatcher, malgré ses démentis, préférerait personnellement une liaison routière — a indiqué que le projet Channel Expressway (tunnel à la fois routier et ferroviaire) qui avait été soumis en extrême et à la surprise générale par le PDG américain de la compagnie British Ferries, serait un outsider plus sérieux qu'on ne le pensait le mois dernier.

FRANCIS CORNU.

AFFAIRES

GAF s'apprête à lancer une OPA de 28 milliards de francs sur Union Carbide

La société américaine GAF Corp. s'apprête à lancer une vaste opération financière visant à prendre le contrôle d'Union Carbide, le plus grand groupe chimique des États-Unis, rendu tristement célèbre fin 1984 après la catastrophe de Bhopal (Inde), la plus meurtrière de l'histoire de cette industrie (deux mille morts).

Déjà actionnaire à 8,9 % de ce groupe, GAF se propose dans un premier temps, au moyen d'une OPA de 3,62 milliards de dollars (27,9 milliards de francs), d'acquiescer 48 millions d'actions Union Carbide (71,1 % du capital) au prix unitaire de 68 dollars. La firme envisage, par la suite, de racheter au même prix les titres restant en circulation.

Le coût global de cette opération s'élèverait à 4,59 milliards de dollars (35,4 milliards de francs). Pour mobiliser l'argent nécessaire, GAF demandera un prêt à ses banquiers. La firme émettra aussi des junk bonds, c'est-à-dire des obligations de second rang à haut risque, mais à taux d'intérêt élevés. A ce sujet, la Réserve fédérale avait fait la semaine dernière des propositions tendant à limiter l'utilisation des junk bonds pour financer les OPA.

Afin d'être certaine de réussir son coup, GAF a, en même temps, engagé un procès au tribunal de New-York en vue d'empêcher la direction d'Union Carbide de faire usage des possibilités ouvertes par les nouveaux statuts de ce groupe lui permettant de faire appel à une entreprise amie pour contraindre l'offensive.

Dans cette opération, GAF (matériaux de construction, pro-

duits chimiques) apparaît comme le Petit Poucet cherchant à se rendre maître de l'Ogre. Avec un chiffre d'affaires de 731,5 millions de dollars (5,7 milliards de francs), l'entreprise est trois fois plus petite qu'Union Carbide dont les ventes ont atteint 9,5 milliards de dollars (73 milliards de francs) en 1984. En cas de réussite, cette prise de contrôle pourrait, assure-t-on dans les milieux financiers américains, avoir une influence sur le déroulement des procès dont Union Carbide fait l'objet pour dédommager les victimes de Bhopal.

ENTREPRISES

Allemagne :
la DG-Bank reprend une banque bavaroise en difficulté

La DG-Bank (Deutsche Genossenschaftsbank) de Frankfurt, la neuvième banque ouest-allemande, a repris la banque mutualiste bavaroise Bayerische Raiffeisen-Zentralbank (BRZ), menacée de faillite. La DG-Bank va désormais gérer les affaires de la BRZ, qui va devenir une sorte de filiale munichoise. La DG-Bank va également fournir la moitié des sommes (environ 1 milliard et demi de deutschemarks, soit 4,6 milliards de francs) nécessaires pour couvrir les pertes prévisibles de la BRZ, à la suite d'une série d'opérations immobilières malheureuses.

Mémoires :
la « méga-puce » de Philips et Siemens fortement subventionnée

Les gouvernements ouest-allemand et néerlandais ont décidé de financer à 40 % le projet commun des groupes Philips (Pays-Bas) et Siemens (RFA), pour développer une « méga-puce » d'une capacité de 4 mégabits (4 millions de bits), à annoncer, le lundi 9 décembre, le ministre de la recherche et de la technologie à Bonn. Les deux groupes vont recevoir un total de 480 millions de deutschemarks, Bonn versant 320 millions, et La Haye 160 millions de deutschemarks. Le projet Siemens-Philips, qui a fait l'objet d'un accord signé en octobre 1984, prévoit un investissement d'environ 1,4 milliard de deutschemarks.

TICKET CNIT



du 10 au 13 décembre 85
au CNIT
Paris La Défense
Organisé en collaboration avec
L'USINE

(Publicité)

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

OBJET : MARCHÉ DE CLIENTÈLE

Acheminement par voie aérienne des bagages non accompagnés des personnels civils et militaires relevant des services de coopération et développement du ministère des relations extérieures et servant principalement dans les États d'Afrique au sud du Sahara.

VOLUME DU MARCHÉ

Campagne 1984-1985, 1150 tonnes.

DÉLAIS D'EXÉCUTION

Cinq ans maximum à compter du 1^{er} janvier 1987.

FINANCEMENT

Ministère des relations extérieures (coopération et développement).

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES

Le 15 janvier 1986 à 16 heures,
au MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
(Coopération et développement)
Bureau des marchés - Pièce 402
Appel de candidatures n° 01/86
1 bis, avenue de Villars, 75007 PARIS

RENSEIGNEMENTS ET DOSSIERS DE CANDIDATURES À RETIRER

Département des transports administratifs
Pièce n° 33 - Tél. : 47-83-15-48
57, boulevard des Invalides, 75005 Paris.

1^{er} SALON DU MONDE DES AFFAIRES

un Salon pour le développement de l'entreprise. Banques et établissements financiers, exportations, subventions, assurances, publicité, joint-ventures, etc.

Pour réserver votre stand, contactez les organisateurs :
Société WIN - Tél. : (1) 42.96.64.50
46, rue Sainte-Anne - 75002 PARIS

Patronné par **Le Monde**

WIN 46, rue Sainte-Anne 75002 PARIS

سكنا من الامم

SOCIAL

M^{me} Dufoix annonce une remise à niveau des prestations familiales au 1^{er} janvier

Les prestations familiales seront remises à niveau en janvier 1986 : M^{me} Georges Dufoix, ministre des affaires sociales, l'a annoncé le lundi 9 décembre, devant la conférence annuelle des familles, réunie par l'Union nationale des associations familiales (UNAF). Au relèvement prévu de 1,25 % au 1^{er} janvier et d'autant au 1^{er} juillet, s'ajoutera un complément d'environ 1 % dès le début de janvier. Ce maintien du pouvoir d'achat des prestations, promis par M. Mauroy, alors premier ministre, en décembre 1983, n'était pas absolument sûr : en 1984, le relèvement avait été dépassé par l'inflation. Cette année, l'UNAF avait d'ailleurs annoncé que, si le relèvement n'atteignait pas 1 %, elle refuserait de discuter de son utilisation.

Reste en effet à décider quoi faire de ce supplément de 1 milliard de francs, somme considérable mais qui, répartie sur les 4,5 millions de familles allocataires, n'apporterait à chacune que quelques francs par mois. M^{me} Dufoix a indiqué qu'elle tenait à utiliser la somme au profit des « priorités de la politique familiale » : les jeunes familles et les familles nombreuses (ces dernières n'ayant pas toujours bénéficié, en fait, de l'attention gouvernementale). Pour cela, elle a présenté plusieurs hypothèses, entre lesquelles elle a invité les partenaires sociaux et les associations familiales à choisir :

- Un relèvement de l'allocation au jeune enfant et du complément familial de 3 % à 3,5 %, ce qui apporterait environ 25 F par mois à 2,5 millions de familles. Un montant encore modeste, avec un autre inconvénient : celui de porter sur des prestations soumises à des conditions de ressources (même si 80 % des familles concernées en bénéficieraient), conditions auxquelles l'UNAF est, par principe, hostile, comme l'a rappelé son président, M. Burnel.

- Une concentration sur les familles nombreuses. Avec deux variantes possibles : une augmentation égale des allocations à partir du troisième enfant (ce qui représenterait une hausse de 2,5 % pour le troisième enfant, de 3,2 % pour le quatrième, de 3,4 % pour le cinquième) ou bien une revalorisation spécifique pour le troisième enfant (57 F par mois, soit 3,8 %).

- Une forte augmentation de l'allocation parentale d'éducation versée aux parents (aux femmes, en fait) qui arrêterait un an ou deux leur travail à la naissance d'un troisième enfant ;

- 1,3 % et 1,1 % d'augmentation pour les retraites en 1986. - Le gouvernement a décidé de relever les retraites de la Sécurité sociale de 1,3 % au 1^{er} janvier 1986, et de 1,1 % au 1^{er} juillet. L'augmentation de janvier comprend une remise à niveau de 0,2 %, calculée sur l'évolution du salaire moyen net, compte tenu des cotisations supplémentaires d'assurance-chômage.

PÊCHE

LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE DE NOUVEAUX QUOTAS POUR 1986

Bruxelles (AFP). - La Commission européenne vient de proposer aux pays de la CEE de réduire en 1986 les captures autorisées de plusieurs espèces de poissons dans les eaux de la Communauté européenne, a-t-on appris, le lundi 9 décembre, de source proche de la Commission.

Se fondant sur les recommandations des milieux scientifiques, la Commission suggère une diminution de 20 % du total autorisé des captures (TAC) de maquereaux par rapport à 1985, de plus de 60 % pour le chinchard, de 18 % pour le cabillaud, de 6 % pour la plie et de 11 % pour le merlan, afin de protéger ces espèces.

En revanche, elle propose d'augmenter les quantités de hareng (+ 7,5 %) qui pourront être pêchées, ainsi que celle de sardine (+ 17 %) et de sardine (+ 44 %), dont les stocks se sont bien reconstitués.

Pour la première fois, les captures de l'Espagne, qui entre dans la CEE le 1^{er} janvier 1986, vont être fixées par la Commission.

Les ministres de la pêche de la CEE s'efforceront, le 16 décembre, à Bruxelles, de se mettre d'accord sur les quantités globales de poissons, qui seront ensuite réparties en quotas nationaux.

RENAULT VA PROPOSER DES CONGÉS DE CONVERSION POUR RÉDUIRE LES EFFECTIFS

La direction de Renault compte proposer au ministère du travail une convention pour la création de congés de conversion afin d'arriver à son objectif de ramener l'effectif des salariés à 77 000 à la fin de 1986 (y compris les 1 100 de la division machinisme agricole). Ces congés de conversion comporteraient une durée de formation de cinq mois - six mois pour les salariés les plus âgés et pour certaines formations d'immigrés au pays (1 000 à 2 000 départs), et s'ajoutent à 1 500 à 2 000 départs volontaires avec l'aide de 50 000 francs apportée par la Régie, ainsi que 500 à 1 000 par le « turnover » normal.

Mais la réunion a été annulée par la direction, une centaine de salariés ayant, à l'appel de la CGT, occupé la salle afin d'obtenir l'abandon de ce projet, la plus grande partie des salariés concernés devant être effectivement licenciés à l'issue de ces congés de conversion.

TRANSPORTS

Plusieurs chambres de commerce françaises, belges et allemandes « poussent » le TGV nord-européen

C'est le branlebas de combat autour de la future ligne de train à grande vitesse (TGV) qui desservira le nord de l'Europe. En quelques jours, plusieurs événements ont vu se réunir un dossier que la mise en chantier du TGV Atlantique avait fait un peu oublier.

Tout d'abord, M. Werner Dollinger, ministre allemand des transports, a déclaré la semaine dernière au journal *Die Welt* que la décision de construire cette ligne entre la France et la RFA, serait prise en 1986. Il a précisé que deux lignes étaient à l'étude. L'une desservirait Paris, Bruxelles et Cologne. L'autre, Paris, Mannheim et Stuttgart. Il a ajouté que les Français évaluaient de leur côté les avantages d'une ligne desservant Strasbourg.

D'autre part, M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, a précisé le lundi 9 décembre une réunion au cours de laquelle les assemblées consulaires de Paris, du Nord-Pas-de-Calais, de Bruxelles, de Liège, d'Aix-la-Chapelle, de Cologne et de Bonn, ont créé un groupe de travail pour la promotion d'un train rapide desservant Paris, Liège, Bruxelles, Liège, Aix-la-Chapelle et Cologne. M. Clément a justifié ce choix : « Un simple regard sur une carte suffit pour comprendre l'enjeu considérable que représente la réalisation de cette liaison, qui réduira les distances entre les concentrations démographiques et économiques qui sont le Bassin parisien et la Ruhr, sans oublier le siège bruxellois des instances de la CEE. »

M. Philippe Essig, président de la SNCF, a profité de cette réunion pour souligner « l'opportunité qu'il a de confirmer le rôle des chemins de fer dans le développement de l'Europe ». Il a donné quelques détails sur le projet soutenu par les chambres de commerce, et qui a aussi la faveur de la société nationale. Il s'agit d'un TGV qui circulera à 240/245 kilomètres-heure. Cette vitesse commerciale mettra Bruxelles à une heure vingt minutes de Paris, au lieu de deux heures et demi aujourd'hui ; Cologne à deux heures et demi au lieu de trois heures et demi. Les rames emprunteront des voies anciennes, mais 420 kilomètres de voies nouvelles, dont 210 en France.

Le coût de ces infrastructures est estimé à 7 milliards de francs. « Nous nous prononcions en 1986 sur le tracé, a dit M. Essig. Quant au cahier des charges, consacré au matériel qui sera utilisé en commun, par les chemins de fer allemands, belges et français, il devrait être prêt avant la fin de ce mois de décembre. »

Autrement dit, les Allemands qui ont construit leur propre TGV « ICE », - épruvé en novembre à 317 kilomètres-heure - semblent avoir abandonné l'idée d'un « train sans roues », à sustentation magnétique, et mis par un moteur linéaire. Il est pratiquement sûr que des TGV allemands et français circuleront indifféremment sur le réseau international classique. Quand ? « Souhaitons que ce soit dans la première partie des années 90 », a répondu M. Essig.

ALAIN FAUJAS.

FAITS ET CHIFFRES

Banques

Le ministère de l'économie et des finances a décidé d'autoriser la libre négociation des commissions prélevées par les banques et réseaux de placement lors de l'émission d'obligations du secteur public, à partir du 1^{er} janvier 1986. Déjà, en mars 1986, ces commissions avaient été réduites, s'inscrivant dans une fourchette de 1,3 % à 1,7 %.

Étranger

● RFA : hausse de 1,9 % de la production industrielle. - La production industrielle allemande a augmenté de 1,9 % en octobre, parvenant à un niveau supérieur de 3 % à celui d'octobre 1985, indique l'Office fédéral des statistiques. La production a progressé sur un mois d'environ 1,5 % dans l'industrie de transformation et de 7 % dans la construction où, il est vrai, l'Office fédéral a décidé d'appliquer de nouvelles méthodes statistiques. Le commerce de détail, pour sa part, a enregistré une hausse de 2,2 % de son chiffre d'affaires en termes réels par rapport à octobre 1984, alors que les commandes passées à l'industrie augmentaient de 2 % par rapport à septembre.

Industrie

● La 205 : un million d'exemplaires déjà. - Première voiture française vendue en Europe en 1985, première voiture immatriculée en France aussi, la 205 de Peugeot a été encore à la tête du 9 décembre. Un tableau lumineux a annoncé, devant l'état-major de la marque et la presse conviée à l'événement, que le millionième exemplaire venait de sortir des chaînes de l'usine de Mulhouse. Le tableau a continué d'égrener ses chiffres tandis que M. Boillot, président d'Automobiles Peugeot, confiait qu'actuellement deux mille trois cent cinquante voitures de ce type étaient contraintes chaque jour. Pour M. Jacques Calvet, PDG de PSA, 1985 permettra au groupe de retrouver l'équilibre ou presque. La 309, a indiqué M. Calvet, monte en cadence et occupe actuellement 4,5 % du marché national. Le patron de PSA a conclu en affirmant que l'année 1985, qui verra également le groupe remporter un succès sportif avec le titre de champion du monde des rallyes, sera une bonne année commerciale, malgré un environnement économique difficile et une reprise de la consommation qui tarde.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT OBLIGATAIRE CdF Chimie S.A.

Garanti par l'Etat

180 000 obligations de 5 000 F nominal
Prix d'émission 4 784 F

Intérêt annuel :
• égal à 10,50 % soit 525 F
• payable le 23 décembre de chaque année et pour la première fois le 23 décembre 1986

Taux de rendement
actuariel brut : 11,24 %

Durée : 10 ans

Amortissement normal :
au pair, en totalité le 23 décembre 1995
sous réserve de rachats en bourse

Une note d'information gratuite (voir CDE n° 35 296 du 1 octobre 1985) est à la disposition du public au siège de CdF Chimie SA
CdF Chimie SA - Tour Aurora - Place des Reflets - Cedex 5 - 92080 Paris Défense 2

BALE 9 décembre 1985

CdF Chimie
un des grands groupes de la chimie française et européenne
25 milliards de chiffre d'affaires dont 40 % à l'étranger
17 000 personnes

Les Divisions Produits du groupe
- Spécialités Chimiques, Pétrochimie, Engrais, Peintures, Encres, Huiles Goudrons et Dérivés - opèrent dans les principaux secteurs des industries chimiques et parachimiques.



La Division Internationale conçoit et exploite, en association avec des partenaires étrangers, d'importants complexes industriels et assure la présence commerciale du Groupe dans le monde.



lyonnaise des eaux

Lyonnaise American Holding (LAH), filiale à 100 % de Lyonnaise des eaux, qui détient 100 % du capital de General Waterworks Corporation depuis le 19 juillet 1985, a introduit en Bourse de New-York, le 6 décembre, 20 % du capital de cette société. Cette opération a été réalisée par l'intermédiaire de Lazard Frères, qui dirige le syndicat de garantie.

La réduction du pourcentage de contrôle de GWC par Lyonnaise des eaux, prévue dès juillet 1985, répond au souci d'associer des actionnaires américains à la détention d'une société de distribution d'eau aux États-Unis.

Elle permettra également de réduire de façon très substantielle l'endettement de LAH, contracté pour réaliser l'acquisition, qui passera de 61 millions de dollars à 26 millions de dollars avant la fin de 1985.

Le Carnet des Entreprises

précision mécanique Labinal

M. Jean-Louis CLER.

ayant exprimé le désir de réduire ses activités au sein du groupe Précision Mécanique Labinal, le conseil d'administration, dans sa séance du 5 décembre 1985, a désigné pour lui succéder, en tant que président directeur général de Précision Mécanique Labinal, à la date du 1^{er} janvier 1986, M. Amaury Hahn du Fréty, actuellement vice-président directeur général. Le conseil a également nommé président d'honneur au côté du général Philippe Maurin, M. Jean-Louis Cler, qui demeurera administrateur de Précision Mécanique Labinal et président directeur général de la filiale Microturbo.

Amaury Hahn du Fréty, né le 30 août 1926 à Saint-Brieux, ancien élève de l'École polytechnique - promotion 1946, ingénieur au Corps des mines.

Commencant sa carrière en 1951 à l'administration centrale au ministère de l'Industrie, qu'il quitte en 1960 comme adjoint au directeur des industries chimiques. Entre aux établissements Kuhlmann en qualité de directeur de la direction organique colorants, devient directeur de la branche chimie de Puchey-Ugine-Kuhlmann à la suite de la fusion des deux sociétés et président directeur général des produits chimiques Ugine-Kuhlmann en 1976, poste qu'il conserve jusqu'en 1981.

Entre dans le groupe Labinal en 1982, où il occupe les postes d'administrateur-directeur général puis de vice-président directeur général de la société Précision Mécanique Labinal. M. Hahn du Fréty est chevalier de la Légion d'honneur et chevalier de l'Ordre national du mérite.

Situation du Crédit Lyonnais

au 05 novembre 1985

La situation au 5 novembre 1985 s'élève à 739 214 millions contre 744 333 millions au 1^{er} octobre 1985.

En parallèle, les comptes d'institutions financières (TIF) du groupe ont enregistré une croissance de 16 % par rapport à la même période de 1984. Pour l'ensemble de l'exercice, l'actif du groupe devrait connaître une progression de l'ordre de 15 %, ce qui porterait le chiffre d'affaires à 370 milliards de francs (ET) environ. Les exportations de la société enregistreront un fort développement et devraient s'élever à 60 millions de francs en progression de 30 % sur 1984.

Cette activité soutient la réalisation sans augmentation sensible des moyens de production et contribue à l'amélioration de la rentabilité. Le bénéfice net du groupe devrait ainsi connaître une hausse de 25 % à 30 % sur l'exercice précédent.

Pour 1986, la société prévoit un chiffre d'affaires consolidé en augmentation de 12 %.

La croissance à moyen terme du groupe s'appuie sur les points suivants :

- Une grande créativité qui lui permet de réaliser 40 % de son chiffre d'affaires avec des produits ayant moins de cinq ans.
- De fortes potentialités à l'exportation : l'objectif du groupe est de multiplier par quatre ses ventes au cours des cinq prochaines années.
- Une meilleure insertion dans les circuits de la grande distribution.
- Une implantation dans le marché haut de gamme où le potentiel de développement est aussi très important.

CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

9 DECEMBRE

Nouvelle et brutale reprise

Comme la semaine écoulée, une re-

Comme la semaine écoulée, une réaction assez brutale s'est produite, lundi, à Street. Amorcée dès le début de la séance elle allait, pour la seconde fois de l'histoire, propulser le Dow Jones au-dessus du barre des 1.500 (1.504,13 très exactement). Finalement, sur quelques ventes bénéficiaires, l'indice des Industriels repliait un peu en fin de séance, mais restait néanmoins son précédent record s'établissant au niveau inégalé de 1.458 (+ 19,84 points).

Le bilan de la journée a été éloquent : 2 057 valeurs traitées, 1 008 ont montré un baïsse et 393 n'ont pas varié. Cette l'encouragement n'est pas seulement de la promesse d'une baisse des taux d'rêt, mais de l'accord des deux Champs américaines de s'entendre sur la réduction du déficit budgétaire; du front pécuniaire également avec la décision des pays membres de l'OPEP d'abandonner la stratégie visant à maintenir les tarifs en réduisant les quotas de production. Conséquence de la décision : les prix du pétrole ont baissé le marché libre de Rotterdam.

Une forte activité a accompagné le redressement, et 144,01 millions de dollars ont changé de mains, contre 125,54 millions vendredi.

[illegible]

LES DROITS DE SOUSCRIPTION DE LA CDME COTÉS À 15 F. — Révisé le 9 décembre 1985, l'offre publique de vente des 600 000 droits de souscription révisée par la société CDME (Compagnie de distribution de matériel électrique), filiale de la Compagnie Leclerc, a débouché sur 15 825 demandes de souscription. Les droits, dont le montant nominal est de 15 francs, ont été cotés à 15 francs, indiquant la Chambre syndicale des agents de change, précisant que 6,7 % environ des demandes ont pu être servies. Cotés au second marché de la Bourse de Paris, CDME a décidé d'élargir son actionnariat en procédant à une augmentation de capital par souscription sur offre publique de vente portant sur ses 600 000 droits de souscription.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

6 déc.	
Valeurs françaises	132,3
Valeurs étrangères	96,4

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 : 31 déc. 1982)

6 déc.	9 déc.
Indice général	247,3 246,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets prisés du 30 décembre

9 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

9 déc.	10 déc.
1 dollar (est. moyen)	783,29 783,45

AMSTERDAM: PREMIER MARCHÉ MONDIAL D'OPTIONS CHANGE EN ECU. — Crée à l'initiative du marché européen d'options (Euro Options Exchange, EOE), le premier marché mondial d'options de change sur l'unité de compte européenne, l'ECU, a été inauguré, le 4 décembre, à Amsterdam, siège de l'EOE, par le président du Parlement européen. La création de ce premier marché avec option ECU-dollar a été l'occasion d'un grand nombre de transactions boursières, à la descente de l'ECU.

9 DECEMBRE

[illegible]

Asrep	17 20	17 80 d	Local Expenses	305	311	Dow Chemical	901	297 50
Andre Roudiere	275	272	Local Finance	418		Drescher Bank	1088	1088
			Local	831 20	344 40			

[illegible]

U.S.I.	286	261	Metal Display	370	365		
Barry-Quast	480	460	Misc.	158	149 50		
B.N.P. Insurance	151 20	190 20					

SICAV 9/12			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
				France incl.	net.		France incl.	net.		France incl.	net.
Accidents	3816	3882	Wentz Winzme	197 09	135						
Port-Maurice	497 10	520	Wentz, Plat. de	101 00	102						
Caill	551	691		301	307						
Car-Maurice	247	270	CPA Pêche	252 80	259						
Car-Maurice	247	270	Openg	149 80	142 80						
Car-Maurice	189	195									
Car-Maurice	194	180	Origny-Ouvriers	138 00	200						
Car-Maurice	381	381	Palais-Normandie	437 90	477 60						

Caves Reopenings . . .	1605	1423	0	Part-France . . .	369	367	Active France . . .	327 45	312 80	F
C.E.G.Fig. . .	455	440		Part-Orleans . . .	190	184	Active-Investing . . .	283 69	270 83	F
C.E.M. . .	30 85	30 63		Part-Fig. . .	901	894	Active-Investing . . .	457 20	439 64	F

Compt. Indus.	1238	1518	Fréd.-Gervais	226	230	Jacquot	500 90	498 78	Grand-Perrault	11680	11628 58	Peutiaux-Paré	1428	1400 92
Compt. Riv.	1232		Pachy (engr. Inv.)	245	238	A.E.F. 5002	561 96	347 85	Fréchet	85521	84348 94	Peutiaux-Paré	251	240 92
C.C.B.	49	49 90	Plus-Moulin	932	909	A.E.F. EDU	1047 82	1032 43	Garcin-Anderson	120 78	117 90	Peutiaux-Paré	566 78	566 78
C.C.B.	289		Poiré-Habibet	990	800	Higgin	510 74	487 59	Garcin-Anderson	590 04	583 28	Peutiaux-Paré	12893	12893
C.C.S.	590	501	P.R.M.	146	151	A.E.F. Interdite	217 50	202 94	Gen. St. Roch	431 59	430 29	P.J.A.L. St-Roch	314 70	314 70
C.F.S.V.	289		P.L.H.	161	189	Atlat	202 50	202 94	Gen. St. Roch	431 59	430 29	P.J.A.L. St-Roch	21208 17	21208 17

LES DROITS DE SOUSCRIPTION DE LA CDME COTÉS À 15 F. — Révisé le 9 décembre 1985, l'offre publique de vente des 600 000 droits de souscription révisée par la société CDME (Compagnie de distribution de matériel électrique), filiale de la Compagnie Leclerc, a débouché sur 15 825 souscriptions, soit 9 495 000 francs de droits. Ces demandes à 3,85 francs, indique la Chambre syndicale des agents de change, précisent que 6,7 % environ des demandes ont pu être servies. Cotés au second marché de la Bourse de Paris, CDME a décidé d'élargir son actionnariat en procédant à une augmentation de 15 % de son capital par une offre publique de vente portant sur ses 600 000 droits de souscription.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

6 déc.	
Valeurs françaises	132,3
Valeurs étrangères	96,4

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 : 31 déc. 1982)

6 déc.	9 déc.
Indice général	247,3 246,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets prisés du 30 décembre

9 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

9 déc.	10 déc.
1 dollar (est. moyen)	783,29 783,45

AMSTERDAM: PREMIER MARCHÉ MONDIAL D'OPTIONS CHANGE EN ECU. — Crée à l'initiative du marché européen d'options (Euro Options Exchange, EOE), le premier marché mondial d'options de change sur l'unité de compte européenne, l'ECU, a été inauguré, le 4 décembre, à Amsterdam, siège de l'EOE, par le président du Parlement européen. La création de ce premier marché avec option ECU-dollar a été l'occasion d'une multitude de transactions boursières, à la descente de l'ECU.

c : coupon détaché; * : droit détaché;
o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

Le jour par rapport à ceux de la veille.												
Compteur	VALEURS	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	
14180	A.S. 5 1973	1448	1441	- 0.41	210	Gr-Anglais	218	212	- 2.75	310	Op-Parthen	321
14189	C.N.E. 5 7	4238	4303	+ 0.08	211	Gr-Berlin	218	225	+ 3.20	311	Op-Paris	321
14190	C.N.E. 5 14	4238	4303	+ 0.08	212	Gr-Londres	218	225	+ 3.20	312	Op-Rome	321
14191	C.C.F.	1042	1030	- 1.15	213	Gr-New York	218	225	+ 3.20	313	Op-Suisse	321
15024	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	214	Gr-Sydney	218	225	+ 3.20	314	Op-Vienne	321
15025	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	215	Gr-Tokyo	218	225	+ 3.20	315	Op-Zurich	321
15026	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	216	Gr-Hong Kong	218	225	+ 3.20	316	Op-Bruxelles	321
15027	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	217	Gr-Macao	218	225	+ 3.20	317	Op-Luxembourg	321
15028	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	218	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	318	Op-Genève	321
15029	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	219	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	319	Op-Berne	321
15030	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	220	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	320	Op-Paris	321
15031	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	221	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	321	Op-Luxembourg	321
15032	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	222	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	322	Op-Genève	321
15033	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	223	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	323	Op-Berne	321
15034	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	224	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	324	Op-Paris	321
15035	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	225	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	325	Op-Luxembourg	321
15036	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	226	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	326	Op-Genève	321
15037	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	227	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	327	Op-Berne	321
15038	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	228	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	328	Op-Paris	321
15039	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	229	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	329	Op-Luxembourg	321
15040	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	230	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	330	Op-Berne	321
15041	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	231	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	331	Op-Paris	321
15042	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	232	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	332	Op-Luxembourg	321
15043	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	233	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	333	Op-Genève	321
15044	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	234	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	334	Op-Berne	321
15045	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	235	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	335	Op-Paris	321
15046	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	236	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	336	Op-Luxembourg	321
15047	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	237	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	337	Op-Berne	321
15048	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	238	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	338	Op-Paris	321
15049	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	239	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	339	Op-Luxembourg	321
15050	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	240	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	340	Op-Genève	321
15051	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	241	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	341	Op-Berne	321
15052	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	242	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	342	Op-Paris	321
15053	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	243	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	343	Op-Luxembourg	321
15054	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	244	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	344	Op-Berne	321
15055	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	245	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	345	Op-Paris	321
15056	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	246	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	346	Op-Luxembourg	321
15057	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	247	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	347	Op-Genève	321
15058	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	248	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	348	Op-Berne	321
15059	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	249	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	349	Op-Paris	321
15060	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	250	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	350	Op-Luxembourg	321
15061	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	251	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	351	Op-Berne	321
15062	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	252	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	352	Op-Paris	321
15063	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	253	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	353	Op-Luxembourg	321
15064	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	254	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	354	Op-Genève	321
15065	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	255	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	355	Op-Berne	321
15066	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	256	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	356	Op-Paris	321
15067	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	257	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	357	Op-Luxembourg	321
15068	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	258	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	358	Op-Berne	321
15069	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	259	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	359	Op-Paris	321
15070	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	260	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	360	Op-Luxembourg	321
15071	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	261	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	361	Op-Genève	321
15072	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	262	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	362	Op-Berne	321
15073	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	263	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	363	Op-Paris	321
15074	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	264	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	364	Op-Luxembourg	321
15075	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	265	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	365	Op-Berne	321
15076	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	266	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	366	Op-Paris	321
15077	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	267	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	367	Op-Luxembourg	321
15078	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	268	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	368	Op-Genève	321
15079	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	269	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	369	Op-Berne	321
15080	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	270	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	370	Op-Paris	321
15081	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	271	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	371	Op-Luxembourg	321
15082	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	272	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	372	Op-Berne	321
15083	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	273	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	373	Op-Paris	321
15084	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	274	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	374	Op-Luxembourg	321
15085	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	275	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	375	Op-Genève	321
15086	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	276	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	376	Op-Berne	321
15087	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	277	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	377	Op-Paris	321
15088	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	278	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	378	Op-Luxembourg	321
15089	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	279	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	379	Op-Berne	321
15090	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	280	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	380	Op-Paris	321
15091	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	281	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	381	Op-Luxembourg	321
15092	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	282	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	382	Op-Genève	321
15093	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	283	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	383	Op-Berne	321
15094	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	284	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	384	Op-Paris	321
15095	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	285	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	385	Op-Luxembourg	321
15096	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	286	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	386	Op-Berne	321
15097	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	287	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	387	Op-Paris	321
15098	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	288	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	388	Op-Luxembourg	321
15099	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	289	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	389	Op-Genève	321
15100	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	290	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	390	Op-Berne	321
15101	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	291	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	391	Op-Paris	321
15102	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	292	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	392	Op-Luxembourg	321
15103	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	293	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	393	Op-Berne	321
15104	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	294	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	394	Op-Paris	321
15105	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	295	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	395	Op-Luxembourg	321
15106	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	296	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	396	Op-Genève	321
15107	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	297	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	397	Op-Berne	321
15108	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	298	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	398	Op-Paris	321
15109	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	299	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	399	Op-Luxembourg	321
15110	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	300	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	400	Op-Berne	321
15111	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	301	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	401	Op-Paris	321
15112	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	302	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	402	Op-Luxembourg	321
15113	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	303	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	403	Op-Genève	321
15114	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	304	Gr-Bombay	218	225	+ 3.20	404	Op-Berne	321
15115	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	305	Gr-Colombo	218	225	+ 3.20	405	Op-Paris	321
15116	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	306	Gr-Jakarta	218	225	+ 3.20	406	Op-Luxembourg	321
15117	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	307	Gr-Singapore	218	225	+ 3.20	407	Op-Berne	321
15118	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	308	Gr-Bangkok	218	225	+ 3.20	408	Op-Paris	321
15119	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	309	Gr-Manila	218	225	+ 3.20	409	Op-Luxembourg	321
15120	Edinburgh T.P.	1042	1030	- 1.15	310	Gr-Batavia	218	225	+ 3.20	410	Op-Genève	321
15121												

- 0.34	355	Sub	341	331	332	- 2.63
- 0.63	360	Sunday	378	380	373
+ 0.53		OFFICE	12.15	12.22	12.55	- 1.40

COTE DES CHANGES

[illegible]

LA REMISE DU PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE

Claude Simon : « Comme une protestation obstinée »

De notre envoyée spéciale

Stockholm. — C'est mardi 10 décembre que doit avoir lieu la cérémonie traditionnelle de la remise des prix Nobel au cours de laquelle, Claude Simon recevra le prix Nobel de littérature 1985 des mains du roi de Suède. Le dernier lauréat français qui ait accepté le prix fut Saint-John Perse en 1960.

L'auteur de *La Route des Indes* et des *Georgiques* a prononcé, lundi après-midi à l'Académie de littérature, un discours — la « conférence Nobel » — qui, tout en sacrifiant à la tradition, n'avait rien de traditionnel. Claude Simon a évoqué le plaisir qu'éprouve tout écrivain d'être reconnu. « Cette satisfaction par certains côtés puérile, je dirai que s'y mêle une certaine fierté, qu'au-delà de ma personne l'attention se trouve ainsi attirée sur le pays qui, pour le meilleur et malgré le pire, est le mien, et où il n'est pas mauvais que l'on sache que, malgré ce pire, existe comme une obstinée protestation, déguisée, moquée, parfois même hypocritement persécutée, une certaine vie de l'esprit... »

Répondant à ceux qui se sont étonnés que les Nobel aient choisi un auteur « difficile », l'écrivain déclare : « Comment donc expliquer qu'aujourd'hui, pour une certaine critique, les notions de labeur, de travail, soient tombées dans un tel discrédit, que dire d'un écrivain qu'il éprouve de la difficulté à écrire leur semble le comble de la raillerie ? »

Claude Simon se demande ce qu'il est advenu du modèle littéraire du roman tel qu'il s'est épanoui au dix-neuvième siècle : « Celui-ci est en effet bien mort, en dépit du fait que dans les bibliothèques de gare ou ailleurs on continue et on continuera encore longtemps à vendre et à acheter par milliers d'innombrables... »

Le numéro du « Monde » daté 10 décembre 1985 a été tiré à 502 722 exemplaires

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

MARDI 10 DÉCEMBRE
« le Monde » reçoit
Mgr Decourtray
Cardinal-archevêque de Lyon
Prémet des Gaules
avec PHILIPPE BOUCHER

MERCREDI 11 DÉCEMBRE
« le Monde » reçoit
Aldé « le Monde »
47-20-52-97
préparé
par FRANÇOIS KOCH
Les difficultés
du tourisme social
avec ALAIN FAULIAS
et MARIE-CHRISTINE ROBERT

de terrifiants récits d'aventure à conclusion optimiste ou désespérée et aux titres annonceurs de vérités révélatrices comme *Le Cordon humain*, *L'Espoir* ou *Les Chemins de la liberté*...

« J'ai partagé mon pain avec des truands »

Mordant, combatif sous son apparence fêtrée, polie, de rigueur en ces lieux, Claude Simon a voulu affirmer clairement que le roman n'avait rien à faire avec le dogmatisme et ne devait pas faire passer un message didactique. « Je suis maintenant un vieil homme et, comme beaucoup d'habitants de votre vieille Europe, la première partie de ma vie a été assez mouvementée », a-t-il expliqué. « J'ai été le témoin d'une révolution, j'ai fait la guerre dans des conditions particulièrement meurtrières (j'appartenais à l'un de ces régiments que les états-majors sacrifient froidement l'innocence et dans, en huit jours, il s'est pratiquement rien resté). J'ai été fait prisonnier, j'ai connu la faim, le travail physique jusqu'à l'épuisement, je me suis évadé, j'ai été gravement malade, plusieurs fois au bord de la mort violente ou naturelle. J'ai côtoyé les gens les plus divers, aussi bien des prêtres que des incendiaires d'église, de paisibles bourgeois comme des anarchistes, des philosophes ou des illettrés. J'ai partagé mon pain avec des truands, enfin j'ai voyagé un peu partout dans le monde... et cependant je n'ai jamais encore, à soixante-deux ans, découvert aucun sens à tout cela, si ce n'est, comme l'a dit le croisé Barthes après Shakespeare, que « si le monde signifie quelque chose, c'est qu'il ne signifie rien » — sauf qu'il est... »

« Comme on le voit, je n'ai rien à dire au sens sartrien de cette expression. D'ailleurs, si il m'avait été révélée quelque vérité importante dans l'ordre du social, de l'histoire ou du sacré, il m'eût semblé pour le moins burlesque d'avoir recours pour l'exposer à une fiction inventée... »

Une déclaration de scepticisme éclairé qui rompt avec les centristes de ses prédécesseurs et qui, calmement, dynamite les options de Monsieur Sartre, dernier Français distingué par l'Académie suédoise il y a vingt et un ans. Claude Simon parle d'un « engagement de l'écrivain » : « Il peut arriver, a conclu le lauréat, que l'on soit ramené à la base de départ, seulement plus riche d'avoir indiqué quelques directions, jeté quelques passerelles, être peut-être parvenu, par l'approfondissement acharné du particulier, et sans prétendre avoir tout dit, à ce « fonds commun » où chacun pourra reconnaître un peu — ou beaucoup — de lui-même... »

JOLY
« La ville et l'eau »
Peintures
du 3 au 19 décembre 1985
Maison Mouton, 5, rue Payenne, 75001 Paris
Tél. 46-41-41-41
Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 15 h à 19 h

« MINERVES 85 »

Etienne Chatiliez l'homme choyé de la publicité

Un galop d'essai pour se révéler un coup de maître. C'est le cas du film publicitaire *Les Chevaliers sauvages*, réalisé par Richard Raynal pour Citroën, qui remporte une des deux minerves de platiné de la Régie française de publicité (RFP) décernées, le lundi 9 décembre, au théâtre parisien des Folies Bergère, au cours d'une soirée animée cabincaba par Valérie Maïresse et Robert Charlebois. Cette palme — couronnant un galop de chevaux dans une ville morte puis dans un désert — était justifiée mais prévisible. Le jury, présidé par Daniel Toscani du Plantier, a donc décidé de décerner aussi une minerve de platiné au premier film de l'Espagnol Chico Bialas. Son spot *La Belle de Cadix*, dans lequel une jeune femme aux formes épanouies vante les cachoux Lajumie sur un rythme syncopé (en trois secondes !) est sans doute drôle, mais il ne tient guère la comparaison avec les *Chevaliers sauvages*. Il est vrai que le film publicitaire français balance constamment entre le trait d'humour et le spectacle. Le jury a donc honoré ces deux tendances.

Leur synthèse est le fait d'Etienne Chatiliez. Dans l'histoire du spot français, ces minerves 1985 gardent surtout son estampille. Avec *Sandrine*, un film sur « les bons bonbons tendres » Chamalloues qui constitue un petit chef-d'œuvre de mise en scène et de drôlerie, il rallie la minerve de l'humour créée cette année. Il décroche aussi la première minerve de scénario pour son film *C'est là la question* et la deuxième minerve de la réalisation pour *Elisabeth A.* tout deux consacrés à la gloire des chaussettes Erasm. Et pour couronner le tout, Etienne Chatiliez remporte la minerve de la critique décernée pour la première fois par un jury formé par l'Association des journalistes médias (AJM), toujours pour son spot *C'est là la question*.

YVES-MARIE LABÉ

Le palmarès

• *Minerve de platiné* : Richard Raynal (*Les Chevaliers sauvages*, pour Citroën) et Chico Bialas (*La Belle de Cadix*, pour les cachoux Lajumie).
• *Minerve de l'humour* : Etienne Chatiliez (*Sandrine*, pour Chamalloues).
• *Minerve de la réalisation* : Jean-Paul Goudé (*La Beauté sauvage*, pour Citroën) ; 2^e minerve : E. Chatiliez (*Elisabeth A.*, pour Erasm).
• *Minerve du scénario* : E. Chatiliez (*C'est là la question*, pour Erasm) ; 2^e minerve : Jean-Louis (Publicité).

9Mach.écrire poche (?) chez Duriez

Canon, Casio, Brother...
EXTRA PLATES (— 5 cm
E d'épaisseur) poids plume
(— 3 kg) • Très simples ou sophistiquées • Calculatrices • Affichent sur écran avant de frapper • Mémoire corrigible (jusqu'à 14.000 caractères, 10 pages) • Jusqu'à 6 modèles d'écriture • A piles ou fil • Imprimantes terminal d'ordinateur • Imprimé par téléphone • Ecritures qualité imprimée • 1590 à 4600 F ttc.
Duriez, 112 et 132 Bd Saint-Germain, M° Odéon.

20 MICROS FAMILIAUX
jugés par des pros
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
A B C D F G H

SCIENCE & TECHNIQUE
SUM
DECEMBRE 85

Tournade, Gilbert Scher (*Dormez comme vous aimez*, pour Danipillo).
• *Minerve de la photo* : Pascal Lebègue (*L'Intépride*, pour Dim) ; 2^e minerve : Howard Atherton (*Le Gracie-Ciel*, pour Samsonite).
• *Minerve de l'interprétation* : Marc de Jonge (*Le Palais*, pour Bourquin) ; 2^e minerve : Riton Liebman, Charty Chemouni (*Les Daliens*, pour Kodak).
• *Minerve du son* : Jean-Paul Goudé, Yello (*La Danse des Zoulous*, pour Les Escouades).
• *Minerve du décor* : Jean Marc Kerdellhaé (*Soup time*, pour Maggi).
• *Minerve des effets spéciaux* : Jacques Thévenot (*Les Chevaliers pour Saft Mazda*) ; 2^e minerve : N. Meletopoulos (*La Banquette*, pour Esso).
• *Minerve de l'animation* : Pierre Clément (*La Course aux mots*, pour Reynold).
• *Minerve du film régional* : D. Fina-ARC Lyon (*Le Norme*).
• *Minerve de la critique* : E. Chatiliez (*C'est là la question*, pour Erasm).

• *Les Nations unies et Mayotte*. — L'Assemblée générale des Nations unies a adopté par 117 voix contre une — celle de la France, — et avec 22 abstentions, une résolution invitant Paris à entamer des négociations avec le gouvernement comorien sur le statut de Mayotte, actuellement « collectivité territoriale » française, comme l'ont voulu les habitants. Le ministre des affaires étrangères comorien, M. Said Kafe, a rejeté tout recours à l'autodétermination du peuple de Mayotte par référendum. — (AFP).

• *M. Paul Quilès aux Etats-Unis*. — En visite officielle, lundi 9 et mardi 10 décembre aux Etats-Unis, le ministre français de la défense, M. Paul Quilès, a été reçu par son collègue américain, M. Caspar Weinberger, avec lequel il s'est entretenu de relations militaires bilatérales (après l'achat de RIFAs par l'armée de terre américaine) et du projet IDS de défense spatiale antimissiles. Sans signer d'accord avec les Etats-Unis comme l'a fait le Royaume-Uni et comme s'apprête à le faire l'Allemagne fédérale, la France ne s'opposera pas à une participation de ses sociétés d'armement, nationales ou privées, à l'IDS.

JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE
Chateaubriand fut ministre. Sous quel régime ? Réponse dans « LE JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE » de HATIER

NOËL - NOUVEL AN
Beau vêtement LEGRAND.
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS 590 F
COSTUMES ET PARDESSUS MESURE 1 750 F
NOUVELLE COLLECTION
3000 pièces
Légèreté, draperie, élégance
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, RUPES, MANTEAUX SUR MESURE
UNIFORMES ET INSGES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme.
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

20 MICROS FAMILIAUX jugés par des pros
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
A B C D F G H

DOSSIER NOËL 85
Micro-informatique personnelle : faites-vous plaisir en choisissant entre 30 bonnes machines sélectionnées, de 500 F à 28.000 F.
18 F EN VENTE PARTOUT

Sur le vif La colle et le champagne

Pas de doute, ça risque d'hommes par ici. Par ici, l'entente en Europe et aux Etats-Unis, parce qu'en Afrique et en Asie, de ce côté-là, au moins, ça va. Il n'y a pas de problème. A New-York, en revanche, le mois dernier, quand j'y étais, on ne parlait que de ça. De la crise de l'argent. Pour en dédicier un en bon état, qui ne nécessite pas d'énormes travaux de redevement, il faut vraiment se lever de bonne heure. D'autant que les bons parts vont chercher des prix astronomiques.

Bon, alors, à défaut d'être propriétaire, comment faire pour se procurer un mec ? Le louer. A l'heure ou à la soirée. Accepter d'avoir une histoire avec un homme marié. La presse populaire multiplie les conseils aux nouvelles back-street. Elles ont pris la relève des nouveaux philosophes et des nouveaux romantiques. A notre époque, l'autre femme d'un monsieur qui en a déjà une, voire deux, doit savoir profiter d'une situation : somme toute très enviable. Un homme à demeure, c'est le pot de colle. Un homme de passage, c'est le coupe de champagne.

Vous êtes entièrement libre de vous offrir des extras. Vous pouvez à vos romances, à sa passion pour le foot et à sa manie de ne réparer que ce qui marche parfaitement dans l'appareil. Et il n'y a pas de problème. A New-York, quand j'y étais, on ne parlait que de ça. De la crise de l'argent. Au-dessus d'un revenu annuel de 80 000 dollars, 70 % des Américains trompent leur femme. Profitez-en. Tapez votre amant.

Le seul danger — et quel danger ! — avec un mec qui a la baguette au doigt, c'est de se laisser mettre un fil à la patte. Le fil du téléphone. Si vous campez près de l'appareil, pour être bien sûr de l'entendre, sonner, dans un désordre désespéré de mégots, de pots de yogourt vides et de kils de rouge. Si vous ne sortez qu'une fois par jour pour acheter le journal et lire les avis de décès. Si la nuit venue, vous n'allez pas ni la lumière ni le télé, occupez-vous d'être à repasser dans votre tête le disque de ce que vous lui direz quand enfin il appellera, vous êtes foutue. Vous savez pourquoi ? Parce qu'il ne le fera pas.

CLAUDE SARRAUTE.

Mort de Vital Gayman ancien directeur des informations de la RTF...

Vital Gayman, ancien directeur du « Journal parlé » de la RTF, résident à Paris, est décédé, le mardi 3 décembre, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Fils d'un socialiste russe naturalisé français, Vital Gayman a été tout jeune acquis aux idées socialistes. A la fin du premier conflit mondial, qu'il termine comme lieutenant, décoré de la croix de guerre, Vital Gayman adhère aux idées des bolcheviks. En 1923, il entre au comité directeur du Parti communiste français et devient permanent comme rédacteur à l'Humanité. Toutefois, ses sympathies gauchistes lui valent à plusieurs reprises d'être relégué à ses responsabilités. Il a été secrétaire du groupe parlementaire (1932-1935) et conseiller municipal de Paris (1935-1939).

En 1936, il est volontaire dans les Brigades internationales en Espagne et devient, très vite, l'un des principaux dirigeants. Trois ans plus tard, ce militant révolutionnaire et antifasciste, relégué par le parti communiste, rompt avec le PCF. Il prend alors contact avec André Malraux et entre dans la Résistance. Arrêté en 1943, déporté en août 1944, il réussit à s'évader pendant son transfert vers l'Allemagne nazie.

A partir de cette date, Vital Gayman aura plus d'engagement politique public. Il devient journaliste à la RTF. Nommé rédacteur en chef du « Journal parlé » en mai 1945, il devient directeur des informations un an plus tard et conservera ce poste jusqu'au retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958. Vital Gayman a terminé sa carrière de journaliste en 1968, à la Dépêche du Midi.

Durant les treize ans qu'il a passés à la RTF, il a été l'un des auteurs de toutes les émissions d'information. Sous son impulsion, les émissions du « Journal parlé » ont été développées, en particulier sur France 1 : le journal télévisé a été créé, des magazines ont pris le départ sur les antennes : « Rendez-vous à cinq heures », la « Tribune de Paris ».

et de Gabrielle Buffet-Picabia

Gabrielle Buffet-Picabia, le dernier témoin actif de l'époque Dada, est morte à Paris le 7 décembre. Elle était âgée de cent quatre ans.

DADA : le dernier témoin
Lorsqu'elle rencontre Francis Picabia en 1908, Gabrielle Buffet est une jeune musicienne dont la formation n'a rien d'académique. Après des études à la Schola Cantorum de Paris avec Vincent d'Indy, et à Berlin avec Edgar Varèse, elle défend des idées pour une musique libérée des conventions, idées qui coïncident avec le passage à l'abstraction du jeune peintre qu'elle épousa en 1909. Avec Picabia, elle a quatre enfants, avant de s'en séparer en 1919, tout en maintenant avec lui une relation intellectuelle féconde.

Ayant délaissé la création musicale, c'est par sa vie et par ses écrits que Gabrielle Buffet-Picabia participera à l'aventure de l'art moderne. Grande amie d'Apollinaire, et de Duchamp, d'Amp. de Sophie Tauber, de Calder, et dans les années 30 de Stravinsky, cette femme, surprenante par sa liberté d'esprit et son courage intellectuel, a réuni plusieurs de ses articles dans un livre : *Alors abstraits*, paru en 1957, complété et réédité en 1977 sous le titre *Rencontres chez Belfond*.

Gabrielle Buffet-Picabia avait aussi du courage tout court. Elle s'engagea dans la Résistance à Londres, alors qu'elle n'est déjà plus très jeune.

Sa vivacité d'esprit, sa mémoire prodigieuse, avaient contribué à faire de son appartement parisien de la rue de Washington un salon très prisé où, jusqu'en 1984, amis et chercheurs venaient du monde entier.

G. B.

JUSQU'AU 21 DÉCEMBRE 1985
1 MACINTOSH 128 K
+ MACWRITE
+ MACPAINT
+ 1 Extension à 512 K
= 19.990 F T.T.C.
SEULEMENT!!!
l'achat ou le leasing possibles.
Nous acceptons avec plaisir les bons de commande de l'administration.
INTERNATIONAL COMPUTER
Le centre G&C de la Micro-informatique
26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. (1) 42.72.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

VALEURS
ACTUELLES
L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
en kiosque ou par abonnement
SPECIMEN SUR DEMANDE
écrite 6, rue d'Ulm, 75001 Paris cedex 02

Correspondance et "service secret" par micro-ordinateur...
Déjà 5000 boîtes aux lettres alimentées par micro-ordinateur, demain pourquoi pas vous...
En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expédier, recevoir des messages, c'est le fabuleux pouvoir de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.
* ou MINITEL

A l'aide d'un simple petit terminal, quel que soit votre déplacement dans le monde, MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24.
Gagnez sur 2 fronts : économie et rapidité avec MISSIVE, l'avant-garde de la communication.
Renseignements et documentation à :
P.O.R. - 124, rue Beaumour
75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77